



Région Île-de-France
7.000.000.000 d'euros
Programme d'émission de titres
(Euro Medium Term Note Programme)

La Région Île-de-France (l'"Émetteur" ou la "**Région Île-de-France**" ou la "**Région**") peut, dans le cadre du programme d'émission de titres de créance (*Euro Medium Term Note Programme*) qui fait l'objet du présent document d'information (le "**Document d'Information**") et dans le respect des lois, règlements et directives applicables, procéder à tout moment à l'émission de titres de créance (*Euro Medium Term Notes*) (les "**Titres**") pour le financement et/ou refinancement du budget général d'investissement de l'Émetteur pour des projets à vocation environnementale et/ou sociale tel que décrit dans le chapitre "*Utilisation des Fonds*". Le montant nominal total des Titres en circulation ne pourra à aucun moment excéder 7.000.000.000 d'euros (ou la contre-valeur de ce montant dans d'autres devises).

Le présent Document d'Information se substitue et remplace le prospectus de base en date du 10 avril 2019. Le présent Document d'Information est valide pour une période d'un an et fera l'objet d'une mise à jour annuelle (la "**Mise à Jour**"). Le présent Document d'Information ne constitue pas un prospectus de base au sens du Règlement Prospectus (tel que défini ci-dessous) et n'a pas été soumis à l'approbation d'une autorité compétente au sens du Règlement Prospectus (tel que défini ci-dessous).

Dans certaines circonstances, une demande d'admission aux négociations des Titres sur le marché réglementé d'Euronext à Paris ("**Euronext Paris**") pourra être présentée. Euronext Paris est un marché réglementé (un "**Marché Réglementé**") au sens de la directive 2014/65/EC du 15 mai 2014, telle que modifiée ("**MIFID II**"). Les Titres pourront également être admis aux négociations sur un autre Marché Réglementé de l'Espace Economique Européen ("**EEE**") ou du Royaume-Uni ou sur un marché non réglementé de l'EEE ou du Royaume-Uni ou sur tout autre marché non réglementé ou ne pas être admis aux négociations. Les Conditions Financières (telles que définies dans le chapitre "*Caractéristiques Générales du Programme*") concernées (dont le modèle figure dans le présent Document d'Information) préparées dans le cadre de l'émission de tous Titres préciseront si ces Titres seront ou non admis aux négociations et mentionneront, le cas échéant, le Marché Réglementé concerné.

Les Titres auront une valeur nominale supérieure ou égale à 100.000 euros (ou la contre-valeur de ce montant en toute autre devise) ou tout autre montant supérieur qui pourrait être autorisé ou requis par toute autorité compétente concernée ou toute loi ou réglementation applicable.

Les Titres peuvent être émis sous forme dématérialisée ("**Titres Dématérialisés**") ou sous forme matérialisée ("**Titres Matérialisés**"), tel que plus amplement décrit dans le présent Document d'Information.

Les Titres Dématérialisés seront inscrits en compte conformément aux articles L.211-3 *et seq.* et R.211-1 *et seq.* du Code monétaire et financier. Aucun document matérialisant la propriété des Titres Dématérialisés ne sera émis. Les Titres Dématérialisés pourront être, au gré de l'Émetteur, (a) au porteur, inscrits à compter de la date d'émission dans les livres d'Euroclear France ("**Euroclear France**") (agissant en tant que dépositaire central – tel que défini dans le chapitre "*Modalité des Titres – Intérêts et Autres Calculs*"), qui créditera les comptes des Teneurs de compte (tels que définis dans le chapitre "*Modalités des Titres – Forme, valeur(s) nominale(s), propriété et redénomination*") incluant Euroclear Bank S.A./N.V. ("**Euroclear**") et la banque dépositaire pour Clearstream Banking, SA ("**Clearstream**") ou (b) au nominatif et, dans ce cas, au gré du Titulaire de Titres concerné (tel que défini à l'Article 1(c)(iv) des Modalités des Titres), soit au nominatif pur, auquel cas ils seront inscrits en compte auprès de l'Émetteur ou auprès d'un établissement mandataire (désigné dans les Conditions Financières concernées) pour le compte de l'Émetteur, soit au nominatif administré, auquel cas ils seront inscrits en compte auprès des Teneurs de compte désignés par le Titulaire concerné.

Les Titres Matérialisés seront émis sous forme matérialisée au porteur uniquement et pourront seulement être émis hors de France. Un certificat global temporaire au porteur sans coupons d'intérêt attachés ("**Certificat Global Temporaire**") relatif aux Titres Matérialisés sera initialement émis. Ce Certificat Global Temporaire sera échangé ultérieurement contre des Titres Matérialisés représentés par des titres physiques (les "**Titres Physiques**") accompagnés, le cas échéant, de coupons, au plus tôt à une date devant se situer environ le 40^{ème} jour calendaire après la date d'émission des Titres (sous réserve de report, tel que décrit au chapitre "*Certificats Globaux Temporaires relatifs à des Titres Matérialisés*") sur attestation que les Titres ne sont pas détenus par des ressortissants américains tel que décrit plus précisément dans le présent Document d'Information.

Les Certificats Globaux Temporaires seront, (a) dans le cas d'une Tranche (telle que définie dans le chapitre "*Caractéristiques Générales du Programme*") dont la compensation doit être effectuée par Euroclear et/ou Clearstream, déposés à la date d'émission auprès d'un dépositaire commun à Euroclear et/ou Clearstream et (b) dans le cas d'une Tranche dont la compensation doit être effectuée par un autre système de compensation qu'Euroclear et/ou Clearstream (ou par un système de compensation supplémentaire) ou encore livrée en dehors de tout système de compensation, déposés dans les conditions convenues entre l'Émetteur et l'Agent Placeur concerné (tel que défini ci-dessous).

L'Émetteur fait l'objet d'une notation Aa2 avec perspective stable et d'une notation P-1 pour sa dette à court terme par Moody's France SAS ("**Moody's**") et d'une notation AA avec perspective négative et d'une notation F1+ à court terme par Fitch France SAS ("**Fitch Ratings**"). Le Programme a fait l'objet d'une notation Aa2 par Moody's et AA par Fitch Ratings. A la date du Document d'Information, chacune de ces agences de notation de crédit est établie dans l'Union Européenne ou au Royaume-Uni et enregistrée conformément au Règlement (CE) n°1060/2009 du Parlement Européen et du Conseil du 16 septembre 2009 sur les agences de notation de crédit tel que modifié (le "**Règlement ANC**") et figure sur la liste des agences de notation de crédit publiée sur le site internet de l'Autorité Européenne des Marchés Financiers (l'"**AEMF**") (<https://www.esma.europa.eu/supervision/credit-rating-agencies/risk>) conformément au Règlement ANC. Lorsque les Titres émis font l'objet d'une notation, cette dernière ne sera pas nécessairement celle qui a été attribuée au Programme. Les Titres émis dans le cadre de ce Programme peuvent faire l'objet d'une notation. Si une notation des Titres devait exister, elle sera précisée dans les Conditions Financières. Une notation n'est pas une recommandation d'achat, de vente ou de détention de titres et peut, à tout moment, être suspendue, être modifiée ou faire l'objet d'un retrait par l'agence de notation de crédit concernée.

Le présent Document d'Information, les documents incorporés par référence ainsi que toute Modification des Modalités seront publiés (a) sur le site de l'Émetteur dans une section dédiée et facilement accessible (<https://www.iledefrance.fr/financement-region>) et (b) disponibles pour consultation et pour copie, sans frais, aux jours et heures habituels d'ouverture des bureaux, un jour quelconque de semaine, au siège de l'Émetteur.

Les investisseurs potentiels sont invités à prendre en considération les risques décrits au chapitre "*Facteurs de risques*" avant de prendre leur décision d'investissement dans les Titres émis dans le cadre du présent Programme.

Arrangeurs

BNP PARIBAS

HSBC

Agents Placeurs

BNP PARIBAS

**CREDIT AGRICOLE
CIB**

DEUTSCHE BANK

HSBC

NATIXIS

MORGAN STANLEY

**SOCIÉTÉ GÉNÉRALE
CORPORATE &
INVESTMENT
BANKING**

**UBS INVESTMENT
BANK**

Conformément à l'article 1.2 du règlement 2017/1129 du Parlement européen et du Conseil concernant le prospectus à publier en cas d'offre au public de valeurs mobilières ou en vue de l'admission de valeurs mobilières à la négociation sur un Marché Réglementé, et abrogeant la directive 2003/71/CE tel que modifié (le "**Règlement Prospectus**"), l'Émetteur, en sa qualité d'autorité régionale d'un Etat membre de l'Union Européenne n'est pas soumis aux exigences du Règlement Prospectus. Par conséquent, le présent Document d'Information, toute Modification du Document d'Information (telle que définie ci-après) et toute Modification des Modalités (telle que définie ci-après) y afférente ne constitue pas un prospectus de base au sens de l'article 8 du Règlement Prospectus et n'a donc pas fait l'objet d'une approbation de l'Autorité des marchés financiers. Ce Document d'Information contient toutes les informations utiles sur l'Émetteur permettant aux investisseurs d'évaluer en connaissance de cause le patrimoine, l'activité, la situation financière, les résultats et les perspectives de l'Émetteur, les droits attachés aux Titres, ainsi que les raisons de l'émission et son incidence sur l'Émetteur. Chaque Tranche (telle que définie au chapitre "**Caractéristiques Générales du Programme**") de Titres sera émise conformément aux dispositions figurant au chapitre "*Modalités des Titres*" du présent Document d'Information, telles que complétées par les dispositions des Conditions Financières concernées convenues entre l'Émetteur et les Agents Placeurs (tels que définis au chapitre "**Caractéristiques Générales du Programme**") concernés lors de l'émission de ladite Tranche.

L'Émetteur accepte la responsabilité des informations contenues ou incorporées par référence dans le présent Document d'Information. A la connaissance de l'Émetteur, ayant pris toutes les mesures raisonnables pour s'assurer que tel est le cas, les informations contenues ou incorporées par référence dans le présent Document d'Information sont conformes à la réalité et n'omettent pas d'éléments de nature à en altérer la portée.

La diffusion du présent Document d'Information et l'offre ou la vente de Titres peuvent faire l'objet de restrictions légales dans certains pays. Les personnes qui viendraient à se trouver en possession du présent Document d'Information sont invitées par l'Émetteur, les Agents Placeurs et les Arrangeurs à se renseigner sur lesdites restrictions et à les respecter.

Les Titres n'ont pas fait ni ne feront l'objet d'un enregistrement en vertu de la loi américaine sur les valeurs mobilières de 1933 (*US Securities Act of 1933*), telle que modifiée (la "**Loi Américaine sur les Valeurs Mobilières**") ni auprès d'aucune autorité de contrôle d'un état ou de toute autre juridiction des Etats-Unis d'Amérique et les Titres peuvent comprendre des Titres Matérialisés revêtant la forme au porteur qui sont soumis aux dispositions de la législation fiscale américaine. Sous réserve de certaines exceptions, les Titres ne peuvent être offerts, vendus ou remis aux Etats-Unis d'Amérique ou, dans le cas de Titres Matérialisés au porteur, vendus aux Etats-Unis d'Amérique. Pour une description de certaines restrictions applicables à l'offre et à la vente des Titres et à la diffusion du présent Document d'Information, se reporter au chapitre "**Souscription et Vente**".

Le présent Document d'Information ne constitue ni une invitation ni une offre faite par ou pour le compte de l'Émetteur, des Agents Placeurs ou des Arrangeurs, de souscrire ou d'acquérir des Titres.

Ni les Arrangeurs ni les Agents Placeurs n'ont vérifié les informations contenues ou incorporées par référence dans le présent Document d'Information. Aucun des Agents Placeurs ou des Arrangeurs ne fait de déclaration expresse ou implicite, ni n'accepte de responsabilité quant à l'exactitude ou au caractère exhaustif de toute information contenue ou incorporées par référence dans le présent Document d'Information. Le Document d'Information et tous autres états financiers ne sont pas supposés constituer des éléments permettant une quelconque estimation financière ou une quelconque évaluation et ne doivent pas être considérés comme une recommandation d'achat de Titres, formulée par l'Émetteur, les Arrangeurs ou les Agents Placeurs à l'attention des destinataires du présent Document d'Information ou de tous autres états financiers.

Chaque investisseur potentiel dans les Titres devra juger par lui-même de la pertinence des informations contenues y compris celles incorporées par référence, dans le présent Document d'Information et fonder sa décision d'achat de Titres sur les recherches qu'il jugera nécessaires. Aucun des Agents Placeurs ou des Arrangeurs ne s'engage à examiner la situation financière ou la situation générale de l'Émetteur, ni ne s'engage à faire part à un quelconque investisseur ou investisseur potentiel des informations qu'il serait amené à connaître.

Les acquéreurs et les vendeurs potentiels de Titres doivent tenir compte du fait qu'ils pourraient devoir payer des impôts ou autres taxes ou droits selon la loi ou les pratiques en vigueur dans les pays où les Titres seront transférés ou dans d'autres juridictions. Dans certaines juridictions, aucune position officielle des autorités fiscales ni aucune décision de justice n'est disponible s'agissant de titres financiers tels que les Titres. Les investisseurs potentiels sont invités à demander conseil à leur propre conseil fiscal au regard de leur situation personnelle en ce qui concerne l'acquisition, la rémunération, la vente et le remboursement des Titres. Seuls ces conseils sont en mesure de correctement prendre en considération la situation spécifique d'un investisseur potentiel.

MIFID II GOUVERNANCE DES PRODUITS / MARCHÉ CIBLE – Les Conditions Financières relatives aux Titres devront inclure un paragraphe intitulé "**GOUVERNANCE DES PRODUITS MIFID II**" qui décrira l'évaluation du marché cible des Titres, prenant en compte les cinq catégories auxquelles il est fait référence dans l'élément 18 des Orientations sur les exigences de gouvernance des produits publié par l'AEMF le 5 février 2018, et quels canaux de distribution des Titres sont appropriés. Toute personne proposant, vendant ou recommandant par la suite les Titres (un "**Distributeur**") devra prendre en compte cette évaluation ; cependant, un Distributeur soumis à MIFID II est responsable d'entreprendre sa propre évaluation du marché cible des Titres (soit en adoptant soit en affinant l'évaluation du marché cible) et déterminant des canaux de distribution appropriés. Une évaluation devra être effectuée par chacun des Agents Placeurs de chaque émission afin de déterminer, au sens des règles MIFID II de

gouvernance des produits de la Directive Déléguée (UE) 2017/593 du 7 avril 2016 (les "**Règles MIFID II de Gouvernance des Produits**"), si un Agent Placeur qui souscrit à des Titres est un producteur au titre de ces Titres. Dans le cas contraire, ni l'Arrangeur, ni les Agents Placeurs, ni leurs filiales respectives seront des producteurs au sens des Règles MIFID II de Gouvernance des Produits.

TABLE DES MATIERES

CARACTERISTIQUES GENERALES DU PROGRAMME.....	1
FACTEURS DE RISQUES.....	8
MODIFICATION DU DOCUMENT D'INFORMATION	21
DOCUMENTS INCORPORES PAR REFERENCE	22
MODALITES DES TITRES	24
CERTIFICATS GLOBAUX TEMPORAIRES RELATIFS AUX TITRES MATERIALISES.....	50
UTILISATION DES FONDS	51
DESCRIPTION DE LA REGION ÎLE-DE-France.....	52
SOUSCRIPTION ET VENTE	103
MODELE DE CONDITIONS FINANCIERES	105
INFORMATIONS GENERALES.....	116

CARACTERISTIQUES GENERALES DU PROGRAMME

Les caractéristiques générales suivantes doivent être lues sous réserve des autres informations figurant dans le présent Document d'Information. Les Titres seront émis selon les modalités convenues entre l'Émetteur et le ou les Agent(s) Placeur(s) concerné(s) et seront soumis aux Modalités figurant aux pages 24 à 49 du présent Document d'Information telles que complétées par les dispositions des Conditions Financières concernées convenues entre l'Émetteur et le ou les Agent(s) Placeur(s) concerné(s).

Les termes et expressions définis dans les Modalités ci-après auront la même signification dans la présente description des caractéristiques générales du Programme.

Dans le présent Document d'Information, à moins qu'il n'en soit spécifié autrement ou que le contexte ne s'y prête pas, toute référence à un "**Etat Membre**" vise une référence à un Etat Membre de l'Espace Economique Européen.

Émetteur :	Région Île-de-France
Description :	<p>Programme d'émission de titres (<i>Euro Medium Term Note</i> Programme) pour l'offre de titres de créance en continue sur un Marché Réglementé (le "Programme")</p> <p>Les Titres constitueront des obligations au regard du droit français.</p>
Arrangeurs :	BNP Paribas et HSBC France (les " Arrangeurs ")
Agents Placeurs :	<p>BNP Paribas</p> <p>Crédit Agricole Corporate and Investment Bank</p> <p>Deutsche Bank Aktiengesellschaft</p> <p>HSBC France</p> <p>Morgan Stanley & Co. International plc</p> <p>Natixis</p> <p>Société Générale</p> <p>UBS Europe SE</p> <p>L'Émetteur pourra à tout moment révoquer tout Agent Placeur (tel que défini ci-après) dans le cadre du Programme ou désigner des Agents Placeurs supplémentaires soit pour une ou plusieurs Tranches, soit pour l'ensemble du Programme. Toute référence faite dans le présent Document d'Information aux "Agents Placeurs Permanents" renvoie aux personnes nommées ci-dessus en qualité d'Agents Placeurs ainsi qu'à toute autre personne qui aurait été désignée comme Agent Placeur pour l'ensemble du Programme (et qui n'auraient pas été révoquées). Toute référence faite aux "Agents Placeurs" désigne tout Agent Placeur Permanent et toute autre personne désignée comme Agent Placeur pour une ou plusieurs Tranches.</p>
Montant Maximum du Programme :	Le montant nominal total des Titres en circulation ne pourra, à aucun moment, excéder la somme de 7.000.000.000 d'euros (ou la contre-valeur de ce

	montant dans toute autre devise, calculée à la date d'émission).
Agent de Calcul :	BNP Paribas Securities Services pour les Titres Dématérialisés. Un Agent de Calcul spécifique sera désigné pour toute Tranche de Titres Matérialisés.
Agent de Consolidation :	BNP Paribas Securities Services pour les Titres Dématérialisés. Un Agent de Consolidation spécifique sera désigné pour toute Tranche de Titres Matérialisés.
Agent Financier :	BNP Paribas Securities Services pour les Titres Dématérialisés. Un Agent Financier spécifique sera désigné pour toute Tranche de Titres Matérialisés.
Agent Payeur Principal :	BNP Paribas Securities Services pour les Titres Dématérialisés (Numéro d'affilié Euroclear France 29106). Un Agent Payeur Principal spécifique sera désigné pour toute Tranche de Titres Matérialisés.
Agent Payeur à Paris :	BNP Paribas Securities Services pour les Titres Dématérialisés. Un Agent Payeur à Paris spécifique sera désigné pour toute Tranche de Titres Matérialisés.
Agent de Redénomination :	BNP Paribas Securities Services pour les Titres Dématérialisés. Un Agent de Redénomination spécifique sera désigné pour toute Tranche de Titres Matérialisés.
Méthode d'émission :	Les Titres seront émis dans le cadre d'émissions syndiquées ou non-syndiquées. Les Titres seront émis par souche (chacune, une " Souche "), à une même date ou à des dates différentes, et seront soumis pour leurs autres caractéristiques (à l'exception du premier paiement des intérêts) à des modalités identiques, les Titres de chaque Souche étant supposés être fongibles entre eux. Chaque Souche peut être émise par tranches (chacune, une " Tranche ") à une même date d'émission ou des dates d'émission différentes. Les modalités spécifiques de chaque Tranche (qui seront complétées si nécessaire par des modalités supplémentaires et seront identiques aux modalités des autres Tranches d'une même Souche, à l'exception de la date d'émission, du prix d'émission, du premier paiement des intérêts) figureront dans des conditions financières (des " Conditions Financières ") complétant le présent Document d'Information.
Echéances :	Sous réserve de toutes les lois, règlements et directives applicables, les Titres auront une échéance maximale de trente (30) ans à compter de la date d'émission initiale comme indiqué dans les Conditions Financières concernées.

Devises :	Sous réserve du respect de toutes les lois, règlements et directives applicables, les Titres peuvent être émis en euros, en dollars américains, en yen japonais, en francs suisses, en livres sterling et en toute autre devise qui pourrait être convenue entre l'Émetteur et l'(les) Agent(s) Placeur(s) concerné(s).
Valeur(s) Nominale(s) :	<p>Les Titres seront émis dans la(les) Valeur(s) Nominale(s) Indiquée(s), tel que stipulé dans les Conditions Financières concernées. Les Titres auront une valeur nominale unitaire supérieure ou égale à 100.000 euros (ou la contre-valeur de ce montant dans d'autres devises) ou à tout autre montant supérieur qui pourrait être autorisé ou requis par l'autorité monétaire concernée ou par toute loi ou règlement applicables à la devise spécifiée.</p> <p>Les Titres Dématérialisés devront être émis dans une seule Valeur Nominale Indiquée.</p>
Prix d'émission :	Les Titres pourront être émis au pair, en dessous du pair ou avec une prime d'émission.
Rang de créance des Titres :	Les Titres et, le cas échéant, les Coupons (tel que définis à l'Article 1(a)(ii) des Modalités) y afférents constituent des engagements directs, inconditionnels, non subordonnés et (sans préjudice des stipulations relatives au maintien de l'emprunt à son rang) non assortis de sûretés de l'Émetteur, venant (sous réserve des exceptions impératives du droit français) au même rang entre eux et au même rang que tout autre engagement, présent ou futur, non subordonné et non assorti de sûretés de l'Émetteur.
Maintien de l'emprunt à son rang :	Aussi longtemps que des Titres ou, le cas échéant, des Coupons attachés aux Titres seront en circulation, l'Émetteur n'accordera pas ou ne laissera pas subsister d'hypothèque, de gage, nantissement, privilège ou toute autre sûreté réelle sur l'un quelconque de ses actifs ou revenus, présents ou futurs, aux fins de garantir toute dette d'emprunt présente ou future représentée par des obligations, des titres ou d'autres valeurs mobilières d'une durée supérieure à un an et qui sont (ou sont susceptibles d'être) admis à la négociation sur un Marché Réglementé, à moins que les obligations de l'Émetteur découlant des Titres et, le cas échéant, des Coupons ne bénéficient d'une sûreté équivalente et de même rang.
Exigibilité Anticipée :	Les Modalités contiendront une clause d'exigibilité anticipée telle que plus amplement décrite au paragraphe "Modalités des Titres – Cas d'Exigibilité Anticipée".

Montant de Remboursement :	Les Conditions Financières concernées définiront la base de calcul des montants de remboursement dus.
Option de Remboursement et Remboursement Anticipé :	Les Conditions Financières préparées à l'occasion de chaque émission de Titres indiqueront si ceux-ci peuvent être remboursés (en totalité ou en partie) avant la date d'échéance prévue au gré de l'Émetteur et, si tel est le cas, les modalités applicables à ce remboursement. Sous réserve de ce qui précède, les Titres ne seront remboursables par anticipation au gré de l'Émetteur que pour des raisons fiscales. Se reporter au paragraphe "Modalités des Titres - Remboursement, Achat et Options".
Fiscalité :	<p>Tous les paiements d'intérêts ou remboursements du principal effectués par l'Émetteur, ou au nom de celui-ci, doivent être effectués libres et nets de tout prélèvement ou retenue à la source au titre d'un quelconque impôt, droit, charge ou taxe de quelque nature que ce soit qui serait imposé, prélevé, collecté ou retenu en France, ou par la France, ou bien encore par toute autre autorité disposant de prérogatives en matière fiscale, sauf si ledit prélèvement ou ladite retenue à la source est requis par la loi.</p> <p>Si en vertu de la législation française, les paiements en principal ou en intérêts afférents à tout Titre ou Coupon doivent être soumis à un prélèvement ou à une retenue au titre de tout impôt ou taxe, présent ou futur, l'Émetteur s'engage, dans toute la mesure permise par la loi, à majorer ses paiements de sorte que les titulaires de Titres et Coupons perçoivent l'intégralité des sommes qui leur auraient été versées en l'absence d'un tel prélèvement ou d'une telle retenue, sous réserve de certaines exceptions.</p>
Titres à Taux Fixe :	Les intérêts à taux fixe seront payables chaque année à terme échu à la (aux) date(s) indiquée(s) dans les Conditions Financières concernées.
Titres à Taux Variable :	Les Titres à Taux Variable porteront intérêt au taux déterminé pour chaque Souche séparément de la façon suivante, tel qu'indiqué dans les Conditions Financières concernées :

- (i) sur la même base que le taux variable applicable à une opération d'échange de taux d'intérêt notionnel dans la Devise Prévue concernée, conformément à la Convention Cadre de la Fédération Bancaire Française ("**FBF**") de 2013, tel qu'indiqué dans les Conditions Financières, relative aux opérations sur instruments financiers à terme (la "**Convention Cadre FBF**") complétée par les Additifs Techniques publiés par la FBF; ou

- (ii) par référence au LIBOR, EURIBOR, CMS ou à tout autre indice de référence de la zone euro communément utilisé par les marchés financiers, dans chaque cas, tel qu'ajusté en fonction de la marge éventuellement applicable.

Si le Taux de Référence devait à tout moment être négatif, le taux d'intérêt des Titres à Taux Variable (y compris la marge, pour éviter toute ambiguïté) ne pourra, pour sa part, être inférieur à zéro. Pour éviter toute ambiguïté, aucune somme ne sera due dans ce cas par les porteurs de Titres à l'Émetteur.

Périodes d'Intérêts et Taux d'Intérêt :

Les périodes d'intérêts seront définies dans les Conditions Financières concernées.

Pour chaque Souche, la durée des périodes d'intérêts des Titres, les taux d'intérêts applicables ainsi que leur méthode de calcul pourront varier ou rester identiques selon le cas. Les Titres pourront comporter un taux d'intérêt maximum, un taux d'intérêt minimum ou les deux à la fois. Les Titres pourront porter intérêt à différents taux au cours de la même période d'intérêts grâce à l'utilisation de sous-périodes d'intérêts. Toutes ces informations figureront dans les Conditions Financières concernées.

Redénomination :

Les Titres libellés dans une devise de l'un quelconque des Etats Membres de l'Union Européenne seront relibellés en euros, tel que décrit plus amplement dans les Conditions Financières concernées, conformément aux paragraphes "Modalités des Titres – Forme, valeur(s) nominale(s), propriété et redénomination".

Consolidation :

Les Titres d'une Souche pourront être consolidés avec les Titres d'une autre Souche, tel que décrit plus amplement au paragraphe "Modalités des Titres – Emissions assimilables et consolidation".

Forme des Titres :

Les Titres peuvent être émis soit sous forme de Titres Dématérialisés soit sous forme de Titres Matérialisés.

Les Titres Dématérialisés pourront, au gré de l'Émetteur, être émis au porteur ou au nominatif et, dans ce dernier cas, au gré du Titulaire concerné, soit au nominatif pur ou au nominatif administré. Aucun document matérialisant la propriété des Titres Dématérialisés ne sera émis. Se reporter au paragraphe "Modalités des Titres – Forme, valeur(s) nominale(s), propriété et redénomination".

Les Titres Matérialisés seront uniquement au porteur. Un Certificat Global Temporaire relatif à chaque Tranche de Titres Matérialisés sera

	<p>initialement émis. Les Titres Matérialisés pourront uniquement être émis hors de France.</p>
Droit applicable :	<p>Droit français. L'Émetteur accepte la compétence des tribunaux français. Cependant, aucune voie d'exécution de droit privé ne peut être prise ou aucune procédure de saisie ne peut être mise en œuvre à l'encontre des actifs ou biens de l'Émetteur.</p>
Systèmes de compensation :	<p>Euroclear France en tant que dépositaire central pour les Titres Dématérialisés et, pour les Titres Matérialisés, Clearstream, Euroclear ou tout autre système de compensation que l'Émetteur, l'Agent Financier et l'Agent Placeur concerné conviendraient de désigner. Les Titres qui sont admis aux négociations sur Euronext Paris seront compensés par Euroclear France.</p>
Création des Titres Dématérialisés :	<p>La lettre comptable relative à chaque Tranche de Titres Dématérialisés devra être remise à Euroclear France en sa qualité de dépositaire central un jour ouvrable à Paris avant la date d'émission de cette Tranche.</p>
Création des Titres Matérialisés :	<p>Au plus tard à la date d'émission de chaque Tranche de Titres Matérialisés, le Certificat Global Temporaire relatif à cette Tranche devra être remis à un dépositaire commun à Euroclear et Clearstream, ou à tout autre système de compensation, ou encore pourra être remis en dehors de tout système de compensation sous réserve qu'un tel procédé ait fait l'objet d'un accord préalable entre l'Émetteur, l'Agent Financier et l'Agent Placeur concerné.</p>
Admission aux négociations :	<p>Sur Euronext Paris et/ou sur tout autre Marché Réglementé ou non réglementé de l'EEE et/ou sur tout autre marché non réglementé qui pourra être indiqué dans les Conditions Financières concernées. Les Conditions Financières concernées pourront prévoir qu'une Souche de Titres ne fera l'objet d'aucune admission à la négociation.</p>
Notation :	<p>Le Programme a fait l'objet d'une notation AA par Fitch Ratings et Aa2 par Moody's. Chacune de ces agences de notation de crédit est établie dans l'Union Européenne ou au Royaume-Uni et enregistrée conformément au Règlement ANC et figure sur la liste des agences de notation de crédit publiée sur le site internet de l'Autorité Européenne des Marchés Financiers (https://www.esma.europa.eu/supervision/credit-rating-agencies/risk) conformément au Règlement ANC. Les Titres émis dans le cadre de ce Programme peuvent faire l'objet d'une notation. Lorsque les Titres émis font l'objet d'une notation, cette notation ne sera pas nécessairement celle qui a été attribuée au Programme. Si une notation des Titres est fournie, elle sera précisée dans les Conditions Financières. Une notation n'est pas une recommandation d'achat, de vente ou de détention</p>

de titres et peut à tout moment être suspendue, modifiée, ou faire l'objet d'un retrait par l'agence de notation de crédit concernée

Restrictions de vente :

Il existe des restrictions concernant la vente des Titres ainsi que la diffusion des documents d'offre dans différents pays. Se reporter au chapitre "*Souscription et Vente*".

L'Émetteur relève de la Catégorie 1 pour les besoins de la Réglementation S de la loi américaine sur les valeurs mobilières de 1933 (*Regulation S under the United States Securities Act of 1933*), telle que modifiée.

Les Titres Matérialisés seront émis en conformité avec la Section (*U.S. Treas. Reg.*) §1.163-5(c)(2)(i)(D) des règlements du Trésor Américain (les "**Règles TEFRA D**") à moins (i) que les Conditions Financières concernées ne prévoient que ces Titres Matérialisés soient émis conformément à la Section (*U.S. Treas. Reg.*) §1.163-5(c)(2)(i)(C) des règlements du Trésor Américain (les "**Règles TEFRA C**"), ou (ii) que ces Titres Matérialisés ne soient pas émis conformément aux Règles TEFRA C ou aux Règles TEFRA D, mais dans des conditions où ces Titres Matérialisés ne constitueront pas des "*obligations dont l'enregistrement est requis*" par la loi américaine de 1982 sur l'équité d'imposition et la responsabilité fiscale (*United States Tax Equity and Fiscal Responsibility Act of 1982*) ("**TEFRA**"), auquel cas les Conditions Financières concernées indiqueront que l'opération se situe en dehors du champ d'application des règles TEFRA.

Les règles TEFRA ne s'appliquent pas aux Titres Dématérialisés.

FACTEURS DE RISQUES

L'Émetteur considère que les facteurs suivants ont de l'importance pour la prise de décisions d'investissement dans les Titres et/ou peuvent altérer sa capacité à remplir les obligations que lui imposent les Titres à l'égard des investisseurs. Ces contingences peuvent ou peuvent ne pas survenir et l'Émetteur n'est pas en mesure de s'exprimer sur la possibilité ou non que ces contingences surviennent. Les investisseurs sont informés qu'ils peuvent perdre tout ou partie, selon le cas, de la valeur de leur investissement (étant précisé que le risque encouru par l'investisseur se limite à la valeur de son investissement).

L'Émetteur considère que les facteurs décrits ci-dessous représentent les risques principaux inhérents aux Titres émis sous le Programme, mais l'Émetteur ne déclare pas que les facteurs décrits ci-dessous sont exhaustifs. Les risques décrits ci-dessous ne sont pas les seuls risques qu'un investisseur dans les Titres encourt. D'autres risques et incertitudes, qui ne sont pas connus de l'Émetteur à ce jour ou qu'il considère au jour du présent Document d'Information comme non significatifs, peuvent avoir un impact significatif sur les risques relatifs à un investissement dans les Titres. Les investisseurs potentiels doivent également lire les informations détaillées qui figurent par ailleurs dans le présent Document d'Information et se faire leur propre opinion avant de prendre toute décision d'investissement. En particulier, les investisseurs potentiels doivent faire leur propre évaluation des risques associés aux Titres avant d'investir dans les Titres.

L'Émetteur considère que les Titres doivent uniquement être acquis par des investisseurs qui sont des investisseurs qualifiés qui sont en position de mesurer les risques spécifiques qu'implique un investissement dans les Titres.

Les facteurs de risque décrits ci-dessous pourront être complétés dans les Conditions Financières des Titres concernés pour une émission particulière de Titres.

Toute référence ci-dessous à un Article renvoie à l'article numéroté correspondant dans le chapitre "Modalités des Titres".

Risques relatifs à l'Émetteur

Les facteurs de risque sont classés par grandes catégories en fonction de leur nature. Au sein de chaque catégorie, les facteurs de risque sont classés par ordre d'importance.

1. Risques liés à l'évolution et à l'exécution des recettes et des dépenses régionales

Le risque de baisse des recettes régionales

La baisse des recettes pourrait avoir un impact sur le niveau d'endettement régional, ce qui pourrait augmenter le risque de crédit des Titres et donc diminuer leur valeur.

En particulier, toute modification par le législateur du champ de compétences dévolues aux régions pourrait avoir un impact sur le niveau des dépenses et des recettes régionales et éventuellement in fine augmenter le niveau d'endettement de la collectivité, et, par là même, le risque de crédit des Titres.

L'Émetteur est néanmoins protégé par le principe constitutionnel d'autonomie financière, l'article 72-2 de la Constitution disposant que les "*recettes fiscales et les autres ressources propres des collectivités territoriales représentent pour chaque catégorie de collectivités, une part déterminante de l'ensemble de leurs ressources*" et que "*Tout transfert de compétences entre l'État et les collectivités territoriales s'accompagne de l'attribution de ressources équivalentes à celles qui étaient consacrées à leur exercice. Toute création ou extension de compétences ayant pour conséquence d'augmenter les dépenses des collectivités territoriales est accompagnée de ressources déterminées par la loi.*". De cet article découlent d'une part, la compensation des charges transférées par l'État, d'autre part, le financement des compétences créées ou étendues.

Toutefois, les recettes régionales et la situation financière de la Région pourraient également être significativement affectées par un changement radical de l'environnement politique, économique ou sanitaire, tel que:

- une crise sanitaire exceptionnelle (comme une pandémie internationale du type Covid-19), une grave crise économique, une catastrophe naturelle, des tensions géopolitiques (y compris des mesures protectionnistes, des actes terroristes, des troubles sociaux, des cyber-attaques, des conflits armés, des menaces de conflit et risques connexes),
- un changement d'orientation de la politique gouvernementale ou des décisions parlementaires impactant négativement les recettes régionales.

Le risque d'augmentation des dépenses régionales

L'augmentation des dépenses pourrait avoir un impact sur le niveau d'endettement régional, ce qui pourrait augmenter le risque de crédit des Titres et donc diminuer leur valeur.

Le risque d'augmentation des dépenses est limité par le principe de l'équilibre réel des budgets des collectivités territoriales prévu à l'article L. 1612-4 du code général des collectivités territoriales ("**CGCT**") selon lequel les sections de fonctionnement et d'investissement des budgets locaux doivent toutes deux être votées à l'équilibre, la section de fonctionnement ne pouvant, contrairement à la section d'investissement, être équilibrée par de l'emprunt (pour les risques liés à l'endettement se référer à la section intitulée "*Risques liés à l'endettement et aux engagements hors-bilan de l'Émetteur*" ci-dessous). En outre, le principe d'équilibre réel, règle d'or des finances publiques locales, implique des contraintes fortes sur l'évolution à la hausse des dépenses régionales.

Risque de liquidité

Le risque de liquidité correspond à l'incapacité de l'Émetteur à faire face à ses engagements financiers à court terme, du fait d'une rupture de trésorerie.

En tant que collectivités territoriales, l'Émetteur est tenu de déposer ses fonds au Trésor Public (article 26 de la loi organique n° 2001-692 du 1er août 2001 relative aux lois de finances) et de disposer en permanence d'un solde positif sur ce compte, aucun découvert ne pouvant leur être consenti conformément au 2° de l'article 26 de la loi organique n° 2001-692 précitée.

Cependant, si les fonds disponibles de la collectivité territoriale se trouvent momentanément insuffisants, le CGCT (notamment le chapitre VII du titre III du livre III de la quatrième partie et en particulier l'article L. 4331-2-1) permet à l'Etat d'opérer par avance des versements de fiscalité à la collectivité territoriale, par 1/12^e.

Au-delà de la maîtrise et du suivi quotidien du plan de trésorerie, le risque de liquidité est traité en maintenant un degré suffisant de diversification des sources de financement (pour plus d'information se référer au chapitre intitulé "*Description de la Région Île-de-France*" ci-dessous).

La Région diversifie ses sources de financement en particulier en accédant à divers marchés de la dette, en gérant de façon proactive les besoins de financement et en garantissant l'accès à des sources de financement diversifiées à long terme (programme EMTN de 7 milliards d'euros), et à court terme (programme de NEU CP de 1 milliard d'euros).

En complément, la Région dispose d'une ligne de crédit long terme revolving (CLTR) de 587 millions d'euros, qui lui permet des tirages et remboursements quotidiens. La Région négocie par ailleurs de nouvelles lignes pluriannuelles avec la BEI, auxquelles s'ajoute le recours possible à des prêts avec la Caisse des Dépôts et Consignations et des établissements de crédit selon les opportunités.

Cette diversification des sources de financement garantit un accès permanent à la liquidité, y compris dans les contextes de crise des marchés de capitaux et de la dette.

2. Risques liés à l'endettement et aux engagements hors-bilan de l'Émetteur

Risque de surendettement

S'agissant des risques financiers (constitués du risque d'endettement excessif et du risque de défaut de paiement), le statut de personne morale de droit public, ainsi que le cadre juridique de l'emprunt par les collectivités territoriales permet de limiter les risques d'insolvabilité.

Suite à l'article 2 de la loi n°82-213 du 2 mars 1982, les collectivités territoriales peuvent recourir librement à l'emprunt et leurs relations avec les prêteurs sont régies par le droit privé et la liberté contractuelle.

Toutefois, cette liberté est encadrée par les principes suivants :

- les emprunts sont exclusivement destinés à financer des investissements (hors amortissement de la dette) ;
- le remboursement du capital doit être couvert par des ressources propres.

Dans le même souci d'équilibre financier, la loi n°2018-32 du 22 janvier 2018 de programmation des finances publiques pour les années 2018 à 2022 (article 29) a fixé un plafond national de référence à la capacité de désendettement d'une collectivité territoriale, définie comme le rapport entre l'encours de dette à la date de clôture des comptes et l'épargne brute de l'exercice écoulé et exprimé en nombre d'années. Cet objectif plafond est fixé à 9 ans pour les régions (article 29 de ladite loi).

Ainsi, la règle d'or des finances locales, fixée par la loi, et les contrôles effectués par l'Etat constituent une forte garantie de solvabilité pour les prêteurs et rend hypothétique ce risque, s'agissant d'une région française.

Risques de défaut de l'Émetteur

Les titulaires de Titres sont exposés potentiellement au risque de défaut de l'Émetteur (manquement ou retard de la part de l'Émetteur sur le paiement du principal et/ou des intérêts de sa dette).

Toutefois, le service de la dette représente une dépense obligatoire des collectivités territoriales (article L.4321-1 du CGCT), qu'il s'agisse du remboursement du capital de la dette ou des frais financiers (intérêts de la dette), ce qui constitue une garantie très protectrice pour les détenteurs de Titres.

Ces dépenses doivent, en conséquence, obligatoirement être inscrites au budget de la collectivité. S'il n'en est pas ainsi, le législateur a prévu une procédure (article L.1612-15 du CGCT) permettant au Préfet, représentant de l'Etat, après avis de la Chambre Régionale des Comptes (la "**CRC**"), d'inscrire d'office la dépense au budget de la collectivité. En outre, à défaut de mandatement d'une dépense obligatoire, le législateur a prévu également une procédure (article L.1612-16 du CGCT) permettant au Préfet d'y procéder d'office.

La signature en 2009 d'une charte de bonne conduite entre les établissements bancaires et les collectivités locales et la diffusion de la circulaire du 25 juin 2010 (cf. infra Risques liés aux produits dérivés) ont permis de mettre fin à la commercialisation des produits structurés à risque. La mise en place dans le cadre de la charte de bonne conduite d'une classification des produits structurés (classification dite « Gissler ») et la rénovation des annexes budgétaires des collectivités territoriales relatives à la dette ont permis d'améliorer de façon significative l'information des élus et des citoyens sur la dette publique locale, notamment sur les risques liés aux emprunts structurés.

Au total, le caractère obligatoire du remboursement de la dette (capital et intérêts), conformément aux dispositions de l'article L. 4321-1 du CGCT, et les règles de bonne conduite sur les produits d'emprunt constituent une forte protection juridique pour les prêteurs et rend très hypothétique le risque de défaut de paiement, s'agissant d'une collectivité publique locale.

Risques associés aux opérations hors bilan de l'Émetteur

Concernant les risques financiers externes, la Région peut octroyer des garanties d'emprunt. La défaillance d'un partenaire bénéficiant d'une garantie d'emprunt, peut avoir un impact sur les finances de la Région, celle-ci devant alors, supporter des dépenses supplémentaires (emprunt en substitution de son partenaire). Il en découle une réduction de ses propres marges de manœuvre, dont sa capacité d'autofinancement, ce qui peut la conduire à devoir s'endetter elle-même davantage.

Toutefois, les garanties d'emprunts ou cautionnements à des organismes publics ou privés sont très encadrés par les articles L. 4253-1, L. 4253-2 et D. 4253-1 du CGCT. L'Émetteur a l'obligation de se conformer à trois règles prudentielles déterminées par la loi n° 88-13 du 5 janvier 1988 dite « loi Galland ». Ces règles cumulatives posent le principe du plafonnement des engagements, du plafonnement des bénéficiaires (ou division du risque) ainsi que celui du partage du risque. Ces règles ne s'appliquent qu'aux garanties

accordées aux personnes de droit privé. Le « ratio Galland » relatif au plafonnement des engagements est publié dans les annexes du budget primitif et du compte administratif de l'Émetteur.

Au total, l'encadrement strict par la loi des garanties d'emprunt octroyées par les collectivités territoriales et le faible niveau d'engagement de la Région à ce titre, limitent ce risque de façon significative.

Risque d'augmentation du coût de l'endettement de l'Émetteur au titre des emprunts à taux variable

La Région peut émettre des emprunts à taux variable. Dans le cadre de ces emprunts à taux variables, les coupons ne sont pas connus à l'avance et leur détermination dépendra de l'évolution de l'environnement de taux. Une remontée des taux pourrait entraîner une augmentation des coupons et donc de la charge financière de la Région.

Afin de limiter le risque de détérioration de sa charge financière, la Région met en œuvre depuis plusieurs années une stratégie prudente de gestion de dette en poursuivant deux principaux objectifs :

- contenir le risque de taux d'intérêt sur la dette régionale ;
- saisir les opportunités de marché permettant de réduire les charges d'intérêt.

Cette politique prudente s'est traduite dans le passé par l'utilisation de produits de couverture simples agissant sur la répartition de la dette entre taux fixes à long terme et taux variables à court terme, selon les conditions et les perspectives de marché, de manière à ajuster au mieux la position de l'encours de dette régionale sur la courbe des taux d'intérêt et ainsi de limiter les charges d'intérêt effectivement payées.

Depuis 2014, compte tenu de l'environnement de marché, la Région réalise la majorité de ses nouveaux emprunts à taux fixe afin de fixer des niveaux de taux historiquement bas.

Risques liés aux produits dérivés

Le recours aux emprunts et aux instruments financiers (produits dérivés tels que contrat à terme d'échange, garantie de taux plafonds, tunnels...) est encadré par la circulaire interministérielle n° NOR/IOCB1015077C du 25 juin 2010 relative aux produits financiers offerts aux collectivités territoriales et à leurs établissements publics. Ce texte précise les risques inhérents à la gestion de la dette par les collectivités territoriales et rappelle l'état du droit sur le recours aux produits financiers et aux instruments de couverture du risque financier. Il abroge la circulaire antérieure du 15 septembre 1992. Il indique notamment que le recours aux instruments financiers n'est autorisé que dans une logique de couverture de risque de taux ou de change. La politique menée par la Région Île-de-France en matière de risque de taux est prudente : elle vise à protéger la dette régionale contre une remontée des taux tout en réduisant son coût.

La Région Île-de-France ne prend aucun risque de change puisqu'elle souscrit dès l'origine des contrats d'échange de devises vers l'euro lorsqu'elle émet des titres en devise étrangère.

En outre, le décret n° 2014-984 du 28 août 2014, pris en application de la loi du 26 juillet 2013 précitée encadre notamment les conditions de conclusion de contrats financiers par les collectivités locales.

3. Risques juridiques et autres risques opérationnels

Risques juridiques liés aux voies d'exécution

L'Émetteur, collectivité territoriale, n'est pas exposé aux risques juridiques liés aux voies d'exécution de droit commun. En tant que personne morale de droit public, l'Émetteur n'est pas soumis aux voies d'exécution de droit privé et ses biens sont insaisissables (article L.2311-1 du Code général de la propriété des personnes publiques) faisant notamment échec à tout mécanisme de compensation des créances de l'Émetteur selon les règles de droit commun, réduisant ainsi les possibilités de recours d'un investisseur dans le cadre du remboursement des Titres par comparaison à une personne morale de droit privé.

Toutefois, l'inscription et le mandatement des dépenses obligatoires résultant, pour l'Émetteur, d'une décision juridictionnelle passée en la force de la chose jugée sont régies par l'article 1^{er} de la loi n°80-539 du 16 juillet 1980 et les articles L.911-1 et suivants du Code de justice administrative.

Risques patrimoniaux

Les risques patrimoniaux de la Région Île-de-France sont relatifs à l'ensemble des dommages, sinistres, destructions et pertes physiques pouvant survenir à l'encontre de ses biens immobiliers et mobiliers. En outre, ses activités et son fonctionnement sont susceptibles de présenter des risques mettant en cause notamment les véhicules automobiles de sa flotte ou découlant du statut applicable à ses agents et élus.

Les assurances souscrites par la Région Île-de-France couvrent tous les bâtiments en propriété ou occupés à quelque titre que ce soit, contre les risques notamment de catastrophe naturelle, d'incendie, d'attentat ou de vandalisme ainsi que l'ensemble des véhicules de la Région. D'autre part, la responsabilité civile de la Région et de ses différents services, y compris les activités annexes de toutes natures et celles des budgets annexes, fait l'objet d'une police d'assurance spécifique.

Risques liés à des événements exogènes à fort impact potentiel

La crise liée au Covid-19 est une illustration des risques exogènes à la Région qui pourraient avoir un impact significatif sur son activité. Cela étant, ces risques exogènes peuvent également être liés à d'autres types d'événements incluant, entre autres, les mouvements sociaux de grandes ampleurs, les grèves et les intempéries.

A l'heure de la rédaction de ce Document d'Information, l'ampleur des conséquences de la crise sanitaire liée au Covid-19 restent incertaines mais trois types d'impacts peuvent d'ores et déjà être identifiés pour ce type de risques :

- le risque au niveau de la santé des employés de la Région et de leurs familles dans le cas d'une crise sanitaire. Il faut noter que la Région a très rapidement communiqué et implémenté les mesures barrières à mettre en place lors de la crise du Covid-19 ;
- le risque opérationnel sur le bon fonctionnement des services lié au confinement de la population. La Région a adapté son organisation, entre autres afin de garantir, en toute situation et dans les meilleures conditions, la continuité des services publics régionaux et en particulier pour ce qui relève de la gestion financière de la collectivité. Pour cela, la Région a organisé dès 2018 :
 - la généralisation du télétravail pour la quasi-totalité des agents du siège et pour la totalité des agents du Pôle Finances (conventions, accès VPN, mise à disposition du matériel informatique adéquat),
 - la dématérialisation des procédures budgétaires et financières ainsi que des procédures comptables d'exécution financière de la dépense afin de garantir en toute circonstance l'engagement des dépenses, le paiement des factures et le versement des subventions, ainsi que le service de paie des agents,
 - le développement d'un système d'information et de gestion financier intégré et sécurisé.
- le risque financier avec des impacts sur les recettes et les dépenses de la Région (se référer à la section intitulée "*Risques liés à l'évolution et à l'exécution des recettes et des dépenses régionales*").

La Région a démontré cependant plusieurs fois sa résilience et sa réactivité dans les crises, notamment celle du Covid-19.

L'action régionale est soutenue par la coopération entre l'Etat et les collectivités locales lors de crises exceptionnelles, notamment par les mesures prises par ordonnances et par les lois de finances rectificatives (notamment l'ordonnance n°2020-330 du 25 mars 2020 relative aux mesures de continuité budgétaire, financière et fiscale des collectivités territoriales et des établissements publics locaux afin de faire face aux conséquences de l'épidémie de Covid-19).

Risques associés aux Titres

Les investisseurs sont informés que la valeur de leur investissement peut être affectée par certains facteurs ou événements (étant précisé que le risque encouru par l'investisseur se limite à la valeur de son investissement).

Le marché des titres de créance peut être volatil et affecté défavorablement par de nombreux événements.

Le marché des titres de créance émis par des Émetteurs est influencé par les conditions économiques et de marché et, à des degrés divers, par les taux d'intérêt, les taux de change et d'inflation dans d'autres pays européens et industrialisés. Il ne peut être garanti que des événements en France, en Europe ou ailleurs (tel que l'épidémie de Covid-19) n'engendreront pas une volatilité de marché ou qu'une telle volatilité de marché n'affectera pas défavorablement le prix des Titres ou que les conditions économiques et de marché n'auront pas d'autre effet défavorable quelconque.

Un marché actif des Titres peut ne pas se développer.

Il ne peut être garanti qu'un marché actif des Titres se développera, ou, s'il se développe, qu'il se maintiendra. Si un marché actif des Titres ne se développe pas ou ne se maintient pas, le prix de marché ou le cours et la liquidité des Titres peuvent être affectés défavorablement. L'Émetteur a le droit d'acheter les Titres, dans les conditions définies à l'Article 6(e), et l'Émetteur peut émettre des Titres assimilables, dans les conditions définies à l'Article 14(a). De telles opérations peuvent affecter favorablement ou défavorablement le développement du prix des Titres. Si des produits additionnels et concurrentiels sont introduits sur les marchés, cela peut affecter défavorablement la valeur des Titres.

Les Titres peuvent être remboursés avant maturité.

Si, à l'occasion d'un remboursement du principal ou d'un paiement d'intérêt, l'Émetteur se trouvait contraint de payer des Montants Supplémentaires conformément à l'Article 8(b) "*Montants Supplémentaires*", il pourra alors, conformément aux stipulations de l'Article 6(d) "*Remboursement pour raisons fiscales*" rembourser en totalité les Titres au Montant de Remboursement Anticipé (tel qu'indiqué dans les Conditions Financières) majoré, à moins qu'il en soit indiqué autrement dans les Conditions Financières concernées, de tous les intérêts courus jusqu'à la date de remboursement fixée.

Toute option de remboursement anticipé au profit de l'Émetteur, prévue par les Conditions Financières d'une émission de Titres donnée peut résulter pour les Titulaires en un rendement considérablement inférieur à leurs attentes.

Les Conditions Financières d'une émission de Titres donnée peuvent prévoir une option de remboursement anticipé au profit de l'Émetteur. En conséquence, le rendement au moment du remboursement peut être plus faible qu'attendu, et la valeur du montant remboursé des Titres peut être inférieure au prix d'achat des Titres payé par le Titulaire. En conséquence, une partie du capital investi par les Titulaires peut être perdu, de sorte que le Titulaire ne recevra pas le montant total du capital investi. De plus, les investisseurs qui choisissent de réinvestir les fonds qu'ils reçoivent peuvent en cas de remboursement anticipé n'être en mesure que de réinvestir en instruments financiers au rendement plus faible que les Titres remboursés.

Un remboursement partiel anticipé à la main de l'Émetteur ou des Titulaires des Titres, pourra affecter la liquidité des Titres d'une même Souche pour lesquels l'option n'a pas été exercée

En fonction du nombre de Titres de la même Souche pour lesquels un remboursement partiel anticipé est exercé à la main des Titulaires de Titres ou de l'Émetteur, les Titres pour lesquels une telle option n'aura pas été exercée pourront être affectés par une perte de liquidité.

Les investisseurs ne pourront pas calculer à l'avance leur taux de rendement sur les Titres à Taux Variable.

Une différence clé entre les Titres à Taux Variable et les Titres à Taux Fixe est que les revenus d'intérêt des Titres à Taux Variable ne peuvent pas être anticipés. En raison de la variation des revenus d'intérêts, les investisseurs ne peuvent pas déterminer un rendement donné des Titres à Taux Variable au moment où ils les achètent, de sorte que leur retour sur investissement ne peut pas être comparé avec celui d'investissements ayant des périodes d'intérêts fixes plus longues. Si les Modalités des Titres prévoient des dates de paiements d'intérêts fréquentes, les investisseurs sont exposés au risque de réinvestissement si les taux d'intérêt de marché baissent. C'est-à-dire que si les taux d'intérêts de marché baissent, les investisseurs ne pourront réinvestir leurs revenus d'intérêts qu'au taux d'intérêt plus faible alors en vigueur.

Risques liés aux Titres à Taux Fixe.

Il ne peut être exclu que la valeur des Titres à Taux Fixe (tels que définis dans le chapitre "*Caractéristiques Générales du Programme*", les "**Titres à Taux Fixe**") ne soit défavorablement affectée par des variations futures sur le marché des taux d'intérêts. Le prix auquel un Titulaire pourrait vouloir céder ses Titres avant la date d'échéance pourra être inférieur, et de manière substantielle, au prix d'émission ou au prix d'acquisition payé par ledit Titulaire. Bien qu'il soit difficile d'anticiper de telles variations relatives aux taux d'intérêt, elles pourraient avoir un impact négatif significatif sur la valeur des Titres et provoquer la perte d'une partie de l'investissement des Titulaires dans les Titres s'ils souhaiteraient les céder.

Risques liés aux Titres à Taux Variable

Un investissement dans des Titres à Taux Variable (tels que définis dans le chapitre "*Caractéristiques Générales du Programme*", les "**Titres à Taux Variable**") se compose (i) d'un taux de référence et (ii) d'une marge à ajouter ou à soustraire, selon le cas, à ce taux de référence. Généralement, la marge concernée n'évoluera pas durant la vie du Titre mais il y aura un ajustement périodique (tel que spécifié dans les Conditions Financières concernées) du taux de référence (par exemple, tous les trois (3) mois ou six (6) mois) lequel évoluera en fonction des conditions générales du marché. Par conséquent, la valeur de marché des Titres à Taux Variable peut être volatile si des changements, particulièrement des changements à court terme, sur le marché des taux d'intérêt applicables au taux de référence concerné ne peuvent être appliqués au taux d'intérêt de ces Titres qu'au prochain ajustement périodique du taux de référence concerné.

Si le taux de référence devait à tout moment être négatif, le taux d'intérêt des Titres à Taux Variable (y compris la marge, pour éviter toute ambiguïté) ne pourra, pour sa part, être inférieur à zéro. Pour éviter toute ambiguïté, aucune somme ne sera due dans ce cas par les porteurs de Titres à l'Émetteur.

Risques relatifs aux Titres liés aux indices de référence

Le London Interbank Offered Rate ("**LIBOR**"), l'Euro Interbank Offered Rate ("**EURIBOR**" ou, en français, taux interbancaire offert en euro ("**TIBEUR**")) et d'autres indices considérés comme des indices de référence font l'objet de réglementations nationales, internationales et d'orientations réglementaires récentes et de projets de réformes au niveau national et international. Certaines de ces réformes sont déjà en vigueur alors que d'autres doivent encore être mises en œuvre. Ces réformes pourraient affecter la performance des indices de référence, provoquer leur disparition totale, la révision de leurs méthodes de calcul ou avoir des conséquences non prévisibles. Toute conséquence de cette nature pourrait avoir un impact défavorable sur les Titres liés à un indice de référence.

Le Règlement (UE) 2016/1011 (le "**Règlement sur les Indices de Référence**") a été publié au Journal Officiel de l'UE le 29 Juin 2016 et est en vigueur depuis le 1er janvier 2018. Le Règlement sur les Indices de Référence s'applique à la fourniture d'indices de références, la fourniture de données sous-jacentes à un indice de référence et l'utilisation d'un indice de référence au sein de l'UE.

Le Règlement sur les Indices de Référence pourrait avoir un impact significatif sur les Titres liés à un taux ou indice considéré comme un indice de référence, en particulier, dans les circonstances suivantes :

- si un indice qui est un "indice de référence" ne pourrait pas être utilisé par une entité supervisée dans certains cas si son administrateur n'obtient pas l'agrément ou l'enregistrement ou, s'il n'est pas situé dans l'UE, si l'administrateur n'est pas soumis à un régime équivalent ou autrement reconnu ou avalisé et si les dispositions transitoires ne s'appliquent pas ; et
- si la méthodologie ou d'autres modalités de détermination de l'indice de référence étaient modifiées afin de se conformer aux exigences du Règlement sur les Indices de Référence. Ces modifications pourraient, entre autres, avoir pour effet de réduire, augmenter ou affecter la volatilité du taux publié ou le niveau de l'indice de référence.

Plus généralement, tous projets internationaux ou nationaux de réformes, tout autre projet de réformes, ou le renforcement général de la réglementation et d'une supervision approfondie des indices de référence pourraient augmenter les coûts et les risques liés à la gestion ou à la participation à la fixation d'un indice de référence et au respect de telles réglementations ou exigences.

Ces facteurs pourraient avoir les effets suivants sur certains indices de référence (y compris le LIBOR, l'EURIBOR et le taux CMS) : (i) décourager les acteurs du marché de continuer à administrer ou à

contribuer à cet indice de référence ; (ii) déclencher des changements dans les règles ou méthodologies utilisées pour les indices de référence ou (iii) conduire à la disparition de l'indice de référence. Toute modification susmentionnée ou toute modification corrélative résultant de projets internationaux ou nationaux de réformes, tout autre projet de réformes, ou autres initiatives ou enquêtes, pourrait avoir un effet défavorable important sur la valeur et la rentabilité des Titres liés à un indice de référence.

Les investisseurs doivent avoir conscience qu'en cas d'interruption ou d'une quelconque indisponibilité d'un indice de référence, le taux d'intérêt applicable aux Titres indexés sur ou faisant référence à cet indice de référence sera calculé, pour la période concernée, conformément aux clauses alternatives applicables à ces Titres (étant précisé qu'en cas de survenance d'un Evénement sur le Taux de Référence, une clause alternative spécifique s'applique – se référer au facteur de risque intitulé "La survenance d'un Evénement sur le Taux de Référence pourrait avoir un effet défavorable significatif sur la valeur et le rendement des Titres indexés sur ou faisant référence à de tels indices de référence" ci-dessous). En fonction de la méthode de détermination du taux de l'indice de référence selon les Modalités des Titres, cela peut (i) dans le cas où la Détermination FBF s'applique, reposer sur la mise à disposition par les banques de référence des cotations d'offres pour le taux de l'indice de référence qui, en fonction des conditions de marché, pourraient ne pas être disponibles au moment concerné ou (ii) dans le cas où la Détermination du Taux sur Page s'applique, résulter dans l'application d'un taux fixe déterminé sur la base du dernier taux en vigueur lorsque le taux de l'indice de référence était encore disponible. L'application de ces dispositions pourrait avoir un impact défavorable sur la valeur, la liquidité ou le rendement des Titres indexés sur ou faisant référence à un indice de référence.

Le règlement (UE) 2019/2089 du Parlement européen et du Conseil du 27 novembre 2019 a modifié les dispositions existantes du Règlement sur les Indices de Référence en prorogeant jusqu'à la fin de 2021 le régime transitoire applicable aux indices de référence d'importance critique et aux indices de référence de pays tiers. Les investisseurs sont invités à consulter leurs propres conseils indépendants et à faire leur propre évaluation des risques potentiels liés aux réformes, investigations et questions d'agrément suscitées par le Règlement sur les Indices de Référence avant d'investir dans des Titres liés à un indice de référence.

La cessation définitive de publication futur du LIBOR ou de tout autre indice de référence pourrait avoir une incidence défavorable sur la valeur des Titres faisant référence au LIBOR ou audit indice de référence.

Le 27 juillet 2017, le Directeur Général de la Financial Conduct Authority ("FCA") du Royaume-Uni, qui régule le LIBOR, a annoncé qu'il avait l'intention de cesser d'inciter ou de contraindre les banques à soumettre des taux pour le calcul du LIBOR à partir de 2021 (l'"**Annonce de la FCA**"). Elle a toutefois obtenu un accord des banques du panel LIBOR afin qu'elles continuent à soumettre leurs taux jusqu'à fin 2021. L'Annonce de la FCA indique que la poursuite du LIBOR sur la base actuelle ne peut et ne pourra être garantie après 2021.

Il n'est pas possible de prédire si, et dans quelle mesure, les banques du panel continueront à soumettre des estimations sur le LIBOR à l'administrateur du LIBOR à l'avenir. Cela peut entraîner une performance différente du LIBOR par rapport au passé et avoir d'autres conséquences imprévisibles.

D'autres taux interbancaires de référence tels que l'EURIBOR (ensemble avec le LIBOR, les "**IBOR**") souffrent des mêmes faiblesses que le LIBOR et pourraient, en conséquence, être supprimés ou subir des changements dans leur mode d'administration.

Des changements dans l'administration d'un IBOR ou l'émergence d'alternatives à cet IBOR pourraient modifier sa performance au regard de ses performances passées, ou avoir d'autres effets qui ne peuvent pas être prévus. La suppression d'un IBOR ou des changements dans son administration pourraient nécessiter des modifications du mode de calcul du Taux d'Intérêt relatif à un Titre à Taux Variable indexé ou ayant pour référence cet IBOR. Le développement d'alternatives à un IBOR pourrait modifier la performance des Titres à Taux Variable ayant pour référence cet IBOR par rapport à celle qu'aurait été la leur si de telles alternatives n'avaient pas vu le jour. Toute conséquence de ce type pourrait avoir un impact significatif défavorable sur la valeur et le rendement de tout Titre à Taux Variable ayant pour référence cet IBOR.

Afin d'atténuer les conséquences de la possible indisponibilité de ces indices, des groupes de travail mis en place sous la supervision de leurs banques centrales respectives ont oeuvré à définir des taux à court terme alternatifs sans risque principalement basés sur des données transactionnelles et, donc, moins susceptibles de critique quant à leurs méthodologies de calcul. Ces nouveaux taux à court terme sans risque en sont

toutefois encore aux toutes premières étapes de leur développement et il n'y a aucune assurance qu'ils seront largement adoptés par les acteurs du marché.

Le *Sterling Overnight Index Average* ("**SONIA**") a été développé sous la supervision de la Banque d'Angleterre dans l'optique de remplacer le LIBOR GBP. Actuellement, le marché continue de se préparer à l'adoption du SONIA. Les investisseurs doivent être conscients que le marché pourrait faire un usage du SONIA qui diffère significativement de ce qui est stipulé dans les Modalités des Titres pour des Titres à Taux Variable ayant pour référence le LIBOR. Le taux d'intérêt de Titres à Taux Variable ayant pour référence le LIBOR ne peut être déterminé qu'à la fin de la période d'observation concernée et immédiatement avant la Date de Paiement du Coupon pertinente et il pourrait être complexe pour les investisseurs d'estimer par avance le montant des intérêts dus pour de tels Titres à Taux Variable.

Bien que des alternatives à certains IBOR pour l'usage du marché obligataire (incluant le SONIA, (pour le LIBOR GBP) et des taux qui pourraient être dérivés du SONIA) soient en cours de développement, en l'absence de mesures législatives, les titres en circulation faisant référence à un IBOR ne feront la transition depuis un tel IBOR que conformément aux modalités qui leur sont applicables.

Il n'y a aucune garantie que l'adoption de taux à court terme alternatifs ne sera pas arrêtée ou fondamentalement altérée d'une manière significativement défavorable aux intérêts des investisseurs dans les Titres à Taux Variable.

La survenance d'un Événement sur le Taux de Référence pourrait avoir un effet défavorable significatif sur la valeur et le rendement des Titres indexés sur ou faisant référence à de tels indices de référence

Si le Taux de Référence n'est plus disponible ou si un Événement sur le Taux de Référence (tel que défini à l'Article 5(c)(iii)(B)(e)) intervient, un ajustement des modalités des Titres d'une Souche encore en circulation pourrait être nécessaire et nécessiter la réunion d'une Assemblée Générale de Titulaires de Titres de la Souche en question ou une autre forme de Décision Collective (tel que décrit dans l'Article 11 des Modalités), ou d'autres conséquences pourraient en résulter, s'agissant des Titres liés à cet indice de référence (y compris, mais sans exclure les Titres à Taux Variable dont les taux d'intérêts sont liés au LIBOR). Toute conséquence de cette nature pourrait avoir un impact défavorable sur la valeur et le rendement des Titres.

Les investisseurs doivent être conscients que, si le Taux de Référence est supprimé ou rendu indisponible, le taux d'intérêt des Titres à Taux Variable qui font référence à ce Taux de Référence sera déterminé pour la période en question conformément aux clauses prévoyant des solutions alternatives applicables aux Titres. En fonction de la manière dont le Taux de Référence doit être déterminé dans les Modalités, la solution alternative pourrait, dans certaines circonstances, (i) dépendre de la fourniture par des banques de références des cotations proposés pour le Taux de Référence, qui, selon les circonstances de marché, pourraient ne pas être disponibles en temps voulu ou (ii) résulter en l'application en pratique d'un taux fixe basé sur un taux appliqué à une période précédente au moment où le Taux de Référence était encore disponible. Tout ce qui précède pourrait avoir un impact défavorable sur la valeur, la liquidité ou le rendement des Titres à Taux Variable faisant référence audit Taux de Référence.

Conformément aux Modalités applicables aux Titres à Taux Variable et aux Titres dont la rentabilité est déterminée par référence à un Taux de Référence, l'Émetteur désignera un Agent de Détermination du Taux de Référence lors de la survenance d'un Événement sur le Taux de Référence (tel que définit à l'Article 5(c)(iii)(B)(e)), tel que décrit plus en détail dans l'Article 5 des Modalités (Intérêts et autres calculs), qui déterminera un Taux de Référence de Remplacement, ainsi que tout changement nécessaire à la convention de jour ouvrable, à la définition du jour ouvrable, à la date de détermination du coupon, à la méthode de décompte des jours ainsi qu'à toute méthode utilisée pour obtenir le Taux de Référence de Remplacement, y compris tout facteur de rajustement nécessaire afin de rendre ce Taux de Référence de Remplacement comparable au Taux de Référence concerné. Ce Taux de Référence de Remplacement et toute autre modification (en l'absence d'erreur manifeste) seront définitifs et lieront les porteurs de Titres, l'Émetteur, l'Agent de Calcul et toute autre personne, et s'appliqueront aux Titres concernés sans aucune obligation pour l'Émetteur d'obtenir le consentement des porteurs de Titres.

Le Taux de Référence de Remplacement peut avoir des antécédents de négociation très limités ou ne pas en avoir. Par conséquent, son évolution générale et/ou son interaction avec d'autres forces ou éléments du marché concerné peuvent être difficiles à déterminer ou à mesurer. De plus, le taux de remplacement peut avoir un rendement différent de l'indice de référence qui a cessé définitivement d'être publié. Par exemple, il existe actuellement des propositions visant à remplacer le LIBOR (dont la durée est généralement d'un, trois ou six mois) par un taux au jour-le-jour. De même, il a été proposé d'utiliser un taux sur les obligations

d'Etat très bien cotées pour remplacer le LIBOR, qui est actuellement basé sur les taux de prêts interbancaires et comporte un élément implicite de risque de crédit du secteur bancaire. Ces modifications, ainsi que d'autres, pourraient affecter de manière significative la performance d'un taux alternatif par rapport à la performance historique et attendue du LIBOR ou de tout autre indice de référence concerné. Rien ne garantit qu'un facteur de rajustement appliqué à une série de Titres compensera adéquatement cet incident. Cela pourrait avoir une incidence sur le taux d'intérêt et la valeur d'échange des Titres concernés. En outre, les porteurs de ces Titres qui concluent des opérations de couverture fondées sur le Taux de Référence pourraient trouver leur couverture inefficace et pourraient devoir encourir des coûts pour remplacer ces couvertures par des instruments liés au Taux de Référence de Remplacement.

Si l'Agent de Détermination du Taux de Référence n'est pas en mesure de déterminer un Taux de Référence de Remplacement approprié pour tout Taux de Référence qui a cessé définitivement d'être publié, alors les dispositions relatives à la détermination du taux d'intérêt des Titres concernés ne seront pas modifiées. Dans de tels cas, les Modalités des Titres prévoient que le Taux d'Intérêt concerné sur ces Titres sera le dernier Taux de Référence disponible, tel que déterminé par l'Agent de Calcul, convertissant effectivement ces Titres en Titres à Taux Fixe.

En outre, si aucun Taux de Référence de Remplacement n'est déterminé et que les Titres concernés sont effectivement convertis en Titres à Taux Fixe, tel que décrit ci-dessus, les investisseurs qui détiennent ces Titres peuvent encourir des coûts liés au retrait de la couverture. En outre, dans un contexte de hausse des taux d'intérêt, les porteurs de ces Titres ne bénéficieront d'aucune augmentation de leurs taux. La valeur d'échange de ces Titres pourrait ainsi être affectée négativement.

Risques de change et contrôle des changes.

L'Émetteur paiera le principal et les intérêts des Titres dans la devise prévue dans les Conditions Financières concernées (la "**Devise Prévue**"). Cela présente certains risques relatifs à la conversion des devises si les activités financières d'un investisseur sont principalement dans une monnaie ou une unité monétaire (la "**Devise de l'Investisseur**") différente de la Devise Prévue. Ces risques contiennent le risque que les taux de change peuvent varier significativement (y compris des variations dues à la dévaluation de la Devise Prévue ou à la réévaluation de la Devise de l'Investisseur) et le risque que les autorités ayant compétence sur la Devise de l'Investisseur puissent imposer ou modifier le contrôle des changes. Une appréciation de la valeur de la Devise de l'Investisseur par rapport à la Devise Prévue réduirait (1) le rendement équivalent de la Devise de l'Investisseur sur les Titres, (2) la valeur équivalente dans la Devise de l'Investisseur du principal payable sur les Titres et (3) la valeur de marché équivalente en Devise de l'Investisseur des Titres.

Le Gouvernement et les autorités monétaires peuvent imposer (certains l'ont fait par le passé) des mesures de contrôle des changes susceptibles d'affecter défavorablement les taux de change. En conséquence, les investisseurs peuvent recevoir un principal ou des intérêts inférieurs à ceux escomptés, voire même ne recevoir ni intérêt ni principal.

Risques liés à la notation.

Le Programme a fait l'objet d'une notation Aa2 par Moody's et AA par Fitch Ratings. Les agences de notation de crédit indépendantes peuvent attribuer une notation aux Titres émis dans le cadre du présent Programme qui ne sera pas nécessairement celle qui a été attribuée au Programme. Cette notation ne reflète pas l'impact potentiel des facteurs de risques qui sont décrits dans ce chapitre et de tous les autres facteurs de risques qui peuvent affecter la valeur des Titres émis dans le cadre du présent Programme. Une notation ne constitue pas une recommandation d'acheter, de vendre ou de détenir les Titres, et peut être révisée ou retirée par l'agence de notation de crédit à tout moment.

Risques liés à la modification des Modalités des Titres.

Les titulaires de Titres seront, pour toutes les Tranches d'une Souche où cela est prévu dans les Conditions Financières concernées, regroupés automatiquement pour la défense de leurs intérêts communs au sein d'une Masse, telle que définie dans l'Article 11 "Représentation des Titulaires", et des décisions collectives de Titulaires pourront être adoptées soit lors d'une Assemblée Générale, soit par Décision Ecrite. Les Modalités permettent dans certains cas de contraindre tous les titulaires de Titres y compris ceux qui n'auraient pas participé ou voté ou n'étaient pas représentés à l'Assemblée Générale ou ceux qui auraient voté dans un sens contraire à celui de la majorité ou ceux qui n'auraient pas approuvé la Décision Ecrite. L'Assemblée Générale peut en outre délibérer sur toute proposition de modification des Modalités, y

compris sur toute proposition d'arbitrage ou de règlement transactionnel, se rapportant à des droits litigieux ou ayant fait l'objet de décisions judiciaires, ces prérogatives étant plus détaillées à l'Article 11.

Risques liés à un changement législatif.

Les Modalités des Titres sont régies par le droit français à la date du présent Document d'Information. Aucune assurance ne peut être donnée quant aux conséquences d'une décision judiciaire ou d'une modification de la législation ou de la réglementation française postérieure à la date du présent Document d'Information. Plus les Titres dans lesquels ils ont investi ont une maturité longue, plus les Titulaires sont exposés au risque de changement législatif. La réalisation d'un tel risque pourrait avoir un impact défavorable sur la valeur des Titres et potentiellement affecter les droits des Titulaires et leur investissement dans les Titres, bien qu'il soit difficile d'apprécier les effets d'un tel changement législatif.

Les Titres peuvent ne pas être un investissement approprié pour tous les investisseurs

Chaque investisseur potentiel doit déterminer, sur la base de son propre examen et avec l'intervention de tout conseiller qu'il pourra juger utile selon les circonstances, l'opportunité d'un investissement dans les Titres au regard de sa situation personnelle. En particulier, chaque investisseur potentiel devrait :

- (i) avoir une connaissance et une expérience suffisante pour évaluer de manière satisfaisante les Titres, l'intérêt et les risques relatifs à un investissement dans les Titres concernés et l'information contenue dans le présent Document d'Information ou dans toute Modification au Document d'Information ou toute Modification des Modalités, ainsi que dans les Conditions Financières concernées ;
- (ii) avoir accès à et savoir manier des outils d'analyse appropriés pour évaluer, à la lumière de sa situation personnelle et de sa sensibilité au risque, un investissement dans les Titres concernés et l'effet que les Titres concernés pourraient avoir sur l'ensemble de son portefeuille d'investissement ;
- (iii) disposer de ressources financières et de liquidités suffisantes pour supporter l'ensemble des risques inhérents à un investissement dans les Titres, y compris lorsque la devise pour le paiement du principal ou des intérêts est différente de celle de l'investisseur potentiel ;
- (iv) comprendre parfaitement les modalités des Titres concernés et être familier avec le comportement de tous indices et marchés financiers concernés ; et
- (v) être capable d'évaluer (seul ou avec l'aide d'un conseil financier) les scénarios possibles pour l'économie, les taux d'intérêt ou tout autre facteur qui pourrait affecter son investissement et sa capacité à faire face aux risques encourus.

Un investisseur potentiel ne devrait pas investir dans des Titres à moins que son expertise (seule ou avec l'aide de son conseil financier) ne lui permette d'évaluer la manière dont les Titres vont évoluer dans des conditions changeantes, les effets qui en résulteraient sur la valeur des Titres et l'impact de cet investissement sur l'ensemble du portefeuille d'investissement de l'investisseur potentiel.

Contrôle de légalité

Le Préfet de la Région Île-de-France dispose d'un délai de deux (2) mois à compter de la réception en préfecture d'une délibération de la Région Île-de-France et de certaines décisions de la Région Île-de-France et certains contrats conclus par celle-ci pour procéder au contrôle de légalité desdites délibérations et/ou de la décision de signer lesdits contrats et/ou desdits contrats dans l'hypothèse où il s'agit de contrats administratifs et, s'il les considère illégaux, les déférer à la juridiction administrative compétente et, le cas échéant, en solliciter la suspension. Le juge administratif compétent pourrait alors, s'il juge illégaux lesdits actes, les suspendre ou les annuler en totalité ou partiellement.

Recours de tiers

Un tiers ayant intérêt à agir pourrait exercer un recours en excès de pouvoir devant les juridictions administratives à l'encontre d'une délibération ou d'une décision de la Région Île-de-France (autre qu'une délibération ou une décision constituant un acte détachable d'un contrat administratif pour ce qui concerne les contrats signés après le 4 avril 2014), des clauses réglementaires des contrats conclus par la Région Île-

de-France, ou de tout acte détachable des contrats de droit privé conclus par celle-ci dans un délai de deux (2) mois à compter de leur publication et, le cas échéant, en solliciter la suspension.

Dans certaines circonstances, et notamment si le recours pour excès de pouvoir est précédé d'un recours administratif, le délai de deux (2) mois précité pourra se trouver prolongé. Par ailleurs, si la délibération, la décision ou l'acte détachable, concerné(e) n'est pas publié(e) de manière appropriée, les recours pourront être introduits par tout tiers justifiant d'un intérêt à agir sans limitation dans le temps.

En cas de recours pour excès de pouvoir, à l'encontre d'une délibération ou d'une décision autre qu'une délibération ou une décision constituant un acte détachable d'un contrat administratif signé après le 4 avril 2014, ou à l'encontre de tout acte détachable des contrats de droit privé conclu par celle-ci, le juge administratif peut, s'il juge l'acte administratif concerné illégal, l'annuler en totalité ou partiellement, ce qui pourrait avoir pour conséquence d'entacher d'illégalité le ou les contrats conclus sur le fondement dudit acte.

Toutefois, l'annulation d'une délibération ou d'une décision constituant un acte détachable d'un contrat administratif signé avant le 4 avril 2014, ou d'un contrat de droit privé, n'implique pas nécessairement que le contrat considéré doive être annulé ou résilié ; dans une telle hypothèse, il appartient au juge de l'exécution, après avoir pris en considération la nature de l'illégalité commise, soit de décider que la poursuite de l'exécution du contrat est possible, éventuellement sous réserve de mesures de régularisation prises par la personne publique ou convenues entre les parties, soit, après avoir vérifié que sa décision ne portera pas une atteinte excessive à l'intérêt général, (i) s'agissant d'un contrat administratif signé avant le 4 avril 2014, d'enjoindre à la personne publique de résilier le contrat, le cas échéant avec un effet différé, soit, eu égard à une illégalité d'une particulière gravité, d'inviter les parties à résoudre leurs relations contractuelles ou, à défaut d'entente sur cette résolution, à saisir le juge administratif du contrat afin qu'il en règle les modalités s'il estime que la résolution peut être une solution appropriée ou (ii) s'agissant d'un contrat de droit privé, d'enjoindre à la personne publique de saisir le juge judiciaire du contrat.

Dans l'hypothèse où un contrat administratif serait conclu par la Région Île-de-France, un tiers ayant intérêt à agir pourrait exercer un recours de pleine juridiction devant les juridictions administratives à l'encontre d'un tel contrat (si ledit contrat a été signé après le 4 avril 2014) ou de certaines de ses clauses non réglementaires qui en sont divisibles dans un délai de deux (2) mois à compter de l'accomplissement des mesures de publicité appropriées et, le cas échéant, en solliciter la suspension. Par ailleurs, si le contrat administratif n'a pas fait l'objet de mesures de publicité appropriées, les recours pourront être introduits par tout tiers justifiant d'un intérêt à agir sans limitation dans le temps.

Si le juge compétent relevait l'existence de vices entachant la validité du contrat, il pourrait, après en avoir apprécié l'importance et les conséquences et avoir pris en considération notamment la nature de ces vices, décider de résilier ou résoudre le contrat.

Dans l'hypothèse où un contrat administratif serait conclu par la Région Île-de-France, un tiers ayant intérêt à agir pourrait, si la Région Île-de-France refusait de faire droit à sa demande de mettre fin à l'exécution de ce contrat, exercer un recours de pleine juridiction devant les juridictions administratives tendant à ce qu'il soit mis fin à l'exécution dudit contrat. Au regard des moyens soulevés, tirés de ce que la Région Île-de-France était tenue de mettre fin à son exécution du fait de dispositions législatives applicables aux contrats en cours, de ce que le contrat est entaché d'irrégularités qui sont de nature à faire obstacle à la poursuite de son exécution ou encore de ce que la poursuite de l'exécution du contrat est manifestement contraire à l'intérêt général, le juge administratif pourrait, après avoir vérifié que sa décision ne porterait pas une atteinte excessive à l'intérêt général, décider de mettre fin à l'exécution du contrat, le cas échéant avec un effet différé¹.

Les Titres respecteront le Cadre des opérations vertes et responsables de la Région

Il est prévu dans le présent Document d'Information que le produit net de l'émission de chaque Tranche de Titres sera affecté par l'Émetteur au financement et/ou au refinancement du budget général d'investissement de l'Émetteur pour des projets à vocation environnementale et/ou sociale (les "**Projets Eligibles**"), tel que décrits plus en détails dans le cadre général des opérations financées (*green and sustainability framework*)

¹ Conformément à une décision du Conseil d'Etat (CE, Sect. 30 juin 2017, Sociétés France-Manche et The Channel Tunnel Group, req. n° 398445). Ce recours est d'application immédiate et a donc vocation à s'appliquer à tous les contrats administratifs indépendamment de leur date de signature.

(le "**Document-Cadre des Operations Vertes et Responsables de la Région**") publié par l'Émetteur sur son site internet (https://www.iledefrance.fr/sites/default/files/medias/2020/06/framework_Region_IdF_fr.pdf).

La Région vise à mettre en œuvre les meilleures pratiques en matière d'engagements verts et responsables, et à respecter les critères d'éligibilité définis dans son Document-Cadre des Operations Vertes et Responsables de la Région, tel que visé au chapitre "*Utilisation des fonds*" du présent Document d'Information). Les investisseurs potentiels doivent tenir compte des informations, contenues dans le présent Document d'Information et dans les Conditions Financières de chaque Tranche spécifique de Titres, relatives à l'utilisation attendue du produit de l'émission, et doivent déterminer la pertinence de ces informations pour eux-mêmes, ainsi que celle de tout autre élément que l'investisseur concerné juge nécessaire pour les besoins de tout investissement dans les Titres. En particulier, aucune garantie n'est donnée par l'Émetteur ou les Agents Placeurs sur le fait que l'utilisation de ces fonds pour n'importe quel Projet Eligible satisfera, en totalité ou en partie, les attentes ou les exigences des investisseurs actuels ou futurs en ce qui concerne les critères ou les lignes directrices auxquels ces investisseurs ou leurs investissements sont tenus de se conformer, que ce soit en vertu d'une loi ou d'un règlement actuel ou futur, de leurs propres statuts, de toutes autres règles de gouvernance, ou de leurs mandats de gestionnaires de portefeuilles, en particulier, en ce qui concerne tout impact environnemental ou social, direct ou indirect, de tous projets ou utilisations, faisant l'objet ou faisant référence à tout projet environnemental ou social spécifique. En conséquence, aucune assurance ne peut être donnée à un investisseur potentiel que l'utilisation du produit de l'émission précisée dans les Conditions Financières sera en mesure de répondre aux attentes de cet investisseur au regard des performances environnementales et/ou sociales, ni même que l'opération continue de répondre aux critères d'éligibilité.

De plus, aucune garantie ou déclaration n'est donnée quant à l'adéquation ou la fiabilité, à quelque fin que ce soit, de l'avis ou de la certification d'un tiers (qu'il soit ou non sollicité par l'Émetteur) pouvant être rendues disponibles dans le cadre de l'émission des Titres et en particulier de tout Projet Eligible répondant aux critères environnementaux, durables, sociaux et/ou autres. Pour éviter tout doute, un tel avis ou certification n'est pas, ni ne sera réputé être, incorporé dans le présent Document d'Information et/ou en faire partie intégrante. Un tel avis ou une telle certification n'est pas, et ne devrait pas être réputé comme une recommandation par l'Émetteur, les Arrangeurs, les Agents Placeurs ou toute autre personne, d'acheter, de vendre ou de détenir de tels Titres. Une telle opinion ou certification n'est à jour qu'à la date à laquelle elle a été émise initialement. Les investisseurs potentiels doivent déterminer pour eux-mêmes la pertinence de chacun de ces avis ou certifications pour les besoins de leur investissement dans les Titres. Actuellement, les fournisseurs de tels avis et certifications ne sont soumis à aucune surveillance et aucun régime réglementaire ou autre.

Ne constituera pas un Cas d'Exigibilité Anticipé (prévu à l'Article 9 des Modalités), (i) le fait pour l'Émetteur de manquer de se conformer à ses obligations de déclaration, ou de ne pas utiliser le produit de l'émission tel que cela est précisé dans le présent Document d'Information et les Conditions Financières applicables et/ou (ii) le fait que toute opinion ou certification décrite ci-dessus soit retirée.

Tout manquement dans l'utilisation du produit net de toute émission de Titres liés aux Projets Eligibles, et/ou le retrait de tout avis ou certification tel que décrit ci-dessus ou tout avis ou certification attestant que l'Émetteur ne se conforme pas totalement ou en partie avec toute question sur laquelle cet avis ou certification est donné et/ou tout manquement à se conformer à des exigences d'investissements visant des projets environnementaux ou sociaux, générant une rupture avec les conditions d'investissement des Titres, peut avoir un effet défavorable sur la valeur des Titres et/ou le prix de marché des Titres, et/ou pourrait avoir des conséquences pour certains investisseurs devant, au titre de leurs mandats de gestionnaires de portefeuilles, investir dans des actifs verts (« *green assets* »), durables (« *sustainable assets* ») ou sociaux (« *social assets* »).

MODIFICATION DU DOCUMENT D'INFORMATION

Tout fait nouveau significatif ou toute erreur ou inexactitude substantielle concernant les informations contenues dans le Document d'Information, qui est de nature à influencer l'évaluation des Titres et survient ou est constaté entre deux Mises à Jour ou entre la Mise à Jour et la clôture de l'offre ou le début de la négociation sur un Marché Réglementé, si cet événement intervient plus tard, est mentionné sans retard injustifié, dans un avis publié sur le site internet de l'Émetteur, dans une section dédiée et facilement accessible (<https://www.iledefrance.fr/financement-region>) et constituera un amendement ou une actualisation (ensemble ou séparément, une "**Modification du Document d'Information**") conformément à ce qui est précisé dans le chapitre "*Incorporation par référence*" du présent Document d'Information. Ces modifications pourront également être annexées aux Conditions Financières d'une émission particulière de Titres.

Les informations mentionnées aux points (1) et (2) du paragraphe II. du chapitre "*Documents incorporés par référence*" ne constitueront pas une Modification du Document d'Information et ne donneront pas lieu à la publication d'un avis dans les conditions décrites ci-dessus.

DOCUMENTS INCORPORES PAR REFERENCE

Le présent Document d'Information devra être lu et interprété conjointement avec les documents suivants :

I. Documents incorporés par référence à la date du présent Document d'Information

Les documents suivants qui ont été préalablement publiés sur le site Internet de l'Émetteur (<https://www.iledefrance.fr/financement-region>) sont incorporés dans le présent Document d'Information et sont réputés en faire partie intégrante :

1. la délibération n° CR 2019-075 du 18 décembre 2019 du Conseil Régional de l'Émetteur fixant le montant des recettes et portant ouverture d'autorisations de programme, d'autorisations d'engagement et de crédits de paiement dans le budget de la Région d'Île-de-France pour 2020 ;
2. la délibération n° CR 2020-028 du 11 juin 2020 du Conseil Régional de l'Émetteur fixant le budget supplémentaire de la Région d'Île-de-France pour 2020 ;
3. la délibération n° CR 2020-027 du 11 juin 2020 relative à l'adoption du compte administratif de la Région Ile-de-France pour 2019 ;
4. la délibération n° CR 2019-022 du 28 mai 2019 relative à l'adoption du compte administratif de la Région Ile-de-France pour 2018 ;
5. pour les besoins de l'émission de Titres assimilables à des Titres émis en vertu des Modalités indiquée ci-dessous:
 - le chapitre "Modalité des Titres" du prospectus de base en date du 16 novembre 2010 (visé par l'AMF sous le numéro 10-405 en date du 16 novembre) (les "**Modalités 2010**") ;
 - le chapitre "Modalité des Titres" du prospectus de base en date du 29 novembre 2011 (visé par l'AMF sous le numéro 11-556 en date du 29 novembre 2011) (les "**Modalités 2011**") ;
 - le chapitre "Modalité des Titres" du prospectus de base en date du 4 décembre 2012 (visé par l'AMF sous le numéro 12-587 en date du 4 décembre 2012) (les "**Modalités 2012**") ;
 - le chapitre "Modalité des Titres" du prospectus de base en date du 6 décembre 2013 (visé par l'AMF sous le numéro 13-652 en date du 6 décembre 2013) (les "**Modalités 2013**") ;
 - le chapitre "Modalité des Titres" du prospectus de base en date du 24 mars 2015 (visé par l'AMF sous le numéro 15-105 en date du 24 mars 2015) (les "**Modalités 2015**") ;
 - le chapitre "Modalité des Titres" du prospectus de base en date du 27 mai 2016 (visé par l'AMF sous le numéro 16-210 en date du 27 mai 2016) (les "**Modalités 2016**") ; et
 - le chapitre "Modalité des Titres" du prospectus de base en date du 20 juillet 2017 (visé par l'AMF sous le numéro 17-375 en date du 20 juillet 2017) (les "**Modalités 2017**").

Aussi longtemps que des Titres seront en circulation dans le cadre du Programme, tous les documents incorporés par référence dans le présent Document d'Information seront (a) publiés sur le site internet de l'Émetteur, dans une section dédiée et facilement accessible (<https://www.iledefrance.fr/financement-region>) et (b) disponibles pour copie sans frais, aux jours et heures habituels d'ouverture des bureaux, au siège social de l'Émetteur et aux bureaux désignés du (des) Agent(s) Payeur(s) tels qu'indiqués à la fin du présent Document d'Information.

L'information incorporée par référence doit être lue conformément à la table de correspondance ci-après. Toute information qui ne serait pas indiquée dans cette table de correspondance mais faisant partie des documents incorporés par référence est fournie à titre d'information uniquement.

Modalités	Pages
Modalités 2010	22 à 41 du prospectus de base en date du 16 novembre 2010
Modalités 2011	24 à 43 du prospectus de base en date du 29 novembre 2011

Modalités 2012	25 à 44 du prospectus de base en date du 4 décembre 2012
Modalités 2013	25 à 43 du prospectus de base en date du 6 décembre 2013
Modalités 2015	25 à 43 du prospectus de base en date du 24 mars 2015
Modalités 2016	30 à 48 du prospectus de base en date du 27 mai 2016
Modalités 2017	20 à 39 du prospectus de base en date du 20 juillet 2017

II. Documents incorporés par référence après la date du présent Document d'Information

Les documents suivants, qui feront l'objet d'une publication sur la page dédiée du site Internet de l'Émetteur (<https://www.iledefrance.fr/financement-region>) après la date du présent Document d'Information, seront réputés y être incorporés par référence et en faire partie intégrante à compter de leur date de publication sur le site Internet de l'Émetteur :

1. les comptes administratifs de l'Émetteur publiés dans les douze (12) mois suivant la publication du présent Document d'Information ;
2. le budget (primitif ou supplémentaire et décisions modificatives le cas échéant) de l'Émetteur publié dans les douze (12) mois suivant la publication du présent Document d'Information ; et
3. les avis portant sur les Modifications du Document d'Information décrites dans le chapitre "*Modification du Document d'Information*" du présent Document d'Information (ensemble, les "**Documents Futurs**").

Les investisseurs sont réputés avoir pris connaissance de toutes les informations contenues dans les Documents Futurs réputés être incorporés par référence dans le présent Document d'Information, comme si ces informations étaient incluses dans le présent Document d'Information. Les investisseurs qui n'auraient pas pris connaissance de ces informations devraient le faire préalablement à leur investissement dans les Titres.

MODALITES DES TITRES

Le texte qui suit est celui des modalités (les "**Modalités**") qui, telles que complétées conformément aux stipulations des Conditions Financières (telles que définies ci-après) concernées, seront applicables aux Titres.

Les Conditions Financières relatives à une tranche de Titres pourront prévoir d'autres modalités qui viendront remplacer ou modifier un ou plusieurs articles des Modalités des Titres ci-après.

Dans le cas de Titres Dématérialisés, le texte des Modalités ne figurera pas au dos de Titres Physiques matérialisant la propriété, mais sera constitué par le texte ci-dessous tel que complété par les Conditions Financières concernées. Dans le cas de Titres Matérialisés, soit (i) le texte complet de ces Modalités ainsi que les stipulations concernées des Conditions Financières concernées (et sous réserve d'éventuelle simplification résultant de la suppression de stipulations non applicables) soit (ii) le texte des Modalités complétées figurera au dos des Titres Physiques. Tous les termes en majuscules qui ne sont pas définis dans les présentes Modalités auront la signification qui leur est donnée dans les Conditions Financières concernées. Les références faites dans les Modalités aux "Titres" concernent les Titres d'une seule Souche, et non l'ensemble des Titres qui peuvent être émis dans le cadre du Programme. Les Titres constitueront des obligations au regard du droit français.

Un contrat de service financier modifié et consolidé rédigé en français (le "**Contrat de Service Financier**") relatif aux Titres émis par la Région Île-de-France (l'"**Émetteur**" ou "**Région Île-de-France**") a été conclu le 12 juin 2020 entre l'Émetteur, BNP Paribas Securities Services en tant qu'agent financier pour les Titres Dématérialisés (tels que définis ci-dessous) et les autres agents qui y sont désignés. L'agent financier, les agents payeurs, l'agent de redénomination, l'agent de consolidation et le ou les agents de calcul alors désignés (le cas échéant) seront respectivement dénommés : l'"**Agent Financier**", les "**Agents Payeurs**" (une telle expression incluant l'Agent Financier), l'"**Agent de Redénomination**", l'"**Agent de Consolidation**" et l(es) "**Agent(s) de Calcul**". Un Agent Financier spécifique (agissant le cas échéant également comme Agent Payeur à Paris, Agent de Redénomination, Agent de Consolidation et Agent de Calcul) sera désigné pour toute tranche de Titres Matérialisés (tels que définis ci-dessous).

Toute référence ci-dessous à des "**Articles**" renvoie aux articles numérotés ci-dessous, à moins que le contexte n'impose une autre interprétation.

Certains termes définis dans la Convention Cadre FBF de 2013, tel qu'indiqué dans les Conditions Financières, relative aux opérations sur instruments financiers à terme (la "**Convention Cadre FBF**") telle que complétée par les Additifs Techniques publiés par la Fédération Bancaire Française ("**FBF**") ont été utilisés ou reproduits à l'Article 5 ci-dessous.

Des exemplaires du Contrat de Service Financier et de la Convention-Cadre FBF peuvent être consultés dans les bureaux désignés de chacun des Agents Payeurs.

L'emploi du terme "**jour**" dans les présentes Modalités fait référence à un jour calendaire sauf précision contraire.

1. **FORME, VALEUR(S) NOMINALE(S), PROPRIETE ET REDENOMINATION**

(a) **Forme**

Les Titres peuvent être émis soit sous forme dématérialisée (les "**Titres Dématérialisés**") soit sous forme matérialisée (les "**Titres Matérialisés**").

- (i) La propriété des Titres Dématérialisés sera établie par inscription en compte, conformément aux articles L.211-3 *et seq.* et R.211-1 *et seq.* du Code monétaire et financier. Aucun document matérialisant la propriété des Titres Dématérialisés (y compris des certificats représentatifs conformément à l'article R.211-7 du Code monétaire et financier) ne sera émis.

Les Titres Dématérialisés (au sens de l'article L.211-3 du Code monétaire et financier) sont émis, au gré de l'Émetteur, soit au porteur, auquel cas ils seront inscrits dans les livres d'Euroclear France ("**Euroclear France**") (agissant en tant que dépositaire central) qui créditera les comptes des Teneurs de compte, soit au

nominatif et, dans ce cas, au gré du Titulaire concerné, soit au nominatif administré inscrits dans les livres d'un Teneur de compte, soit au nominatif pur inscrits dans un compte tenu par l'Émetteur ou par un établissement mandataire (désigné dans les Conditions Financières concernées) agissant pour le compte de l'Émetteur (l'"**Etablissement Mandataire**").

Dans les présentes Modalités, l'expression "**Teneurs de compte**" signifie toute institution financière, intermédiaire habilité autorisé à détenir des comptes pour le compte de ses clients auprès d'Euroclear France, et inclut Euroclear Bank S.A. / N.V. ("**Euroclear**") et la banque dépositaire pour Clearstream Banking, SA ("**Clearstream**").

- (ii) Les Titres Matérialisés sont émis sous la forme au porteur uniquement. Les titres physiques (les "**Titres Physiques**") sont numérotés en série et émis avec des coupons d'intérêts attachés ("**Coupons**") (et, le cas échéant, avec un talon permettant l'obtention de Coupons supplémentaires ("**Talon**").

Conformément à l'article L. 211-3 du Code monétaire et financier, les Titres Matérialisés (lorsqu'ils constituent des titres financiers) doivent être émis hors du territoire français.

(b) **Valeur(s) nominale(s)**

Les Titres seront émis dans la(les) valeur(s) nominale(s) indiquée(s), tel que stipulé dans les Conditions Financières concernées (la(les) "**Valeur(s) Nominale(s) Indiquée(s)**"), étant entendu que la valeur nominale de tout Titre sera supérieure ou égale à 100.000 euros (ou la contre-valeur de ce montant dans une autre devise) ou à tout autre montant supérieur qui pourrait être autorisé ou requis par l'autorité monétaire concernée ou toute loi ou réglementation applicable à la devise spécifiée.

Les Titres Dématérialisés devront être émis dans une seule Valeur Nominale Indiquée.

(c) **Propriété**

- (i) La transmission de la propriété des Titres Dématérialisés au porteur et au nominatif administré et le transfert de ces Titres ne s'effectuent que par inscription du transfert dans les comptes des Teneurs de compte. La transmission de la propriété des Titres Dématérialisés au nominatif pur et le transfert de ces Titres ne s'effectuent que par inscription du transfert dans les comptes de l'Émetteur ou de l'Etablissement Mandataire.
- (ii) La propriété des Titres Physiques ayant, le cas échéant, des Coupons et/ou un Talon attachés lors de l'émission, se transmet par tradition.
- (iii) Sous réserve d'une décision judiciaire rendue par un tribunal compétent ou de dispositions légales applicables, le titulaire (tel que défini ci-dessous) de tout Titre, Coupon ou Talon sera réputé en toute circonstance en être le seul et unique propriétaire, et ceci que ce Titre ou Coupon soit échu ou non, indépendamment de toute déclaration de propriété, de tout droit sur ce Titre ou Coupon, de toute mention qui aurait pu y être portée, sans considération de son vol ou sa perte et sans que personne ne puisse être tenu comme responsable pour avoir considéré le Titulaire de la sorte.
- (iv) Dans les présentes Modalités, l'expression "**Titulaire**" ou, le cas échéant, "titulaire de tout Titre" signifie (i) dans le cas de Titres Dématérialisés, la personne dont le nom apparaît sur le compte du Teneur de compte concerné, de l'Émetteur ou de l'Etablissement Mandataire (le cas échéant) comme étant titulaire de tels titres et (ii) dans le cas de Titres Matérialisés, tout porteur de Titre Matérialisé représenté par un Titre Physique, des Coupons ou Talon y afférents.

Les termes commençant par une majuscule auront la signification qui leur sera donnée dans les Conditions Financières concernées.

(d) **Redénomination**

L'Émetteur peut (si cela est indiqué dans les Conditions Financières concernées), sans le consentement du titulaire de tout Titre, Coupon ou Talon, et en le notifiant conformément à l'Article 15 au moins trente jours à l'avance, relibeller en euros la totalité (et non une partie seulement) des Titres de chaque Souche, à partir de la date à laquelle l'Etat membre de l'Union Européenne dont la devise est la devise dans laquelle sont libellés les Titres devient un Etat membre de l'Union économique et monétaire (telle que définie dans le Traité établissant la Communauté Européenne, tel que modifié (le "**Traité**")), tel que plus amplement décrit dans les Conditions Financières concernées.

2. **CONVERSION ET ECHANGE DES TITRES**

(a) **Titres Dématérialisés**

- (i) Les Titres Dématérialisés émis au porteur ne peuvent pas être convertis en Titres Dématérialisés au nominatif, que ce soit au nominatif pur ou au nominatif administré ;
- (ii) Les Titres Dématérialisés émis au nominatif ne peuvent pas être convertis en Titres Dématérialisés au porteur ;
- (iii) Les Titres Dématérialisés émis au nominatif pur peuvent, au gré du Titulaire, être convertis en Titres au nominatif administré, et inversement. L'exercice d'une telle option par ledit Titulaire devra être effectué conformément à l'article R.211-4 du Code monétaire et financier. Les coûts liés à une quelconque conversion seront à la charge du Titulaire concerné.

(b) **Titres Matérialisés**

Les Titres Matérialisés d'une Valeur Nominale Indiquée ne peuvent pas être échangés contre des Titres Matérialisés ayant une autre Valeur Nominale Indiquée.

3. **RANG DE CREANCE**

Les Titres et, le cas échéant, les Coupons y afférents constituent des engagements directs, inconditionnels, non subordonnés et (sans préjudice des stipulations de l'Article 4) non assortis de sûretés de l'Émetteur venant (sous réserve des exceptions impératives du droit français) au même rang entre eux et au même rang que tout autre engagement, présent ou futur, non subordonné et non assorti de sûretés de l'Émetteur.

4. **MAINTIEN DE L'EMPRUNT A SON RANG**

Aussi longtemps que des Titres ou, le cas échéant, des Coupons attachés aux Titres seront en circulation (tel que ce terme est défini ci-après), l'Émetteur n'accordera pas ou ne laissera pas subsister d'hypothèque, de gage, nantissement, privilège ou toute autre sûreté réelle sur l'un quelconque de ses actifs ou revenus, présents ou futurs, aux fins de garantir toute dette d'emprunt présente ou future représentée par des obligations, des titres ou d'autres valeurs mobilières d'une durée supérieure à un an et qui sont (ou sont susceptibles d'être) admis aux négociations sur un Marché Réglementé, à moins que les obligations de l'Émetteur découlant des Titres et, le cas échéant, des Coupons ne bénéficient d'une sûreté équivalente et de même rang.

Pour les besoins de cet article :

"**en circulation**" signifie pour les Titres d'une Souche quelconque, tous les Titres émis, autres que (a) ceux qui ont été remboursés conformément aux Modalités, (b) ceux pour lesquels la date de remboursement est échue, et pour lesquels les sommes correspondant aux remboursements (y compris tous les intérêts échus de ces Titres à la date du remboursement et tout intérêt payable après cette date) ont été valablement versés (i) dans le cas de Titres Dématérialisés au porteur ou au nominatif administré, aux Teneurs de Compte concernés pour le compte du Titulaire conformément à l'Article 7(a) des Modalités, (ii) dans le cas de Titres Dématérialisés au nominatif pur, au crédit du compte du Titulaire conformément à l'Article 7(a), et (iii) dans le cas de Titres

Matérialisés, à l'Agent Financier conformément au présent Contrat et qui restent disponibles pour le paiement contre présentation et restitution des Titres Matérialisés, et, selon le cas, Coupons, (c) les Titres devenus caducs ou pour lesquels les demandes sont prescrites, (d) les Titres rachetés et annulés conformément aux Modalités, et (e) dans le cas de Titres Matérialisés, (i) les Titres Matérialisés partiellement détruits ou rendus illisibles qui ont été restitués pour échange contre des Titres Matérialisés de remplacement (ii) (aux seules fins de déterminer le nombre de Titres Matérialisés en circulation et sans préjudice de leur rang pour toute autre besoin) les Titres Matérialisés supposés perdus, volés ou détruits et pour lesquels des Titres Matérialisés de remplacement ont été émis et (iii) tout Certificat Global Temporaire à la condition qu'il ait été échangé contre un ou plusieurs Titres Physiques, conformément aux stipulations qui leur sont applicables.

5. INTERETS ET AUTRES CALCULS

(a) Définitions

Dans les présentes Modalités, à moins que le contexte n'impose un sens différent, les termes définis ci-dessous devront avoir la signification suivante :

"Banques de Référence" signifie les établissements désignés comme tels dans les Conditions Financières concernées ou, dans l'hypothèse où aucun établissement ne serait désigné, quatre banques de premier plan retenues par l'Agent de Calcul sur le marché interbancaire (ou si cela est nécessaire, sur le marché monétaire, sur le marché des contrats d'échange ou le marché de gré à gré des options sur indices) le plus proche de la Référence de Marché (qui devra être la Zone – Euro si l'EURIBOR est la Référence de Marché) ;

"Coupon Atypique" signifie le montant indiqué dans les Conditions Financières concernées ;

"Date de Début de Période d'Intérêts" signifie la Date d'Emission des Titres ou toute autre date qui pourra être indiquée dans les Conditions Financières concernées ;

"Date de Détermination" signifie la date indiquée dans les Conditions Financières concernées ou, si aucune date n'est indiquée, la Date de Paiement de Coupon ;

"Date de Détermination du Coupon" signifie, en ce qui concerne un Taux d'Intérêt et une Sous-Période d'Intérêts, la date définie comme telle dans les Conditions Financières concernées ou, si aucune date n'est précisée (i) le jour se situant deux Jours Ouvrés TARGET avant le premier jour de ladite Sous-Période d'Intérêts si la Devise Prévue est l'euro ou (ii) le premier jour de cette Sous-Période d'Intérêts si la Devise Prévue est la livre sterling ou (iii) si la Devise Prévue n'est ni la livre sterling ni l'euro, le jour se situant deux Jours Ouvrés dans la ville indiquée dans les Conditions Financières concernées avant le premier jour de cette Sous-Période d'Intérêts ;

"Date de Paiement du Coupon" signifie la ou les dates indiquées dans les Conditions Financières concernées ;

"Date de Référence" signifie pour tout Titre ou Coupon, la date à laquelle le paiement auquel ces Titres ou Coupons peuvent donner lieu devient exigible ou (dans l'hypothèse où tout montant exigible ne serait pas payé sans que cela soit justifié ou ferait l'objet d'un retard de paiement injustifié) la date à laquelle le montant non encore payé est entièrement payé ou (dans le cas de Titres Matérialisés, si cette date est antérieure) le jour se situant sept jours après la date à laquelle les Titulaires de ces Titres Matérialisés sont notifiés conformément aux Modalités, qu'un tel paiement sera effectué après une nouvelle présentation desdits Titres Matérialisés ou Coupons (à la condition que le paiement soit réellement effectué lors de cette présentation) ;

"Date de Sous-Période d'Intérêts" signifie chaque Date de Paiement du Coupon ou toutes autres dates indiquées dans les Conditions Financières concernées ;

"Date de Valeur" signifie, en ce qui concerne un Taux Variable devant être déterminé à une Date de Détermination du Coupon, la date indiquée dans les Conditions Financières

concernées, ou, si aucune date n'est indiquée, le premier jour de la Sous- Période d'Intérêts à laquelle cette Date de Détermination du Coupon se rapporte ;

"**Définitions FBF**" signifie les définitions mentionnées dans la Convention-Cadre FBF ou les Additifs Techniques, qui sont disponibles sur le site internet de la Fédération Française Bancaire (www.fbf.fr), chapitre "Contexte réglementaire international", page "Cadre juridique", section "Codes et conventions" ;

"**Devise Prévüe**" signifie la devise indiquée dans les Conditions Financières concernées ;

"**Durée Prévüe**" signifie, pour tout Taux Variable devant être déterminé selon la Détermination du Taux sur Page à une Date de Détermination du Coupon, la durée indiquée comme telle dans les Conditions Financières concernées, ou si aucune durée n'est indiquée, une période égale à la Sous-Période d'Intérêts, sans tenir compte des ajustements prévus à l'Article 5 (c) (ii) ;

"**Euroclear France**" signifie le dépositaire central de titres français situé 66, rue de la Victoire, 75009 Paris, France.

"**Heure de Référence**" signifie, pour toute Date de Détermination du Coupon, l'heure locale sur la Place Financière de Référence indiquée dans les Conditions Financières concernées ou, si aucune heure n'est précisée, l'heure locale sur la Place Financière de Référence à laquelle les taux acheteurs et vendeurs pratiqués pour les dépôts dans la Devise Prévüe sont habituellement déterminés sur le marché interbancaire de cette Place Financière de Référence. L'"heure locale" signifie, pour l'Europe et la Zone-Euro en tant que Place Financière de Référence, 11.00 (a.m.) heure de Bruxelles ;

"**Jour Ouvré**" signifie :

- (i) pour l'euro, un jour où le Système TARGET2 (Système européen de transfert express automatisé de règlements bruts en temps réel qui utilise une plate-forme unique et partagée et qui a été lancée le 19 novembre 2007 (ou tout système qui lui succéderait) ("**TARGET2**")), fonctionne (un "**Jour Ouvré TARGET**") ; et/ou
- (ii) pour une Devise Prévüe autre que l'euro, un jour (autre qu'un samedi ou dimanche) où les banques commerciales et les marchés de change procèdent à des règlements sur la principale place financière de cette devise ; et/ou
- (iii) pour une Devise Prévüe et/ou un ou plusieurs centre(s) d'affaires tel qu'indiqué dans les Conditions Financières concernées (le(s) "**Centre(s) d'Affaires**"), un jour (autre qu'un samedi ou dimanche) où les banques commerciales et les marchés de change procèdent à des règlements dans la devise du ou des Centres d'Affaires ou, si aucune devise n'est indiquée, généralement dans chacun de ces Centres d'Affaires ainsi indiqués ;

"**Marge**" signifie, pour une Sous-Période d'Intérêts, le pourcentage ou le chiffre pour la Sous-Période d'Intérêts concernée, tel qu'indiqué dans les Conditions Financières concernées, étant précisé que ladite marge pourra avoir une valeur positive ou négative ;

"**Méthode de Décompte des Jours**" signifie, pour le calcul d'un montant de coupon pour un Titre sur une période quelconque (commençant le premier jour de cette période (ce jour étant inclus) et s'achevant le dernier jour (ce jour étant exclu)) (que cette période constitue ou non une Période d'Intérêts, ci-dessous la "Période de Calcul") :

- (i) si les termes "**Base Exact/365**" ou "**Base Exact/365 – FBF**" ou "**Base Exact/Exact – ISDA**" sont indiqués dans les Conditions Financières concernées, il s'agit du nombre réel de jours écoulés dans la Période de Calcul divisé par 365 (ou si une quelconque partie de cette Période de Calcul se situe au cours d'une année bissextile, la somme (A) du nombre réel de jours dans cette Période de Calcul se situant dans une année bissextile divisée par 366 et (B) du nombre réel

de jours dans la Période de Calcul ne se situant pas dans une année bissextile divisée par 365) ;

(ii) si les termes "**Base Exact/Exact – ICMA**" sont indiqués dans les Conditions Financières concernées :

(A) si la Période de Calcul est d'une durée inférieure ou égale à la Période de Détermination dans laquelle elle se situe, le nombre de jours au cours de la Période de Calcul divisé par le produit (x) du nombre de jours de ladite Période de Détermination et (y) du nombre des Périodes de Détermination se terminant normalement dans une année ; et

(B) si la Période de Calcul est d'une durée supérieure à la Période de Détermination, la somme :

(x) du nombre de jours de ladite Période de Calcul se situant dans la Période de Détermination au cours de laquelle elle commence, divisé par le produit (1) du nombre de jours de ladite Période de Détermination et (2) du nombre de Périodes de Détermination qui se terminent normalement dans une année ; et

(y) du nombre de jours de ladite Période de Calcul se situant dans la prochaine Période de Détermination, divisé par le produit (1) du nombre de jours de ladite Période de Détermination et (2) du nombre de Périodes de Détermination qui se terminent normalement dans une année,

dans chaque cas la "Période de Détermination" signifie la période commençant à partir d'une Date de Détermination (incluse) d'une quelconque année et s'achevant à la prochaine Date de Détermination (exclue) ;

(iii) si les termes "**Base Exact/Exact – FBF**" sont indiqués dans les Conditions Financières concernées, il s'agit de la fraction dont le numérateur est le nombre exact de jours écoulés durant cette période et dont le dénominateur est 365 (ou 366 si le 29 février est inclus dans la Période de Calcul). Si la Période de Calcul est supérieure à un an, la base est déterminée de la façon suivante :

(x) le nombre d'années entières est décompté depuis le dernier jour de la Période de Calcul ;

(y) ce nombre est augmenté de la fraction sur la période concernée calculée comme indiqué précédemment.

Par exemple, pour une Période de Calcul du 10/02/2013 au 30/06/2016 on considère les deux périodes ci-dessous :

30/06/2013 au 30/06/2016 = 3 ans

10/02/2013 au 30/06/2013 = 140/365 ;

(iv) si les termes "**Base Exact/365**" (Fixe) sont indiqués dans les Conditions Financières concernées, il s'agit du nombre réel de jours écoulés dans la Période de Calcul divisé par 365 ;

(v) si les termes "**Base Exact/360**" sont indiqués dans les Conditions Financières concernées, il s'agit du nombre réel de jours écoulés dans la Période de Calcul divisé par 360 ;

(vi) si les termes "**Base 30/360**", "**Base 360/360**" ou "**Base Obligatoire**" sont indiqués dans les Conditions Financières concernées, il s'agit du nombre de jours écoulés dans la période de Calcul divisé par 360 (c'est à dire le nombre de jours devant être calculé en prenant une année de 360 jours comportant 12 mois de 30 jours chacun (à moins que (a) le dernier jour de la Période de Calcul ne soit le 31ème

jour d'un mois et que le premier jour de la Période de Calcul ne soit un jour autre que le 30ème ou le 31ème jour d'un mois, auquel cas le mois comprenant le dernier jour ne devra pas être réduit à un mois de trente jours ou (b) le dernier jour de la Période de Calcul ne soit le dernier jour du mois de février, auquel cas le mois de février ne doit pas être rallongé à un mois de trente jours) ;

- (vii) si les termes "**Base 30/360 – FBF**" ou "**Base Exact 30A/360 (Base Obligataire Américaine)**" sont indiqués dans les Conditions Financières concernées, il s'agit pour chaque Période de Calcul, de la fraction dont le dénominateur est 360 et le numérateur le nombre de jours calculé comme pour la Base 30E/360 – FBF, à l'exception du cas suivant :

lorsque le dernier jour de la Période de Calcul est un 31 et le premier n'est ni un 30 ni un 31, le dernier mois de la Période de Calcul est considéré comme un mois de 31 jours.

En notant :

D1 (jj1, mm1, aa1) la date de début de période

D2 (jj2, mm2, aa2) la date de fin de période

La fraction est :

si $jj2 = 31$ et $jj1 \neq (30, 31)$

$$1 / 360 \times [(aa2 - aa1) \times 360 + (mm2 - mm1) \times 30 + (jj2 - jj1)]$$

sinon :

$$1/360 \times [(aa2 - aa1) \times 360 + (mm2 - mm1) \times 30 + \text{Min}(jj2, 30) - \text{Min}(jj1, 30)] ;$$

- (viii) si les termes "**Base 30E/360**" ou "**Base Euro Obligataire**" sont indiqués dans les Conditions Financières concernées, il s'agit du nombre de jours écoulés dans la Période de Calcul divisé par 360 (le nombre de jours devant être calculé en prenant une année de 360 jours comprenant 12 mois de 30 jours, sans tenir compte de la date à laquelle se situe le premier ou le dernier jour de la Période de Calcul, à moins que, dans le cas d'une période de Calcul se terminant à la Date d'Echéance, la Date d'Echéance soit le dernier jour du mois de février, auquel cas le mois de février ne doit pas être rallongé à un mois de trente jours) ;

- (ix) si les termes "**Base 30E/360 - FBF**" sont indiqués dans les Conditions Financières concernées, il s'agit pour chaque Période de Calcul, de la fraction dont le dénominateur est 360 et le numérateur le nombre de jours écoulés durant cette période, calculé sur une année de 12 mois de 30 jours, à l'exception du cas suivant :

Dans l'hypothèse où la date de fin de la Période de Calcul est le dernier jour du mois de février, le nombre de jours écoulés durant ce mois est le nombre exact de jours.

En reprenant les mêmes définitions que celles qui figurent ci-dessus pour Base 30/360 – FBF, la fraction est :

$$1/360 \times [(aa2 - aa1) \times 360 + (mm2 - mm1) \times 30 + \text{Min}(jj2, 30) - \text{Min}(jj1, 30)] ;$$

"**Montant de Coupon**" signifie le montant d'intérêts à payer pour une période donnée et, dans le cas de Titres à Taux Fixe, le Montant de Coupon Fixe ou le Coupon Atypique, selon le cas, tel qu'indiqué dans les Conditions Financières concernées ;

"**Montant de Coupon Fixe**" signifie le montant indiqué dans les Conditions Financières concernées ;

"**Montant Donné**" signifie pour tout Taux Variable devant être déterminé conformément à une Détermination du Taux sur Page à une Date de Détermination du Coupon, le montant indiqué comme tel à cette date dans les Conditions Financières concernées ou, si aucun montant n'est indiqué, un montant correspondant, à cette date, à l'unité de négociation sur le marché concerné ;

"**Page**" signifie toute page, section, rubrique, colonne ou autre partie d'un document fournie par un service particulier d'information (notamment Reuters) qui peut être désigné afin de fournir un Taux de Référence ou toute autre page, section, rubrique, colonne ou partie d'un document de ce service d'information ou de tout autre service d'information qui pourrait la remplacer, dans chaque cas telle que désignée par l'entité ou par l'organisme qui fournit ou qui assure la diffusion de l'information qui y apparaît afin d'indiquer des taux ou des prix comparables au Taux de Référence ;

"**Période d'Intérêts**" signifie la Période commençant à la Date de Début de la Période d'Intérêts (incluse) et finissant à la première Date de Paiement du Coupon (exclue) ainsi que chaque période suivante commençant à une Date de Paiement du Coupon (incluse) et finissant à la Date de Paiement du Coupon suivante (exclue) ;

"**Place Financière de Référence**" signifie, pour un Taux Variable devant être déterminé en fonction d'une Détermination du Taux sur Page à une Date de Détermination du Coupon, la place financière qui pourrait être indiquée comme telle dans les Conditions Financières concernées ou, si aucune place financière n'est indiquée, la place financière dont la Référence de Marché concernée est la plus proche (qui devra être la Zone-Euro dans le cas de l'EURIBOR) ou, à défaut, Paris ;

"**Référence de Marché**" signifie le taux de référence (LIBOR, EURIBOR, CMS, ou tout autre indice de référence de la zone euro communément utilisé par les marchés financiers) tel qu'indiqué dans les Conditions Financières concernées ;

"**Sous-Période d'Intérêts**" signifie la Période commençant à la Date du Début de la Période d'Intérêts (incluse) et finissant à la première Date de Sous-Période d'Intérêts du Coupon (exclue) ainsi que chaque période suivante commençant à une Date de Sous-Période d'Intérêts du Coupon (incluse) et finissant à la Date de Sous-Période d'Intérêts suivante du Coupon (exclue) ;

"**Taux d'Intérêt**" signifie le taux d'intérêt payable pour les Titres et qui est soit spécifié soit calculé conformément aux stipulations des Conditions Financières concernées ;

"**Taux de Référence**" signifie la Référence de Marché pour un Montant Donné de la Devise Prévue pour une période égale à la Durée Prévue à compter de la Date de Valeur (si cette durée est compatible avec la Référence de Marché) (ou tout autre taux successeur ou de remplacement déterminé conformément à l'Article 5(c)(iii)(B)(e)) ; et

"**Zone Euro**" signifie la région comprenant les Etats Membres de l'Union Européenne qui ont adopté la monnaie unique conformément au Traité établissant la Communauté Européenne (signé à Rome le 25 mars 1957), tel que modifié par le Traité sur l'Union Européenne.

(b) **Intérêts des Titres à Taux Fixe**

Chaque Titre à Taux Fixe porte intérêt calculé sur son nominal non remboursé, à partir de la Date de Début de Période d'Intérêts, à un taux annuel (exprimé en pourcentage) égal au Taux d'Intérêt, un tel intérêt étant payable à terme échu (sauf s'il en est prévu autrement dans les Conditions Financières concernées) à chaque Date de Paiement du Coupon. Si un Montant de Coupon Fixe ou un Coupon Atypique est indiqué dans les Conditions Financières concernées, le Montant de Coupon payable à chaque Date de Paiement du Coupon sera égal au Montant de Coupon Fixe ou, le cas échéant, au Coupon Atypique tel qu'indiqué et dans le cas d'un Coupon Atypique, il sera payable à la (aux) Date(s) de Paiement du Coupon indiquée(s) dans les Conditions Financières concernées.

(c) **Intérêts des Titres à Taux Variable**

- (i) *Date de Paiement du Coupon* : Chaque Titre à Taux Variable porte intérêts calculés sur son nominal non remboursé depuis la Date de Début de Période d'Intérêts, à un taux annuel (exprimé en pourcentage) égal au Taux d'Intérêt, un tel intérêt étant payable à terme échu à chaque Date de Paiement du Coupon (sauf s'il en est prévu autrement dans les Conditions Financières concernées). Cette/ces Date(s) de Paiement du Coupon est/sont indiquée(s) dans les Conditions Financières concernées comme étant une(des) Date(s) de Paiement du Coupon Prévue(s), ou, si aucune Date de Paiement du Coupon Prévue n'est indiquée dans les Conditions Financières concernées, Date de Paiement du Coupon signifiera chaque date se situant à la fin du nombre de mois ou à la fin d'une période autre indiquée dans les Conditions Financières concernées comme étant la Période d'Intérêt, se situant après la précédente Date de Paiement du Coupon et, dans le cas de la première Date de Paiement du Coupon, se situant après la Date de Début de Période d'Intérêts.
- (ii) *Convention de Jour Ouvré* : Lorsqu'une date indiquée dans les présentes Modalités, supposée être ajustée selon une Convention de Jour Ouvré, ne se situe pas un Jour Ouvré, et que la Convention de Jour Ouvré applicable est (A) la Convention de Jour Ouvré relative au Taux variable, cette date sera reportée au Jour Ouvré suivant, à moins que ce jour ne se situe dans le mois calendaire suivant, auquel cas (x) la date retenue sera avancée au Jour Ouvré immédiatement précédent et (y) toute échéance postérieure sera fixée au dernier Jour Ouvré du mois où cette échéance aurait dû se situer en l'absence de tels ajustements, (B) la Convention de Jour Ouvré Suivante, cette date sera reportée au Jour Ouvré suivant, (C) la Convention de Jour Ouvré Suivante Modifiée, cette date sera reportée au Jour Ouvré suivant, à moins que ce jour ne se situe dans le mois calendaire suivant, auquel cas cette date sera alors avancée au Jour Ouvré immédiatement précédent, ou (D) la Convention de Jour Ouvré Précédente, cette date sera alors avancée au Jour Ouvré immédiatement précédent.
- (iii) *Taux d'Intérêt pour les Titres à Taux Variable* : Le Taux d'Intérêt applicable aux Titres à Taux Variable pour chaque Sous-Période d'Intérêts sera déterminé selon la méthode prévue dans les Conditions Financières concernées, et les stipulations ci-dessous concernant soit la Détermination FBF soit la Détermination du Taux sur Page s'appliqueront, selon l'option indiquée dans les Conditions Financières concernées.

(A) Détermination FBF pour les Titres à Taux Variable

Lorsque la Détermination FBF est indiquée dans les Conditions Financières concernées comme étant la méthode applicable à la détermination du Taux d'Intérêt, le Taux d'Intérêt applicable à chaque Sous-Période d'Intérêts doit être déterminé par l'Agent de Calcul comme étant un taux égal au Taux FBF concerné diminué ou augmenté, le cas échéant (tel qu'indiqué dans les Conditions Financières concernées), de la Marge. Pour les besoins de ce sous-paragraphe (A), le "**Taux FBF**" pour une Sous-Période d'Intérêts signifie un taux égal au Taux Variable qui serait déterminé par l'Agent pour une Transaction conformément à une Convention-Cadre FBF complétée par l'Additif Technique relatif à l'Echange des Conditions d'Intérêts et de Devises (les "**Définitions FBF**") aux termes desquelles :

- (a) le Taux Variable est tel qu'indiqué dans les Conditions Financières concernées et
- (b) la Date de Détermination du Taux Variable est le premier jour de la Période d'Intérêts ou toute autre date indiquée dans les Conditions Financières concernées.

Pour les besoins de ce sous-paragraphe (A), "**Taux Variable**", "**Agent**", "**Date de Détermination du Taux Variable**", "**Transaction**", ont les

significations qui leur sont données dans les Définitions FBF, étant précisé que "**Euribor**" signifie le taux calculé pour les dépôts en euros qui apparaît sur la Page EURIBOR01.

Dans les Conditions Financières concernées, si le paragraphe "Taux Variable" indique que le taux sera déterminé par interpolation linéaire au titre d'une Période d'Intérêt, le Taux d'Intérêt applicable à ladite Période d'Intérêt sera calculé par l'Agent de Calcul au moyen d'une interpolation linéaire entre deux (2) taux basés sur le Taux Variable concerné, le premier taux correspondant à une maturité immédiatement inférieure à la durée de la Période d'Intérêt concernée et le second taux correspondant à une maturité immédiatement supérieure à ladite Période d'Intérêt concernée.

(B) Détermination du Taux sur Page pour les Titres à Taux Variable

Lorsqu'une Détermination du Taux sur Page est indiquée dans les Conditions Financières concernées comme étant le mode de détermination du Taux d'Intérêt, le Taux d'Intérêt pour chaque Sous-Période d'Intérêts sera déterminé par l'Agent de Calcul à l'Heure de Référence ou environ à cette heure à la Date de Détermination du Coupon relative à ladite Sous-Période d'Intérêts tel qu'indiqué ci-dessous (lequel Taux sur Page sera diminué ou augmenté, le cas échéant (tel qu'indiqué dans les Conditions Financières concernées), de la Marge, aux fins de déterminer le Taux d'Intérêt applicable):

- (a) si la Source principale pour le Taux Variable est constitué par une Page, sous réserve de ce qui est indiqué ci-dessous, le Taux Variable sera :
 - (i) le Taux de Référence (lorsque le Taux de Référence sur ladite Page est une cotation composée ou est habituellement fournie par une entité unique) ou ;
 - (ii) la moyenne arithmétique des Taux de Référence des institutions dont les Taux de Référence apparaissent sur cette Page, dans chaque cas tels que publiés sur ladite Page, à l'Heure de Référence à la Date de Détermination du Coupon, à moins qu'il n'en soit prévu autrement dans les Conditions Financières concernées ;
- (b) si la Source principale pour le Taux Variable est constituée par des Banques de Référence ou si le sous-paragraphe (a)(i) s'applique et qu'aucun Taux de Référence n'est publié sur la Page à l'Heure de Référence à la Date de Détermination du Coupon ou encore si le sous-paragraphe (a)(ii) s'applique et que moins de deux Taux de Référence sont publiés sur la Page à l'Heure de Référence à la Date de Détermination du Coupon, le Taux Variable, sous réserve de ce qui est indiqué ci-dessous, sera égal à la moyenne arithmétique des Taux de Référence que chaque Banque de Référence propose à des banques de premier rang sur la Place Financière de Référence à l'Heure de Référence à la Date de Détermination du Coupon, tel que déterminé par l'Agent de Calcul ;
- (c) dans le cas où le Taux de Référence est un taux interbancaire, si le paragraphe (b) ci-dessus s'applique et que l'Agent de Calcul constate que moins de deux Banques de Référence proposent ainsi des Taux de Référence, le Taux Variable, sous réserve de ce qui est indiqué ci-dessous, sera égal à la moyenne arithmétique des taux annuels (exprimés en pourcentage) que

l'Agent de Calcul détermine comme étant les taux (les plus proches possibles de la Référence de Marché) applicables à un Montant Donné dans la Devise Prévue qu'au moins deux banques sur cinq banques de premier rang sélectionnées par l'Agent de Calcul sur la principale place financière du pays de la Devise Prévue ou, si la Devise Prévue est l'euro, dans la Zone Euro, telle que sélectionnée par l'Agent de Calcul (la "**Place Financière Principale**") proposent à l'Heure de Référence ou environ à cette heure à la date à laquelle lesdites banques proposeraient habituellement de tels taux pour une période débutant à la Date de Valeur et équivalente à la Durée Prévue (I) à des banques de premier rang exerçant leurs activités en Europe, ou (lorsque l'Agent de Calcul détermine que moins de deux de ces banques proposent de tels taux à des banques de premier rang en Europe) (II) à des banques de premier rang exerçant leurs activités sur la Place Financière Principale ; étant entendu que lorsque moins de deux de ces banques proposent de tels taux à des banques de premier rang sur la Place Financière Principale, le Taux d'Intérêt sera le Taux d'Intérêt déterminé à la précédente Date de Détermination des Intérêts (après réajustement prenant en compte toute différence de Marge, Coefficient Multiplicateur ou Taux d'Intérêt Maximum ou Minimum applicable à la Sous-Période d'Intérêts précédente et à la Sous-Période d'Intérêts applicable),

dans les Conditions Financières concernées, si le paragraphe "Référence de Marché" indique que le taux sera déterminé par interpolation linéaire au titre d'une Période d'Intérêt, le Taux d'Intérêt applicable à ladite Période d'Intérêt sera calculé par l'Agent de Calcul au moyen d'une interpolation linéaire entre deux (2) taux basés sur la Référence de Marché concernée, le premier taux correspondant à une maturité immédiatement inférieure à la durée de la Période d'Intérêt concernée et le second taux correspondant à une maturité immédiatement supérieure à ladite Période d'Intérêt concernée ; et

- (d) si le paragraphe (b) ci-dessus s'applique et que, dans le cas d'un Taux de Référence autre qu'un taux interbancaire, pour une raison quelconque, le Taux de Référence n'est plus publié ou que moins de trois cotations sont fournies à l'Agent de Calcul en application du paragraphe (b) ci-dessus, le Taux de Référence sera déterminé par l'Agent de Calcul à sa seule discrétion.

Sauf si un taux supérieur est indiqué dans les Conditions Financières concernées, le Taux d'Intérêt Minimum applicable aux Titres est réputé être égal à zéro.

- (e) Nonobstant les dispositions du paragraphe (b) ci-dessus, (i) si l'Émetteur ou l'Agent de Calcul détermine à tout moment avant une Date de Détermination du Coupon, que la Page appropriée sur laquelle apparaît le Taux de Référence a disparu ou a cessé définitivement la publication du Taux de Référence ou (ii) en cas d'adoption d'une décision de retrait de l'agrément ou de l'enregistrement de l'administration d'indices de référence de ICE conformément à l'article 35 du Règlement sur les Indices de Référence ou de tout autre administrateur d'indices de référence préalablement autorisé à publier le Taux de Référence applicable en vertu de toute loi ou réglementation applicable ou (iii) en cas de déclaration publique du superviseur de l'administrateur du Taux de Référence selon laquelle le Taux de Référence sera interdit d'utilisation ou son utilisation sera soumise à des

restrictions ou à des conséquences défavorables, dans chaque cas dans les six mois qui suivront ou (iv) s'il est ou devient illégal, avant la prochaine Date de Détermination des Coupons, pour l'Émetteur, la partie en charge de la détermination du Taux d'Intérêt (qui est l'Agent de Calcul, ou toute autre partie prévue dans les Conditions Financières applicables, selon le cas), ou tout Agent Payeur de calculer les paiements devant être faits à tout Titulaire en utilisant le Taux de Référence (ensemble, les "**Événements sur le Taux de Référence**"), l'Émetteur devra désigner dans les meilleurs délais possibles (et en tout état de cause au plus tard le jour ouvré précédant la prochaine Date de Détermination de Coupon) à ses frais un agent (l' "**Agent de Détermination du Taux de Référence**"), chargé de déterminer d'une façon raisonnable sur le plan commercial si un taux de remplacement ou un nouveau taux, substantiellement comparable au Taux de Référence, existe pour les besoins de la détermination du nouveau Taux de Référence à chaque Date de Détermination du Coupon, tombant à cette date ou ultérieurement. Si l'Agent de Détermination du Taux de Référence constate qu'il existe un nouveau taux recommandé par la banque centrale de la Devise Prévvue ou tout groupe de travail ou comité y afférent et accepté par l'industrie, l'Agent de Détermination du Taux de Référence utilisera ce nouveau taux pour calculer le Taux de Référence. Si l'Agent de Détermination du Taux de Référence a déterminé un taux de remplacement ou un nouveau taux conformément aux dispositions précédentes (un tel taux, le "**Taux de Référence de Remplacement**"), afin de déterminer le Taux de Référence à chaque Date de Détermination du Coupon, tombant au moment de cette détermination ou ultérieurement, (i) l'Agent de Détermination du Taux de Référence déterminera également les modifications à apporter (le cas échéant) à la convention de jour ouvré, à la définition de jour ouvré, à la date de détermination du coupon, à la méthode de décompte des jours ainsi qu'à toute méthode utilisée pour obtenir le Taux de Référence de Remplacement, y compris tout facteur d'ajustement nécessaire pour rendre ce Taux de Référence de Remplacement comparable au Taux de Référence abandonné, à chaque fois de manière conforme aux pratiques acceptées par le marché pour un tel Taux de Référence de Remplacement ; (ii) les références au Taux de Référence dans les Modalités et les Conditions Financières applicables aux Titres concernés seront considérées comme faisant référence aux Taux de Référence de Remplacement, y compris toute méthode alternative, toute modification et tout ajustement concomitant permettant de déterminer ce taux telle que décrite au (i) ci-dessus ; (iii) l'Agent de Détermination du Taux de Référence notifiera à l'Émetteur ce qui précède dans les meilleurs délais possibles; et (iv) l'Émetteur informera dans les meilleurs délais possibles les Titulaires, l'Agent Payeur concerné et l'Agent de Calcul du Taux de Référence de Remplacement, ainsi que des informations énoncées au (i) ci-dessus.

La détermination du Taux de Référence de Remplacement et des autres points mentionnés précédemment par l'Agent de Détermination du Taux de Référence est (en l'absence d'erreur manifeste) définitive et contraignante vis-à-vis de l'Émetteur, de l'Agent de Calcul, de l'Agent Financier, de l'Agent Payeur et des Titulaires, à moins que l'Émetteur et l'Agent de Calcul ne considèrent que le Taux de Référence de Remplacement n'est pas ou n'est plus substantiellement comparable au Taux de

Référence ou ne constitue pas un nouveau taux reconnu par l'industrie. Dans ce cas, l'Émetteur devra désigner à nouveau un Agent de Détermination du Taux de Référence (qui peut être ou non la même entité que l'Agent de Détermination du Taux de Référence précédent) afin de confirmer le Taux de Référence de Remplacement ou de déterminer un nouveau Taux de Référence de Remplacement en suivant la procédure décrite au paragraphe (e), qui sera ensuite (en l'absence d'erreur manifeste) définitif et contraignant vis-à-vis de l'Émetteur, de l'Agent de Calcul, de l'Agent Financier et de l'Agent Fiscal, ainsi que des Titulaires. Si l'Agent de Détermination du Taux de Référence est dans l'incapacité ou ne détermine pas un nouveau Taux de Référence de Remplacement, alors le dernier Taux de Référence de Remplacement connu reste inchangé.

- (f) Si l'Agent de Détermination du Taux de Référence détermine qu'un Événement sur le Taux de Référence est survenu mais que, pour une raison quelconque, un Taux de Référence de Remplacement n'a pas été déterminé par l'Agent de Détermination du Taux de Référence, ou si l'Émetteur échoue à nommer un Agent de Détermination du Taux de Référence conformément au paragraphe (e) ci-dessus, postérieurement à la Date de Détermination du Coupon, aucun Taux de Référence de Remplacement ne sera adopté et, la Page appropriée sur laquelle apparaît le Taux de Référence pour la Sous-Période d'Intérêts concernée correspondra au dernier Taux de Référence disponible sur la Page appropriée tel que déterminé par l'Agent de Calcul.
- (g) L'Agent de Détermination du Taux de Référence peut être (i) une banque de premier rang ou un agent placeur de la principale place financière de la Devise Prévvue tel que désigné par l'Émetteur, (ii) l'Agent de Calcul, ou (iii) toute autre entité indépendante de qualité reconnue considérée par l'Émetteur comme ayant les compétences et l'expertise nécessaires pour remplir ce rôle.

(d) **Production d'Intérêts**

Les intérêts cesseront de courir pour chaque Titre à la date de remboursement à moins que (i) à cette date d'échéance, dans le cas de Titres Dématérialisés, ou (ii) à la date de leur présentation, s'il s'agit de Titres Matérialisés, le remboursement du principal soit abusivement retenu ou refusé ; auquel cas les intérêts continueront de courir (aussi bien avant qu'après un éventuel jugement) au Taux d'Intérêt, conformément aux Modalités de l'Article 5, et ce jusqu'à la Date de Référence.

(e) **Marge, Taux d'Intérêt et Montants de Remboursement Minimum et Maximum, Coefficients Multiplicateurs et Arrondis**

- (i) Si une Marge ou un Coefficient Multiplicateur est indiqué dans les Conditions Financières concernées (soit (x) de façon générale soit (y) au titre d'une ou plusieurs Sous-Période(s) d'Intérêts), un ajustement sera réalisé pour tous les Taux d'Intérêt dans l'hypothèse (x) ou pour les Taux d'Intérêt applicables aux Sous-Périodes d'Intérêts concernées dans l'hypothèse (y), calculé conformément au paragraphe (c) ci-dessus en additionnant (s'il s'agit d'un nombre positif) ou en soustrayant (s'il s'agit d'un nombre négatif) la valeur absolue de cette Marge ou en multipliant le Taux d'Intérêt par le Coefficient Multiplicateur, sous réserve, dans chaque cas, des stipulations du paragraphe suivant.
- (ii) Si un Taux d'Intérêt ou un Montant de Remboursement Minimum ou Maximum est indiqué dans les Conditions Financières concernées, chacun de ces Taux

d'Intérêt ou Montant de Remboursement ne pourra excéder ce maximum ni être inférieur à ce minimum, selon le cas. Le Taux d'Intérêt ne peut être inférieur à zéro.

- (iii) Pour tout calcul devant être effectué aux termes des présentes Modalités (sauf indication contraire), (w) si la Détermination FBF est indiquée dans les Conditions Financières concernées, tous les pourcentages résultant de ces calculs seront arrondis, si besoin est au dix-millième le plus proche (les demis étant arrondis au chiffre supérieur) (x) tous les pourcentages résultant de ces calculs seront arrondis, si besoin est, à la cinquième décimale la plus proche (les demis étant arrondis au chiffre supérieur), (y) tous les chiffres seront arrondis jusqu'au septième chiffre après la virgule (les demis étant arrondis à la décimale supérieure) et (z) tous les montants en devises devenus exigibles seront arrondis à l'unité la plus proche de ladite devise (les demis étant arrondis à l'unité supérieure), à l'exception du Yen qui sera arrondi à l'unité inférieure. Pour les besoins du présent Article, "unité" signifie la plus petite subdivision de la devise ayant cours dans le pays de cette devise.

(f) **Calculs**

Le montant de l'intérêt payable afférent à chaque Titre, quelle que soit la période, sera calculé en appliquant le Taux d'Intérêt au principal non remboursé de chaque Titre et en multipliant le résultat ainsi obtenu par la Méthode de Décompte des Jours sauf si un Montant de Coupon (ou une formule permettant son calcul) est indiqué pour cette période, auquel cas le montant de l'intérêt payable afférent au Titre pour cette même période sera égal audit Montant de Coupon (ou sera calculé conformément à la formule permettant son calcul). Si une quelconque Période d'Intérêts comprend deux ou plusieurs Sous-Périodes d'Intérêts, le montant de l'intérêt payable au titre de cette Période d'Intérêts sera égal à la somme des intérêts payables à chacune desdites Sous-Périodes d'Intérêts.

(g) **Détermination et publication des Taux d'Intérêt, des Montants de Coupon, des Montants de Remboursement Final, des Montants de Remboursement Optionnel et des Montants de Remboursement Anticipé**

Dès que possible après l'Heure de Référence à la date à laquelle l'Agent de Calcul pourrait être amené à calculer un quelconque taux ou montant, obtenir une cotation, déterminer un montant ou procéder à des calculs, il déterminera ce taux et calculera les Montants de Coupon pour chaque Valeur Nominale Indiquée des Titres au cours de la Sous-Période d'Intérêts correspondante. Il calculera également le Montant de Remboursement Final, le Montant de Remboursement Optionnel ou le Montant de Remboursement Anticipé, obtiendra la cotation correspondante, ou procèdera à la détermination ou au calcul éventuellement nécessaire. Il notifiera ensuite le Taux d'Intérêt et le Montant de Coupon pour chaque Période d'Intérêts, ainsi que la Date de Paiement du Coupon concernée et, si nécessaire, le Montant de Remboursement Final, le Montant de Remboursement Optionnel ou le Montant de Remboursement Anticipé, à l'Agent Financier, à l'Émetteur, à chacun des Agents Payeurs, aux Titulaires ou à tout autre Agent de Calcul désigné dans le cadre des Titres pour effectuer des calculs supplémentaires et ceci dès réception de ces informations. Si les Titres sont admis aux négociations sur un Marché Réglementé et que les règles applicables sur ce marché l'exigent, il communiquera également ces informations à ce marché dès que possible après leur détermination et au plus tard (i) au début de la Période d'Intérêts concernée si ces informations sont déterminées avant cette date dans le cas d'une notification du Taux d'Intérêt et du Montant de Coupon à ce marché ou dans tous les autres cas, au plus tard, le quatrième Jour Ouvré après leur détermination. Lorsque la Date de Paiement du Coupon ou la Date de Sous-Période d'Intérêts font l'objet d'ajustements conformément à l'Article 5(c)(ii), les Montants de Coupon et la Date de Paiement du Coupon ainsi publiés pourront faire l'objet de modifications éventuelles (ou d'autres mesures appropriées réalisées par voie d'ajustement) sans préavis dans le cas d'un allongement ou d'une réduction de la Période d'Intérêts. La détermination de chaque taux ou montant, l'obtention de chaque cotation et chacune des déterminations ou calculs effectués par le ou les Agents de Calcul seront (en l'absence d'erreur manifeste) définitifs et lieront les parties.

(h) **Agent de Calcul et Banques de Référence**

L'Émetteur fera en sorte qu'il y ait à tout moment quatre Banques de Référence (ou tout autre nombre qui serait nécessaire en vertu des Modalités) possédant au moins une agence sur la Place Financière de Référence, ainsi qu'un ou plusieurs Agents de Calcul si cela est indiqué dans les Conditions Financières concernées et cela aussi longtemps que des Titres seront en circulation (tel que défini à l'Article 4). Si une quelconque Banque de Référence (agissant par l'intermédiaire de son agence concernée) n'est plus en mesure ou ne souhaite plus intervenir comme Banque de Référence, l'Émetteur désignera alors une autre Banque de Référence possédant une agence sur cette Place Financière de Référence pour intervenir en cette qualité à sa place. Dans l'hypothèse où plusieurs Agents de Calcul seraient désignés en ce qui concerne les Titres, toute référence dans les présentes Modalités à l'Agent de Calcul devra être interprétée comme se référant à chacun des Agents de Calcul agissant en vertu des présentes Modalités. Si l'Agent de Calcul n'est plus en mesure ou ne souhaite plus intervenir en cette qualité, ou si l'Agent de Calcul ne peut établir un Taux d'Intérêt pour une quelconque Période d'Intérêts ou une Sous-Période d'Intérêts, ou ne peut procéder au calcul du Montant de Coupon, du Montant de Remboursement Final, du Montant de Remboursement Optionnel ou du Montant de Remboursement Anticipé selon le cas, ou ne peut remplir toute autre obligation ; l'Émetteur désignera une banque de premier rang ou une banque d'investissement intervenant sur le marché interbancaire (ou le cas échéant sur le marché monétaire, le marché des contrats d'échanges ou le marché de gré à gré des options sur indice) le plus adapté aux calculs et aux déterminations devant être effectués par l'Agent de Calcul (intervenant par le biais de son agence principale à Paris ou à Luxembourg, selon le cas, ou toute autre agence intervenant activement sur ce marché) pour intervenir en cette qualité à sa place. L'Agent de Calcul ne pourra démissionner de ses fonctions sans qu'un nouvel agent de calcul n'ait été désigné dans les conditions précédemment décrites.

6. **REMBOURSEMENT, ACHAT ET OPTIONS**

(a) **Remboursement Final**

Chaque Titre sera remboursé à la Date d'Echéance applicable en vertu des Conditions Financières concernées, au Montant de Remboursement Final (qui, sauf stipulation contraire, est égal à son montant nominal), à moins qu'il n'ait été préalablement remboursé, racheté ou annulé tel qu'il est précisé ci-dessous.

(b) **Option de Remboursement au gré de l'Émetteur et remboursement partiel**

Si une Option de Remboursement au gré de l'Émetteur est indiquée dans les Conditions Financières concernées, l'Émetteur pourra, à condition de respecter toutes les lois, règlements et directives applicables à l'Émetteur et aux Titres et à condition d'en aviser de façon irrévocable les Titulaires au moins quinze (15) jours calendaires et au plus trente (30) jours calendaires à l'avance conformément à l'Article 15 (ou tout autre préavis indiqué dans les Conditions Financières concernées), procéder au remboursement de la totalité ou, le cas échéant, d'une partie des Titres et à la date du remboursement optionnel telle qu'indiquée dans les Conditions Financières (la "**Date de Remboursement Optionnel**"). Chacun de ces remboursements de Titres sera effectué au Montant de Remboursement Optionnel majoré, le cas échéant, des intérêts courus jusqu'à la date fixée pour le remboursement. Chacun de ces remboursements doit concerner des Titres d'un montant nominal au moins égal au Montant de Remboursement Minimum tel qu'indiqué dans les Conditions Financières concernées et ne peut dépasser le Montant de Remboursement Maximum tel qu'indiqué dans les Conditions Financières concernées.

Tous les Titres qui feront l'objet d'un tel avis seront remboursés à la date indiquée dans cet avis conformément au présent Article. En cas de remboursement partiel par l'Émetteur concernant des Titres Matérialisés, l'avis adressé aux titulaires de tels Titres Matérialisés devra également contenir le nombre des Titres Physiques devant être remboursés. Ces Titres devront avoir été sélectionnés de manière équitable et objective compte tenu des circonstances, en prenant en compte les pratiques du marché et conformément aux lois et aux réglementations boursières en vigueur.

En cas de remboursement partiel par l'Émetteur concernant des Titres Dématérialisés d'une même Souche, le remboursement sera réalisé par réduction du montant nominal de ces Titres Dématérialisés proportionnellement au montant nominal remboursé conformément aux lois et aux réglementations boursières en vigueur.

(c) **Remboursement Anticipé**

Le Montant de Remboursement Anticipé payable pour tout Titre lors de son remboursement conformément à l'Article 6(d), ou lorsqu'il devient exigible conformément à l'Article 9, sera égal au Montant de Remboursement Final majoré des intérêts courus jusqu'à la date fixée pour le remboursement à moins qu'il en soit indiqué autrement dans les Conditions Financières concernées.

(d) **Remboursement pour raisons fiscales**

(i) Si, à l'occasion d'un remboursement du principal ou d'un paiement d'intérêt, l'Émetteur se trouvait contraint d'effectuer des paiements supplémentaires conformément à l'Article 8(b) ci-dessous, en raison de changements dans la législation ou la réglementation française ou pour des raisons tenant à des changements dans l'application ou l'interprétation officielle de ces textes qui seraient entrés en vigueur après la date d'émission, il pourra alors, à une quelconque Date de Paiement du Coupon ou, si cela est indiqué dans les Conditions Financières concernées, à tout moment à condition d'en avertir par un avis les Titulaires conformément aux stipulations de l'Article 15, au plus tôt quarante-cinq (45) jours calendaires et au plus tard trente (30) jours calendaires avant ledit paiement (cet avis étant irrévocable) rembourser en totalité, et non en partie seulement, les Titres au Montant de Remboursement Anticipé majoré, à moins qu'il en soit indiqué autrement dans les Conditions Financières concernées, de tous les intérêts courus jusqu'à la date de remboursement fixée, à condition que la date de remboursement prévue faisant l'objet de l'avis ne soit pas antérieure à la date la plus éloignée à laquelle l'Émetteur pourra effectuer un paiement de principal et d'intérêts sans avoir à effectuer les retenues à la source françaises.

(ii) Si le paiement par l'Émetteur de l'intégralité des montants dus aux Titulaires de Titres ou titulaires de Coupons (les "**Titulaires de Coupons**") était prohibé par la législation française lors du prochain remboursement du principal ou lors du prochain paiement des intérêts relatif aux Titres, malgré l'engagement de payer toute somme supplémentaire prévue à l'Article 8(b), l'Émetteur devrait alors immédiatement en aviser l'Agent Financier. L'Émetteur, sous réserve d'un préavis de sept jours adressé aux Titulaires de Titres conformément à l'Article 15, devra rembourser la totalité, et non une partie seulement, des Titres alors en circulation à leur Montant de Remboursement Anticipé, majoré, sauf stipulation contraire, de tout intérêt couru jusqu'à la date fixée pour le remboursement, à compter de (A) la Date de Paiement du Coupon la plus éloignée à laquelle le complet paiement au titre de ces Titres pouvait effectivement être réalisé par l'Émetteur sous réserve que si le préavis indiqué ci-dessus expire après cette Date de Paiement du Coupon, la date de remboursement des Titulaires de Titres sera la plus tardive de (i) la date la plus éloignée à laquelle l'Émetteur est, en pratique, en mesure d'effectuer le paiement de la totalité des montants dus au titre des Titres et (ii) quatorze (14) jours calendaires après en avoir avisé l'Agent Financier ou (B) si cela est indiqué dans les Conditions Financières concernées, à tout moment, à condition que la date de remboursement prévue faisant l'objet de l'avis soit la date la plus éloignée à laquelle l'Émetteur est, en pratique, en mesure d'effectuer le paiement de la totalité des montants dus au titre des Titres, ou le cas échéant des Coupons, ou si cette date est dépassée, dès que cela est possible.

(e) **Rachats**

L'Émetteur pourra à tout moment procéder à des achats de Titres en bourse ou hors bourse par voie d'offre (*tender offer*) ou par tout autre moyen à un quelconque prix (à condition toutefois que, dans l'hypothèse de Titres Matérialisés, tous les Coupons non échus, ainsi

que les Talons non échangés y afférents, soient attachés ou restitués avec ces Titres Matérialisés) dans le respect des lois et réglementations boursières en vigueur. Les Titres ainsi achetés par l'Émetteur peuvent être détenus et revendus conformément à la loi en vigueur.

(f) **Annulation**

Tous les Titres remboursés ou rachetés pour annulation par ou pour le compte de l'Émetteur seront annulés, dans le cas de Titres Dématérialisés, ainsi que tous les droits attachés au paiement des intérêts et des autres montants relatifs à de tels Titres Dématérialisés, par transfert sur un compte conformément aux règles et procédures d'Euroclear France et, dans le cas de Titres Matérialisés, auxquels s'ajouteront tous les Coupons non-échus et tous les Talons non-échangés attachés à ces titres ou auxquels il aurait été renoncé, en restituant à l'Agent Financier le Certificat Global Temporaire et les Titres au Porteur Matérialisés en question ainsi que tous les Coupons non-échus et tous les Talons non-échangés. Les Titres ainsi annulés ou, selon le cas, transférés ou restitués pour annulation ne pourront être ni réémis ni revendus et l'Émetteur sera libéré de toute obligation relative à ces Titres. Dans la mesure où les Titres sont cotés et admis à la négociation sur Euronext Paris, l'Émetteur informera Euronext Paris d'une telle annulation.

7. **PAIEMENTS ET TALONS**

(a) **Titres Dématérialisés**

Tout Paiement en principal et en intérêts relatif aux Titres Dématérialisés sera effectué (i) (s'il s'agit de Titres Dématérialisés au porteur ou au nominatif administré) par transfert sur un compte libellé dans la devise concernée ouvert auprès du (des) Teneur(s) de compte concerné(s), au profit du Titulaire concerné et (ii) (s'il s'agit de Titres Dématérialisés au nominatif pur), par transfert sur un compte libellé dans la devise concernée, ouvert auprès d'une Banque (définie ci-après) désignée par le Titulaire concerné. Tous les Paiements valablement effectués auprès desdits Teneurs de compte libéreront l'Émetteur de ses obligations de paiement.

(b) **Titres Matérialisés**

Tout paiement en principal et en intérêts relatif aux Titres Matérialisés, devra, sous réserve de ce qui est indiqué ci-dessous, être effectué sur présentation et restitution des Titres Matérialisés correspondants (pour le paiement des intérêts tel que précisé dans l'Article 7(f)(v)) ou, le cas échéant, des Coupons (pour le paiement d'intérêts, sous réserve des stipulations de l'Article 7 (f)(v)), auprès de l'agence désignée de tout Agent Payeur située en dehors des Etats-Unis d'Amérique. Ce paiement sera effectué soit par chèque libellé dans la devise dans laquelle ce paiement doit être effectué, soit, au choix du Titulaire, par inscription en compte libellée dans cette devise, et ouvert auprès d'une Banque.

Le terme "**Banque**" désigne une banque établie sur la principale place financière sur laquelle la devise concernée a cours, ou dans le cas de paiements effectués en euros, dans une ville dans laquelle les banques ont accès au Système TARGET2.

(c) **Paiements aux Etats-Unis d'Amérique**

Nonobstant ce qui précède, lorsque l'un quelconque des Titres Matérialisés au porteur est libellé en dollars américains, les paiements y afférents pourront être effectués auprès de l'agence que tout Agent Payeur aura désignée à New York dans les conditions indiquées ci-dessus si (i) l'Émetteur a désigné des Agents Payeurs ayant des agences en dehors des Etats-Unis d'Amérique et dont il pense raisonnablement qu'elles seront en mesure d'effectuer les paiements afférents aux Titres tels que décrits ci-dessus lorsque ceux-ci seront exigibles, (ii) le paiement complet de tels montants auprès de ces agences est prohibé ou en pratique exclu par la réglementation du contrôle des changes ou par toute autre restriction similaire relative au paiement ou à la réception de telles sommes et (iii)

un tel paiement est toutefois autorisé par la législation américaine sans que cela n'implique, de l'avis de l'Émetteur, aucune conséquence fiscale défavorable pour celui-ci.

(d) **Paiements sous réserve de la législation fiscale**

Tous les paiements seront soumis à toute législation, réglementation ou directive, notamment fiscale, applicable sans préjudice des stipulations de l'Article 8. Aucune commission ou frais ne sera supporté par les Titulaires de Titres ou de Coupons à l'occasion de ces paiements.

(e) **Désignation des Agents**

L'Agent Financier, les Agents Payeurs, l'Agent de Calcul, l'Agent de Redénomination et l'Agent de Consolidation initialement désignés par l'Émetteur pour les Titres Dématérialisés ainsi que leurs agences respectives désignées sont énumérés à la fin de ce Document d'Information. Un Agent Financier spécifique (agissant le cas échéant également comme Agent Payeur affilié à Euroclear France, Agent de Redénomination, Agent de Consolidation et Agent de Calcul) sera désigné pour toute Tranche de Titres Matérialisés. L'Agent Financier, les Agents Payeurs, l'Etablissement Mandataire, l'Agent de Redénomination et l'Agent de Consolidation agissent uniquement en qualité de mandataire de l'Émetteur et le ou les Agent(s) de Calcul comme expert(s) indépendant(s) et, dans chaque cas, ne sont tenus à aucune obligation en qualité de mandataire à l'égard des Titulaires ou des Titulaires de Coupons. L'Émetteur se réserve le droit de résilier à tout moment le mandat de l'Agent Financier ou de tout Agent Payeur, de l'Agent de Calcul, de l'Agent de Redénomination, de l'Agent de Consolidation ou de l'Etablissement Mandataire et de nommer d'autres Agents Payeurs ou des Agents Payeurs supplémentaires, à condition qu'à tout moment il y ait (i) un Agent Financier, (ii) un ou plusieurs Agent de Calcul, lorsque les Modalités l'exigent, (iii) un Agent de Redénomination et un Agent de Consolidation, lorsque les Modalités l'exigent, (iv) un Agent Payeur affilié à Euroclear France aussi longtemps que les Titres seront admis aux négociations sur Euronext Paris et aussi longtemps que la réglementation applicable à ce marché l'exigera, (v) dans le cas des Titres Dématérialisés au nominatif pur, un Etablissement Mandataire et (vi) tout autre agent qui pourra être exigé par les règles de tout Marché Réglementé sur lequel les Titres pourraient être admis aux négociations.

Par ailleurs, l'Émetteur désignera immédiatement un Agent Payeur dans la ville de New York pour le besoin des Titres Matérialisés libellés en dollars américains dans les circonstances décrites au paragraphe (c) ci-dessus.

A l'occasion de la redénomination des Titres d'une Souche conformément aux stipulations de l'Article 1(d) visant à la consolidation desdits Titres avec une ou plusieurs autres Souches, conformément aux stipulations de l'Article 14, l'Émetteur s'assurera que la même entité soit désignée en la double qualité d'Agent de Redénomination et d'Agent de Consolidation pour les besoins de ces Titres et de ces Souches de Titres devant être consolidées avec lesdits Titres.

Une telle modification ou toute modification d'une agence désignée devra faire l'objet d'un avis transmis immédiatement aux Titulaires conformément aux stipulations de l'Article 15.

(f) **Coupons non-échus et Talons non-échangés**

(i) A moins que des Titres Matérialisés ne prévoient que les Coupons afférents seront annulés à la date de remboursement de ces Titres, ceux-ci devront être présentés au remboursement accompagnés, le cas échéant, de l'ensemble des Coupons non-échus afférents, à défaut un montant égal à la valeur nominale de chaque Coupon non-échu manquant (ou dans le cas d'un paiement partiel, la fraction du Coupon non-échu manquant calculé proportionnellement au montant du principal payé par rapport au montant total du principal exigible) sera déduit, selon le cas, du Montant de Remboursement Final, du Montant de Remboursement Anticipé ou du Montant de Remboursement Optionnel exigible. Tout montant ainsi déduit

sera payé de la manière décrite ci-dessus, contre restitution du Coupon manquant avant le 1er janvier de la quatrième année suivant la date d'exigibilité de ce montant.

- (ii) Si les Titres Matérialisés le prévoient, les Coupons non-échus afférents à ces Titres (qu'ils leur soient ou non attachés) deviendront caducs à la date de remboursement prévue et aucun paiement relatif à ces Titres Matérialisés ne pourra être effectué.
- (iii) A la date prévue pour le remboursement de tout Titre Matérialisé, tout Talon non encore échangé relatif à ce Titre Matérialisé au Porteur (qu'il lui soit ou non attaché) sera caduc et aucun paiement de Coupon y afférent ne pourra être effectué.
- (iv) Lorsque les Modalités d'un Titre Matérialisé prévoient que les Coupons non échus y afférents deviendront caducs à compter de la date à laquelle le remboursement de ces Titres Matérialisés devient exigible et que ce Titre Matérialisé est présenté au remboursement non accompagné de tous les Coupons non-échus y afférents, et lorsqu'un Titre Matérialisé est présenté pour remboursement sans aucun Talon non encore échangé, le remboursement ne pourra être effectué qu'après acquittement d'une indemnité fixée par l'Émetteur.
- (v) Si la date prévue pour le remboursement d'un Titre Matérialisé n'est pas une Date de Paiement du Coupon, les intérêts courus à compter de la précédente Date de Paiement du Coupon ou, le cas échéant, à compter de la Date de Début de Période d'Intérêts ne seront payables que sur présentation (et, le cas échéant, restitution) du Titre Physique correspondant. Les intérêts courus pour un Titre Matérialisé qui ne porte intérêt qu'après sa Date d'Echéance, seront payables lors du remboursement de ce Titre Matérialisé, sur présentation de celui-ci.

(g) **Talons**

A la Date de Paiement du Coupon relative au dernier Coupon inscrit sur la feuille de Coupons remise avec tout Titre Matérialisé ou après cette date, le Talon faisant partie de cette feuille de Coupons pourra être remis à l'agence que l'Agent Financier aura désignée en échange d'une nouvelle feuille de Coupons (et si nécessaire d'un autre Talon relatif à cette nouvelle feuille de Coupons) (à l'exception des Coupons qui auraient été annulés en vertu de l'Article 10).

(h) **Jours Non-Ouvrés**

Si une quelconque date de paiement concernant un quelconque Titre ou Coupon n'est pas un jour ouvré, le Titulaire ne pourra prétendre à aucun paiement jusqu'au jour ouvré suivant, ni à aucune autre somme au titre de ce report. Dans ce paragraphe, "**jour ouvré**" signifie un jour (autre que le samedi ou le dimanche) (A) (i) dans le cas de Titres Dématérialisés, où Euroclear France fonctionne, ou (ii) dans le cas de Titres Matérialisés, où les banques et marchés de change sont ouverts sur la place financière du lieu où le titre est présenté au paiement, (B) où les banques et marchés de change sont ouverts dans les pays indiqués en tant que "**Places Financières**" dans les Conditions Financières concernées et (C) (i) (en cas de paiement dans une devise autre que l'euro), lorsque le paiement doit être effectué par virement sur un compte ouvert auprès d'une banque dans la devise concernée, un jour où des opérations de change peuvent être effectuées dans cette devise sur la principale place financière où cette devise a cours ou (ii) (en cas de paiement en euros) qui est un Jour Ouvré TARGET.

8. FISCALITE

(a) **Retenue à la source en France**

Tous les paiements d'intérêts ou remboursements du principal effectués par l'Émetteur, ou au nom de celui-ci, doivent être effectués libres et nets de tout prélèvement ou retenue à la source au titre d'un quelconque impôt, droit, charge ou taxe de quelque nature que ce

soit qui serait imposé, prélevé, collecté ou retenu en France, ou par la France, ou bien encore par toute autre autorité disposant de prérogatives en matière fiscale, sauf si ledit prélèvement ou ladite retenue à la source est requise par la loi.

(b) **Montants Supplémentaires**

Si en vertu de la législation française, les paiements en principal ou en intérêts afférents à tout Titre ou Coupon doivent être soumis à un prélèvement ou à une retenue au titre de tout impôt ou taxe, présent ou futur, l'Émetteur s'engage, dans toute la mesure permise par la loi, à majorer ses paiements de sorte que les titulaires de Titres et Coupons perçoivent l'intégralité des sommes qui leur auraient été versées en l'absence d'un tel prélèvement ou d'une telle retenue, étant précisé que l'Émetteur ne sera pas tenu de majorer les paiements relatifs à tout Titre ou Coupon dans les cas où :

- (i) **Autre lien** : le Titulaire des Titres ou des Coupons (ou un tiers agissant en son nom) est redevable en France desdits impôts ou droits autrement que du fait de la seule propriété desdits Titres ou Coupons ;
- (ii) **Présentation plus de 30 jours calendaires après la Date de Référence** : dans le cas de Titres Matérialisés, plus de 30 jours calendaires se sont écoulés depuis la Date de Référence, sauf dans l'hypothèse où le porteur de ces Titres ou Coupons aurait eu droit à un montant majoré sur présentation de ceux-ci au paiement le dernier jour de ladite période de 30 jours.

Les références dans les présentes Modalités à (i) "**principal**" sont réputées comprendre toute prime payable afférent des Titres, tous Montants de Remboursement Final, Montants de Remboursement Anticipé, Montants de Remboursement Optionnel et de toute autre somme en principal, payable conformément à l'Article 6 complété, (ii) "**intérêt**" sera réputé comprendre tous les Montants d'Intérêts et autres montants payables conformément à l'Article 5 complété, et (iii) "**principal**" et/ ou "**intérêt**" seront réputés comprendre toutes les majorations qui pourraient être payables en vertu du présent Article.

9. **CAS D'EXIGIBILITE ANTICIPEE**

Le Représentant (tel que défini à l'Article 11) agissant pour le compte de la Masse pourra, sur simple notification écrite adressée pour le compte de la Masse à l'Agent Financier, et avant qu'il n'ait été remédié au manquement considéré, rendre immédiatement exigible le remboursement des Titres à hauteur de leur Montant de Remboursement Anticipé majoré des intérêts courus, si l'un quelconque des événements suivants (constituant chacun un "**Cas d'Exigibilité Anticipée**") se produit :

- (a) le défaut de paiement par l'Émetteur depuis plus de trente (30) jours calendaires, du principal ou des intérêts ou de tout autre montant relatif à tout Titre, (ce qui inclut le paiement de tout montant supplémentaire conformément à l'Article 8), dès lors que ce paiement est dû et exigible ;
- (b) le manquement par l'Émetteur à toute autre stipulation des Modalités des Titres, s'il n'est pas remédié à ce manquement dans un délai de soixante (60) jours calendaires à compter de la réception par l'Agent Financier de la notification dudit manquement donnée par le Représentant ;
- (c)
 - (i) le non-remboursement par l'Émetteur pour un montant en principal supérieur à 100 millions (100.000.000) d'euros (ou son équivalent en toute devise) d'une ou plusieurs de ses dettes d'emprunt de nature bancaire ou obligataire, à leur date de remboursement prévue ou anticipée et à l'expiration de tout délai de grâce applicable ; ou
 - (ii) le non-paiement par l'Émetteur pour un montant supérieur à 100 millions (100.000.000) d'euros (ou son équivalent en toute devise) d'une (ou plusieurs) garantie(s) consentie(s) au titre d'un ou plusieurs emprunts de nature bancaire ou

obligataire contractés par des tiers lorsque cette ou ces garantie(s) est (sont) exigible(s) et est (sont) appelée(s) ;

à moins que, dans tous les cas, l'Émetteur ne conteste de bonne foi l'exigibilité de ladite ou desdites dette(s) ou la validité de la mise en œuvre de ladite ou desdites garantie(s) et que les tribunaux compétents n'aient été saisis de cette contestation, auquel cas ledit défaut de paiement ou de remboursement ne constituera pas un Cas d'Exigibilité Anticipée aussi longtemps que l'instance n'aura pas fait l'objet d'un jugement définitif ;

étant entendu que tout événement prévu au (a), (b) ou (c) ci-dessus ne saurait constituer un Cas d'Exigibilité Anticipée, et les délais qui y sont mentionnés (le cas échéant) seront suspendus, en cas de notification par l'Émetteur à l'Agent Financier avant l'expiration du délai concerné (si un délai est indiqué) de la nécessité, afin de remédier à ce ou ces manquements, de l'adoption d'une décision budgétaire pour le paiement de dépenses budgétaires imprévues ou supplémentaires au titre de la charge de la dette, jusque (et y compris) la date à laquelle cette décision budgétaire devient exécutoire, à compter de laquelle la suspension des délais mentionnés ci-dessus, s'il en existe, prendra fin. L'Émetteur devra notifier à l'Agent Financier la date à laquelle cette décision budgétaire devient exécutoire. L'Agent Financier devra notifier aux Titulaires toute notification qu'il aura reçue de l'Émetteur en application de la présente Condition, conformément aux stipulations de l'Article 15.

10. **PRESCRIPTION**

Toutes actions relatives au paiement des intérêts ainsi qu'au remboursement du principal des Titres et des Coupons (à l'exclusion des Talons) seront prescrites dans un délai de quatre (4) ans à compter du 1er janvier de l'année suivant leur date d'exigibilité respective (en application de la loi n°68-1250 du 31 décembre 1968 telle que modifiée).

11. **REPRESENTATION DES TITULAIRES**

Sauf stipulations contraires des Conditions Financières concernées, les Titulaires seront, au titre de toutes les Tranches d'une même Souche, automatiquement groupés en une masse (la "**Masse**") pour la défense de leurs intérêts communs. La Masse sera régie par les dispositions des articles L.228-46 et suivants du Code de commerce, tels que modifiées par le présent Article 11.

La Masse pourra seule, à l'exclusion de tous les titulaires de Titres individuels, exercer les droits, actions et avantages ordinaires qui pourraient survenir au titre des Titres, sans préjudices des droits que les titulaires de Titres pourraient exercer individuellement conformément à et sous réserve des dispositions des Modalités.

(a) **Personnalité civile**

La Masse aura une personnalité juridique distincte et agira en partie par l'intermédiaire d'un représentant (le "**Représentant**") et en partie par l'intermédiaire de décisions collectives des Titulaires ("**Décision(s) Collective(s)**").

(b) **Représentant**

Les noms et adresses du Représentant titulaire de la Masse et de ses suppléants (le cas échéant) seront indiqués dans les Conditions Financières concernées. Le Représentant désigné pour la première Tranche d'une Souche de Titres sera le Représentant de la Masse unique de toutes les Tranches subséquentes de cette Souche.

Le Représentant percevra la rémunération correspondant à ses fonctions et ses devoirs à la date ou aux dates indiquée(s) dans les Conditions Financières concernées. Il n'y aura pas de rémunération additionnelle versée au titre des Tranches subséquentes d'une Souche.

En cas de décès, de liquidation, de retraite, de démission ou de révocation du Représentant, celui-ci sera remplacé par le Représentant suppléant, le cas échéant, ou un autre Représentant sera désigné. Les Décisions Collectives relatives à la nomination ou au remplacement du Représentant seront publiées conformément à l'Article 11(j).

Toutes les parties intéressées pourront à tout moment obtenir communication des noms et adresses du Représentant et de son suppléant (le cas échéant), à l'adresse de l'Émetteur.

(c) **Pouvoirs du Représentant**

Le Représentant aura le pouvoir d'accomplir (sauf Décision Collective contraire) tous les actes de gestion nécessaires à la défense des intérêts communs des Titulaires et la capacité de déléguer ses pouvoirs.

Toutes les procédures judiciaires intentées à l'initiative ou à l'encontre des Titulaires devront l'être à l'initiative ou à l'encontre du Représentant.

(d) **Décisions Collectives**

Les Décisions Collectives sont adoptées soit (i) en assemblée générale (la ou les "**Assemblée(s) Générale(s)**"), soit (ii) par le consentement à l'unanimité des Titulaires lors d'une consultation écrite (la ou les "**Décision(s) Ecrite(s) à l'Unanimité**"), soit (iii) par le consentement d'un ou plusieurs Titulaires détenant ensemble au moins 80 pour cent du montant du principal des Titres en circulation de la Souche concernée lors d'une consultation écrite (la ou les "**Décision(s) Ecrite(s) à la Majorité**") et ensemble avec les Décision(s) Ecrite(s) à l'Unanimité, la ou les "**Décision(s) Ecrite(s)**").

Chaque Titulaire justifiera du droit de participer aux Assemblées Générales, conformément aux dispositions de l'article R.228-71 du Code de commerce, aux Décisions Ecrites à l'Unanimité ou aux Décisions Ecrites à la Majorité, par l'inscription en compte, à son nom, de ses Titres dans les livres du Teneur de Compte concerné, de l'Émetteur, ou de l'Etablissement Mandataire à minuit (heure de Paris) le second (2nd) Jour Ouvré précédant la date fixée pour ladite Assemblée Générale ou la date fixée pour la prise de Décision Ecrite à l'Unanimité ou de Décision Ecrite à la Majorité, selon le cas.

Les Décisions Collectives seront publiées conformément à l'Article 11(j).

L'Émetteur tiendra un registre des Décisions Collectives et le rendra disponible, sur demande, à tout Titulaire subséquent des Titres de cette Souche.

(e) **Pouvoirs de l'Assemblée Générale**

Une Assemblée Générale pourra être convoquée à tout moment, par l'Émetteur ou le Représentant. Un ou plusieurs Titulaires, détenant ensemble un trentième (1/30^{ème}) au moins du montant nominal des Titres en circulation pourra(ont) adresser à l'Émetteur et au Représentant une demande de convocation de l'Assemblée Générale. Si l'Assemblée Générale n'a pas été convoquée dans les deux mois suivant cette demande, les Titulaires pourront charger l'un d'entre eux de déposer une requête auprès du tribunal compétent situé à Paris en vue de la désignation d'un mandataire qui convoquera l'Assemblée Générale.

Un avis indiquant la date, l'heure, le lieu et l'ordre du jour de l'Assemblée Générale sera publié conformément à l'Article 11(j) au minimum quinze (15) jours avant la date de la tenue de l'Assemblée Générale sur première convocation et au moins cinq (5) jours avant la date de tenue de l'Assemblée Générale sur seconde convocation.

Les Assemblées Générales ne pourront valablement délibérer sur première convocation qu'à condition que les Titulaires présents ou représentés détiennent un cinquième (1/5^{ème}) au moins du montant nominal des Titres en circulation au moment considéré. Sur seconde convocation aucun quorum ne sera exigé. Les résolutions des Assemblées Générales seront adoptées à la majorité simple des voix détenues par les Titulaires assistant à ces assemblées, présents en personne ou représentés.

Chaque Titulaire ou son mandataire aura le droit de consulter ou de prendre copie du texte des résolutions qui seront proposées et des rapports, le cas échéant, qui seront présentés à l'Assemblée Générale qui sera tenu à la disposition des Titulaires concernés à l'adresse de l'Émetteur, auprès des agences désignées des Agents Payeurs et en tout autre lieu spécifié

dans l'avis de convocation de l'Assemblée Générale pendant quinze (15) jours avant la tenue de l'Assemblée Générale sur première convocation et cinq (5) jours avant la tenue de l'Assemblée Générale sur deuxième convocation.

L'Assemblée Générale est présidée par le Représentant. Dans le cas de l'absence d'un Représentant au début d'une Assemblée Générale et si aucun Titulaire n'est présent ou représenté à l'Assemblée Générale, l'Émetteur pourra, nonobstant les dispositions de l'Article L.228-64 du Code de commerce, désigner un président provisoire jusqu'à ce qu'un nouveau Représentant soit désigné.

Chaque Titulaire a le droit de participer aux Assemblées Générales en personne, par proxy ou par correspondance. Chaque titre porte le droit à un vote ou, dans le cas des Titres émis avec plus d'une Valeur Nominale, un vote au titre de chaque multiple de la plus petite Valeur Nominale comprise dans le montant principal de la Valeur Nominale de ce Titre.

(f) **Décisions Ecrites et Accord Electronique**

A l'initiative de l'Émetteur ou du Représentant, les Décisions Collectives pourront également être prises par le biais de Décisions Ecrites.

(i) Les Décisions Ecrites à l'Unanimité

Les Décisions Ecrites à l'Unanimité devront être signées par ou au nom et pour le compte de tous les Titulaires de Titres sans avoir à se conformer aux conditions de forme et de délai imposées par l'Article 11(e). Conformément à l'Article L.228-46-1 du Code de commerce, l'approbation d'une Décision Ecrite pourra également être donnée par communication électronique permettant l'identification des Titulaires ("**Accord Electronique**"). Toute Décision Ecrite à l'Unanimité devra à toutes fins, avoir les mêmes effets qu'une résolution adoptée par l'Assemblée Générale des Titulaires. Sous réserve des dispositions qui suivent, une Décision Ecrite à l'Unanimité peut être contenue dans un seul document ou dans plusieurs documents de même forme, chacun signé par ou au nom et pour le compte d'un ou plusieurs Titulaires de cette Souche, et devra être publiée conformément à l'Article 11(j).

(ii) Les Décisions Ecrites à la Majorité

Un avis comprenant, en particulier, le texte des résolutions proposées et tout rapport afférent, et visant à obtenir l'approbation des résolutions proposées par une Décision Ecrite à la Majorité, sera publié conformément aux stipulations de l'Article 11(j) au moins quinze (15) jours calendaires avant la date fixée pour la prise de Décision Ecrite à la Majorité (la "**Date de Décision Ecrite de la Majorité**"). L'avis visant à obtenir l'approbation par une Décision Ecrite à la Majorité devra préciser les conditions de forme et de délai à respecter par les Titulaires souhaitant exprimer leur approbation ou rejet de la Décision Ecrite à la Majorité proposée. Les Titulaires ayant exprimé leur approbation ou rejet avant la Date de Décision Ecrite à la Majorité s'engageront à ne pas céder leurs Titres jusqu'à la Date de Décision Ecrite à la Majorité.

Les Décisions Ecrites à la Majorité devront être signées par un ou plusieurs Titulaires détenant ensemble au moins 80 pour cent du montant en principal des Titres en circulation de la Souche concernée. L'approbation des Décisions Ecrites à la Majorité peut également être donnée par Accord Electronique. Toute Décision Ecrite à la Majorité devra à toutes fins, avoir les mêmes effets qu'une résolution adoptée par l'Assemblée Générale des Titulaires. Sous réserve des dispositions qui suivent, une Décision Ecrite à la Majorité peut être contenue dans un document ou dans plusieurs documents de format identique, chacun signé par ou au nom et pour le compte d'un ou plusieurs Titulaires de cette Souche et devra être publiée conformément à l'Article 11(j).

(g) **Frais**

Sauf stipulation contraire dans les Conditions Financières concernées, l'Émetteur supportera tous les frais afférents au fonctionnement de la Masse, y compris les frais de convocation et de tenue des Décisions Collectives et, plus généralement, tous les frais administratifs votés par Décisions Collectives, étant expressément stipulé qu'aucun frais ne pourra être imputé sur les intérêts payables sur les Titres.

(h) **Masse unique**

Les Titulaires de Titres d'une même Souche, ainsi que les titulaires de Titres de toute autre Souche qui ont été assimilés, conformément à l'Article 14, aux Titres de la Souche mentionnée ci-dessus, seront groupés pour la défense de leurs intérêts communs en une Masse unique.

(i) **Titulaire unique**

Si et aussi longtemps que les Titres d'une Souche sont détenus par un seul Titulaire et à moins qu'un Représentant n'ait été nommé relativement à cette Souche, ce Titulaire exercera tous les pouvoirs, droits et obligations confiés à la Masse par les dispositions du Code de commerce, telles que complétées par le présent Article 11. L'Émetteur tiendra un registre des décisions prises par le seul Titulaire en cette qualité et le mettra, sur demande, à la disposition de tout porteur ultérieur de l'un quelconque des Titres de cette Souche. Un Représentant devra être nommé dès lors que les Titres d'une Souche sont détenus par plus d'un Titulaire.

(j) **Avis**

Tout avis à adresser aux Titulaires conformément au présent Article 11 devra être publié sur le site internet de l'Émetteur (<https://www.iledefrance.fr/financement-region>) et,

- (i) pour les Titulaires de Titres au nominatif, envoyé par lettre simple à leur adresse respective, auquel cas les avis seront réputés avoir été donnés le quatrième (4^{ème}) Jour Ouvré (étant un jour autre qu'un samedi ou un dimanche) après l'envoi ; ou
- (ii) pour les Titulaires de Titres au porteur, donné par la remise de l'avis correspondant à Euroclear France, Euroclear, Clearstream ou tout autre système de compensation par lequel les Titres sont à ce moment compensés.

Toute décision de passer outre le défaut d'approbation de l'Assemblée Générale, tel qu'envisagé par l'article L.228-72 du Code de commerce, sera notifiée aux Titulaires conformément au présent Article 11(j). Tout Titulaire aura alors le droit de demander le remboursement de ses Titres au pair dans un délai de trente (30) jours suivant la date de notification, auquel cas l'Émetteur remboursera le Titulaire dans un délai de trente (30) jours à compter de la demande de remboursement.

Dans le présent Article 11, l'expression Titres "en circulation" (telle que définie à l'Article 4) n'inclut pas les Titres souscrits ou achetés par l'Émetteur conformément à la loi en vigueur et qui sont détenus par lui et n'ont pas été annulés.

12. **MODIFICATIONS**

Les présentes Modalités pourront être amendées ou complétées, en ce qui concerne les émissions de Titres à venir et non pour les Titres en circulation, par un avis publié conformément à l'Article 15(e) (chacun de ces avis constituant une "**Modification des Modalités**") ou, s'agissant d'une émission de Titres particulière, par les Conditions Financières concernées.

Les parties au Contrat de Service Financier pourront, sans l'accord des Titulaires ou des Titulaires de Coupons, le modifier ou renoncer à certaines de ses stipulations aux fins de remédier à toute ambiguïté ou de rectifier, de corriger ou de compléter toute stipulation imparfaite du Contrat de Service Financier, ou de toute autre manière que les parties au Contrat de Service Financier

pourraient juger nécessaire ou souhaitable et dans la mesure où, d'après l'opinion raisonnable de ces parties, il n'est pas porté préjudice aux intérêts des Titulaires ou des Titulaires de Coupons.

13. **REMPLACEMENT DES TITRES PHYSIQUES, DES COUPONS ET DES TALONS**

Dans le cas de Titres Matérialisés, tout Titre Physique, Coupon ou Talon perdu, volé, mutilé, rendu illisible ou détruit, pourra être remplacé, dans le respect de la législation, de la réglementation et des règles boursières applicables, auprès de l'agence de l'Agent Financier ou auprès de l'agence de tout autre Agent Payeur qui sera éventuellement désigné par l'Émetteur à cet effet et dont la désignation sera notifiée aux Titulaires. Ce remplacement pourra être effectué moyennant le paiement par le requérant des frais et dépenses encourus à cette occasion et dans des conditions de preuve, garantie et indemnisation (dans l'hypothèse où le Titre Physique, le Coupon ou le Talon prétendument perdu, volé ou détruit serait postérieurement présenté au paiement (ou, le cas échéant, à l'échange contre des Coupons supplémentaires)), il sera payé à l'Émetteur, sur demande, le montant dû par ce dernier à raison de ces Titres Physiques, Coupons ou Coupons supplémentaires. Les Titres Matérialisés, Coupons ou Coupons supplémentaires, Talons mutilés ou rendus illisibles devront être restitués avant tout remplacement.

14. **EMISSIONS ASSIMILABLES ET CONSOLIDATION**

(a) **Emissions assimilables**

A moins qu'il n'en soit indiqué autrement dans les Conditions Financières concernées, l'Émetteur aura la faculté, sans le consentement des Titulaires ou des Titulaires de Coupons, de créer et d'émettre des titres supplémentaires qui seront assimilés pour former une Souche unique avec les Titres à condition que ces Titres et les nouveaux titres confèrent à leurs porteurs des droits identiques à tous égards (ou à tous égards à l'exception de la date d'émission, du prix d'émission ou du premier paiement d'intérêts définis dans les Conditions Financières concernées) et que les modalités de ces titres supplémentaires prévoient une telle assimilation. Les références aux "Titres" dans les présentes Modalités devront être interprétées en conséquence.

(b) **Consolidation**

L'Émetteur aura la faculté, avec l'accord préalable de l'Agent de Redénomination et de Consolidation, et sans le consentement des Titulaires ou des Titulaires de Coupons, à l'occasion de chaque Date de Paiement de Coupon survenant à partir de la date spécifiée pour une redénomination des Titres conformément à l'Article 1(d), et en notifiant les Titulaires au moins 30 jours à l'avance conformément à l'Article 15, de consolider les Titres d'une Souche avec les Titres d'une ou plusieurs autres Souches qu'il aura émises, qu'elles aient été ou non émises à l'origine dans l'une des devises nationales européennes ou en euros, sous réserve que ces autres Titres aient été relibellés en euros (si tel n'était pas le cas à l'origine) et aient, par ailleurs, pour toutes les périodes suivant cette consolidation, les mêmes modalités que les Titres.

15. **AVIS**

(a) Les avis adressés aux Titulaires de Titres Dématérialisés au nominatif seront valables soit, (i) s'ils leurs sont envoyés à leurs adresses respectives, auquel cas ils seront réputés avoir été donnés le quatrième Jour Ouvré (autre qu'un samedi ou un dimanche) après envoi, soit, (ii) au gré de l'Émetteur, s'ils sont publiés dans un des principaux quotidiens économiques et financiers de large diffusion en Europe (qui sera en principe le *Financial Times*). Il est précisé que les avis ne seront réputés valables que s'ils sont publiés dans un des principaux quotidiens économiques et financiers de large diffusion dans la ou les villes où ces Titres sont admis aux négociations, qui dans le cas d'Euronext Paris sera en principe Les Echos, et de toute autre manière requise, le cas échéant, par les règles applicables à ce marché.

(b) Les avis adressés aux Titulaires de Titres Matérialisés et de Titres Dématérialisés au porteur seront valables s'ils sont publiés dans un des principaux quotidiens économiques et financiers de large diffusion en Europe (qui sera en principe le *Financial Times*) et les avis devront être également publiés dans un des principaux quotidiens économiques et

financiers de large diffusion dans la ou les villes où ces Titres admis aux négociations, qui dans le cas d'Euronext Paris sera en principe Les Echos, et de toute autre manière requise, le cas échéant, par les règles applicables à ce marché.

- (c) Si une telle publication ne peut en pratique être réalisée, un avis sera réputé valablement donné s'il est publié dans un des principaux quotidiens économiques et financiers de langue anglaise reconnu et de large diffusion en Europe, étant précisé que les avis devront être publiés de toute autre manière requise, le cas échéant, par les règles applicables à ce Marché Réglementé. Les Titulaires seront considérés comme ayant connaissance du contenu de ces avis à leur date de publication, ou dans le cas où l'avis serait publié plusieurs fois ou à des dates différentes, à la date de la première publication telle que décrite ci-dessus. Les Titulaires de Coupons seront considérés, en toute circonstance, avoir été informés du contenu de tout avis destiné aux Titulaires de Titres Matérialisés conformément au présent Article.
- (d) Les avis devant être adressés aux titulaires de Titres Dématérialisés (qu'ils soient au nominatif ou au porteur) conformément aux présentes Modalités pourront être délivrés à Euroclear France, Euroclear, Clearstream et à tout autre système de compensation auprès duquel les Titres sont alors compensés en lieu et place de l'envoi et de la publication prévus aux Articles 15 (a), (b) et (c) ci-dessus étant entendu toutefois que les avis devront être également publiés dans un des principaux quotidiens économiques et financiers de large diffusion dans la ou les villes où ces Titres sont admis aux négociations qui dans le cas d'Euronext Paris sera en principe Les Echos et de toute autre manière requise, le cas échéant, par les règles applicables à ce marché.
- (e) Nonobstant les Articles 15(a), 15(b), 15(c), et 15(d), les avis portant sur les Modifications des Modalités (telles que définies à l'Article 12) seront considérés comme valablement réalisés s'ils sont publiés sur le site internet de l'Émetteur, dans une section dédiée et facilement accessible (<https://www.iledefrance.fr/financement-region>). Ces avis contiendront et devront décrire de façon raisonnablement détaillée les modifications apportées aux Modalités. Les Titulaires seront considérés comme ayant eu connaissance du contenu des Modifications des Modalités dès lors que l'avis correspondant aura été publié sur le site internet de l'Émetteur conformément au présent Article 15(e).
- (f) Les dispositions du présent Article 15 ne s'appliquent pas aux avis donnés dans le cadre de l'Article 11(j).

16. **DROIT APPLICABLE, LANGUE ET TRIBUNAUX COMPETENTS**

(a) **Droit applicable**

Les Titres (et, le cas échéant, les Coupons et les Talons) ainsi que le Contrat de Service Financier sont régis par le droit français et devront être interprétés conformément à celui-ci. Cependant, aucune voie d'exécution de droit privé ne peut être prise ou aucune procédure de saisie ne peut être mise en œuvre à l'encontre des actifs ou biens de l'Émetteur.

(b) **Langue**

Ce Document d'Information a été rédigé en anglais et en français. Seule la version française fait foi.

(c) **Tribunaux compétents**

Tout différend relatif aux Titres, Coupons ou Talons sera soumis aux tribunaux compétents du ressort de la Cour d'Appel de Paris (sous réserve de l'application des règles impératives régissant la compétence territoriale des tribunaux français). Cependant, aucune voie d'exécution de droit privé ne peut être prise et aucune procédure de saisie ne peut être mise en œuvre à l'encontre des actifs ou biens de l'Émetteur qui est une personne morale de droit public.

CERTIFICATS GLOBAUX TEMPORAIRES RELATIFS AUX TITRES MATERIALISES

Certificats Globaux Temporaires

Un Certificat Global Temporaire relatif aux Titres Matérialisés, sans coupon d'intérêt, sera initialement émis. Après le dépôt initial de ce Certificat Global Temporaire auprès d'un dépositaire commun à Euroclear et Clearstream (le "**Dépositaire Commun**"), Euroclear ou Clearstream créditera le compte de chaque souscripteur d'un montant en principal de Titres correspondant au montant nominal souscrit et payé. Le Dépositaire Commun pourra également créditer les comptes des souscripteurs du montant nominal de Titres (si cela est indiqué dans les Conditions Financières concernées) auprès d'autres systèmes de compensation par l'intermédiaire de comptes détenus directement ou indirectement par ces autres systèmes de compensation auprès d'Euroclear et Clearstream. Inversement, un montant nominal de Titres initialement déposé auprès de tout autre système de compensation pourra dans les mêmes conditions être crédité sur les comptes des souscripteurs ouverts chez Euroclear, Clearstream ou encore auprès d'autres systèmes de compensation.

Echange

Chaque Certificat Global Temporaire relatif aux Titres Matérialisés sera échangeable, en totalité et non en partie, sans frais pour le porteur, dès la Date d'Echange (telle que définie ci-dessous), contre des Titres Physiques, à condition de fournir l'attestation selon laquelle les Titres ne sont pas détenus par des ressortissants américains et dont le modèle est annexé au Contrat de Service Financier (à moins que les Conditions Financières concernées n'indiquent que ce Certificat Global Temporaire est émis conformément aux Règles TEFRA C ou dans le cadre d'une opération à laquelle les règles TEFRA ne s'appliquent pas (se reporter au paragraphe "Résumé du Contrat de Placement – Restrictions de vente").

Remise de Titres Physiques

A partir de sa Date d'Echange, le titulaire d'un Certificat Global Temporaire pourra remettre ce Certificat Global Temporaire à l'Agent Financier ou à son ordre. En échange de tout Certificat Global Temporaire, l'Émetteur remettra ou fera en sorte que soit remis un montant nominal total correspondant aux Titres Physiques dûment signés et contre-signés. Pour les besoins du présent Document d'Information, les "**Titres Physiques**" signifie, pour tout Certificat Global Temporaire, les Titres Physiques contre lesquels le Certificat Global Temporaire peut être échangé (en y attachant, si nécessaire, les Coupons qui n'auraient pas encore été payés au titre du Certificat Global Temporaire et un Talon). Les Titres Physiques feront, conformément aux lois et aux réglementations boursières en vigueur, l'objet d'une impression sécurisée conforme en substance aux modèles figurant dans les Annexes au Contrat de Service Financier.

Date d'Echange

"**Date d'Echange**" signifie, pour un Certificat Global Temporaire, le jour se situant au moins quarante (40) jours calendaires après sa date d'émission, étant entendu que, dans le cas d'une nouvelle émission de Titres Matérialisés conformément à l'Article 14(a), avant ce jour la Date d'Echange devra être reportée au jour se situant quarante (40) jours calendaires après la date d'émission de ces Titres Matérialisés supplémentaires.

UTILISATION DES FONDS

Le produit net de l'émission des Titres est destiné (tel que précisé dans les Conditions Financières concernées) au financement et/ou au refinancement du budget général d'investissement de l'Émetteur pour des projets à vocation environnementale et/ou sociale (les "**Projets Eligibles**"), tel que décrits plus en détails dans le document-cadre des opérations vertes et responsables de la Région (le "**Document-Cadre des Opérations Vertes et Responsables de la Région**" ou "**Green and Sustainability Framework**") publié par l'Émetteur sur son site internet :

- en français :
https://www.iledefrance.fr/sites/default/files/medias/2020/06/framework_Region_IdF_fr.pdf ; et
- en anglais :
https://www.iledefrance.fr/sites/default/files/medias/2020/06/framework_Region_IdF_en.pdf .

Le Document-Cadre des Opérations Vertes et Responsables de la Région et les Projets Eligibles s'inscrivent en conformité avec les grands principes des Green Bond Principles et des Social Bond Principles consultables sur le site de l'International Capital Market Association (ICMA) : www.icmagroup.org. Le Document-Cadre des Opérations Vertes et Responsables de la Région pourrait être mis à jour ou modifié pour tenir compte d'une évolution des Green Bond Principles et des Social Bond Principles, de l'évolution des pratiques de marché ou de l'activité de l'Émetteur.

L'utilisation du produit net d'émission sera décrite dans les Conditions Financières des Titres concernés et dans les reportings, publiés sur le site de la Région et donnera lieu à la publication d'une opinion délivrée par Vigéo-Eiris.

En 2015, le respect des critères d'éligibilité par les projets sélectionnés, les méthodologies de calcul d'impact utilisées ainsi que la concordance des montants alloués aux projets avec les données issues des états de gestion financière de la Région ont été validés par le cabinet Deloitte, en tant qu'opinion externe et indépendante (https://www.iledefrance.fr/sites/default/files/medias/2020/05/3e_opinion_Deloitte.pdf).

De plus amples informations sont disponibles sur le site internet de la Région Île-de-France (<https://www.iledefrance.fr/financement-region>).

DESCRIPTION DE LA REGION ÎLE-DE-FRANCE

1. PERSONNES RESPONSABLES

DETERMINATION DES PERSONNES RESPONSABLES

Émetteur : Région Île-de-France
Adresse de l'Émetteur :
2 rue Simone Veil
93400 Saint-Ouen-sur-Seine
France

Personne responsable

Monsieur Paul Bérard
Directeur Général Adjoint

Téléphone : 01 53 85 53 85
Courriel : direction.finances@iledefrance.fr
Pôle Finances
Conseil Régional d'Île-de-France
2, rue Simone Veil
93400 Saint-Ouen-sur-Seine
France

Par arrêté n°2020-11 du 7 janvier 2020, délégation permanente a été donnée à Monsieur Paul Bérard à l'effet de signer tous actes ou décisions, tous contrats, marchés ou conventions, ainsi que les actes nécessaires à leur exécution, relevant de la compétence du Pôle Finances, y compris ceux relatifs aux emprunts, aux crédits et avances de trésorerie contractés par la Région Île-de-France (ci-après également la « Région ») et aux garanties d'emprunts accordées par elle, à l'exception des arrêtés de nomination à un emploi permanent ou non permanent et d'affectation des agents, des rapports et communications au Conseil régional et à la commission permanente.

2. INFORMATIONS CONCERNANT L'ÉMETTEUR

2.1 Dénomination légale de l'Émetteur

L'Émetteur est la Région Île-de-France, collectivité territoriale.

2.2 Siège, situation géographique, forme juridique

2.2.1 Siège

La Région Île-de-France a son siège au 2 rue Simone Veil à Saint-Ouen-sur-Seine (93400).

Le numéro de téléphone du siège de la Région Île-de-France est le 01 53 85 53 85.

Le site Internet de la Région Île-de-France est www.iledefrance.fr.

2.2.2 La situation géographique



2.2.3 Forme juridique, organisation et compétences

1° Forme juridique

Le territoire français est divisé à des fins administratives en trois types de collectivités territoriales, également appelées depuis la loi sur la décentralisation du 2 mars 1982 "*collectivités territoriales de la République*". Ces collectivités territoriales, dont la Constitution française consacre le principe de libre administration dans son article 72 ("*Dans les conditions prévues par la loi, ces collectivités s'administrent librement par des conseils élus et disposent d'un pouvoir réglementaire pour l'exercice de leurs compétences*"), sont la région, le département et la commune.

Chacune de ces entités, qui correspond à un territoire géographique donné, bénéficie d'une personnalité juridique propre et de ressources dont elle peut disposer librement.

L'article 72 de la Constitution a été complété par la loi constitutionnelle n° 2003-276 du 28 mars 2003 relative à l'organisation décentralisée de la République, qui met en avant une logique de spécialisation dans le respect de l'autonomie des collectivités territoriales les unes par rapport aux autres. Les collectivités territoriales ont ainsi "*vocation à prendre les décisions pour l'ensemble des compétences qui peuvent le mieux être mises en œuvre à leur échelon*". Cette notion s'inspire du principe de droit communautaire dit principe de subsidiarité. Il s'agit de donner aux collectivités les moyens juridiques de mettre en œuvre les attributions qui leur sont confiées par la loi.

Ces collectivités territoriales peuvent mener des projets en concertation, en l'absence de toute tutelle d'une collectivité sur une autre.

La France est divisée en 18 régions, dont 5 Outre-Mer, qui comprennent généralement plusieurs départements, qui eux-mêmes s'étendent sur le territoire de plusieurs communes.

La Région Île-de-France, est formée de huit départements : Paris (à la fois commune et département), les trois départements de la « petite couronne » (Hauts-de-Seine, Seine-Saint-Denis, Val-de-Marne) et les quatre départements de la « grande couronne » (Val-d'Oise, Essonne, Yvelines, Seine-et-Marne). Elle regroupe 1 287 communes.

La loi a prévu la possibilité pour les communes de se regrouper en vue de l'élaboration de projets communs au sein de communautés de communes, de communautés d'agglomération, de communautés urbaines ou de métropoles. Ainsi, il existe en Ile-de-France, au 1er janvier 2019, 31 communautés de communes, 20 communautés d'agglomérations et 1 communauté urbaine, ainsi que la Métropole du Grand Paris, intercommunalité à statut particulier, créée le 1er janvier 2016 (par la loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles), composée de 11 établissements publics territoriaux et de Paris (source Institut d'Aménagement et d'Urbanisme – Île-de-France).

La Région Île-de-France est administrée par un Conseil régional, composé de 209 membres élus au suffrage universel direct lors des dernières élections des 6 et 13 décembre 2015 pour une durée de six ans. Le Conseil régional règle par ses délibérations les affaires de la Région. L'exécutif est confié au Président du Conseil régional.

Le *Président du Conseil régional*, élu par les conseillers, prépare et exécute les décisions de l'assemblée régionale. Il est l'ordonnateur des dépenses et prescrit l'exécution des recettes régionales, il gère le patrimoine de la Région et il est le chef des services que la Région crée pour l'exercice de ses compétences. Il peut être assisté par des vice-présidents qui ont compétence dans un domaine particulier de l'action régionale.

La Commission Permanente, dont les membres sont élus par les conseillers régionaux, est l'émanation du Conseil régional. Elle reçoit délégation du Conseil régional pour l'exercice d'une partie de ses attributions, à l'exception de celles relatives notamment au vote du budget et à l'approbation du compte administratif.

Le *Conseil économique, social et environnemental régional* (le CESER) constitue, auprès du Conseil régional et de son Président, une assemblée consultative. Il « *concourt, par ses avis, à l'administration de la Région* ».

Il émet des avis à l'attention du Conseil régional dans les cas suivants :

(a) sur saisine :

- préalablement à leur examen par le Conseil régional, le CESER est obligatoirement saisi sur :
 - le Contrat de projets Etat-Région et son bilan annuel d'exécution ainsi que tout document de planification et schémas directeurs qui intéressent la Région ;
 - les différents documents budgétaires de la Région ;
 - les orientations générales de la Région dans tous les domaines de compétence du CESER, et tout autre schéma, programme et bilan des actions menées ;
 - les actions régionales en termes d'environnement.
- le CESER peut être saisi par le président du Conseil régional sur tout projet à caractère économique, environnemental ou culturel sans que cette saisine ne soit obligatoire.

(b) sur auto-saisine :

- le CESER peut émettre des avis sur toute question entrant dans les compétences de la Région et, pour ce faire, il s'appuie sur des commissions.

2° Organisation et fonctionnement

Héritière du district de la région parisienne, puis devenue établissement public en application de la loi n° 76-394 du 6 mai 1976, la Région Île-de-France est comme les autres régions, depuis le 16 mars 1986, date de la première élection des conseillers régionaux au suffrage universel, une collectivité territoriale de plein exercice au même titre que les départements ou les communes.

- Le Conseil régional

Le Conseil régional d'Île-de-France est composé de 208 membres élus au suffrage universel direct lors des dernières élections des 6 et 13 décembre 2015 pour une durée de 6 ans.

Les 208 membres du Conseil régional d'Île-de-France se répartissent au 31 décembre 2019 comme suit :

- (a) Groupe Libres, Républicains et Indépendants : 79 ;
- (b) Groupe Union des Démocrates et Indépendants : 27 ;
- (c) Groupe Ensemble - Île-de-France : 26 ;
- (d) Groupe Alternative écologiste et sociale : 19 ;
- (e) Groupe du Centre et des Démocrates : 13 ;

- (f) Groupe Rassemblement national Île-de-France : 12 ;
- (g) Groupe Radical Citoyen Démocrate Ecologiste et Centriste – Le Rassemblement : 10 ;
- (h) Groupe Front de Gauche, Parti communiste français et République & Socialisme : 9 ;
- (i) Non-inscrits : 13.

– La Présidente

La Présidente du Conseil régional est Madame Valérie Pécresse.

Elle est assistée par 15 vice-présidents qui ont reçu délégation de compétences, chacun dans un domaine particulier de l'action régionale.

1er Vice-Président en charge de la stratégie institutionnelle, du Grand Paris et des relations internationales : poste vacant ;

2ème Vice-Présidente en charge des lycées et de l'administration générale : Mme Marie-Carole CIUNTU ;

3ème Vice-Président en charge des Finances et de l'évaluation des politiques publiques : M. Stéphane SALINI ;

4ème Vice-Présidente en charge du développement économique, de l'attractivité, de l'agriculture et de la ruralité : Mme Alexandra DUBLANCHE ;

5ème Vice-Président, en charge des transports et des mobilités durables : M. Stéphane BEAUDET ;

6ème Vice-Présidente en charge des affaires européennes : Mme Stéphanie VON EUW ;

7ème Vice-Président en charge des sports, des loisirs, de la jeunesse, de la citoyenneté et de la vie associative : poste vacant ;

8ème Vice-Présidente en charge de l'enseignement supérieur et de la recherche : Mme Faten HIDRI ;

9ème Vice-Président en charge de la sécurité et de l'aide aux victimes : M. Frédéric PECHENARD ;

10ème Vice-Présidente en charge de la santé, des solidarités et de la famille : Mme Farida ADLANI ;

11ème Vice-Président en charge de l'écologie, du développement durable et de l'aménagement : M. Jean-Philippe DUGOIN-CLEMENT ;

12ème Vice-Présidente en charge du tourisme : Mme Hamida REZEG ;

13ème Vice-Présidente en charge du dialogue social : Mme Béatrice DE LAVALETTE ;

14ème Vice-Président en charge de l'emploi, de la formation professionnelle et de l'apprentissage : M. Vincent JEANBRUN ;

15ème Vice-Présidente, en charge de la culture, du patrimoine et de la création : Mme Florence PORTELLI.

La Présidente de la Région est en outre assistée par dix-neuf délégués spéciaux et deux conseillères déléguées :

- M. Pierre DENIZIOT, délégué spécial en charge du logement et du handicap ;
- Mme Anne CABRIT, déléguée spéciale en charge de l'agriculture et de la ruralité ;
- Mme Babette de ROZIERES, déléguée spéciale en charge de la Cité de la gastronomie ;
- Mme Charlotte BAELDE, déléguée spéciale en charge du campus de métiers et des qualifications ;
- Mme Marie-Pierre BADRE, déléguée spéciale en charge de l'égalité femmes-hommes ;

- Mme Manon LAPORTE, déléguée spéciale en charge de l'intergénérationnel ;
- M. Didier BARIANI, délégué spécial en charge de la coopération interrégionale ;
- Mme Marie-Christine DIRRINGER, déléguée spéciale en charge de la Smart Région ;
- M. Philippe LAURENT, délégué spécial en charge du suivi du Grand Paris Express ;
- Mme Sophie DESCHIENS, déléguée spéciale en charge de l'économie circulaire ;
- M. Frédéric VALLETOUX, délégué spécial en charge du commerce et de l'artisanat ;
- Mme Sandrine LAMIRE-BURTIN, déléguée spéciale en charge de l'orientation ;
- M. Vincent ROGER, délégué spécial en charge des jeux olympiques et paralympiques ;
- Mme Sylvie MARIAUD, déléguée spéciale en charge de l'économie sociale et solidaire ;
- Mme Sylvie MONCHECOURT, déléguée spéciale en charge des achats responsables ;
- M. Grégoire de LASTEYRIE, délégué spécial en charge des nouvelles mobilités ;
- M. Jérémy REDLER, délégué spécial en charge des grands événements et salons ;
- Mme Karine FRANCLLET, déléguée spéciale en charge du décrochage scolaire ;
- M. Laurent JEANNE, délégué spécial en charge de la rénovation urbaine ;
- Mme Marianne DURANTON, conseillère déléguée en charge de la mise en œuvre des circuits courts et du bio dans les lycées ;
- Mme Aurélie GROS, conseillère déléguée en charge de la valorisation touristique du patrimoine.

– *La Commission Permanente*

La Commission Permanente est composée de 69 membres :

- la Présidente Valérie PECRESSE ;
- les 15 Vice-présidents ;
- et de 53 autres membres.

– *Les commissions thématiques*

Pour l'étude des affaires qui lui sont soumises ainsi que pour la préparation des décisions qui lui incombent, le Conseil régional a constitué 19 commissions thématiques (outre la commission du règlement et la commission d'appel d'offres), chacune composée de 15 à 18 membres titulaires.

Par ailleurs, des commissions peuvent être créées à la demande des élus sur des sujets particuliers conformément au règlement intérieur de l'assemblée.

– *Le Conseil économique, social et environnemental régional*

Le Conseil économique, social et environnemental d'Île-de-France se compose de 190 membres, nommés pour 6 ans dont :

- (a) 61 représentants des entreprises et des activités professionnelles non salariées dans la Région ;
- (b) 61 représentants des organisations syndicales de salariés ;
- (c) 61 représentants des organismes, associations et fondations qui participent à la vie collective de la région ; et

- (d) 7 personnalités qualifiées nommées par arrêté du préfet de région qui, en raison de leur qualité ou de leurs activités, concourent au développement de la Région Île-de-France.

Il établit des rapports et émet des avis sur les thèmes relatifs aux compétences de la Région et, plus largement, sur tout ce qui concerne son développement et les conditions de vie de ses habitants. Assemblée consultative, sa réflexion peut être initiée à la demande du président du Conseil régional, sur saisine obligatoire ou facultative.

– *L'administration régionale*

Elle compte, au 31 décembre 2019, 10 547 agents permanents (effectifs pourvus) dont 8 742 agents techniques des établissements d'enseignement.

Les services de la Région se composent de la direction générale des services et de douze pôles :

(a) 8 pôles opérationnels :

- Lycées ;
- Logement et transports ;
- Cohésion territoriale ;
- Transfert, recherche, enseignement supérieur et orientation en réseaux ;
- Entreprises et emploi ;
- Affaires européennes, coopération internationale et tourisme ;
- Politiques sportives, de santé, de solidarité et de modernisation ;
- Formation professionnelle et apprentissage.

(b) 4 pôles fonctionnels :

- Finances ;
- Ressources humaines ;
- Patrimoine et moyens généraux ;
- Juridique, Achats et Données ;

La Région Île-de-France dispose également d'une inspection générale qui a notamment pour mission le conseil et le contrôle en matière d'organisation et de fonctionnement des services régionaux et l'évaluation des politiques régionales.

Par ailleurs, la direction de l'audit externe et du contrôle de gestion, au sein du Pôle Finances, assure un suivi de l'utilisation des fonds régionaux pour la mise en œuvre des politiques régionales, par les services de la Région ou par des organismes extérieurs et développe des outils et recommandations permettant d'améliorer le fonctionnement de l'institution régionale.

– *Les organismes associés de la Région*

Le Conseil régional s'appuie pour une partie de son action sur des organismes extérieurs associés. Ces organismes interviennent dans leurs domaines de compétences telles que l'aménagement, l'économie, l'emploi, la formation, la culture ou la santé, dans le cadre de la politique définie par le Conseil régional.

Les principaux organismes associés de la Région sont :

- (a) l'Institut Paris Région (anciennement I.A.U. Île-de-France). Cet organisme a pour vocation d'éclairer les choix des responsables régionaux dans les domaines de l'aménagement urbain, de l'habitat, des équipements, du développement économique, de l'environnement, des transports et de la santé. Il est

le principal organisme régional de l'environnement regroupant en son sein plusieurs départements dédiés : l'Agence régionale de la biodiversité (ARB), l'Agence régionale énergie-climat, l'Observatoire régional des déchets (ORDIF), l'Institut régional de développement du sport (IRDS), l'Observatoire régional de santé (ORS) ;

- (b) l'Agence des Espaces Verts (A.E.V.). L'agence met en œuvre la politique régionale des espaces verts, des forêts, des promenades et randonnées. Elle procède, pour le compte de la Région, à l'acquisition, l'aménagement et l'entretien des espaces verts régionaux, coordonne les programmes d'investissement de l'Etat et attribue des aides financières pour l'acquisition et l'aménagement d'espaces verts ;
- (c) Paris Région Entreprises, l'agence de développement économique de l'Île-de-France, qui a pour mission d'attirer de nouveaux investisseurs internationaux en Île-de-France et d'accompagner les projets des entreprises créateurs d'emplois pérennes ;
- (d) le Comité Régional du Tourisme Paris Île-de-France (C.R.T.). Il assure la mise en œuvre de la politique touristique de la Région et assure, auprès du Conseil régional, un rôle de conseil technique en matière d'équipements et d'investissements touristiques. Il coordonne les activités des organismes de loisirs et met en place les actions de promotion touristique en France et à l'étranger ;
- (e) l'Association Île-de-France Europe (IdFE) : L'association joue un rôle d'interface entre l'Île-de-France et l'Europe. Elle représente la Région et six Départements franciliens auprès des institutions européennes. L'agence facilite et renforce la participation des collectivités franciliennes et de leurs acteurs dans les programmes et instruments de financement communautaires. Elle permet à ses membres de développer des stratégies d'influence au niveau européen pour veiller à ce que les futures politiques et programmes de l'Union européenne répondent aux besoins du territoire francilien ;
- (f) Île-de-France Prévention Santé Sida (ex-Centre régional d'information et de prévention du sida et pour la santé des jeunes). Cet organisme œuvre à l'amélioration de la santé des jeunes de 12 à 25 ans en Île-de-France. L'association met en avant une approche de santé globale et de développement des compétences psychosociales, et plus particulièrement dans le domaine de la santé sexuelle, de la prévention des consommations de drogues (addictions avec ou sans produits), de l'hygiène de vie (alimentation, activité physique, sommeil), de la promotion de la santé mentale et de la lutte contre les discriminations.

3° Compétences

Depuis la création de l'Etablissement public régional en 1972 devenu collectivité territoriale pleine et entière avec la loi de décentralisation du 2 mars 1982, les régions ont vu le champ de leurs compétences s'étendre et se diversifier au fil des années et du processus de décentralisation.

L'article L.4221-1 du Code Général des Collectivités Territoriales ("CGCT") dispose que « *le conseil régional règle par ses délibérations les affaires de la région dans les domaines de compétences que la loi lui attribue. Il a compétence pour promouvoir le développement économique, social, sanitaire, culturel et scientifique de la région, le soutien à l'accès au logement et à l'amélioration de l'habitat, le soutien à la politique de la ville et à la rénovation urbaine et le soutien aux politiques d'éducation et l'aménagement et l'égalité de ses territoires, ainsi que pour assurer la préservation de son identité et la promotion des langues régionales, dans le respect de l'intégrité, de l'autonomie et des attributions des départements et des communes.* »

Accompagnant ces évolutions, les budgets des régions métropolitaines ont fortement évolué. En 2019, ils s'élèvent à 32,3 milliards d'euros (en augmentation de 3,6 pour cent par rapport à 2018).

Les principales compétences de la Région sont ainsi :

– *Le développement économique*

Le développement économique est une des compétences majeures des régions qui sont responsables de la définition des orientations en la matière. Pour ce faire et conformément à la loi NOTRe du 7 août 2015 qui a renforcé leur rôle en la matière, elles élaborent un schéma régional de développement économique, d'innovation et d'internationalisation (SRDEII) dans lequel sont précisées les orientations pour cinq ans en matière d'aides aux entreprises, de soutien à l'internationalisation, d'aides à l'investissement immobilier, d'aides à l'innovation et les orientations relatives à l'attractivité du territoire régional. Les actes des

collectivités territoriales et de leurs groupements présents sur le territoire doivent être compatibles avec le SRDEII. Le Conseil régional est seul compétent pour définir les régimes d'aides et pour décider de l'octroi des aides aux entreprises de la région. Par ailleurs, les régions soutiennent et participent au pilotage des pôles de compétitivité qui rassemblent sur un territoire et sur une thématique ciblée, des entreprises, des laboratoires de recherche et des établissements de formation.

– *L'aménagement du territoire*

Dans le domaine de l'aménagement du territoire, les régions élaborent un schéma régional d'aménagement, de développement durable et d'égalité des territoires (SRADDET) qui fixe sur le territoire les objectifs en matière d'équilibre et d'égalité des territoires, d'implantation des différentes infrastructures d'intérêt régional, de désenclavement des territoires ruraux, d'habitat, de gestion économe de l'espace et d'intermodalité et de développement des transports.

La Région Île-de-France n'est pas concernée par la réalisation d'un SRADDET, élaborant déjà un document de planification : le Schéma directeur de la Région Île-de-France (SDRIF), approuvé en 2013. Il fixe les grands objectifs stratégiques pour le développement de la Région Île-de-France jusqu'en 2030. Il a notamment pour objectif de maîtriser la croissance urbaine et démographique, l'utilisation de l'espace tout en garantissant le rayonnement international de la région. Il précise les moyens à mettre en œuvre pour corriger les disparités spatiales, sociales et économiques de la région, pour coordonner l'offre de déplacement et préserver les zones rurales et naturelles afin d'assurer les conditions d'un développement durable du territoire. Les documents d'urbanisme des collectivités territoriales dans le périmètre de la région doivent être compatibles avec le SDRIF.

– *Les transports régionaux de voyageurs*

La loi n° 2000-1208 du 13 décembre 2000 relative à la solidarité et au renouvellement urbains a prévu le transfert de l'organisation et du financement des services ferroviaires régionaux de voyageurs à compter du 1er janvier 2002 à l'ensemble des régions, à l'exception de la Région Île-de-France et de la Corse qui ont un statut particulier. Au 1er janvier 2002, toutes les régions sont donc devenues autorités organisatrices pour les transports ferroviaires régionaux.

La Région Île-de-France a, pour sa part, un statut particulier. En effet, la loi n° 76-394 du 6 mai 1976 avait déjà confié à la Région Île-de-France une compétence particulière dans le domaine du transport et de la circulation des voyageurs. La loi du 13 décembre 2000 a eu pour conséquence, s'agissant de la Région Île-de-France, de faire entrer la Région au conseil d'administration d'Île-de-France Mobilités (ex S.T.I.F.), établissement public administratif de l'Etat, créé en 1959, et responsable de l'organisation des transports au sein de la région capitale.

La loi n° 2004-809 du 13 août 2004 relative aux libertés et responsabilités locales a conforté le rôle de la Région dans le domaine des transports. La Région Île-de-France dispose désormais de la majorité des sièges (51 pour cent) d'Île-de-France Mobilités, qui est devenu un établissement public local à caractère administratif.

– *Les lycées et la gestion de leurs personnels techniques*

En matière d'enseignement public, les régions ont la charge de la construction, de la rénovation, de l'équipement, de l'entretien et du fonctionnement des lycées d'enseignement général et des lycées et établissements d'enseignement agricole.

Elles assurent, depuis la loi n° 2004-809 du 13 août 2004, le recrutement et la gestion des personnels techniciens, ouvriers et de service exerçant leurs missions dans les lycées.

– *L'emploi, la formation professionnelle*

Dès 1983, les Régions se sont vues confier la compétence de formation professionnelle des jeunes et des demandeurs d'emplois.

Leur responsabilité s'est accrue depuis et elles jouent désormais un rôle de premier plan dans la formation professionnelle continue. Elles concourent au service public de l'emploi en contribuant au financement des structures d'accompagnement et d'insertion professionnelle.

La loi n° 2004-809 du 13 août 2004 relative aux libertés et responsabilités locales a confié aux régions la définition et la mise en œuvre de la politique de formation professionnelle des jeunes et des adultes à la recherche d'un emploi ou d'une nouvelle orientation professionnelle ainsi que la mise en œuvre du plan régional de développement des formations professionnelles, ayant pour vocation de définir une programmation à moyen terme des actions de formation professionnelle. Cette loi a par ailleurs confié aux régions l'agrément et le financement des écoles de formation aux professions paramédicales et des organismes de formation des travailleurs sociaux ainsi que les aides aux étudiants de ces filières.

La loi du 5 mars 2014 relative à la formation professionnelle, à l'emploi et à la démocratie sociale a achevé le transfert de l'ensemble de la compétence formation aux Régions avec la mise en place du Service public régional de l'orientation, la création d'un Service public régional de la formation professionnelle, la possibilité pour les Régions de recourir aux habilitations et le transfert aux Régions de la formation des publics spécifiques : détenus, handicapés, illettrés.

A l'instar de la compétence formation professionnelle, les Régions se sont vues confier la compétence apprentissage dès 1983 et leur rôle en la matière (financement des CFA, octroi des primes aux employeurs d'apprentis, politique régionale d'apprentissage, investissement,...) s'est accru jusqu'en 2018. L'adoption de la loi n° 2018-771 du 5 septembre 2018 pour la liberté de choisir son avenir professionnel a supprimé cette compétence qui était dévolue aux régions.

– *La gestion des fonds européens*

La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 a confié l'autorité de gestion d'une partie des fonds structurels européens aux régions. Le Conseil régional d'Île-de-France gère ainsi directement 540 millions d'euros de fonds sur la période 2014-2020 dans le cadre de quatre grands enjeux fixés par l'Europe : compétitivité de l'économie et de l'emploi, gestion des ressources naturelles, transition écologique et énergétique, développement des infrastructures sociales et matérielles et égalité des territoires et des chances.

La Région Île-de-France mène par ailleurs des actions volontaristes dans les domaines de l'environnement, du développement durable, de la recherche, de la jeunesse, du sport et de la culture.

2.3 Solvabilité de l'Émetteur

2.3.1 Le cadre juridique de l'emprunt des collectivités territoriales permet de limiter les risques d'insolvabilité

L'article 2 de la loi n°82-213 du 2 mars 1982, relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions, a supprimé toute tutelle de l'Etat sur les actes des collectivités territoriales. Cette évolution a conduit à reconnaître aux collectivités territoriales une liberté pleine et entière d'appréciation en matière de financement et à libéraliser et banaliser les règles applicables à leurs emprunts. Désormais, les collectivités territoriales peuvent ainsi recourir librement à l'emprunt et leurs relations avec les prêteurs sont régies par le droit privé et la liberté contractuelle.

Toutefois, cette liberté est encadrée par les principes suivants :

- les emprunts sont exclusivement destinés à financer des investissements ;
- le remboursement du capital doit être couvert par des ressources propres.

En outre, le contrôle budgétaire et financier est exercé a posteriori par le préfet sous le contrôle de la Chambre régionale des comptes (CRC). Il s'exerce dans cinq cas : vote du budget hors délais ; défaut d'inscription d'une dépense obligatoire (conformément à l'article L.1612-15 du CGCT, étant précisé qu'aux termes de l'article L.4321-1 du CGCT « les intérêts de la dette et les dépenses de remboursement de la dette en capital » constituent des dépenses obligatoires) ; absence d'équilibre réel du budget ; déficit du compte administratif ; défaut de transmission du compte administratif.

Par ailleurs, l'article L.1611-3-1 du Code général des collectivités territoriales (le "CGCT"), créé par la loi n°2013-672 du 26 juillet 2013, soumet la souscription des emprunts de la Région auprès des établissements de crédits à certaines limites tenant à la devise, au taux d'intérêt et aux instruments de couverture y afférents autorisés. Toutefois, cet article n'a pas vocation à s'appliquer aux emprunts obligataires ainsi que l'ont précisé les travaux parlementaires (Rapport n° 1091 au nom de la commission des finances de l'Assemblée Nationale, déposé le 29 mai 2013, amendement n°160 du 19 mars 2013).

2.3.2 La notation de la Région

La Région Île-de-France a une notation financière depuis 1993, délivrée par une puis deux agences de notation de crédit à compter de 1998. Depuis 2017, les deux agences de notation de crédit retenues par la Région sont Moody's et Fitch Ratings. La Région a été, chaque année sans interruption, classée parmi les entités les plus solides financièrement.

Le 9 mai 2018, l'agence Moody's a relevé la perspective de la Région Île-de-France de stable à positive. Le 4 novembre 2018, l'agence Moody's a attribué à la Région Île-de-France la note de 'Aa2' à long terme, perspective positive. Le 25 février 2020, suite au changement de positive à stable de la perspective associée à la notation Aa2 des obligations souveraines de la France le 21 février 2020, Moody's a modifié la perspective de la Région de positive à stable.

Le 26 octobre 2018, l'agence Fitch Ratings a confirmé la note de défaut émetteur à long terme 'AA', perspective stable, attribuée à la Région Île-de-France.

Le 9 avril 2019, Fitch a publié une nouvelle méthodologie de notation des collectivités territoriales internationales (*Rating Criteria for International Local and Regional Governments*). Selon cette méthodologie, le profil de crédit intrinsèque de la Région ('aa+') a été évalué, le 19 avril 2019, à un niveau supérieur à celui de l'Etat. Cette évaluation en *stand alone credit profile* a été actualisée à 'aa' le 10 avril 2020. Depuis le 26 mai 2020, l'Émetteur fait l'objet d'une notation 'AA' avec perspective négative pour sa dette à long terme par l'agence Fitch Ratings en conséquence de la baisse de la notation de l'Etat français.

Les notations de la dette à court terme F1+ (Fitch Ratings) et P-1 (Moody's) de la Région ont été également confirmées.

2.4 L'environnement démographique et économique de l'Émetteur

2.4.1 La population francilienne

Avec une population estimée à 12 278 210 habitants au 1er janvier 2020, la Région Île-de-France est la plus peuplée des régions françaises, regroupant sur 2 pour cent du territoire national (12 012 Km²) 18,9 pour cent de la population de la France métropolitaine. Le poids démographique de la Région Île-de-France est quasi-stable depuis les années 1960, à 18,9 pour cent de la population française métropolitaine en 2020 (18,3 pour cent de la population française entière).

La Région Île-de-France compte ainsi en moyenne 1 022 habitants au Km² et regroupe plus d'habitants que des pays tels que la Belgique (11,5 millions), le Portugal (10,3 millions), la Suède (10,2 millions) ou l'Autriche (8,9 millions).

Population comparée des régions françaises au 1^{er} janvier 2020

	Population 2012	Population 2017	2017/2012	Population 2020 (p)	Rapporté à la France entière
Auvergne-Rhône-Alpes	7 695 264	7 948 287	3,3%	8 032 377	12,0%
Bourgogne-Franche-Comté	2 816 814	2 811 423	-0,2%	2 783 039	4,1%
Bretagne	3 237 097	3 318 904	2,5%	3 340 379	5,0%
Centre-Val-de-Loire	2 563 586	2 576 252	0,5%	2 559 073	3,8%
Corse	316 257	334 938	5,9%	344 679	0,5%
Grand Est	5 548 955	5 549 586	0,0%	5 511 747	8,2%
Haut-de-France	5 973 098	6 003 815	0,5%	5 962 662	8,9%
Île-de-France	11 898 502	12 174 880	2,3%	12 278 210	18,3%
Normandie	3 322 756	3 330 478	0,2%	3 303 500	4,9%
Nouvelle-Aquitaine	5 808 594	5 956 978	2,6%	5 999 982	8,9%
Occitanie	5 626 858	5 845 102	3,9%	5 924 858	8,8%
Pays de la Loire	3 632 614	3 757 600	3,4%	3 801 797	5,7%
Provence-Alpes-Côte d'Azur	4 935 576	5 030 890	1,9%	5 055 651	7,5%
France de province	51 477 469	52 464 253	1,9%	52 619 744	78,5%
France métropolitaine	63 375 971	64 639 133	2,0%	64 897 954	96,8%
Guadeloupe	403 314	390 253	-3,2%	376 879	0,6%
Martinique	388 364	372 594	-4,1%	358 749	0,5%
Guyane	239 648	268 700	12,1%	290 691	0,4%
La Réunion	833 944	853 659	2,4%	859 959	1,3%
Mayotte*	nd	250 143	-	279 471	0,4%
Régions d'Outre Mer	1 865 270	2 135 349	14,5%	2 165 749	3,2%
France entière	65 241 241	66 774 482	2,4%	67 063 703	100,0%

Source : "Estimations de population", Institut National de la Statistique et des Etudes économiques (INSEE), 2011, 2016 et 2020. (p) résultats provisoires.

*Mayotte est devenue Région d'Outre-Mer en 2010. "nd" pour "Non disponible"

Entre 2012 et 2017, la région francilienne gagne en moyenne 55 000 habitants par an et augmente au même rythme (+ 0,5 % par an) qu'entre 2007 et 2012. Au niveau national, la hausse de la population ralentit légèrement entre ces deux périodes (+ 0,4 % après + 0,5 %).

Au sein de la Région Île-de-France, l'augmentation de la population provient uniquement du dynamisme naturel de la région lié à la jeunesse de sa population. L'excédent des naissances sur les décès correspond, en effet, à une croissance démographique de +0,9 pour cent par an en moyenne sur la période. Cette progression est minorée par le solde migratoire (différence entre les arrivées et les départs dans la région) de la Région déficitaire Île-de-France (diminution de 0,4 pour cent par an en moyenne).

En 2017, la Région Île-de-France a enregistré un excédent naturel de 100 237 personnes (soit 175 799 naissances pour 75 562 décès) et a contribué à hauteur de 73 pour cent au solde naturel de la France métropolitaine.

Les départements de la grande couronne (Essonne, Val-d'Oise, Yvelines et Seine-et-Marne) regroupent désormais 44,3 pour cent de la population régionale (contre 43,6 pour cent en 2012). La proportion de Paris et de la petite couronne (Hauts-de-Seine, Seine-Saint-Denis et Val-de-Marne) est ainsi en diminution, de 56,4 pour cent en 2012 à 55,7 pour cent en 2020.

Evolution de la répartition de la population par département

	2012	2017	2020 (p)
Paris	18,8%	18,4%	17,5%
Hauts-de-Seine	13,3%	13,5%	13,1%
Seine-Saint-Denis	12,9%	13,6%	13,6%
Val-de-Marne	11,3%	11,7%	11,5%
Total Petite Couronne et Paris	56,4%	57,2%	55,7%
Essonne	10,4%	10,9%	10,7%
Val-d'Oise	10,0%	10,3%	10,2%
Yvelines	11,9%	12,1%	11,8%
Seine-et-Marne	11,4%	11,8%	11,6%
Total Grande Couronne	43,6%	45,1%	44,3%

Au 1er janvier 2020, la population de la Région Île-de-France est plus jeune que celle observée en moyenne en France entière avec une proportion de la population de moins de 39 ans plus importante (53,4 pour cent contre 47,5 pour cent en moyenne en France entière). De façon concomitante, la proportion des personnes âgées de plus de 60 ans est plus faible (20,5 pour cent contre 26,6 pour cent en moyenne en France entière).

Répartition de la population régionale par âge au 1^{er} janvier 2020 (p)

	Île-de-France		France entière	
0 à 19 ans	3 140 965	25,6%	16 084 743	24,0%
20 à 39 ans	3 409 765	27,8%	15 759 165	23,5%
40 à 59 ans	3 210 447	26,1%	17 369 555	25,9%
60 à 74 ans	1 658 207	13,5%	11 476 704	17,1%
75 et plus	858 826	7,0%	6 373 536	9,5%
Total	12 278 210	100%	67 063 703	100%

Source : "Estimations de population", INSEE. (p) résultats provisoires arrêtés fin 2019.

2.4.2 L'économie de l'Émetteur

1° Produit Intérieur Brut

Avec un produit intérieur brut (PIB) de 73milliards d'euros en 2018, soit environ 5,5 pour cent du PIB de l'Union Européenne à 27 pays (source : Eurostat, 2018), la Région Île-de-France est une région économique qui compte parmi les principales concentrations européennes et parmi les plus importantes au monde.

Située au carrefour des échanges européens et mondiaux, la Région Île-de-France se place au premier rang des régions économiques françaises, non seulement par son poids dans le système productif, mais également par la présence des grands centres de décisions économiques. Le PIB de la Région Île-de-France représente 31 pour cent du PIB de la France en 2018.

Évolution du PIB en valeur de 2015 à 2018

PRODUIT INTERIEUR BRUT	2015	2016	2017	2018
PIB (en milliards d'euros)				
Ile-de-France	671,0	685,7	710,2	733,9
France Entière	2 198,4	2 234,1	2 295,1	2 353,1
Ile-de-France / France entière (en %)	30,5%	30,7%	30,9%	31,2%
PIB / Habitant (en milliers d'euros)				
Ile-de-France	54,6	56,0	58,3	59,7
France Métropolitaine	32,8	33,3	34,3	35,0

Source : Eurostat

Entre 2015 et 2018, le PIB de la Région Île-de-France et sa part dans le PIB national ont augmenté de manière continue. Ces données soulignent le poids déterminant de la région capitale dans l'économie française, dont l'évolution positive et constante (l'Île-de-France représentait 31,2% du PIB français en 2018, contre 30,5% en 2015) traduit le fait que la croissance économique y est plus vigoureuse qu'au niveau national.

Avec un PIB par habitant se situant à 59 700euros en 2018, soit supérieur de 70,6 pour cent au PIB par habitant de l'ensemble de la France métropolitaine, la Région Île-de-France se situe en tête des régions françaises et parmi les premières en Europe (sources INSEE et Eurostat).

La Région Île-de-France présente cependant de fortes disparités à la fois sociales et territoriales. Ainsi, selon les derniers chiffres disponibles de l'INSEE, 11,9 pour cent des emplois au sein de la Région Île-de-France sont des emplois précaires en 2016 (contrat à durée déterminée (CDD), intérim, apprentis, stages et contrats aidés). Par ailleurs, en 2018, 5,3 % de la population francilienne bénéficie du Revenu de Solidarité Active (RSA Socle), soit 333 351foyers (1 660 406 foyers en France métropolitaine). Cette valeur masque cependant d'importantes disparités territoriales : un quart des bénéficiaires franciliens résident en Seine-Saint-Denis.

2° Principaux secteurs

– *Un tissu économique dynamique et diversifié*

La Région Île-de-France se distingue des autres métropoles mondiales par la diversité de son tissu économique. Des secteurs particulièrement innovants (technologies de l'information et des communications, biotechnologies, nanotechnologies ou encore animation graphique 3D) et créatifs (luxe, mode) cohabitent avec des secteurs plus traditionnels comme l'aéronautique ou encore l'automobile. Elle concentre des services à forte valeur ajoutée, de même que les principaux centres de décision, sièges sociaux d'entreprises et les principales administrations publiques.

La Région Île-de-France compte environ un cinquième des établissements (soit les unités de production de biens ou de services) actifs répertoriés par l'INSEE sur le territoire de France métropolitaine.

Nombre et répartition des établissements par département et activité au 31 décembre 2015

	Part de l'agriculture, sylviculture et pêche	Part de l'industrie	Part de la construction	Part du commerce, transports, services divers	Part de l'administration publique, enseignement, santé et action sociale	Nombre total d'établissements
Paris	0,1%	2,7%	4,1%	83,9%	9,2%	546 320
Seine-et-Marne	2,9%	4,7%	12,4%	66,8%	13,2%	108 734
Yvelines	1,0%	3,5%	9,3%	71,4%	14,7%	121 624
Essonne	1,0%	4,0%	12,5%	68,8%	13,7%	95 995
Hauts-de-Seine	0,1%	3,0%	6,8%	78,5%	11,5%	178 253
Seine-Saint-Denis	0,1%	3,5%	16,2%	70,5%	9,6%	134 490
Val-de-Marne	0,2%	3,3%	10,5%	73,7%	12,3%	118 626
Val-d'Oise	0,8%	4,2%	13,1%	68,8%	13,0%	91 552
IDF	0,5%	3,3%	8,4%	76,6%	11,2%	1 395 594

Champ : établissements actifs au 31 décembre 2015, hors secteur de la défense.

Source : Insee, *Connaissance de l'Appareil Productif*

En 2019, la Région a enregistré environ 244 000 créations d'entreprises, soit 31 pour cent des créations comptabilisées en France. Les créations d'entreprises ont fortement progressé depuis 2016 en Île-de-France (+14,6 pour cent par an en moyenne), soit à un niveau supérieur à la progression sur le territoire de métropole (+13,9 pour cent par an).

Créations d'établissements de 2016 à 2019

En milliers d'entreprises	2016	2017	2018	2019	Evolution 2019/2018
Île-de-France	162	179	212	244	15,0%
Provence-Alpes-Côte d'Azur	56	58	69	80	16,0%
Auvergne-Rhône-Alpes	65	70	82	101	23,0%
France métropolitaine	538	575	674	796	18,2%

Source : Insee - *répertoire des entreprises et des établissements*

S'agissant des défaillances d'entreprises, leur nombre s'est établi au sein de la Région Île-de-France en 2019 à 11 410. Les défaillances d'entreprises sont en baisse de -5,1 pour cent par rapport à 2018 au sein de la Région Île-de-France, pour une baisse de -5,3 pour cent sur la France entière.

Le parc immobilier extrêmement diversifié de la Région Île-de-France et la qualité de sa main d'œuvre constituent un facteur très attractif pour les entreprises. La Région possède ainsi le plus grand parc immobilier d'entreprises en Europe avec près de 54,3 millions de m² de bureaux fin 2018, 1 422 zones d'activité économiques sur plus de 31 722 hectares (au 1^{er} janvier 2017).

– Les services : moteurs de l'activité économique de la Région

Les services sont, avec la recherche-développement, la finance et le tourisme, les secteurs clés qui animent et stimulent la Région et dans lesquels se concentrent les efforts d'innovation.

En 2019, l'INSEE estime à 3,7 millions le nombre d'emplois salariés dans le secteur tertiaire marchand (regroupant notamment les transports, le commerce, les services aux entreprises, les services aux ménages et les activités immobilières et financières), soit 30 pour cent de l'ensemble de ces emplois au niveau national

Près de 9 emplois salariés sur dix relèvent du secteur tertiaire (marchand et non marchand).

Selon les dernières communications de l'INSEE concernant la valeur ajoutée, le tertiaire marchand représente, en 2015, 71 pour cent de la valeur ajoutée produite par la Région Île-de-France.

De grands groupes de services collectifs (électricité, téléphonie, eau, etc.) à capitaux publics ou privés ont leur siège à Paris (Electricité de France - EDF, Veolia Environnement, Orange).

– *Une région industrielle de premier plan*

Le secteur industriel de la Région Île-de-France représente en 2019, 14 pour cent des emplois salariés de l'industrie française (soit 437 000 emplois salariés). Ce secteur représente 7,3% des emplois franciliens.

Selon les données les plus récentes de l'INSEE, plus de 15 pour cent des entreprises industrielles sont localisées en Île-de-France en 2016 (soit 43 463 entreprises).

La Région Île-de-France est donc aujourd'hui l'un des grands centres mondiaux à la fois pour l'industrie et pour le tertiaire de haut niveau.

Elle assure également un rôle majeur de pôle d'échanges pour le trafic aérien, dans le tourisme d'affaires, dans l'enseignement supérieur, dans la culture et dans la recherche.

– *Un des réseaux d'infrastructures et de transports les plus développés au monde*

La Région dispose de l'un des réseaux de transport de passagers les plus développés au monde (avec en 2017, 206 kilomètres de métro, plus de 127 kilomètres de voies de tramway, 1 503 km de voies ferrées (RER et train SNCF), auxquels s'ajoutent 1 511 lignes de bus).

Ce réseau s'étend considérablement avec le projet du Grand Paris Express, dont les premiers chantiers, démarrés en 2016, doivent aboutir à 200 km de lignes automatiques de métro supplémentaires à horizon 2030 (soit un quasi doublement de la longueur actuelle), avec 4 nouvelles lignes, le prolongement de la ligne 14 au nord et au sud et 68 nouvelles gares. Le Grand Paris Express desservira les grands pôles d'activité (aéroports, centres d'affaires, centres de recherche et universitaires) et les territoires métropolitains aujourd'hui difficiles d'accès.

Elle est également une importante plateforme aéroportuaire d'Europe continentale avec la présence sur son territoire de deux aéroports internationaux dont l'un, Paris-Charles de Gaulle, est le deuxième en Europe pour le trafic de passagers et du premier aéroport d'aviation d'affaires en Europe (Source Paris Région Entreprises, Agence de Développement Economique de l'Île-de-France). La Région se situe ainsi à moins de deux heures de vol de la plupart des grandes métropoles européennes. Elle a été pionnière de l'intermodalité entre l'avion et le train, avec le Train à Grande Vitesse (TGV) et avec le Réseau Express Régional (RER).

– *Une région ouverte sur l'extérieur*

La Région Île-de-France représente la première région touristique mondiale avec plus de 71,8 millions de nuitées hôtelières en 2018 (dont 59 pour cent concernant une clientèle étrangère), et dispose d'une des plus grandes capacités hôtelières d'accueil au monde (soit 2 478 hôtels et 156 405 chambres – données 2017).

Avec près de 700 000 m² de surfaces, la Région propose l'offre la plus riche et variée d'Europe en matière d'équipements d'accueil dédiés aux manifestations

Elle accueille chaque année plusieurs millions de visiteurs d'affaires dans ses salons (9,4 millions en 2018 dont 0,8 million d'étranger). 1 192 congrès ont eu lieu sur le territoire en 2018 (en partie sur 22 principaux sites d'exposition), soit 882 400 participants.

L'Île-de-France est la première région d'Europe continentale en matière d'investissements directs étrangers (IDE). En 2018, l'attractivité de la Région Île-de-France se confirme avec 409 IDE représentant 6303 emplois. Les principaux investisseurs proviennent des Etats-Unis (24 pour cent des implantations), du Royaume-Uni (12 pour cent) et d'Allemagne (8 pour cent). Quatre secteurs représentent à eux seuls 58% des IDE, à savoir les secteurs « Logiciels et prestations informatiques » (28%), « Conseil, ingénierie et services opérationnels aux entreprises (13%), « autres activités de services » (11%) et « services financiers » (6%).

En 2019, le montant des importations de la Région Île-de-France a été de 150,3 milliards d'euros (26,4 % des importations françaises) tandis que les exportations se sont élevées à 104,2 milliards d'euros (soit 21,0 pour cent des exportations françaises). Les produits de la construction automobile sont les premiers produits importés par la Région (13,0 pour cent), suivis des produits de construction aéronautique et spatiale (7,0 pour cent) et des articles d'habillement (5,9 pour cent).

Les principaux pays fournisseurs sont les pays proches (Allemagne, Belgique, Italie, Espagne, Royaume-Uni, Pays-Bas et Suisse) ainsi que les grandes puissances économiques du monde (Chine, Etats-Unis et Japon). Durant ces 10 dernières années, la Chine (avec 21,8 milliards de produit importé en 2019) est devenue le principal fournisseur de la région francilienne, dépassant l'Allemagne en 2014.

Les produits de la construction aéronautique et spatiale sont les premiers produits exportés (16,3 pour cent) devant les produits de la construction automobile (8,5 pour cent).

Parmi les principaux pays clients de la région Ile-de-France, se trouvent des pays proches (Allemagne, Espagne, Royaume-Uni, Italie et Belgique) et de grandes puissances économiques (Etats-Unis et Chine), mais également des pays plus petits (Hong Kong et Singapour) dont la population est friande de produits français, notamment dans le domaine du luxe. Les Etats-Unis et l'Allemagne - qui sont les deux principaux clients de la Région - ont vu le montant de leurs achats en provenance d'Ile-de-France plus que doubler en 10 ans.

En 2019, les Etats-Unis sont le premier client de la Région Île-de-France (16,2 pour cent des exportations), devant l'Allemagne (11,1 pour cent), suivie de l'Italie (6,3 pour cent), de l'Espagne (6,1 pour cent) et du Royaume-Uni et (5,7 pour cent).

– *Une population très qualifiée et un pôle majeur de recherche et développement*

La Région Île-de-France regroupe plus du quart des étudiants français de l'enseignement supérieur (soit, pour la rentrée 2019, 706 840 étudiants pour une population estudiantine nationale de 2,7 millions, soit 26 pour cent). Au total, la Région Île-de-France compte 15 universités et 70 grandes écoles, soit ¼ des établissements d'enseignement supérieur en France. La Région est donc très attractive pour les jeunes adultes qui poursuivent leurs études ou cherchent un emploi.

La concentration au sein de la Région Île-de-France d'actifs hautement qualifiés dans les domaines scientifiques et techniques incite les entreprises à y installer leurs unités de recherche et de développement.

En 2019, La Région compte parmi les leaders mondiaux et européens de la recherche tant en termes d'effectifs, avec 162 050 emplois (publics et privés) dans la recherche, soit 40 pour cent des effectifs nationaux, qu'en termes de dépenses avec 40 pour cent des dépenses nationales en R&D. Elle tient le troisième rang mondial en nombre de centres d'innovation.

7 687 brevets ont été déposés en 2018 sur le territoire de la Région, soit plus de 51 pour cent de ceux déposés en France (Institut national de la propriété industrielle).

3° L'emploi

En 2018, l'emploi de la Région Île-de-France représentait 2,8 pour cent de celui des 28 pays de l'Union européenne et 23,3 pour cent de celui de la France métropolitaine, soit plus de 6,4 millions d'emplois salariés et non-salariés.

La prédominance du secteur tertiaire dans l'emploi total est plus importante au sein de la Région Île-de-France qu'en France métropolitaine.

Structure de l'emploi par secteurs d'activités en 2018

	Ile-de-France	France métropolitaine
Agriculture	0,1%	2,3%
Industrie	7,0%	11,8%
Construction	4,9%	6,1%
Tertiaire marchand	63,0%	49,3%
Tertiaire non marchand	25,0%	30,6%
TOTAL	100,0%	100%

Source : INSEE, estimations d'emploi

L'emploi salarié sur le territoire de la Région Île-de-France est largement concentré à Paris, ainsi que dans le département des Hauts-de-Seine qui regroupe, notamment dans le quartier La Défense, les sièges des plus grandes entreprises françaises.

Répartition de l'emploi salarié et non salarié en Île-de-France en 2018

2018 (p)	Emploi salarié	Emploi non salarié	Emploi total
Paris	31,2%	37,4%	31,6%
Seine-et-Marne	7,9%	8,7%	7,9%
Yvelines	9,1%	9,8%	9,2%
Essonne	7,7%	7,4%	7,7%
Hauts-de-Seine	18,1%	12,7%	17,7%
Seine-Saint-Denis	10,5%	8,2%	10,4%
Val-de-Marne	9,1%	8,9%	9,1%
Val-d'Oise	6,4%	6,8%	6,5%
TOTAL	100,0%	100,0%	100,0%

Malgré un contexte économique défavorable, le taux de chômage dans la Région Île-de-France demeure inférieur à la moyenne nationale, à 7,5 pour cent sur le territoire de la Région au troisième trimestre 2019 contre 8,3 pour cent en France métropolitaine.

Evolution du taux de chômage en Île-de-France par département et en France métropolitaine

Données Corrigées des Variations Saisonnières en moyenne trimestrielle, en %

	Quatrième trimestre 2017	Premier trimestre 2018	Deuxième trimestre 2018	Troisième trimestre 2018	Quatrième trimestre 2018	Premier trimestre 2019	Deuxième trimestre 2019	Troisième trimestre 2019
Paris	7,0	7,1	7,0	7,0	6,7	6,7	6,5	6,6
Seine-et-Marne	7,0	7,4	7,4	7,4	7,1	7,1	6,9	7,0
Yvelines	6,6	6,9	6,8	6,9	6,6	6,6	6,4	6,6
Essonne	6,8	7,2	7,1	7,1	6,7	6,8	6,7	6,8
Hauts-de-Seine	6,7	7,0	6,9	6,9	6,6	6,7	6,5	6,7
Seine-Saint-Denis	11,3	11,9	11,7	11,6	11,2	11,1	10,8	11,0
Val-de-Marne	7,9	8,1	8,0	8,0	7,7	7,6	7,4	7,5
Val-d'Oise	9,1	9,3	9,2	9,2	8,8	8,7	8,5	8,7
Île de France	7,7	8,0	7,9	7,9	7,6	7,6	7,4	7,5
France métropolitaine	8,6	8,9	8,8	8,8	8,4	8,4	8,2	8,3

Source : Insee, Estimations de taux de chômage localisés et taux de chômage au sens du BIT.

2.5 Description du système politique

Se référer à la section 2.2.3 intitulé "*Forme juridique, organisation et compétences*" ci-dessus.

3. FINANCES PUBLIQUES ET COMMERCE EXTERIEUR

3.1 Système fiscal et budgétaire

3.1.1 Les recettes de la Région

Les recettes de la Région proviennent :

- **De recettes fiscales directes et indirectes**

La fiscalité directe régionale est constituée :

- d'une fraction de la cotisation sur la valeur ajoutée des entreprises ("CVAE") en Île-de-France, portée de 25 pour cent à 50 pour cent par l'article 89 modifié de la loi de finances initiale pour 2016 ;

- de l'imposition forfaitaire sur les entreprises de réseaux ("**IFER**") relative au matériel roulant utilisé sur le réseau ferré national pour les opérations de transport de voyageurs (IFER « matériel roulant ») ;
- de l'IFER relative aux répartiteurs principaux de la boucle locale cuivre, aux points de mutualisation des réseaux de communications électroniques en fibre optique et aux nœuds de raccordement optique des réseaux de communications électroniques en fibre optique (IFER «télécom »).

Le calcul de la CVAE de chaque région fait intervenir deux mécanismes successifs de péréquation :

- à compter de 2011, les régions pour lesquelles la recette issue de la nouvelle fiscalité est supérieure au produit fiscal de référence 2010, ont vu leurs ressources écrêtées à hauteur de ce produit fiscal 2010, pour alimenter le fonds national de garantie individuelle des ressources régionales (FNGIR), qui reverse les sommes collectées aux régions sous-compensées. La Région Île-de-France est la seule région prélevée au titre du FNGIR. Le montant annuel du prélèvement a théoriquement été fixé une fois pour toutes (toutefois plusieurs ajustements correctifs à la marge sont intervenus mais depuis 2013 le montant est figé) ;
- depuis 2013, un mécanisme de péréquation portant sur la croissance de la CVAE des régions a été institué. Une région est prélevée si l'évolution de ses recettes fiscales directes est supérieure à la moyenne constatée au niveau de l'ensemble des régions. C'est alors la totalité de cet écart qui est prélevée pour la péréquation, avec un plafond fixé à 50 pour cent de l'évolution totale de ces recettes, ces évolutions étant calculées en cumulé par rapport à 2011. La Région Île-de-France fait l'objet d'un prélèvement à ce titre.

Les autres recettes fiscales comprennent notamment :

- la taxe sur les certificats d'immatriculation des véhicules, dont le Conseil régional fixe le tarif par cheval vapeur;
- conformément à l'article 149 de la LFI 2017, à compter de 2018, les Régions se voient allouer, depuis le 1er janvier 2018, une fraction des recettes de taxe sur la valeur ajoutée, en lieu et place de la dotation globale de fonctionnement. Cet échange est assorti d'une garanti plancher dans le cas où le rendement de cette fraction de TVA ne serait pas suffisante une année pour couvrir le dernier montant constaté de DGF en 2017;
- conformément à l'article 41 de la loi de finances pour 2014, les régions bénéficient à compter de 2014 d'une ressource fiscale supplémentaire : les frais de gestion relatifs à la cotisation foncière des entreprises ("**CFE**"), à la CVAE ainsi qu'à la taxe d'habitation. Dans le cadre de la suppression progressive de la taxe d'habitation, la loi de finances initiale pour 2020 (article 16 alinéa V) prévoit que cette dernière composante soit figée sous forme de dotation à compter de 2021, pour un montant égal au produit qui aura été versé aux Régions en 2020 au titre de cette composante. Cette ressource, ainsi qu'une fraction additionnelle de taxe intérieure de consommation sur les produits énergétiques ("**TICPE**") ont remplacé, depuis 2014, la dotation générale de décentralisation ("**DGD**") liée à la formation professionnelle (cf. infra).
- Le produit de taxes attribuées par le législateur à la Région Ile-de-France :
 - taxe sur les constructions de bureaux, locaux commerciaux et entrepôts en Île-de-France,
 - taxe additionnelle aux droits d'enregistrement ou à la taxe de publicité foncière exigibles sur les mutations à titre onéreux de l'immobilier d'entreprise, mise en place à compter de 2016,
 - part régionale de la taxe d'aménagement, qui remplace depuis 2012 taxe complémentaire à la taxe locale d'équipement², et sur laquelle la Région peut décider d'instituer la taxe et en fixer le taux dans la limite maximale de 1 pour cent,

² Assise sur les opérations de construction, de reconstruction et d'agrandissement de bâtiments de toutes natures.

- une fraction de la taxe annuelle sur les locaux à usage de bureaux, les locaux commerciaux et les locaux de stockage : la Région perçoit chaque année 50% du produit de l'assiette dans la limite d'un plafond arrêté par la loi (Article L4414-7 du CGCT) attribué à la Région Île-de-France par le législateur en compensation de charges spécifiques assumées par celle-ci, principalement en matière de transports et d'aménagement de la région capitale.
- La loi de finances pour 2015 a institué à compter de 2015 deux ressources fiscales spécifiques à la Région Île-de-France destinées aux financements des investissements dans le domaine des transports en commun :
 - une « taxe annuelle sur les surfaces de stationnement » : l'assiette de cette taxe porte sur les locaux ou aires, couvertes ou non couvertes, destinés au stationnement des véhicules et qui font l'objet d'une exploitation commerciale ou sont annexés aux locaux de bureaux, commerciaux et de stockage soumis à la taxe sur les bureaux ("TSB"). A l'instar de la TSB, les tarifs de cette taxe par m² sont fixés par circonscription ; ces tarifs ont été révisés pour 2019 en application des articles 165 et 166 de la loi de finances pour 2019, tout comme leur actualisation, qui est désormais calculée au 1er janvier de chaque année en fonction de la prévision de l'indice des prix à la consommation, hors tabac, retenue dans le projet de loi de finances de l'année. Le montant attribué à la Région Île-de-France est plafonné à compter de l'exercice 2019 à 66 millions d'euros.,
 - une « taxe additionnelle spéciale annuelle » : il s'agit d'un impôt de répartition à l'instar des taxes spéciales d'équipement (TSE). La Région doit adopter un produit de taxe pour l'année N par délibération prise avant le 31/12/N-1, dans la limite d'un plafond fixé à 80 millions d'euros.
- **Une partie de la taxe intérieure sur les consommations de produits énergétiques (TICPE, ex TIPP) :**

En compensation des transferts de compétence organisés par la loi n° 2004-809 du 13 août 2004, l'Etat a attribué aux régions une fraction du tarif de la TICPE. Depuis 2006, cette fraction est différente selon les régions. Ainsi la fraction du tarif revenant à la Région Île-de-France a été fixée à compter de 2019 à 17,98 euros par hectolitre pour le supercarburant sans plomb et 12,72 euros par hectolitre pour le gazole³. Si le produit de taxe intérieure de consommation sur les produits énergétiques attribué pour une année donnée à une région en application des fractions de tarifs dont elle bénéficie pour cette même année représente un montant inférieur à son droit à compensation pour l'année considérée, la différence fait l'objet d'une attribution à due concurrence d'une part du produit de la taxe intérieure de consommation sur les produits énergétiques revenant à l'Etat.

Entre 2007 et 2016, les régions ont pu moduler ce taux dans une certaine limite (« modulation 2007 »). La Région Île-de-France avait alors décidé d'appliquer la modulation maximale à la hausse soit une augmentation de 1,77 euro/hl sur le supercarburant et une augmentation de 1,15 euro/hl sur le gazole. L'article 89 de la Loi de finances rectificative pour 2016 a mis fin au dispositif de modulation par les régions, en fixant le montant des fractions au niveau du plafond.

La loi de finances pour 2010 (modifiée par la loi de finances rectificative pour 2011) a en outre instauré une nouvelle faculté de majoration du tarif régional de TICPE (+0,73 euro/hl sur le supercarburant et +1,35 euro/hl sur le gazole) à condition que le produit de cette majoration soit affecté « au financement d'une infrastructure de transport durable, ferroviaire ou fluvial, mentionnée aux articles 11 et 12 de la loi n° 2009-967 du 3 août 2009 de programmation relative à la mise en œuvre du Grenelle de l'environnement ou à l'amélioration du réseau de transports urbains en Ile-de-France ». La Région Île-de-France a adopté cette nouvelle part de TICPE dite « Grenelle » à compter de 2012 aux tarifs maximums.

³ L'article 78 de la loi de finances initiale pour 2019 actualisant cette fraction de TICPE prévue à l'article 40 de la loi de finances initiale pour 2006.

En application des dispositions de l'article 60-IX de la loi de finances initiale pour 2020, les produits des fractions de taxe relevant de la TICPE ex-modulation et Grenelle sont assis à compter de 2020 sur les consommations nationales de carburant.

En outre, la Région Île-de-France perçoit, comme les autres régions, diverses parts de TICPE :

- à compter de 2014, une part destinée à compenser les charges incombant aux régions en matière de Formation Professionnelle : la loi prévoit des fractions de tarifs à 0,79 euro/hl pour les supercarburants sans plomb et 0,56 euro/hl pour le gazole sur le total des consommations nationales (article 41 de la loi de finances pour 2014). La répartition entre régions a été calculée selon la répartition 2013 de la précédente dotation DGD formation professionnelle (supprimée à compter de 2014) ;
- à compter de 2016, une part destinée à compenser les charges incombant aux régions relatives aux transferts de compétences prévue au II de l'article 91 de la loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ainsi qu'au II de l'article 133 de la loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République. Les fractions de tarif sont fixées pour 2020 à 0,159 euro/hl, s'agissant des supercarburants sans plomb, et à 0,119 euro/hl, appliquées sur le total des consommations nationales ;
- à compter de 2020 (alinéa VIII de l'article 74 de la loi de finances initiale pour 2020), le droit à compensation du transfert de la compétence orientation aux régions prévu à l'article 18 de la loi n° 2018-771 du 5 septembre 2018 pour la liberté de choisir son avenir professionnel fait l'objet d'un versement pérenne imputé sur la part du produit de la taxe intérieure de consommation sur les produits énergétiques revenant à l'Etat. Le montant de ce droit à compensation est prévisionnel à ce stade et pourra être actualisé.
- **De dotations de l'Etat (dotations d'investissement et de fonctionnement)**

La Région perçoit :

- un reliquat de DGD chaque année. Cette dotation a été fortement réduite suite à la mise en œuvre de l'article 41 de la loi de finances pour 2014 qui a organisé la suppression de la composante DGD liée à la formation professionnelle et son remplacement par des ressources fiscales nouvelles correspondant d'une part, aux frais de gestion relatifs à la fiscalité directe, d'autre part, à une nouvelle fraction des produits de TICPE (cf. supra). La loi prévoit une garantie de produit pour les régions. Le produit total perçu en compensation de la suppression de la DGD (frais de gestion et TICPE) ne peut être inférieur au montant de la dotation 2013 ;
- la dotation d'équipement scolaire, dont le montant est figé depuis 2008 (article 4332-3 du CGCT). L'article 33 de la loi de finances pour 2017 a supprimé à compter de 2017 la dotation pour perte de compensations de fiscalité directe locale.

Par ailleurs, la mise en œuvre de la loi n° 2018-771 du 5 septembre 2018 pour la liberté de choisir son avenir professionnel se traduit par un nouveau panier de recettes prenant la forme de dotations ou quasi-dotations :

Suite à la suppression par la loi n° 2018-771 du 5 septembre 2018 de la compétence en matière d'apprentissage exercée par les régions, un nouveau panier de recettes se substitue à compter 2020 à celui qui était octroyé aux régions jusqu'en 2019 pour l'exercice de cette compétence.

Pour rappel, ces recettes étaient composées jusqu'en 2019 par les « ressources régionales pour l'apprentissage » constituées d'une part de la taxe d'apprentissage (abrogée par l'article 37-V de la loi précitée) et d'une fraction de TICPE, ainsi que de deux parts de TICPE octroyées en compensation des octrois de prime et d'aide au recrutement d'apprentis (abrogées par les alinéas V, VI et VII de l'article 74 de la loi de finances initiale pour 2020.

Pour compenser l'évolution des compétences et des missions sur l'apprentissage, plusieurs enveloppes sont allouées aux régions à compter de 2020, avec des caractéristiques qui conduit à les classer pour l'instant principalement en dotations :

- Une enveloppe de compensation a été instituée au bénéfice des régions dont les ressources compensatrices supprimées ont excédé le financement des charges en matière d'apprentissage. Cette enveloppe est composée d'un prélèvement fixe sur recettes de l'Etat et d'un montant fixe sur le produit de la TICPE de l'Etat (1 et 2 de l'article 76 de la loi de finances initiale pour 2020).
- Un prélèvement complémentaire sur les recettes de l'Etat est prévu afin de participer à la couverture des charges afférentes à la politique de l'apprentissage ainsi qu'aux reliquats de dépenses incombant aux régions à compter du 1er janvier 2020 et jusqu'en 2021 au titre de la prime (3 de l'article 76 de la loi de finances initiale pour 2020).
- Deux nouvelles enveloppes prévues à l'article 6211-3 du code du travail au titre du financement des dépenses de fonctionnement des centres de formation d'apprentis et des dépenses d'investissement.

– **De remboursements provenant des prêts accordés à certaines entreprises ou d'avances à des collectivités**

Ces remboursements proviennent, pour l'essentiel, des prêts accordés par la Région, dans le cadre de sa politique des transports, à la Régie Autonome des Transports Parisiens (RATP) et à la Société Nationale des Chemins de Fer (SNCF Mobilité et SNCF Réseau).

– **De recettes diverses, constituées principalement :**

- du produit des amendes forfaitaires de police et de stationnement et, depuis 2006, une part des amendes dressées par voie de radars. A compter de 2019, suite à la mise en œuvre de la dépenalisation des amendes de stationnement et de leur gestion placée au niveau communal, la Région reçoit chaque année un montant fixe correspondant à celui constaté en 2018 ;
- des reversements attribués par l'Etat, comme à toute collectivité territoriale, au titre du Fonds de Compensation de la Taxe sur la Valeur Ajoutée (FCTVA) et qui sont destinés à compenser la Taxe sur la Valeur Ajoutée (TVA) payée sur les investissements réalisés ainsi que, depuis la loi de finances initiale pour 2016, sur certaines dépenses de fonctionnement ;
- depuis 2015, des versements des fonds structurels européens (FSE, fonds européen de développement régional (FEDER) et fonds européen agricole de développement rural (FEADER)) dans le cadre du transfert aux régions de la responsabilité d'autorité de gestion des fonds de l'Union Européenne pour la nouvelle programmation 2014-2020 (loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles). Pour une part ces fonds seront reversés sous forme de subventions à des tiers bénéficiaires, pour une autre part, ils seront directement destinés à la Région Île-de-France, dans le cadre de cofinancements européens (à hauteur de 50 pour cent) de projets ou d'actions dont elle est elle-même porteuse et qu'elle met en œuvre via des marchés publics.

3.1.2 Le cadre comptable et budgétaire

Le **budget primitif ("BP")** est l'acte par lequel sont prévues et autorisées les recettes et les dépenses des collectivités publiques.

Pour ce qui est des collectivités territoriales, le BP doit être adopté avant le 15 avril de l'exercice auquel il s'applique, ou avant le 30 avril de l'année du renouvellement des organes délibérants.

Si le budget n'est pas adopté, la loi (article L.1612-2 du CGCT) prévoit une procédure permettant au Préfet de région, représentant de l'Etat dans la région, de fixer le budget de la collectivité, après avis de la CRC

L'adoption du budget autorise l'autorité exécutive de la collectivité à percevoir les recettes et à réaliser les dépenses.

Les budgets des collectivités territoriales doivent respecter notamment les cinq principes budgétaires suivants :

- **le principe d'unité** : ce principe prévoit que toutes les recettes et dépenses doivent être regroupées dans un seul document ;
- **le principe de l'annualité** : l'autorisation donnée à l'Exécutif de la collectivité de percevoir les recettes et de réaliser les dépenses est donnée pour un an, du 1er janvier au 31 décembre ;
- **le principe de l'universalité** : figure au budget de l'exercice l'ensemble des recettes et des dépenses, sans compensation ;
- **le principe d'équilibre** : ce principe signifie que, compte tenu d'une évaluation sincère des recettes et des dépenses, les recettes doivent être égales aux dépenses, en fonctionnement (opérations courantes) d'une part et en investissement d'autre part. En outre, les recettes hors emprunt doivent permettre de couvrir le remboursement de la dette en capital ;
- **le principe de spécialité des dépenses** : ce principe consiste à n'autoriser une dépense qu'à un service et pour un objet particulier. Ainsi, les crédits sont affectés à un service, ou à un ensemble de services, et sont spécialisés par chapitre groupant les dépenses selon leur nature ou selon leur destination. Toutefois ce principe est atténué par l'autorisation qui peut être donnée par l'Assemblée au Président du Conseil régional d'opérer des virements de crédits de paiement de chapitre à chapitre dans la limite de 7,5 pour cent des dépenses réelles de chacune des sections.

Les **budgets rectificatifs** ou **supplémentaires** permettent d'ajuster les recettes et les dépenses adoptées au BP.

Le compte administratif, examiné avant le 30 juin de l'exercice suivant, retrace les opérations réalisées au cours de l'exercice en dépenses et en recettes.

Ce compte, établi par la collectivité (« l'ordonnateur »), doit être conforme au compte de gestion établi par le comptable public qui assure le paiement des dépenses ainsi que le recouvrement de l'ensemble des recettes de la collectivité.

Ce mode de fonctionnement, commun à l'ensemble des collectivités territoriales et qui résulte du principe de séparation des ordonnateurs et des comptables issus des textes généraux régissant les règles de la comptabilité publique en France, a pour effet de réserver au comptable public le maniement des fonds publics et d'organiser un contrôle externe de la validité des mandats de paiement émis chaque année par la collectivité.

Le rôle ainsi dévolu au comptable public constitue une garantie pour la sécurité financière de la collectivité.

Ainsi il existe trois types de contrôles en vertu de la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 : le contrôle administratif ou de légalité, le contrôle budgétaire et financier et le contrôle juridictionnel et de gestion.

Le contrôle administratif ou de légalité des actes des collectivités territoriales est exercé par le préfet a posteriori. Le préfet a la possibilité de déférer ces actes, devenus exécutoires, au tribunal administratif dans un délai de deux mois à compter du jour où ils lui sont parvenus.

Le contrôle budgétaire et financier est également exercé a posteriori par le préfet sous le contrôle de la CRC. Il s'exerce dans cinq cas : vote du budget hors délais ; défaut d'inscription d'une dépense obligatoire ; absence d'équilibre réel du budget ; déficit du compte administratif ; défaut de transmission du compte administratif.

Le contrôle juridictionnel des comptes est confié aux CRC : elles statuent sur la régularité des comptes des comptables publics ; leur contrôle s'étend également aux ordonnateurs en cas de gestion de fait. Le contrôle de gestion porte sur le bon emploi des deniers publics par les collectivités territoriales : il s'exprime a posteriori par les observations formulées par les CRC sur la gestion des collectivités territoriales.

3.2 Dette publique brute, historique de la dette, structure des échéances de l'encours de dette avec indication de la durée résiduelle (y compris celles inférieures à 1 an) et de son remboursement, encours en devises étrangères

La politique menée par la Région Île-de-France en la matière est guidée par le souci de maîtriser le montant de l'emprunt mobilisé, de limiter le coût des emprunts nouveaux et de réduire la charge de la dette, de manière à consacrer prioritairement les ressources disponibles aux missions dévolues à la Région.

3.2.1 Situation et gestion de la dette

(a) Les instruments de financement mis en place

- *Une ligne de crédit long terme revolving (CLTR)*

La Région dispose d'une ligne de CLTR souscrite auprès du Groupe Caisse d'Épargne qui s'élève depuis le 30 décembre 2015 à 587 millions d'euros.

- *Le programme Euro Medium Term Notes (EMTN)*

La Région, qui a été présente de façon régulière sur les marchés financiers, a mis en place, en mai 2001, un programme EMTN d'un montant de 1 milliard d'euros, porté depuis à 7 milliards d'euros, bénéficiant d'une autorisation d'émission sur des maturités allant jusqu'à 30 ans maximum. La Région a été la première collectivité territoriale française à recourir à ce type d'instrument.

En juillet 2019, à l'occasion de sa première conférence verte et responsable, la Région Île de France a pris l'engagement de réaliser l'intégralité de ses financements futurs - quels qu'en soit la nature - sous format vert et responsable. Le programme EMTN a donc été modifié pour préciser cette nouvelle politique.

Avec ces différents instruments, la Région a ainsi la possibilité, pour ses financements à moyen et long terme, d'arbitrer entre financements bancaires et financements sur titres.

- *Une stratégie d'emprunt diversifiée, dorénavant intégralement verte et responsable*

La Région Île-de-France a une politique active d'émission d'obligations vertes et responsables. Elle est depuis 2012 fortement impliquée sur ce marché, qui s'inscrit pleinement dans sa stratégie financière et sa démarche de performance de développement durable.

En 2012, la Région Île-de-France a été la première collectivité en Europe à lancer une émission obligataire environnementale et socialement responsable. La Région s'est engagée sur l'allocation des fonds vers des thématiques ciblées ex-ante et a réalisé un reporting sur l'allocation des fonds l'année suivante.

Au printemps 2014, la Région a de nouveau réalisé une émission obligataire environnementale et socialement responsable, au sein d'un marché des obligations vertes désormais en plein essor. La Région a approfondi sa démarche en élaborant un référentiel de sélection plus détaillé qui a fait l'objet d'une validation par une agence indépendante.

En 2015, la Région a réalisé une émission publique et un abondement ainsi que son premier placement privé vert et socialement responsable. La Région a pris l'engagement de demander une attestation externe et indépendante sur le reporting de ces émissions 2015.

En 2016, 2017 et 2018, la Région a de nouveau émis des emprunts obligataires verts et responsables et a réalisé en 2019 un tirage sur sa ligne BEI, également verte et responsable.

La Région Île-de-France souhaite mettre en avant l'exemplarité de ses politiques en matière de développement durable et équilibré de son territoire.

La Région se distingue :

- par le financement de projets à la fois verts et responsables, c'est-à-dire qui intègrent l'ensemble des préoccupations en matière de responsabilité économique, sociale et environnementale ;

- par ses engagements auprès des investisseurs, en amont de toute opération, qui suivent les meilleures pratiques et standards en la matière.

La Région est membre des Green Bond Principles (GBP) au sein de l'International Capital Market Association (ICMA) depuis juillet 2015. Elle a reçu en 2016 le prix « First municipal green bond » décerné par l'ONG Climate Bond Initiative ainsi que les prix « meilleur émetteur public local » et « meilleure émission obligataire publique de l'année » pour son émission 2016, décernés par Global Capital.

Le 4 septembre 2018, la Région a reçu le prix du « Plus impressionnant émetteur public local vert et responsable » lors du Sustainable & Responsible Capital Markets Forum à Amsterdam (Euromoney/Globalcapital).

Finalement, la Région a reçu en 2019 par Environmental Finance le prix de « l'emprunt durable de l'année par une collectivité locale » pour son opération réalisée en juin 2018.

L'objectif d'exemplarité de la Région est complété par une démarche de transparence de l'action régionale. La Région est évaluée par une agence de notation extra-financière (Vigeo-Eiris) sur ses performances en matières environnementale, sociale et de gouvernance (critères Environnementaux, Sociaux et de Gouvernance, "ESG"). Depuis 2012, l'agence positionne la Région comme un acteur responsable de premier rang parmi les grandes collectivités européennes analysées (29 en 2019), l'ayant d'ailleurs classée 1^{ère} en 2018 sur ce panel. L'agence avait estimé les performances de la Région à un stade « avancées » dans l'ensemble.

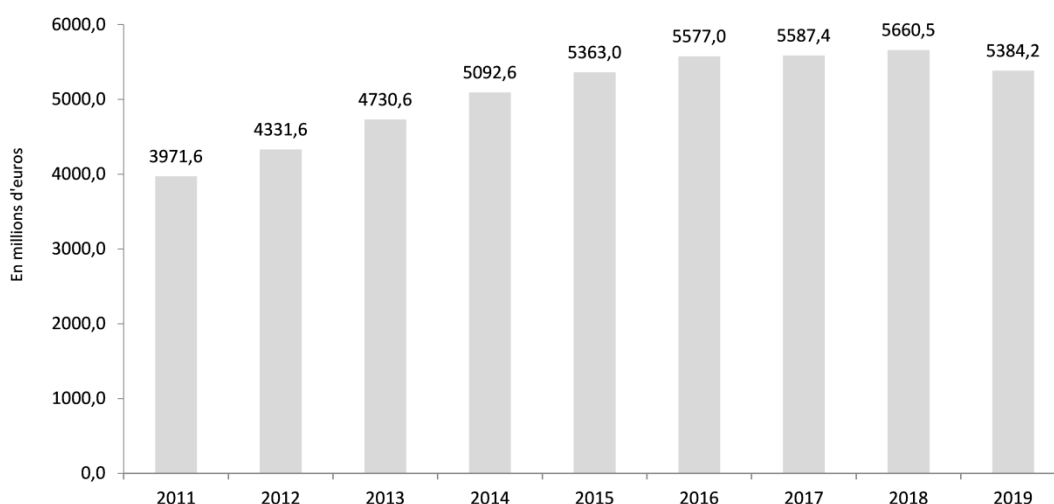
(b) Les caractéristiques de la dette

(i) L'encours de la dette

L'encours de la dette de la Région s'élève au 31 décembre 2019 à 5 384,2 millions d'euros.

Avec un encours de 4 757,6 millions d'euros au 31 décembre 2019, les émissions obligataires représentent 88,4 pour cent de l'encours direct total dont 78,9 pour cent d'émissions obligataires publiques et 9,5 pour cent de placements privés.

Evolution de l'encours de dette de la Région Île de France (au 31/12 de l'année n)



La Région a augmenté depuis 2004 son recours à l'emprunt de façon maîtrisée avec l'arrivée à maturité des programmes d'investissement prévus au contrat de plan 2000-2006 puis au contrat de projets 2007-2013 conclu avec l'Etat. Tout en faisant le choix de maintenir ses capacités d'intervention en investissement, en dépit du ralentissement de ses recettes et de l'augmentation de ses charges de fonctionnement avec le transfert de compétences de l'Etat, la Région s'est attachée à maîtriser l'augmentation de sa dette qui est en forte décélération depuis 2016.

L'augmentation sensible du taux d'autofinancement depuis 2016 souligne également ce point, la Région finançant une part croissante de ses investissements par les ressources propres. En 2019, le taux d'autofinancement (part des investissements financés par des ressources propres) de la Région s'est établi à 103,9 pour cent.

	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019
Taux d'autofinancement (%)	57,2	60,7	58,0	55,6	57,8	67,8	70,9	81,2	103,9

Les tableaux ci-après présentent l'évolution des ratios d'endettement de la Région Île-de-France.

Encours de dette au 31 décembre rapporté aux recettes réelles hors emprunt de l'exercice

	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019
Encours de dette / recettes réelles hors emprunt constatées au Compte Administratif (en%)	103,6	109,3	116,3	127,1	127,4	132,3	129,5	129,6	111,1

Encours de dette au 31 décembre rapporté à l'épargne brute de l'exercice⁴ ou capacité de désendettement

	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019
Capacité de désendettement (en année)	4,8	5,8	6,3	7,1	7,5	7,2	5,5	5,4	3,4

Encours de dette par habitant au 31 décembre de l'année

	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019
Encours de la dette (en euros par habitant)	338,3	367	398,3	426,6	442,6	457,9	456,9	461,8	438,1

Au 31 décembre 2019, l'encours total de la dette représente 111,1 pour cent des recettes réelles hors emprunt ; la capacité de désendettement de la Région est de 3,4 ans.

(ii) Le taux moyen de la dette et l'exposition au risque de taux

La Région met en œuvre depuis plusieurs années une stratégie prudente de gestion de dette en poursuivant deux principaux objectifs :

- contenir le risque de taux d'intérêt sur la dette régionale ;
- saisir les opportunités de marché permettant de réduire les charges d'intérêt.

Cette politique prudente s'est traduit dans le passé par l'utilisation de produits de couverture simples agissant sur la répartition de la dette entre taux fixes à long terme et taux variables à court terme, selon les conditions et les perspectives de marché, de manière à ajuster au mieux la position de l'encours de dette régionale sur la courbe des taux d'intérêt et ainsi de limiter les charges d'intérêt effectivement payées.

Depuis 2014, compte tenu de l'environnement de marché, la Région réalise la majorité de ses nouveaux emprunts à taux fixe afin de fixer des niveaux de taux historiquement bas.

⁴ Ecart entre les recettes et les dépenses de fonctionnement

Evolution du taux moyen de la dette régionale

	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019
Taux moyen annuel de la dette (yc ICNE)	2,75	2,71	2,46	2,08	1,91	1,73	1,78	1,81	2,16
Taux moyen annuel de la dette (hors ICNE)	2,55	2,32	2,44	1,91	1,90	1,71	1,71	1,75	2,17
Niveau moyen annuel du taux Euribor 3 mois	1,39	0,57	0,22	0,21	-0,02	-0,26	-0,33	-0,32	-0,36

ICNE : intérêts courus non échus

Source : direction des Finances – Région Île-de-France ; taux publiés sur le site de la Banque de France

En ce qui concerne les instruments financiers utilisés, les opérations de gestion active de la Région sont mises en œuvre avec une grande prudence et ne font appel qu'à des instruments de couverture simples, la Région ayant toujours refusé de souscrire des produits structurés complexes, jugés trop risqués.

Ainsi, le seul produit de gestion active existant au 31 décembre 2019, dans l'encours de dette de la Région, est un contrat simple d'échange de conditions de taux d'intérêt (swaps de taux), entre taux fixes et taux variables de la zone euro. Ce produit est classé en catégorie A1 (1 : indices zone euro, A : taux fixe simple, taux variable simple ; échange de taux fixe contre taux variable ou inversement), catégorie présentant le moins de risques pour les collectivités territoriales, conformément à la classification établie par l'Annexe 4 de la circulaire n° NOR IOCB1015077C du 25 juin 2010 relative aux produits financiers offerts aux collectivités territoriales et à leurs établissements publics. A la demande du Gouvernement, établissements bancaires et collectivités locales ont décidé de décrire les bonnes pratiques qu'il convient d'adopter en matière de gestion d'emprunts, dans une charte de bonne conduite appelée « charte Gissler » (du nom de son rédacteur principal). La colonne de cette classification représente la structure du produit, du plus simple (A) au plus risqué (F). En ligne, la classification représente les indices sur lesquels les produits sont indexés, là encore du plus simple (1) au plus structuré (6).

Au total au 31 décembre 2019, 100 pour cent de l'encours de la dette régionale est indexé sur des taux fixes simples ou des taux variables simples de la zone euro et sont donc intégralement classés dans la catégorie A1 de la classification « Gissler ».

La situation de l'endettement, après opérations d'échange de taux d'intérêt au 31 décembre 2019, est illustrée par le tableau figurant ci-dessous. Le capital restant dû est exprimé en euros.

ÉTAT DE LA DETTE AU 31 DECEMBRE 2019 COMPTE-TENU DES OPERATIONS DE GESTION ACTIVE

Catégorie et année de mobilisation de l'emprunt	Etablissement(s) arrangeur(s) dans le cadre des émissions obligataires et des placements privés, ou établissement(s) prêteur(s) dans le cadre des prêts bancaires	Taux initial	Taux après opérations de gestion active	Remboursement	Capital restant dû (euros)	Type de produit actuellement actif sur la ligne (hors swaps de devise)	Date de départ	Date d'arrivée à échéance du produit
EMPRUNTS OBLIGATAIRES								
<i>Emissions publiques</i>								
2010	SOCIETE GENERALE et BANCA IMI (300,0 M€)	3,200%	-	2020	300 000 000,00	-	-	-
2011	SOCIETE GENERALE, DB, HSBC France, Natixis (410,0 M€)	3,625%	-	2022	410 000 000,00	-	-	-
2012	BNP et CACIB (350,0 M€)	3,625%	-	2024	350 000 000,00	-	-	-
2013	BARCLAYS et NATIXIS (300,0M€)	2,250%	-	2023	300 000 000,00	-	-	-
2014	HSBC France, CACIB et NATIXIS (600,0 M€)	2,375%	-	2026	600 000 000,00	-	-	-
2015	BNP, CACIB et NATIXIS (500,0 M€)	0,625%	-	2027	500 000 000,00	-	-	-
2015	ICBC, SOCIETE GENERALE, UBS (110,0 M€)	3,200%	-	2020	110 000 000,00	-	-	-
2015	BNP (25,0 M€)	3,625%	-	2024	25 000 000,00	-	-	-
2016	BNP, CACIB, NATIXIS, SG (650,0M€)	0,500%	-	2025	650 000 000,00	-	-	-
2017	BARCLAYS, CACIB, HSBC France, SG (500 M€)	1,375%	-	2029	500 000 000,00	-	-	-
2018	CACIB, HSBC France, NATIXIS, SG (500 M€)	1,375%	-	2033	500 000 000,00	-	-	-
<i>Placements privés</i>								
2011	CREDIT AGRICOLE CIB (66,8 M€)	EUR3M	-	2021	66 796 318,16	-	-	-
2011	SOCIETE GENERALE (60,0 M€)	EUR3M	EUR3M	2026	60 000 000,00	swap vanille	13/07/2011	13/07/2026
2013	NATIXIS (40,0 M€)	2,594%	-	2025	40 000 000,00	-	-	-
2013	CREDIT AGRICOLE (40,8 M€)	EUR3M	-	2028	40 816 326,53	-	-	-
2013	HSBC (70 M€)	3,060%	-	2028	70 000 000,00	-	-	-
2013	COMMERZBANK (50,0 M€)	2,675%	-	2024	50 000 000,00	-	-	-
2014	HSBC France (35,0 M€)	1,640%	-	2025	35 000 000,00	-	-	-
2015	BRED (100,0M€)	EUR3M	-	2021	100 000 000,00	-	-	-
TOTAL					4 707 612 644,69			
EMPRUNT SCULDSCHHEIN								
2013	HELABA (50,0 M€)	2,750%	-	2028	50 000 000,00	-	-	-
TOTAL					50 000 000,00			
EMPRUNTS AUPRES D'ÉTABLISSEMENTS DE CRÉDIT								
<i>Emprunts en euros</i>								
2011	CDC 252,0 M€	3,570%	-	2026	134 102 066,74	-	-	-
2012	BEI 200,0 M€	3,827%	-	2026	200 000 000,00	-	-	-
2018	CDC (40 M€)	0,000%	-	2038	38 000 000,00	-	-	-
2018	CDC (60 M€)	1,340%	-	2033	54 524 595,29	-	-	-
2019	BEI (150 M€)	0,000%	-	2023	150 000 000,00	-	-	-
2019	BEI (50 M€)	0,000%	-	2024	50 000 000,00	-	-	-
<i>Emprunts assortis d'une option de tirage sur une ligne de trésorerie</i>								
<i>Tirage court terme sur ligne revolving Caisses d'épargne</i>								
TOTAL		EOPIA	-	2022	626 626 662,03			
TOTAL GÉNÉRAL					5 384 239 306,72			

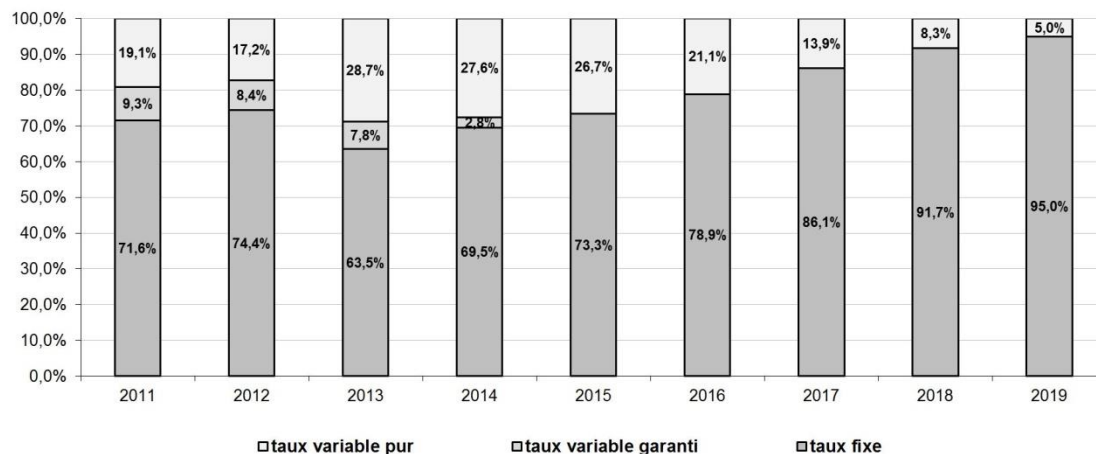
(iii) *La structure de la dette*

Au total, compte tenu de ces opérations, la répartition de la dette par type de taux au 31 décembre 2019, est la suivante :

- 95,0 pour cent d'emprunts à taux fixe soit un encours de 5 116,6 millions d'euros,
- 5,0 pour cent d'emprunts à taux variable soit un encours de 267,6 millions d'euros.

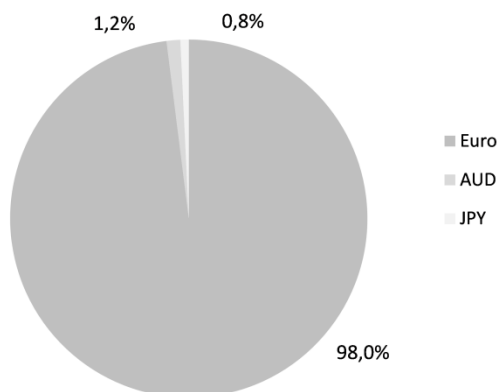
La répartition de la dette régionale a évolué comme suit :

**Evolution de la structure de la dette
au 31 décembre de chaque année (hors METP & hors encours mobilisé sur la ligne CLTR)**



Voici la structure de la dette de la Région selon le type de devise :

Structure de la dette selon le type de devise au 31 décembre 2019



La Région ne prend aucun risque de change puisqu'elle souscrit dès l'origine des contrats d'échange de devises vers l'euro lorsqu'elle émet des titres en devise étrangère.

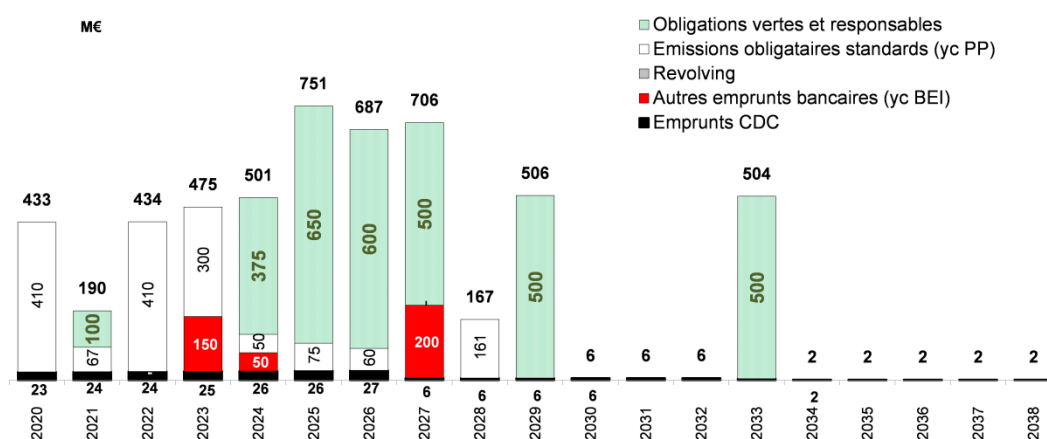
(iv) L'évolution de l'amortissement de la dette

La durée de vie moyenne de la dette régionale est de 6,0 ans fin 2019.

Les emprunts dont la durée résiduelle est inférieure à un an représentent 7,6 pour cent de l'encours (410 millions d'euros). Ils comprennent deux émissions obligataires d'un montant respectif de 300 millions d'euros (émis en 2010) et de 110 millions d'euros (TAP de 2015).

L'évolution de l'amortissement de la dette sur la base de l'encours au 31 décembre 2019 se présente comme suit :

Evolution prévisionnelle de l'amortissement de la dette en cours au 31/12/2019



(v) *La part des emprunts verts et responsables*

Fin 2019, les emprunts obligataires verts et responsables de la Région s'élève à 3 518 millions d'euros soit 65% de l'encours de dette. Les emprunts verts et responsables sont essentiellement composés d'emprunt obligataires de référence souscrits par une base diversifiée d'investisseurs qualifiés européens.

En 2018, la Région a ainsi levé 500 millions d'euros sur une maturité de 15 ans, la plus longue de son encours.

En 2019, la Région n'a pas eu recours au marché obligataire mais a cependant sécurisé un tirage de 200 millions d'euros sur l'enveloppe BEI, ligne également verte et responsable dédiée à la rénovation énergétique des lycées.

3.2.2 La trésorerie

S'agissant de la dette à court terme, la Région a recours pour ses besoins de financement de trésorerie soit à des lignes bancaires, soit à des émissions de titres négociables à court terme (TNCT, ex-billets de trésorerie), dans le cadre de son programme de TNCT (ex-programme de billets de trésorerie) mis en place en 2002, porté en 2012 à 1 milliard d'euros.

La ligne de CLTR d'un montant de 587 millions d'euros est utilisée à la fois comme instrument de mobilisation de l'emprunt et comme outil de gestion de la trésorerie.

Caractérisé par sa souplesse, cet instrument offre la possibilité de faire à tout moment, des arbitrages de taux et de marchés, dans des délais réduits (24 heures).

Cette ligne permet également d'opter pour un remboursement total ou partiel de la dette contractée, en fonction du besoin de la trésorerie (tout remboursement reconstituant d'autant les droits d'utilisation sur la ligne). Cette ligne permet ainsi à la Région de gérer au mieux sa trésorerie, afin d'optimiser l'emploi des fonds publics.

(a) L'utilisation des lignes bancaires comme instrument de gestion de la trésorerie

Depuis 2004, le solde moyen journalier minimisé a permis de réduire la charge supportée au titre des intérêts de la dette. Depuis fin 2015, le contexte de taux court terme permet à la Région de bénéficier de taux négatifs sur ses billets de trésorerie.

En 2016, pour ses besoins en trésorerie, la Région a eu recours aux TNCT en lieu et place de l'utilisation de la ligne de CLTR, du fait des conditions de taux actuellement très attractives sur ces produits (taux négatifs). Cette stratégie se traduit par un excédent au compte du Trésor, sans que cela ne fasse porter un coût d'opportunité à la Région.

Solde moyen journalier de trésorerie depuis 2011

	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019
Solde moyen de trésorerie (en millions d'euros)	0	37	1,1	2,8	18,9	912,5	1 186,2	1 126,4	1 088,3

(b) Le programme de TNCT : un instrument complémentaire pour la gestion de la trésorerie

L'article 25 de la loi n° 2001-420 du 15 mai 2001 relative aux nouvelles régulations économiques ayant ouvert aux collectivités territoriales la possibilité d'émettre des billets de trésorerie (devenus TNCT), en 2002, la Région a mis en place un programme de billets de trésorerie (désormais programme de TNCT) pour un montant global de 500 millions d'euros, porté en 2012 à 1 milliard d'euros, sur une durée de 15 ans dans un double objectif :

- disposer sur le court terme du choix entre financement bancaire (ligne de trésorerie) et financement sur titres ;

- diminuer encore le coût de gestion de la trésorerie de la Région.

Ainsi, afin de couvrir ses besoins de trésorerie, la Région peut disposer à tout moment sur le court terme, comme sur le long terme avec la mise en place du programme EMTN, du choix entre des tirages sur ses lignes de CLTR et des émissions sur le marché des TNCT.

L'arbitrage entre les deux instruments se fait en fonction de la durée prévisible des besoins de financement et des conditions offertes par les marchés. Les deux instruments sont complémentaires, les émissions de TNCT étant plutôt réservées pour des durées minimales standard de l'ordre de 20 jours.

En 2019, pour ses besoins en trésorerie, la Région a eu recours aux TNCT en lieu et place de l'utilisation de la ligne de CLTR, du fait des conditions de taux actuellement très attractives sur ces produits (taux négatifs).

- une émission de billets de trésorerie de 500 M€, réalisée le 14 janvier 2019 au taux négatif de - 0,35 % et pour une durée de 245 jours, a été remboursée le 1 septembre 2019 ;
- une émission de billets de trésorerie de 500 M€, réalisée le 16 septembre 2019, pour une durée de 275 jours, au taux négatif de -0,43 %, à rembourser le 17 juin 2020 ;

L'encours de billets de trésorerie porté au 31 décembre 2019 s'élevait en conséquence à 500 M€. Ces opérations ont permis à la Région de bénéficier des conditions de taux exceptionnelles pour gérer sa trésorerie. Cette stratégie se traduit par un excédent au compte au Trésor, sans que cela n'engendre de coût d'opportunité à la Région.

3.2.3 Les créances

La Région Île-de-France présente la particularité de détenir un encours de créances important sous forme de prêts et d'avances (355 millions d'euros au 31 décembre 2019) dont il faut tenir compte dans l'analyse de l'encours des engagements de la Région.

Cet encours a évolué comme suit :

Encours des créances au 31 décembre de chaque année

	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019
Encours des créances (en millions d'euros)	643	615	585	549	509	468	425	384	355

Dans le cadre de sa politique en faveur des transports en commun, la Région Île-de-France a accordé, en effet, des prêts à certains établissements ou entreprises publics (RATP, la SNCF ou Réseau Ferré de France (RFF)). Ces prêts bonifiés consentis sur une durée de 25 ans représentent selon les opérations 10 à 20 pour cent du montant de l'opération.

Avec le Contrat de Projet Etat-Région 2007-2013, ce mécanisme de prêts est interrompu, la participation de la Région relative au financement des dépenses d'équipement en matière de transport étant versée exclusivement sous forme de subventions au maître d'ouvrage de chaque opération.

Ainsi, la Région n'accorde plus de prêts nouveaux à la RATP, SNCF Mobilités (ex-SNCF) et SNCF Réseau (ex-RFF) dans le cadre du Contrat de Projet Etat-Région 2007-2013. En revanche, dans le cadre de projets relevant des anciens Contrats de Plan, la Région a octroyé en 2014 et 2015 des prêts à la seule RATP.

La situation détaillée des créances au 31 décembre 2019 se présente comme suit :

Créances au 31 décembre 2019 (en millions d'euros)

Bénéficiaires	Capital restant dû au 31/12/2019	Recettes 2019		
		Capital	Intérêts	Annuités
S.N.C.F Mobilité	80,971	12,280	0,000	12,280
SNCF Réseau	26,975	3,454	0,000	3,454
R.A.T.P.	168,831	18,509	0,000	18,509
Villes nouvelles	57,293	3,811	0,000	3,811
Avances diverses	14,609	0,000	0,000	0,000
Scientiopole initiative services	6,083	0,000	0,000	0,000
TOTAL	354,762	38,054	0,000	38,054

3.2.4 Les garanties d'emprunt

Le total des annuités des emprunts garantis par la Région est très faible. Il s'est élevé pour 2019 à environ 0,126 million d'euros, pour un encours total garanti de 0,787 million d'euros se répartissant comme suit :

Etat des garanties d'emprunt au 31 décembre 2019 (en millions d'euros)

Bénéficiaires	Capital restant dû au 31/12/2019	Part garantie	Annuité 2019		
			Capital	Intérêts	Total
Sociétés d'Economie Mixtes	0,249	30%	0,083	0,014	0,097
Sociétés d'Economie Mixtes	0,299	12,5%	0,009	0,007	0,017
Sociétés d'Economie Mixtes	0,121	12,5%	0,003	0,003	0,006
Sociétés d'Economie Mixtes	0,119	12,5%	0,006	0,000	0,007
TOTAL	0,787		0,102	0,0024	0,126

Les engagements de la Région restent ainsi très limités.

3.2.5 Les fonds régionaux

(a) Fonds régional de garantie

Le 14 décembre 2000, le Conseil régional a décidé de créer un fonds régional de garantie (Fonds Régional de Garantie Île-de-France) afin de faciliter, pour certaines catégories d'entreprises, l'accès à des financements divers. Ce fonds est géré par Bpifrance, établissement public qui a pour mission de financer et d'accompagner les entreprises.

En 2013, la Région Île-de-France et Bpifrance Régions ont souhaité faire évoluer les modalités de fonctionnement du Fonds Régional de Garantie Île-de-France. Cela a conduit à la mise en gestion extinctive du premier Fonds Régional de Garantie Île-de-France (FRG 1) fin 2015 et à la création d'un Fonds Régional de Garantie Île-de-France 2 (FRG 2).

Les avenants successifs depuis 2000 ont porté les versements de la Région au FRG 1 à un total de 123,5 millions d'euros, mis en gestion extinctive. Il est prévu que la dotation annuelle du FRG 2 soit constituée de transferts de redéploiements issus de l'extinction des risques du FRG 1. Le FRG 2 a reçu une dotation de la Région de 8 millions d'euros en 2015, puis une affectation complémentaire de 5 millions d'euros en 2017. Au 31 décembre 2018, le solde du fonds s'élève à 109,5 millions d'euros.

(b) Fonds régionaux d'investissement

La Région participe directement au capital de plusieurs fonds d'investissement. Cet outil de financement permet à la Région d'intervenir dans le renforcement des fonds propres des petites et moyennes entreprises (PME) et des petites et moyennes industries (PMI).

Fonds régionaux d'Investissement au 31/12/2019

ANNEE DE CREATION	RAISON SOCIALE DU FONDS	CIBLE	ENGAGEMENT REGION (€)
2007	GENOPOLE 1ER JOUR	Amorçage	1 036 612,20
2009	FINANCITES	Développement des quartiers	2 000 000,00
2006	SCIENTIPOLE IDF CAPITAL	Amorçage	1 800 000,00
2011	PARIS REGION VENTURE FUNDS (ex FONDS REGIONAL DE CO-INVESTISSEMENT)	Capital développement	41 600 000,00
2001	CAP DECISIF	Amorçage	1 371 900,00
2007	CAP DECISIF MANAGEMENT	Amorçage	14 343 267,76
2014	INNOVACOM Ile-de-France	Capital développement	15 000 000,00
2008	InvESS ILE-DE-France (ex EQUISOL)	Capital développement	3 250 000,00
2017	IMPACT PARTENAIRES	Création/transmission	7 000 000,00
2013	CAP CER - UI GESTION SA	Capital développement	1 620 000,00
2013	ALTER EQUITY	Capital développement	1 528 200,00

3.2.6 Les autres participations

La Région participe au capital de plusieurs organismes :

(a) Société d'Economie Mixte (SEM) 92

La SEM 92 avait pour but de promouvoir l'aménagement foncier et la réalisation d'équipements de nature à favoriser le développement économique dans les Hauts-de-Seine. La Région Île-de-France détenait 10 pour cent du capital soit une participation à hauteur de 914 694,10 euros.

En 2016, la SEM 92 a fusionné avec trois autres Sociétés d'Economie Mixte d'aménagement pour former la Société Anonyme d'Economie Mixte, Citallios, au capital de 15 175 220 euros. La Région Île-de-France détient 6,72 pour cent des actions.

(b) Société d'Economie Mixte d'Aménagement de Paris (SEMAPA)

La SEMAPA, société d'étude, de maîtrise d'ouvrage et d'aménagement parisienne, est à présent une société publique locale d'aménagement au capital de 472 287 euros. Elle mène notamment plusieurs opérations dans le 13ème arrondissement de la ville de Paris dont Paris Rive Gauche. La part de la Région Île-de-France s'élève à 38 112 euros soit 8 pour cent du capital de la SEMAPA.

Son capital se répartit comme suit :

	Montants (euros)	Parts
Ville de Paris	434 175	92%
Région Île-de-France	38 112	8%
TOTAL	472 287	100%

(c) Société d'Aménagement et d'Équipement de la Région parisienne (SAERP)

La Région a décidé, par délibération du 27 juin 2002, de participer à hauteur de 2,4 millions d'euros au capital de la SAERP.

La SAERP, constituée en 1956, a conduit, jusque dans les années 1980, la réalisation d'opérations d'urbanisme en région parisienne. A partir de 1995, la Région Île-de-France lui a confié des missions en tant que mandataire dans le cadre du programme de rénovation des lycées et elle est devenue un partenaire important de la Région dans le cadre de ce programme.

En 2008, la SAERP a été transformée en "société publique locale d'aménagement". Cette nouvelle forme de société anonyme, détenue exclusivement par des actionnaires publics, permet en application de l'article 3.1 du code des marchés publics, de considérer la SAERP comme un outil intégré ou "in house" et ainsi de pouvoir lui attribuer des marchés sans mise en concurrence préalable.

En 2013, la SAERP est devenue une Société Publique Locale (SPL). Cette transition a permis à la SAERP d'élargir son champ de compétences au-delà de l'aménagement avec pour objectif d'intensifier son activité pour participer à la mise en œuvre de la politique énergétique régionale en favorisant la rénovation thermique du patrimoine immobilier de collectivités franciliennes.

Par délibération du 5 juillet 2017, dans le cadre de l'augmentation du capital social de la SAERP, la Région a augmenté sa participation d'un million d'euros.

En 2019, la SAERP devient Île-de-France Construction Durable.

Le capital est réparti comme suit :

	Montant (en euros)	Parts (en %)
Région Ile-de-France	3 400 000	96,38%
Autres collectivités locales	127 680	3,62%
TOTAL	3 527 680	100%

(d) SEM GENOPOLE

La Région Île-de-France a décidé par délibération du 13 décembre 2001, de participer au capital de la SEM GENOPOLE créée pour reprendre et développer les activités de l'Association GENOPOLE existant antérieurement en matière d'immobilier d'entreprises dans le secteur des biotechnologies.

L'Association GENOPOLE avait été créée en 1998 pour constituer un pôle en matière de recherche fondamentale et appliquée dans le domaine de la génétique. Compte tenu de l'importance des projets, il est apparu que la structure associative n'était plus adaptée, ce qui a conduit à transformer cette association en Groupement d'Intérêt Public, qui a repris les missions de l'association en matière de recherche, les activités immobilières étant reprises par une structure distincte, la SEM GENOPOLE.

La Région participe à hauteur de 9,15 millions d'euros au capital de la SEM, qui s'élève au total à 19 millions d'euros, aux côtés, notamment, du département de l'Essonne et de la Caisse des Dépôts et Consignations.

Le capital de la SEM GENOPOLE se répartit comme suit :

	Montants (euros)	Parts (%)
Région Ile-de-France	9 146 000	48%
Département de l'Essone	6 097 000	32%
Caisse des Dépôts et Consignations	3 051 000	16%
SEM Essonne Aménagement	610 000	3%
Actionnaires divers	147 000	1%
TOTAL	19 051 000	100%

(e) SEM ENERGIES POSIT'IF

La Région, par délibération du 17 novembre 2011 participe au capital de la SEM ENERGIES POSIT'IF. En 2019, la Région a augmenté sa participation de +3,0 millions d'euros. Celle-ci s'élève désormais à 6,02 million d'euros.

Cette société a pour objet la réalisation de prestations de services, d'investissement et de financement en rénovation énergétique destinés à améliorer la performance énergétique des bâtiments à usage principal d'habitat et de leurs équipements et dépendances, ainsi que des bâtiments de collectivités territoriales.

(f) Société d'Aménagement Foncier et d'Etablissement Rural (SAFER)

Depuis 1990, la Région participe au capital de la SAFER, société anonyme destinée à promouvoir le développement rural ainsi qu'à favoriser la protection de la nature et de l'environnement. A ce jour, cette participation s'élève à 51 405,80 euros.

(g) SEML SIGEIF Mobilités

Doté d'un capital de 5 millions d'euros, Sigeif Mobilités regroupe le Syndicat Intercommunal pour le Gaz et l'Electricité en Île-de-France (Sigeif), la Caisse des Dépôts, le gestionnaire de réseau de transport de gaz GRTgaz, le Sycotom (l'agence métropolitaine des déchets ménagers), le Siaap (service public de l'assainissement francilien) et le Siredom (Agence sud-francilienne de valorisation des déchets).

SIGEIF MOBILITÉS a pour objet la création et l'exploitation de stations de distribution de gaz naturel véhicules (GNV).

En 2017, la Région Île-de-France est entrée au capital de la SEML, en apportant une participation à hauteur de 350 000 euros. La participation de la Région s'élève en 2019 à 50 000 euros.

(h) Divers

En outre, la Région possède 280 parts sociales de 1,5245 euros de la Caisse locale du crédit mutuel agricole pour un montant global de 426,86 euros et des parts sociales de la société coopérative d'intérêt collectif (SCIC) COPROCOO, qui a pour objet de soutenir l'activité de portage immobilier provisoire de lots de copropriétés en difficulté pour un montant total de 599 985 euros. La Région possède également une action de l'Association France Active Garantie pour 15,24 euros. Enfin, la Région a participé à hauteur de 400 000€ au GIP Expo France 2025.

(i) Etablissement Public Foncier de la Région Île-de-France (EPFIF)

Créé par le décret n° 200-1140 du 13 septembre 2006, l'EPFIF est habilité sur le territoire de la Région Île-de-France, à l'exception des territoires couverts par un autre établissement public foncier d'Etat, à procéder à des acquisitions foncières et à des opérations immobilières et foncières de nature à faciliter l'aménagement. L'EPFIF peut participer au financement de ces acquisitions et opérations.

L'EPFIF est administré par un conseil composé de 33 membres, dont 13 représentants de la Région Île-de-France. Le président du conseil est nommé parmi les représentants de la Région.

L'EPFIF dispose de l'autonomie financière. Il fixe ainsi le montant de sa ressource fiscale et peut décider d'emprunter. Sa ressource fiscale est une taxe spéciale d'équipement qui s'ajoute aux impôts directs locaux (taxe d'habitation, taxes foncières sur les propriétés bâties et non bâties) sur le territoire de l'EPFIF.

Le tableau suivant reprend le détail des participations de la Région :

Nom de l'organisme	Nature juridique de l'organisme	Montant de l'engagement (€)
<i>Détention d'une part de capital</i>		
Société d'études, de maîtrise d'ouvrage et d'aménagement parisienne	SA à conseil d'administration	38 112,25
Société d'aménagement foncier et d'établissement rural d'Île-de-France	SA à conseil d'administration	51 405,80
SAEM Citallios	SA d'économie mixte à conseil d'administration	914 694,10
SEM Genopole	SA d'économie mixte à conseil d'administration	9 146 000,00
Société d'aménagement et d'équipement de la Région Parisienne	Société publique locale	3 400 000,00
Genopole 1er jour	SA à directoire	1 036 612,20
Financites	Société par action simplifiée	2 000 000,00
Scientipole IDF capital	Société par action simplifiée	1 800 000,00
PARIS REGION VENTURE FUNDS (ex Fonds régional de co-investissement)	SAS à société unique	41 600 000,00
Cap décisif	Société par action simplifiée	1 371 900,00
Cap décisif Management	Société par action simplifiée	14 343 267,76
Innovacom Île-de-France	SA à directoire	15 000 000,00
SEM énergie positif	SA d'économie mixte à conseil d'administration	6 020 000,00
SEMI SIGIEF mobilités	Société d'économie mixte locale	50 000,00
Société de gestion Impact Partenaires	Société par action simplifiée	7 000 000,00
UI Gestion SA - CAP CER	SA à directoire	1 620 000,00
Alter Equity	Société par action simplifiée	1 528 200,00
Expo France 2025	Groupement d'intérêt public	400 000,00
<i>Détention de parts sociales</i>		
Equisol Coop Capital Variable	SA coopérative d'intérêt collectif de statut HLM	3 250 000,00
Coprocoop Île-de-France	Société coopérative d'intérêt collectif de statut HLM	599 985,00
Caisse locale de crédit agricole mutuel	Caisse de crédit agricole mutuel	426,86
Association France Active	Association	15,24

3.3 Balance commerciale et balance des paiements

Non applicable.

3.4 Réserves de change

Non applicable.

3.5 Situation et ressources financières

Ce point est évoqué au 3.1.1 pour les recettes, au 3.2 pour la dette et la dette garantie régionale.

Néanmoins il convient d'aborder ci-après les différents ratios témoignant de la situation financière de la Région.

Les principaux indicateurs d'analyse comparée

Les ratios figurant ci-après ont été calculés à partir du document "Les Finances des régions 2018" (publication de la DGCL – octobre 2019, données « Comptes administratifs » les plus récentes disponibles) relatif aux comptes administratifs 2018.

Ces ratios témoignent de la situation particulière de la Région Île-de-France.

Son niveau de ressources fiscales locales est significativement plus faible que le niveau moyen des autres régions métropolitaines (67 euros par habitant pour une moyenne de 126 euros par habitant pour les autres régions, soit un écart de 47 pour cent). Depuis la réforme fiscale de 2010, les impôts directs sont constitués de la CVAE, et de deux impositions forfaitaires sur les entreprises de réseaux accordées aux régions (soit les IFR « télécom » et « matériel roulant »), déduction faite, pour la Région Île-de-France, du reversement au titre du FNGIR, soit 675 millions d'euros en 2018 et du reversement au titre du Fonds de péréquation des ressources des régions (FPRR), soit 115,7 millions d'euros en 2018.

En matière de dépenses de fonctionnement, le niveau de dépenses par habitant est inférieur pour la Région Île-de-France (209 euros par habitant pour une moyenne de 315 euros par habitant pour les autres régions de métropole, soit un écart supérieur à 34 pour cent), avec notamment des frais de personnel inférieurs de 33 pour cent à ceux des autres régions de métropole (35 euros par habitant pour la Région Île-de-France pour une moyenne de 52 euros pour les autres régions de métropole).

Les dépenses d'investissement par habitant (hors remboursement de la dette) sont légèrement inférieures à la moyenne des autres régions (128 euros par habitant pour la Région Île-de-France pour une moyenne de 136 euros par habitant pour les autres régions de métropole).

Enfin, le taux d'épargne brute (c'est à dire la part des recettes de fonctionnement affectée à la couverture des dépenses d'investissement) de la Région Île-de-France (28 pour cent, hors reprise du résultat de l'exercice précédent) est supérieur au taux d'épargne des autres régions de métropole (20 pour cent en moyenne).

Principaux indicateurs

	ILE DE FRANCE 2018	METROPOLE hors IDF et hors CORSE 2018	ENSEMBLE METROPOLE hors CORSE 2018
RATIOS DE PRODUITS			
Impôts locaux (euro/hab.)	67	126	115
Recettes réelles de fonctionnement (euro/hab.)	289	395	375
Recettes totales (hors emprunt) (euro/hab.)	350	450	431
RATIOS DE CHARGES			
Dépenses de fonctionnement (euro/hab.)	209	315	295
Dépenses d'investissement (hors remboursement de dette) (euro/hab.)	128	136	134
Part des dépenses d'investissement (hors remboursement de dette) dans les dépenses totales (en %)	38%	30%	31%
Frais de personnel (euro/hab.)	35	52	49
Part des frais de personnel dans les dépenses réelles de fonctionnement (en %)	17%	16%	16%
RATIOS DE DETTE ET D'EPARGNE			
Dette en capital (euro/hab.)	463	359	378
Annuité de la dette * (euro/hab.)	53	33	37
Annuité* / recettes de fonctionnement (en %)	18%	8%	10%
Emprunt* / recettes totales (en %)	14%	7%	8%
Taux d'épargne (en %)	28%	20%	21%

Source : DGCL – « Les Finances des régions 2018 »

*Hors gestion active de dette (opération de refinancement) et hors écriture de régularisation relative à la ligne de CLTR équilibrée en dépenses et en recettes

3.6 Recettes et dépenses

3.6.1 Rétrospective sur les comptes

Avec les différents transferts de compétences faisant suite aux étapes successives de la décentralisation, le budget de la Région Île-de-France est passé de 415 millions d'euros environ en 1982 à 4 778 millions d'euros au compte administratif 2019.

(a) Evolution de la structure des dépenses régionales

Jusqu'en 2005, le budget de la Région Île-de-France était majoritairement consacré à l'investissement. Depuis 2006, avec les nouveaux transferts de compétences intervenus, la part des dépenses de fonctionnement devient supérieure à celle des dépenses d'investissement.

Ainsi entre 1998 et 2005, la part des dépenses d'investissement réalisées hors dette représentait, en moyenne, 52,5 pour cent des dépenses totales du budget régional. Entre 2006 et 2016, cette part a enregistré une baisse quasi-constante pour atteindre 33,4%. Entre 2016 et 2018 cette part s'est stabilisée à ce niveau (33,6% en moyenne). En 2019, la part des investissements hors dette a progressé à 36,5%, niveau inégalé depuis 2011.

En matière d'investissement, la Région Île-de-France, tout comme les autres régions, intervient principalement sous forme de subventions en capital accordées à des maîtres d'ouvrage (Etat, autres collectivités territoriales, entreprises nationales), sauf en matière de construction et d'équipement scolaire et universitaire où l'intervention régionale se fait en grande partie par la voie d'investissements directs.

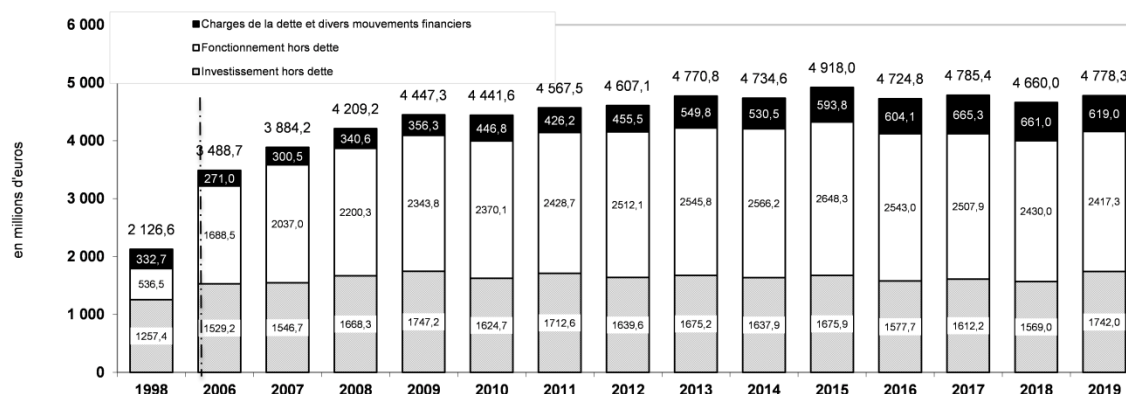
Parallèlement, le budget de fonctionnement hors dette réalisé, qui est pour l'essentiel consacré à des dépenses d'intervention, et qui représentait en moyenne environ 35 pour cent des dépenses de 1998 à 2005, se situe depuis 2006 en moyenne à 53 pour cent des dépenses totales (52% en 2017 et 2018). En 2019, cette part s'est élevée à 50,6%, niveau le plus bas depuis 2006. Ce budget inclut les dépenses d'intervention de la Région destinées au fonctionnement des lycées, à la formation professionnelle, à l'action économique, à l'emploi et aux transports.

Au total, le poids des dépenses d'intervention de la Région, qu'il s'agisse de dépenses imputées en section d'investissement ou de celles inscrites à la section de fonctionnement du budget (hors dépenses de l'institution régionale) s'est accru, passant de 83,4 pour cent du budget régional en moyenne sur la période 1998-2005, à 85,1 pour cent sur la période 2006-2019.

Les dépenses relatives à l'équipement et au fonctionnement de l'institution régionale (hors agents des lycées) représentent en moyenne 4,1 pour cent du total du budget depuis 2006, dont 2,6 pour cent pour les seules dépenses de personnel (dépenses de personnel hors agents des lycées).

La part de la charge de la dette (y compris les divers mouvements financiers) qui représentait de son côté, en moyenne, environ 12,4 pour cent des dépenses sur la période 1998 à 2005 (y compris les charges financières liées à la procédure du Marché d'Entreprise de Travaux Publics), représente en moyenne depuis 2006 environ 10,8 pour cent du total des dépenses de la Région.

Evolution des dépenses au compte administratif

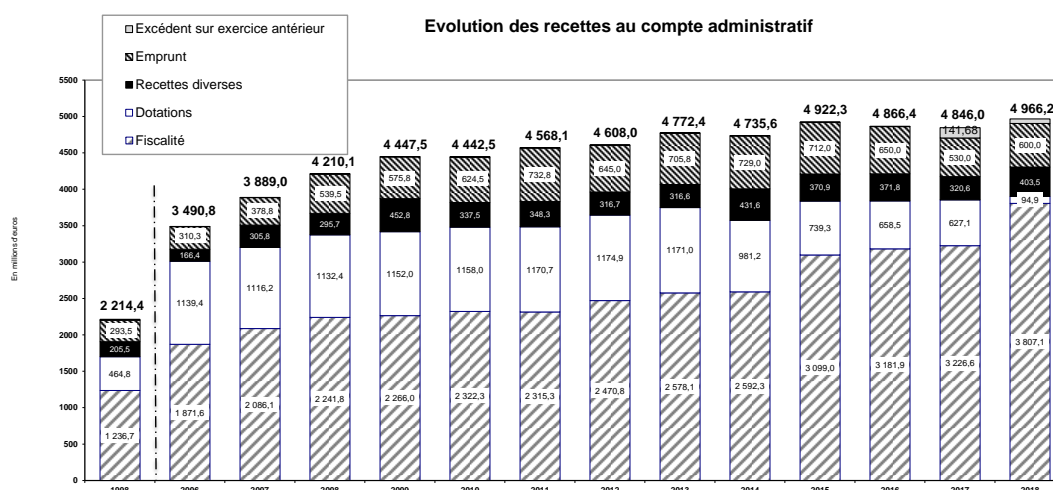


(b) Evolution de la structure des recettes régionales

Les recettes d'origine fiscale, qui comprennent notamment la fiscalité directe régionale (somme de la CVAE et des deux IFER, déduction faite des prélèvements au titre du FNGIR, de l'attribution de compensation de CVAE et du FPRR) et d'autres recettes telles que la taxe sur les certificats d'immatriculation des véhicules (cartes grises) et les fractions de TICPE, représentent en 2019 88,8 pour cent des recettes réelles hors emprunt de la Région, alors que les dotations ne représentent en 2019 plus que 2% du total. Le poids des recettes fiscales a en effet augmenté significativement sur longue période : ces recettes représentaient 61% de l'ensemble en 2010, alors que les dotations représentaient alors 30%.

En effet, la part des dotations dans les recettes hors emprunt a très fortement diminué via deux évolutions significatives : d'une part entre 2014 et 2017, la participation des collectivités au redressement des comptes publics s'est traduite par une baisse significative des dotations versées. D'autre part, à compter de 2018, les régions ont bénéficié de l'octroi d'une fraction de la taxe sur la valeur ajoutée en lieu et place de l'ex-dotation globale forfaitaire.

Le poids des dotations devrait toutefois à nouveau augmenter légèrement à compter de 2020, notamment du fait des changements dans les caractéristiques des recettes consécutive à la mise en œuvre de la réforme de l'apprentissage (cf. supra).



3.6.2 Les comptes administratifs récents

Le montant des dépenses réelles de l'exercice 2019 s'est élevé à 4 778,3 millions d'euros (hors mouvements infra-annuels sur la ligne de crédit long terme équilibrés par des recettes du même montant) pour un total

de crédits ouverts au budget (après décision modificative) de 5 134,1 millions d'euros. L'exécution du budget 2019 s'établit à 95,8 pour cent des crédits inscrits au budget (93,1 pour cent après décision modificative). Les dépenses ont progressé de 2,5 pour cent par rapport à 2018.

Ces dépenses réelles se décomposent entre :

- 1 742 millions d'euros pour les dépenses d'investissement hors dette (avec un taux de réalisation de 92,3 pour cent par rapport aux crédits ouverts au BP),
- 2 417 millions d'euros pour les dépenses de fonctionnement hors dette (avec un taux de réalisation de 93,2 pour cent par rapport aux crédits ouverts au BP),
- 619 millions d'euros pour le service de la dette et les divers mouvements financiers (avec un taux de réalisation de 121,9 pour cent par rapport au BP et 97 pour cent du budget après décision modificative).

Au total, pour la quatrième année consécutive, les dépenses de fonctionnement ont enregistré une baisse (-3,7 pour cent en 2016 ; -1,6 pour cent en 2017 ; -3,1 pour cent en 2018 et -0,5% en 2019) inversant la tendance depuis 2006. Les dépenses d'investissement hors dette ont quant à elles fortement progressé en 2019 (+11,0 pour cent par rapport à 2018).

Le montant des recettes (hors emprunt et hors excédent sur exercice antérieur) comptabilisé sur l'exercice s'est élevé à 4 541,09 millions d'euros pour une prévision au budget primitif à 4 279,69 millions d'euros révisée après budget supplémentaire et décision modificative à 4 466,85 millions d'euros. La réalisation des recettes permanentes par rapport au budget primitif 2019 s'établit à 106,1 pour cent.

S'agissant de l'emprunt, le montant appelé au regard de l'exécution 2019 s'est élevé à 200 millions d'euros, soit 28,2 pour cent de l'enveloppe ouverte au budget primitif (709,3 millions d'euros).

Avec des recettes totales de 5 046,79 millions d'euros, compte tenu des reprises des résultats antérieurs (305,7 millions d'euros), des dépenses de 4 778,25 millions d'euros, et des restes à réaliser constatés en fin d'exercice (7,75 millions d'euros), l'exercice 2019 s'est soldé par un excédent de 276,28 millions d'euros.

Au total, l'épargne brute (écart entre les recettes de fonctionnement et les dépenses de fonctionnement) dégagée sur l'exercice s'est élevée à 1 574,50 millions d'euros (soit un taux d'épargne brute de 38,2 pour cent, y compris excédent n-1) et l'épargne nette (soit après amortissement de la dette) s'établit à 1 098,23 millions d'euros (soit un taux d'épargne nette de 26,7 pour cent, y compris reprise du résultat de l'exercice précédent).

La capacité d'autofinancement dégagée sur l'exercice (épargne nette majorée des recettes réelles d'investissement), soit 1 810,5 millions d'euros, a permis de couvrir 103,9 pour cent des dépenses d'investissement. La capacité de désendettement s'établit fin 2019 à 3,4 ans et l'encours de dette (5 384,2 millions d'euros) représente plus d'un an de recettes réelles (111,1 pour cent).

Les tableaux ci-après présentent les recettes et les dépenses réelles au titre de l'année 2019, en investissement et en fonctionnement.

NATURE DES RECETTES		CA 2018 (M€)	BP 2019 (M€)	BP+BS+DM 2019 (M€)	CA 2019 (M€)	Ecart CA 2019 /BP 2019 (M€)	Ecart CA 2019 /BP+BS+DM 2019 (M€)	Réal. CA 2019 (% du BP 2019)	Ecart CA 2019 /CA 2018 (M€)
SECTION DE FONCTIONNEMENT		3 538,268	3 612,737	3 791,951	3 811,035	+189,3	+19,1	105,5%	+272,8
A. RECETTES FISCALES		3 998,387	3 468,008	3 539,288	3 617,981	+153,0	+78,7	104,4%	+219,6
Fiscalité directe									
Cotisation sur la valeur ajoutée des entreprises (CVAE)		824,300	955,679	1 030,473	1 050,496	+74,8	+20,0	107,8%	+205,2
Fonds national de garantie individuelle des ressources (FNGIR) (dépenses)		674,916	674,916	674,916	674,916	+0,0	+0,0	100,0%	+0,0
Fonds de péréquation des ressources des régions (dépenses)		175,736	175,736	175,736	175,736	+0,0	+0,0	99,4%	+6,1
Dotation de compensation au transfert de la CVAE (dépenses)		1 372,419	1 372,419	1 372,419	1 372,419	+0,0	+0,0	100,0%	+0,0
Représentations financières sur les entreprises de réseaux (IFER)		124,216	124,216	124,216	124,216	-1,6	-0,6	96,7%	+0,2
Autres recettes fiscales (hors TICPE)		1 489,988	1 438,296	1 438,782	1 506,646	+70,3	+47,9	104,9%	+16,7
Taxe régionale sur les cartes grises		332,000	332,000	332,000	332,000	+0,0	+0,0	100,0%	+0,0
Reversement de la part régionale de la taxe sur les bureaux (TSB)		212,939	212,939	212,939	212,939	+0,0	+0,0	100,0%	+0,0
Frais de gestion de fiscalité directe locale		88,451	88,451	88,451	88,451	-0,5	0,0	99,4%	+1,7
Fraction régionale de la taxe d'apprentissage		251,703	243,284	243,284	256,197	+12,9	+12,9	105,3%	+4,5
Taxe régionale additionnelle aux droits de mutation sur l'immobilier d'entreprise		63,647	60,000	60,000	83,771	+23,8	+23,8	139,6%	+20,1
Fraction de TVA		497,911	499,448	499,448	508,759	+9,3	+9,3	101,9%	+10,8
Taxe intérieure sur la consommation de produits énergétiques (TICPE)		1 094,130	1 075,033	1 075,033	1 080,940	+7,8	+7,8	100,7%	-3,3
TICPE - compensations loi LRL 2004		887,916	888,056	888,056	892,753	+4,7	+4,7	100,5%	+4,8
TICPE - ex modulation 2007		79,725	70,000	70,000	73,574	+3,6	+3,6	105,1%	+6,2
TICPE - compensations lois MAPTAM NOTRE		4,931	4,986	4,986	4,986	+0,0	+0,0	100,0%	+0,0
TICPE - Formation Professionnelle		38,952	38,882	38,882	38,952	+0,1	+0,1	100,2%	+0,0
TICPE - Aide au recrutement d'apprentis		18,407	15,835	15,835	15,938	+0,1	+0,1	100,7%	-2,5
TICPE - Primes apprentissage		30,110	30,818	30,818	29,819	-1,0	-1,0	96,8%	+0,3
TICPE - Ressource Régionale pour l'apprentissage		24,090	24,476	24,476	24,835	+0,4	+0,4	101,5%	+0,7
B. DOTATIONS		8,820	8,820	8,820	8,820	+0,0	+0,0	100,0%	0,0
Dotation générale de décentralisation (DGD)		8,820	8,820	8,820	8,820	+0,0	+0,0	100,0%	+0,0
C. RECETTES DIVERSES		131,061	138,909	243,843	184,234	+46,3	-59,6	132,6%	+53,2
Produits financiers									
Produits financiers		14,152	5,207	8,043	8,018	-2,8	-0,0	154,0%	-6,1
Intérêts courus non échus (ICNE)		0,010	11,421	14,257	14,261	+2,8	+0,0	124,9%	+0,1
Divers		116,919	133,702	235,800	176,215	+42,9	-59,6	131,8%	+59,3
Fonds européens - Programmation 2014-2020		15,300	66,025	67,636	5,767	-60,9	-61,9	8,7%	-9,5
Fonds régional de restauration (FRR)		5,419	6,000	6,000	5,326	-0,7	-0,7	88,8%	-0,1
Conventions Etat/Région en matière de formation professionnelle		32,350	39,912	129,239	121,129	+81,2	-8,2	303,5%	+88,8
Divers (ex : reversements de trop perçus de subventions)		63,850	21,765	32,885	43,993	+22,2	+11,1	202,1%	-19,9
SECTION INVESTISSEMENT		767,271	666,957	674,902	730,055	+63,1	+55,2	109,5%	-37,2
A. RECETTES FISCALES		409,763	381,824	369,824	413,956	+42,1	+45,1	117,7%	+5,2
Taxe régionale sur les cartes grises		139,700	110,000	110,000	143,820	+33,8	+33,8	133,1%	+4,7
Part régionale de la contribution équipement (TA) et reliquats de taxes d'urbanisme		50,588	32,824	32,824	56,650	+23,8	+23,8	172,8%	+6,1
Taxe annuelle sur les surfaces de stationnement (TASS)		68,925	66,000	66,000	66,043	+1,0	+0,0	101,6%	-2,9
Taxe additionnelle spéciale annuelle (TASA)		80,000	80,000	80,000	80,000	+0,0	+0,0	100,0%	+0,0
TICPE Grenelle		70,549	64,000	64,000	64,903	+0,9	+0,9	101,4%	-5,6
B. DOTATIONS		86,089	86,089	86,089	86,089	+0,0	+0,0	100,0%	0,0
Dotation régionale d'équipement scolaire (DRES)		86,089	86,089	86,089	86,089	+0,0	+0,0	100,0%	+0,0
C. RECETTES DIVERSES		271,420	229,044	235,989	290,009	+1,0	-6,0	100,4%	-42,4
Produits financiers		42,388	38,054	38,054	38,053	-0,0	-0,0	100,0%	-4,3
Remboursements en capital des créances et avances		42,388	38,054	38,054	38,053	-0,0	-0,0	100,0%	-4,3
Divers		230,031	190,990	197,935	191,956	+1,0	-6,0	100,5%	-35,1
Amendes de police		66,388	64,000	69,388	69,388	+5,4	0,0	108,4%	+0,3
FCTVA		94,485	95,000	95,000	99,763	+4,8	+4,8	105,0%	+0,3
Fonds européens - Programmation 2014-2020*		14,589	9,810	11,367	4,420	-5,4	-6,9	45,1%	-10,2
Divers (ex : participations aux travaux dans les collectivités mixtes)		46,569	22,180	18,385	18,385	-3,8	-3,8	82,9%	-26,2
TOTAL RECETTES HORS EMPRUNT		4 305,540	4 279,694	4 468,852	4 541,090	+261,4	+74,2	106,1%	+235,6
EMPRUNT		600,000	709,344	361,555	200,000	-509,3	-161,6	28,2%	-400,0
REPRISES DES RESULTATS ANTERIEURS		60,640	60,640	305,698	305,698	+0,0	+0,0	101,2%	+80,6
Excédent de fonctionnement reporté en N		60,640	60,640	305,698	305,698	+0,0	+0,0	101,2%	+80,6
Reprise des restes à réaliser		5,647	5,647	306,941	306,941	-1,243	-1,243	101,2%	+80,6
TOTAL GENERAL		4 966,180	4 989,038	5 134,105	5 046,788	+57,8	-87,3	101,2%	+80,6

* y compris restes à réaliser constatés au CA 2018 à hauteur de 1,243 M€ et repris au Budget Supplémentaire 2019

TABLEAU RECAPITULATIF - LES DEPENSES RÉELLES D'INVESTISSEMENT (CRÉDITS DE PAIEMENT - Exécution 2019)

SECTEURS	2018						2019						Evolution CA 2019 / 2018	
	BP	BS + DM + VIREMENTS DE CREDITS	BUDGET OUVERT	DEPENSES RÉELLES	ECART / BP	Tx de réalisation du BP	BP	BS + DM + VIREMENTS DE CREDITS	BUDGET OUVERT	DEPENSES RÉELLES	ECART / BP	Tx de réalisation du BP	en M€	en %
EQUIPEMENT DE L'INSTITUTION <i>dont : - Patrimoine et moyens généraux</i>	22,13		22,13	15,53	-6,60	70,2%	27,64	0,15	27,79	24,57	-3,07	88,9%	+9,05	58,3%
- Communication	12,68		12,68	7,81	-4,87	61,6%	18,25		18,25	16,19	-2,06	88,7%	+8,38	107,3%
- Services informatiques	0,26		0,26	0,24	-0,02	90,7%	0,26		0,26	0,17	-0,09	67,2%	-0,06	-25,8%
- Ressources humaines	9,00	-0,04	8,96	7,26	-1,74	80,7%	9,00	0,15	9,15	8,12	-0,88	90,2%	+0,86	11,8%
ACTIONS INTERNATIONALES ET EUROPÉENNES	0,19	0,04	0,23	0,22	0,03	114,7%	0,13		0,13	0,09	-0,04	67,8%	-0,13	-59,6%
CIToyennEtE	0,50		0,50	0,01	-0,49	1,4%	0,50		0,50	0,43	-0,07	86,5%	+0,43	
ENSEIGNEMENT DU SECOND DEGRÉ	503,00		503,00	463,36	-39,64	92,1%	536,28		536,28	530,42	-5,86	98,9%	+67,06	14,5%
TOURISME	6,00	-0,30	5,70	1,99	-4,01	33,1%	5,00	-1,80	3,20	2,83	-2,17	56,6%	+0,84	42,4%
SPORT ET LOISIRS	60,60	-0,35	60,25	44,72	-15,88	73,8%	50,00	8,60	58,60	55,29	5,29	110,6%	+10,57	23,6%
DEVELOPPEMENT SOCIAL ET SANTE	32,64		32,64	31,02	-1,62	95,0%	29,00	-9,80	19,20	15,82	-13,18	54,6%	-15,19	-49,0%
<i>dont : - Formations sanitaires et sociales</i>	3,64		3,64	2,12	-1,52	58,3%	4,00	-2,00	2,00	1,43	-2,57	35,6%	-0,69	-32,7%
TRANSPORTS ET MOBILITÉS	644,05	0,03	644,08	510,35	-133,70	79,2%	610,00	-2,68	607,32	606,15	-3,85	99,4%	+95,79	18,8%
<i>dont : - Transport en commun de voyageurs</i>	499,00	-19,00	480,00	379,39	-119,61	76,0%	499,08	41,17	540,25	539,57	40,49	108,1%	+160,18	42,2%
- Mobilités	135,65	20,03	155,68	126,81	-8,84	93,5%	98,18	-36,42	61,76	61,03	-37,15	62,2%	-65,78	-51,9%
- Transports de marchandises en site propre	9,40	-1,00	8,40	4,16	-5,24	44,2%	12,74	-7,43	5,31	5,54	-7,20	43,5%	+1,39	33,4%
SÉCURITÉ	21,00	0,35	21,35	17,23	-3,77	82,0%	23,00	-8,10	14,90	13,40	-9,60	58,3%	-3,83	-22,2%
POLITIQUE DE LA VILLE	26,00	5,00	31,00	30,95	4,95	119,0%	25,00	-15,24	9,76	8,49	-16,51	34,0%	-22,46	-72,6%
LOGEMENT	85,00	15,15	100,15	99,21	14,21	116,7%	85,00	-17,76	67,24	67,24	-17,76	79,1%	-31,97	-32,2%
FORMATION PROFESSIONNELLE, APPRENTISSAGE, EMPLOI	30,00		30,00	20,23	-9,77	67,4%	15,00	11,81	26,81	26,74	11,74	178,3%	+6,52	32,2%
<i>dont : - Formation professionnelle</i>	-	0,05	0,05	0,03	0,03		-		-	-	0,00		-0,03	
- Apprentissage	30,00	-0,05	29,95	19,75	-10,25	65,8%	15,00	11,81	26,81	26,74	11,74	178,3%	+6,99	35,4%
- Emploi	-		-	0,44	0,44		-		-	-	0,00		-0,44	
CULTURE	35,00		35,00	29,58	-5,42	84,5%	40,00	3,00	43,00	40,75	0,75	101,9%	+11,17	37,8%
AMÉNAGEMENT	71,55	-15,58	55,97	57,86	-13,69	80,9%	75,00	-7,87	67,13	64,46	-10,54	85,9%	+6,60	11,4%
COOPÉRATION INTERRÉGIONALE	-		-	-	-		-		-	-	-		-	
ENVIRONNEMENT	88,10	1,42	89,52	59,14	-28,96	67,1%	110,00	-44,53	65,47	57,67	-52,33	52,4%	-1,47	-2,5%
RURALE	18,20	-1,60	16,60	10,48	-7,72	57,6%	15,00	1,10	16,10	11,91	-3,09	79,4%	+1,43	13,7%
AGRICULTURE	5,50	1,52	7,02	7,60	2,10	138,1%	4,15	6,50	10,65	10,28	6,13	247,8%	+2,69	35,4%
DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE, INNOVATION, TIC	102,50	-3,08	99,42	85,01	-17,49	82,9%	105,00	-4,41	100,60	97,78	-7,22	93,1%	+12,77	15,0%
<i>dont : - Développement économique</i>	46,60	-1,42	45,18	31,92	-14,68	68,5%	51,20	-13,61	37,60	36,23	-14,97	70,8%	+4,31	13,5%
- Innovation	42,65	1,34	43,99	43,93	1,28	103,0%	41,55	7,20	48,75	47,71	6,16	114,8%	+3,78	8,6%
- Technologies de l'information et de la communication	13,25	-3,00	10,25	9,16	-4,09	69,2%	12,25	2,00	14,25	13,85	1,60	113,0%	+4,68	51,1%
RECHERCHE	40,00	-2,86	37,14	24,36	-15,64	60,9%	40,00	-9,00	31,00	30,17	-9,83		+5,81	23,9%
FONDS STRUCTURELS EUROPÉENS	23,73		23,73	10,06	-13,67	42,4%	9,81	0,72	10,53	6,61	-3,20	67,3%	+3,46	34,4%
TOTAL DES DEPENSES RÉELLES (hors chapitres financiers) (1)	1 888,39	-0,90	1 887,49	1 569,00	-319,39	83,1%	1 888,00	-99,13	1 788,87	1 741,96	-146,04	92,3%	+172,96	11,0%
DETTES ET AUTRES OPERATIONS FINANCIÈRES	550,53		550,53	538,75	-11,78	97,9%	368,27	130,00	498,27	492,81	124,54	133,8%	-45,94	-8,5%
TOTAL DES DEPENSES RÉELLES D'INVESTISSEMENT	2 438,92	-0,90	2 438,02	2 107,75	-331,17	86,4%	2 256,27	30,87	2 287,14	2 234,78	-214,9	99,0%	+127,02	6,0%
TOTAL HORS FONDS STRUCTURELS EUROPÉENS	2 415,19	-0,90	2 414,29	2 097,69	-317,50	86,9%	2 246,46	30,15	2 276,61	2 228,17	-182,9	99,2%	+130,48	6,2%

Données au périmètre de la nomenclature de 2017.

(1) Y compris remises gracieuses et admissions en non valeur.

TABLEAU RECAPITULATIF - LES DEPENSES RÉELLES DE FONCTIONNEMENT (CRÉDITS DE PAIEMENT - Exécution 2019)

SECTEURS	2018					2019					Evolution CA 2019 / 2018		
	BP	BS + VIREMENTS DE CREDITS	BUDGET OUVERT	DEPENSES RÉALISÉES	Tx de réalisation du BP	BP	BS + DM + VIREMENTS DE CREDITS	BUDGET OUVERT	DEPENSES RÉALISÉES	ECART / BP	Tx de réalisation du BP	en M€	en %
FONCTIONNEMENT INSTITUTION REGIONALE (hors ADL)	195,36	-0,08	195,28	188,97	96,7%	199,23	2,73	201,96	186,72	-12,51	93,7%	-2,25	-1,2%
Patrimoine, moyens généraux et communication	58,56	-0,42	58,14	52,83	90,2%	57,81	0,60	58,41	48,72	-9,08	84,3%	-4,11	-7,8%
- Patrimoine	42,66	-0,42	42,24	37,93	88,9%	40,50	0,40	40,90	33,70	-6,79	82,2%	-4,23	-11,1%
- Communication	7,95		7,95	7,47	94,0%	7,95		7,95	7,25	-0,70	91,2%	-0,22	-3,0%
- Services informatiques	7,95		7,95	7,43	93,4%	9,36	0,20	9,56	7,77	-1,59	83,0%	+0,34	4,6%
Agents du siège et groupe d'élus	136,80	0,34	137,13	136,14	99,5%	141,43	2,13	143,55	138,00	-3,43	97,6%	+1,86	1,4%
PERSONNEL ET RESSOURCES HUMAINES	464,54	0,34	464,87	457,06	98,4%	469,49	2,13	471,62	463,81	-5,68	98,8%	+6,75	1,5%
dont :- Agents du siège et groupe d'élus	136,80	0,34	137,13	136,14	99,5%	141,43	2,13	143,55	138,00	-3,43	97,6%	+1,86	1,4%
- Agents des lycées (ADL)	327,74		327,74	320,91	97,9%	328,07		328,07	325,81	-2,26	99,3%	+4,90	1,5%
ACTIONS INTERNATIONALES ET EUROPEENNES	1,70	0,49	2,19	1,58	93,2%	1,76	-0,10	1,66	0,97	-0,79	55,1%	-0,61	-38,8%
CIToyenneté	5,50		5,50	3,84	69,8%	5,34	-0,60	4,74	3,43	-1,91	64,3%	-0,41	-10,6%
ENSEIGNEMENT DU SECOND DEGRÉ	603,04		603,04	586,32	97,2%	595,41	1,00	596,41	593,49	-1,93	99,7%	+7,17	1,2%
dont :- Enseignement du second degré hors ADL	275,30		275,30	265,40	96,4%	267,34	1,00	268,34	267,67	0,33	100,1%	+2,27	0,8%
- Agents des lycées (ADL)	327,74		327,74	320,91	97,9%	328,07		328,07	325,81	-2,26	99,3%	+4,90	1,5%
ENSEIGNEMENT SUPERIEUR	12,13		12,13	7,93	65,4%	10,25	0,10	10,35	7,87	-2,38	76,8%	-0,06	-0,7%
TOURISME	15,91	-0,30	15,61	15,61	98,1%	15,29	0,10	15,29	15,12	-0,17	98,9%	-0,49	-3,2%
SPORT ET LOISIRS	13,17		13,17	7,59	57,6%	13,54		13,54	9,07	-4,47	67,0%	+1,48	19,5%
DEVELOPPEMENT SOCIAL ET SANTE	207,42	0,50	207,92	201,77	97,3%	209,31	0,90	210,21	202,31	-7,01	96,7%	+0,54	0,3%
dont :- Formations sanitaires et sociales	198,97	0,50	199,47	194,63	97,8%	200,31	-3,57	196,74	193,12	-7,19	96,4%	-1,51	-0,8%
TRANSPORTS ET MOBILITES	762,88		762,88	759,29	99,5%	770,47		770,47	763,57	-6,90	99,1%	+4,28	0,6%
SECURITE	0,70		0,70	0,68	97,1%	1,20		1,20	0,78	-0,42	65,4%	+0,10	15,4%
POLITIQUE DE LA VILLE													
LOGEMENT	0,80	-0,26	0,54	0,05	6,1%	0,05		0,05	0,03	-0,01	74,5%	-0,02	-31,0%
FORMATION PROFESSIONNELLE, APPRENTISSAGE ET EMPLOI	540,68	41,11	581,79	498,06	92,1%	566,60	104,85	671,45	485,62	-80,98	85,7%	-12,43	-2,5%
dont :- Services communs	6,46	1,20	7,66	6,00	92,9%	8,31	0,15	8,46	5,14	-3,17	61,8%	-0,86	-14,4%
- Formation professionnelle	279,32	39,91	319,23	253,04	90,6%	385,87	90,70	476,57	298,61	-87,26	77,4%	+45,56	18,0%
- Apprentissage	246,49		246,49	234,38	95,1%	170,37	14,00	184,37	181,86	11,49	106,7%	-52,52	-22,4%
- Emploi	8,41		8,41	4,63	55,0%	2,05		2,05	0,01	-2,04	0,6%	-4,61	-99,7%
CULTURE	55,00		55,00	45,47	82,7%	52,63	-1,18	51,45	44,32	-8,31	84,2%	-1,14	-2,5%
AMENAGEMENT	18,88	1,37	20,25	19,49	103,2%	18,88	2,13	21,01	20,92	2,05	110,8%	+1,44	7,4%
ENVIRONNEMENT	20,81	0,43	21,24	21,54	103,5%	21,73	-1,00	21,73	19,82	-2,91	87,2%	-1,72	-8,0%
RURALITE	5,50		5,50	4,74	86,2%	5,10		5,10	5,05	-0,05	99,0%	+0,30	6,4%
AGRICULTURE	7,60	-0,43	7,17	4,84	63,6%	7,60	0,50	8,10	7,58	-0,02	99,7%	+2,74	56,7%
DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE, INNOVATION, TIC	36,11	-3,02	33,10	25,19	10,9%	37,49	0,26	37,75	29,12	-8,37	77,7%	+3,93	15,6%
dont :- Développement économique	30,01	-3,28	26,74	19,79	10,2%	31,34	-0,75	30,59	22,19	-9,15	70,8%	+2,39	12,1%
- Innovation	5,10		5,10	4,19	82,3%	4,85	1,26	6,11	5,88	1,03	124,2%	+1,69	40,2%
- Technologies de l'information et de la communication	1,00	0,26	1,26	1,20	120,0%	1,30	-0,25	1,05	1,05	-0,25	80,8%	-0,15	-12,6%
RECHERCHE	21,00	3,28	24,28	24,21	115,3%	20,80	-1,55	19,25	15,11	-5,69	72,7%	-9,10	-37,6%
FONDS STRUCTURELS EUROPEENS	53,21		53,21	12,82	24,1%	39,43	6,16	45,58	6,37	-33,06	16,1%	-6,46	-50,4%
TOTAL DES DEPENSES REELLES (hors chapitres financiers) (1)	2 577,40	43,17	2 620,57	2 430,07	94,3%	2 593,11	114,20	2 707,31	2 417,27	-175,76	93,2%	-12,80	-0,5%
DETTES ET AUTRES OPERATIONS FINANCIERES	141,23	0,04	141,27	122,66	86,9%	139,66		139,66	126,21	-13,45	90,4%	+3,55	2,9%
TOTAL DES DEPENSES REELLES DE FONCTIONNEMENT	2 718,63	43,21	2 761,83	2 552,73	93,9%	2 732,77	114,20	2 846,96	2 543,48	-189,29	93,1%	-9,25	-0,4%
TOTAL HORS FONDS STRUCTURELS EUROPEENS	2 665,42	43,21	2 708,62	2 539,91	95,3%	2 693,34	108,04	2 801,38	2 537,11	-156,23	94,2%	-2,79	-0,1%

Données au périmètre de la nomenclature de 2017.
(1) Y compris remises gracieuses et admissions en non valeur.

3.6.3 Le budget 2020

Le Budget Primitif 2020 a été adopté le 18 décembre 2019.

(a) Les grandes lignes du Budget Primitif 2020

Le montant du BP 2020 s'établit à 4 994,68 millions d'euros, quasi stable (+0,11 pour cent) par rapport au BP 2019 (4 989,04 millions d'euros).

En dépenses, ce montant se ventile comme suit :

- 2 343,61 millions d'euros pour le budget d'investissement, dont 1 888,70 millions d'euros pour les dépenses d'investissement hors dette et hors mouvements financiers divers ;
- 2 651,07 millions d'euros pour le budget de fonctionnement, dont 2 531,14 millions d'euros pour les dépenses de fonctionnement hors dette et hors mouvements financiers divers.

Le montant total des crédits prévus pour la charge de la dette et les divers mouvements financiers s'élève à 574,85 millions d'euros.

Les montants des autorisations de programme (AP) et d'engagement (AE) ⁵ ont été respectivement fixés pour 2020 à 2 210,93 millions d'euros pour les AP en investissement (y compris fonds européens et plan d'investissement dans les compétences) et 2 087,23 millions d'euros pour les AE en fonctionnement (y compris fonds européens).

En matière de ressources, les recettes réelles hors emprunt prévues au BP 2020 s'élèvent à 4 353,22 millions d'euros, soit une augmentation de 1,7 pour cent par rapport au BP 2019. L'autorisation d'emprunt a pour sa part été fixée à 641,47 millions d'euros, soit un montant en baisse de 9,6 pour cent par rapport au BP 2019.

Le taux d'épargne⁶ brute ressort ainsi au BP 2020 à 23,9 pour cent (24,4 pour cent au BP 2019), pour un taux d'épargne nette⁷ de 11,5 pour cent (14,8 pour cent au BP 2019) et un taux d'autofinancement de 66,0 pour cent (62,4 pour cent au BP 2019).

⁵ Les autorisations **de programme** correspondent à des dépenses à caractère pluriannuel et constituent la limite supérieure des dépenses qui peuvent être engagées pour l'exécution des investissements.

Les autorisations **d'engagement** correspondent à des dépenses à caractère pluriannuel et constituent la limite supérieure des dépenses qui peuvent être engagées pour l'exécution des dépenses de fonctionnement.

L'inscription des AP/ AE porte sur l'ensemble du budget, à l'exception des dépenses liées à la dette et des charges de personnel.

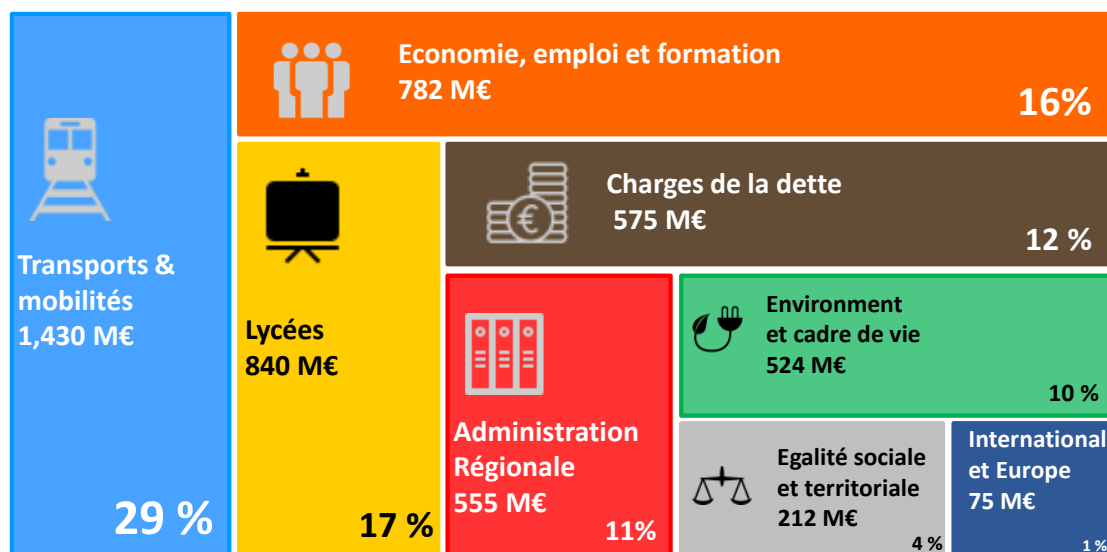
Les **crédits de paiement** correspondent à la limite supérieure des dépenses pouvant être mandatées au cours de l'exercice budgétaire, pour la couverture des engagements contractés dans le cadre des AP ou AE correspondantes.

⁶ Taux d'épargne brute = (Recettes de fonctionnement – dépenses de fonctionnement) / Recettes de fonctionnement.

⁷ Taux d'épargne nette = (Epargne brute – remboursement de la dette) / Recettes de fonctionnement.

(b) Les dépenses du Budget Primitif 2020

La répartition sectorielle des dépenses en crédits de paiement est la suivante :



Les dépenses concernant les transports, les lycées, l'économie, l'emploi et la formation représentent 62 pour cent des dépenses totales prévues au BP 2020.

(c) Les recettes prévues au Budget Primitif 2020

Il est précisé que les prévisions des recettes 2020 présentées ci-après ont été réalisées à l'automne 2019 dans le cadre de la préparation du Budget Primitif 2020 qui a été adopté par le Conseil régional le 18 décembre 2019. Ces prévisions n'intègrent donc pas les effets de la crise sanitaire de 2020. Le Budget Supplémentaire, adopté le 11 juin 2020, a entériné l'impact financier de crise pour la Région (cf infra).

Les recettes hors emprunt inscrites au BP 2020 s'élèvent à 4353,22 millions d'euros, en légère progression, soit une hausse de 73 millions d'euros par rapport au BP 2019. Ce total est composé pour 3 621 millions d'euros de recettes fiscales, pour 163 millions d'euros de dotations de l'Etat, et pour 570 millions d'euros de recettes diverses.

Les recettes de la section de fonctionnement (3 485,3 millions d'euros, en baisse de 3,5 pour cent par rapport au BP 2019) représentent 80 pour cent des recettes hors emprunt de la Région :

- S'agissant de la fiscalité directe régionale, un montant net de 1038,3 millions d'euros est inscrit au BP 2020, soit une augmentation de 8,6 pour cent par rapport au BP 2019. La CVAE avant prélèvements prévue pour le BP 2020 repose sur un montant pré-notifié par l'Etat à l'automne 2019 de 3 122 millions d'euros, correspondant au passage de 25 pour cent à 50 pour cent de la part de CVAE affectée aux régions. Après reversement de la compensation aux départements (part figée à 1 372 millions d'euros) et des deux péréquations (FNGIR et fonds de péréquation des ressources régionales), le produit de CVAE net augmente de 83 millions d'euros. Les IFER sont attendus quasi-stables (123,8 millions d'euros) par rapport au BP 2019 (124,2 millions d'euros). La péréquation des ressources régionales, au regard de la progression de la CVAE effectivement perçue en 2019, devrait connaître une progression de 50 millions d'euros en 2020 (-160 millions d'euros au BP 2020 après -110 millions d'euros prévus au BP 2019). Le montant du prélèvement au titre du FNGIR est quant à lui figé au niveau de 2013, à savoir -674,8 millions d'euros.

Les autres recettes fiscales de la section de fonctionnement sont inscrites pour un montant de 1 212 M€ en BP 2020 après 1 436 M€ au BP 2019. Cette évolution reflète la mise en œuvre de la réforme apprentissage, qui se traduit à compter de 2020 par la suppression des recettes fiscales précédemment versées pour l'exercice de cette compétence, et par leur remplacement par des recettes prenant la forme de dotations ou quasi-dotations (cf. supra), et pour de moindres montants.

- Les dotations de l’Etat augmenteraient à nouveau légèrement en 2020, en lien avec les nouvelles recettes attribuées dans le cadre de la réforme apprentissage. Au total, les dotations de la section de fonctionnement s’élèveraient à 55 M€ au BP 2020 après 8,8 M€ au BP 2019 ;
- Les recettes diverses de la section de fonctionnement prévues pour 2020 s’élèvent à 169,9 millions d’euros, soit une augmentation de 31 millions d’euros par rapport au BP 2019. Cet ensemble intègre notamment les recettes affectées au plan d’investissement dans les compétences, ainsi que les recettes attendues dans le cadre des fonds européens à percevoir au titre de la programmation 2014-2020 en qualité d’autorité de gestion et au titre des cofinancements des projets directement portés par la Région ;

Les recettes de la section d’investissement représentant 20 pour cent des recettes régionales hors emprunt (867,9 millions d’euros). Elles augmentent au BP 2020 de +30,1 % par rapport au BP 2019, du fait de la cession de l’ancien siège administratif de la Région (cf. infra).

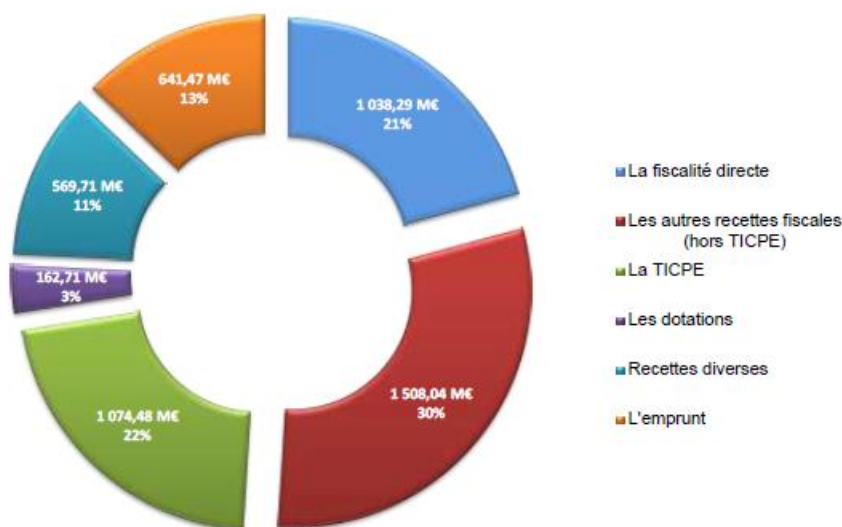
- Le montant des recettes fiscales inscrit au BP 2020 s’élève à 360,0 M€ après 351 M€ inscrit au BP 2019, soit un montant quasi-stable ;
- Le montant de la dotation régionale d’équipement scolaire (DRES) perçu par la Région est figé depuis 2008. Comme les années précédentes, il est inscrit au Budget 2020 un montant de 86,1 millions d’euros.
- Les recettes diverses de la section d’investissement prévues pour 2019 pourraient s’établir globalement à 229,0 millions d’euros, du fait de l’inscription de recettes exceptionnelles de cession, à hauteur de 189,3 M€, en lien avec la cession de l’ancien siège administratif de la Région au cœur du 7^e arrondissement de Paris.

En 2020, la Région entend poursuivre la politique financière rigoureuse et prudente qu’elle a menée au cours des dernières années, avec le souci d’assurer à la collectivité une structure de financement soutenable dans la durée, notamment en maîtrisant l’accroissement de l’encours de sa dette.

L’enveloppe d’emprunt ouverte au BP 2020 s’élève à 641,5 millions d’euros après 709,3 millions d’euros inscrit au BP 2019.

Le montant des recettes inscrites au BP 2020, y compris l’emprunt, s’élève ainsi à 4 994,7 millions d’euros et se répartit comme suit :

Les recettes du BP 2020
4 994,7 millions d’euros



LES RECETTES DU BUDGET POUR 2020

	BP 2019 (M€)	BP 2020 (M€)	Evolution Projet de BP2020- BP2019 (M€)	Evolution Projet de BP2020- BP2019 (%)
FONCTIONNEMENT	3 612,737	3 485,351	-127,386	-3,5%
A. RECETTES FISCALES	3 465,008	3 260,802	-204,206	-5,9%
Fiscalité directe	955,679	1 038,285	+82,606	+8,6%
Cotisation sur la valeur ajoutée des entreprises (CVAE)	2 988,900	3 122,000	+133,100	+4,5%
Impositions forfaitaires sur les entreprises de réseaux (IFER)	124,218	123,834	-0,384	-0,3%
Fonds national de garantie individuelle des ressources FNGIR (dépenses)	-674,816	-674,816	0,00	
Dotations de compensation du transfert de la CVAE (dépenses)	-1 372,419	-1 372,419	0,00	
Fonds de péréquation des ressources des régions (dépenses)	-110,204	-160,314	-50,110	+45,5%
Rôles supplémentaires	0,000	0,000	0,00	
Autres recettes fiscales	2 509,329	2 222,517	-286,812	-11,4%
Hors TICPE	1 436,296	1 212,035	-224,261	-15,6%
Taxe régionale sur les cartes grises	332,000	340,000	+8,000	+2,4%
Fraction régionale de la taxe d'apprentissage	243,284	0,000	-243,284	-100,0%
Reversement de la part régionale de la taxe sur les bureaux (TSB)	212,939	212,939	0,00	
Frais de gestion de fiscalité directe locale	88,625	88,111	-0,514	-0,6%
Taxe régionale additionnelle aux droits de mutation sur l'immobilier d'entreprise	60,000	60,000	0,00	
Fraction de TVA	499,448	510,985	+11,537	+2,3%
TICPE	1 073,033	1 010,482	-62,551	-5,8%
TICPE - compensations loi LRL 2004	893,022	895,400	+2,378	+0,3%
TICPE - ex modulation 2007	70,000	70,000	0,00	
TICPE - Formation Professionnelle	38,882	38,882	0,00	
TICPE - Primes apprentissage	30,818	0,000	-30,818	-100,0%
TICPE - Aide au recrutement d'apprentis	15,835	0,000	-15,835	-100,0%
TICPE - Ressource Régionale pour l'apprentissage	24,476	0,000	-24,476	-100,0%
TICPE - compensation réforme apprentissage	0,000	6,200	+6,200	
B. DOTATIONS	8,820	54,620	+45,800	
Dotations Générales de Décentralisation (DGD)	8,820	8,820	0,00	
Nouvelle recette pour le soutien à l'apprentissage en fonctionnement	0,000	18,000	+18,000	
Dotations de compensation - réforme apprentissage	0,000	2,900	+2,900	
Compensation provisionnelle extinction primes	0,000	24,900	+24,900	
C. RECETTES DIVERSES	138,909	169,929	+31,020	+22,3%
Intérêts perçus sur créances	0,000	0,000	0,00	
Fonds régional de restauration (FRR)	6,000	6,000	0,00	
Produits financiers	11,421	22,671	+11,250	+98,5%
Produits sur cessions	0,000	0,000	0,00	
Fonds européens - Programmation 2014-2020	66,025	79,993	+13,968	+21,2%
Conventions Etat-Région en matière de formation professionnelle	39,912	48,000	+8,088	+20,3%
Divers (ex : reversements de trop perçus de subventions)	21,765	13,265	-8,500	-39,1%
Intérêts courus non échus (ICNE)	-6,214	0,000	+6,214	-100,0%
INVESTISSEMENT	666,957	867,868	+200,911	+30,1%
A. RECETTES FISCALES	351,824	360,000	+8,176	+2,3%
Taxe sur la création de bureaux en Île-de-France (TCB-IDF)	110,000	110,000	0,00	
Part régionale de la taxe d'aménagement (TA) et reliquats de taxes d'urbanisme	32,824	40,000	+7,176	+21,9%
Taxe annuelle sur les surfaces de stationnement (TASS)	65,000	66,000	+1,000	+1,5%
Taxe additionnelle spéciale annuelle (TASA)	80,000	80,000	0,00	
TICPE Grenelle	64,000	64,000	0,00	
B. DOTATIONS	86,089	108,089	+22,000	+25,6%
Dotations régionale d'équipement scolaire (DRES)	86,089	86,089	0,00	
Nouvelle recette pour le soutien à l'apprentissage en investissement	0,000	22,000	+22,000	
C. RECETTES DIVERSES	229,044	399,779	+170,735	+74,5%
Remboursements en capital des créances	38,054	36,865	-1,189	-3,1%
Amendes de police	64,000	69,388	+5,388	+8,4%
FCTVA	95,000	90,000	-5,000	-5,3%
Fonds européens - Programmation 2014-2020	9,810	5,516	-4,294	-43,8%
Prévision budgétaire relative aux produits sur cessions	0,000	189,300	+189,300	
Divers (ex : participations aux travaux dans les cités mixtes)	22,180	8,710	-13,470	-60,7%
TOTAL RECETTES (HORS EMPRUNTS)	4 279,694	4 353,219	+73,525	+1,7%
Emprunt	709,344	641,467	-67,877	-9,6%
Excédent N-1 de fonctionnement reporté	0,000	0,000	0,00	
Reprise des restes à réaliser	0,000	0,000	0,00	
TOTAL GENERAL RECETTES	4 989,038	4 994,686	+5,648	+0,1%

(d) Le Budget Supplémentaire 2020

Adopté le 11 juin 2020, à la suite du Compte Administratif 2019, le Budget Supplémentaire 2020 a permis d'intégrer plusieurs évolutions significatives depuis le vote du Budget Primitif en décembre 2019, en particulier afin de prendre acte du choc de la crise sanitaire sur les recettes régionales et du lancement du premier plan de relance régionale pour soutenir l'économie francilienne face à la crise.

Une synthèse de ces éléments est présentée ci-dessous, les éléments détaillés étant explicités dans l'exposé des motifs du Budget Supplémentaire 2020. Il en résulte des évolutions des crédits en dépenses et en recettes prévues au Budget Supplémentaire 2020 qui sont détaillées dans le tableau d'équilibre ci-après. Elles intègrent :

- La reprise et l'affectation du résultat constaté en 2019 (soit 276,28 millions d'euros dont 7,75 millions d'euros de restes à réaliser en recettes d'investissement reportés sur 2019),
- Une baisse des recettes régionales de -129,54 millions d'euros par rapport au montant de 4 353,22 millions d'euros inscrit au Budget Primitif (avant reprise de l'excédent et hors emprunt), qui reflète :
 - Les conséquences de la crise sanitaire sur les perspectives de certaines recettes régionales directement corrélées aux dynamiques économiques franciliennes et nationales. Le Budget Supplémentaire 2020 prévoit une baisse de -316,84 millions d'euros des recettes immédiatement corrélées à l'évolution de la conjoncture et directement touchées par la chute de l'activité, sur la base d'un scénario décrit dans l'exposé des motifs du Budget Supplémentaire et qui vise à intégrer les éléments connus à date mais également le niveau élevé d'incertitudes entourant l'évolution de la situation sanitaire. Les recettes concernées sont les suivantes (cf. tableau infra pour les ajustements retenus) : taxe régionale sur les cartes grises, fraction régionale de la Taxe sur la Valeur Ajoutée, fraction de TICPE Grenelle et ex-modulation, taxe sur les droits de mutation de locaux professionnels, taxe sur les constructions de bureaux, locaux commerciaux et entrepôts, part régionale de la taxe d'aménagement et taxe annuelle sur les surfaces de stationnement.
 - La prise en compte des notifications définitives par les services de l'Etat, du montant de recettes, qui se traduit par une hausse de +35,67 millions d'euros par rapport au Budget Primitif 2020 ; en effet pour certaines recettes et comme lors des exercices précédents, le budget primitif s'appuie sur des prévisions pour lesquelles la Région ne bénéficie des données finales qu'au cours du 1er trimestre. C'est notamment le cas pour la cotisation sur la valeur ajoutée des entreprises (CVAE), dont le produit a été notifiée en mars 2020 en hausse de +56 millions d'euros par rapport au montant inscrit au Budget Primitif. Les autres ajustements sur les recettes notifiées concernent le nouveau panier de recettes octroyées à la Région suite à la mise en œuvre de la réforme de l'apprentissage (cf. infra) et pour lesquels les montants n'étaient pas encore entièrement stabilisés au moment de la préparation du Budget 2020 ;
 - L'inscription de plusieurs recettes diverses nouvelles, non pérennes, mais en lien direct avec les politiques régionales. Ces recettes traduisent l'ambition de la Région de mobiliser des ressources nouvelles pour compenser la baisse des recettes actuelles, avec un montant attendu de recettes supplémentaires de +151,63 millions d'euros inscrit au Budget Supplémentaire 2020 :
 - Il s'agit à titre d'exemple d'intégrer le versement d'une recette de 3,1 millions d'euros par l'Etat à la Région, afin de financer le fonctionnement de 6 pôles de compétitivité franciliens, de prendre en compte le co-financement par Pôle emploi de places supplémentaires pour les demandeurs d'emploi dans les formations sanitaires et sociales, pour un montant de + 1,5 millions d'euros, ou encore de prévoir le versement d'une subvention de 3,5 millions d'euros à la Région cette année au titre de la construction du Stade Nautique Olympique d'Île-de-France.

- Par ailleurs, l'intervention massive de la Région en faveur de l'emploi, notamment via le Plan régional d'investissement dans les compétences pour 2020 (PRIC), se traduira dans le cadre du conventionnement avec l'Etat par une recette supplémentaire attendue de +97 millions d'euros. Une mobilisation supplémentaire des fonds européens est également prévue, avec une recette supplémentaire potentielle de + 36,5 millions d'euros au titre de la participation des fonds structurels européens au dispositif régional « Rebonds pour l'aide aux entreprises en difficultés ».
- Les ajustements à la hausse en dépenses (+474,92 millions d'euros de crédits de paiement supplémentaires), afin de prendre en compte, entre autres, l'impact financier des mesures régionales de lutttes contre le COVID 19 et ses effets :
 - Les dépenses de fonctionnement progressent au budget supplémentaire de + 206,77 millions d'euros pour s'établir à 2 857,84 millions d'euros.
 - Les dépenses d'investissement progressent au budget supplémentaire de + 268,15 millions d'euros pour s'établir à 2 611,76 millions d'euros.

Au regard des ajustements précédents en recettes et en dépenses, l'emprunt nécessaire pour l'équilibre du budget régional, après budget supplémentaire, s'élève à 969,64 millions d'euros après 641,47 millions d'euros inscrit au BP, soit un montant en hausse de + 328,17 M€.

EQUILIBRE BUDGET SUPPLEMENTAIRE 2020
(en variation par rapport au BP)

(en millions d'euros)

	INVESTISSEMENT		FONCTIONNEMENT	
	Dépenses	Recettes	Dépenses	Recettes
REPRISE ET AFFECTATION DU RESULTAT 2020				
Solde d'exécution de la section d'investissement 2019 reporté (ligne budgétaire 001)	722,839			
Restes à réaliser 2019 reportés		7,748		
Excédents de fonctionnement 2019 capitalisés (chapitre 922 - compte 1068)		715,091		
Résultat de fonctionnement 2019 reporté (ligne budgétaire 002)				276,283
Total (1)	722,839	722,839	0,000	276,283
OPERATIONS REELLES				
Cotisation sur la valeur ajoutée des entreprises (chapitre 940-73112)				50,628
Nouvelle fraction de TICPE - réforme apprentissage (chapitre 941-7388)				-6,200
Nouvelle fraction de TICPE - réforme apprentissage (chapitre 941-7382)				6,202
Prélèvement sur recettes de l'Etat - réforme apprentissage (chapitre 942-74718)				-2,900
Prélèvement sur recettes de l'Etat - réforme apprentissage (chapitre 942-7454)				2,869
Compensation extinction de primes - réforme apprentissage (chapitre 942-74718)				-24,900
Prélèvement sur recettes de l'Etat - réforme apprentissage (chapitre 942-7454)				6,369
Recette de soutien aux CFA en fonctionnement - réforme apprentissage (chapitre 942-74718)				2,572
Recette pour l'investissement dans les CFA - réforme apprentissage (chapitre 922-1021)		1,030		
Convention Etat-Région sur les pôles de compétitivité (chapitre 939-74718)				3,101
Subvention stade nautique olympique d'Ile-de-France (chapitre 903-1316)		3,500		
Monétisation de l'option - recette de TVA sur la contrepartie financière (chapitre 930-7788)				9,208
Mesures d'insertion professionnelle - Pacte (chapitre 931-74718)				96,764
Convention de partenariat avec Pôle emploi (chapitre 931-7478)				1,500
Fonds européens - reliquat recettes exercice UE 2017-2018 - assistance technique (chapitre 930-74771)				0,092
Fonds européens - reliquat recettes exercice UE 2017-2018 - cofinancement formation professionnelle (chapitre 931-74771)				0,343
Fonds européens - reliquat recettes exercice UE 2017-2018 - cofinancement actions développement économique (chapitre 909-13272)		0,119		
Fonds européens - dispositif rebond (chapitre 906-13272)		36,500		
Taxe sur les certificats d'immatriculation de véhicules (chapitre 941-7344)				-160,000
Fraction régionale de la Taxe sur la Valeur Ajoutée (chapitre 941-733)				-33,836
TICPE ex-modulation (chapitre 941-7321)				-20,000
TICPE Grenelle (chapitre 921-10223)			-19,000	
Taxe sur les droits de mutation de locaux professionnels (chapitre 941-7353)				-25,000
Taxe sur les constructions de bureaux, locaux commerciaux et entrepôts (chapitre 921-13332)			-40,000	
Part régionale de la taxe d'aménagement (chapitre 921-10226)			-17,000	
Taxe annuelle sur les surfaces de stationnement (chapitre 921-13334)			-2,000	
Reprise provision - CR 196-16 lycées (chapitre 945-7815)				0,500
Emprunt (chapitre 923-16311)		328,173		
Fonds européens (chapitre 936-7588)				0,000
Provision (chapitre 945-6815)			12,019	
Compensation état - apprentissage (chapitre 901-20422)	1,030			
Equipement Covid 19 (chapitre 904-20421)	1,500			
Garantie immobilière (chapitre 904-2748)	1,000			
Actions d'innovation sociale (chapitre 904-20422)	4,100			
Manuels et ressources pédagogiques (chapitre 902-21831)	15,000			
Travaux de maintenance (chapitre 902-236.1)	1,000			
TICE et ENT (chapitre 902-21831)	3,000			
Rénovation des lycées publics (chapitre 902-238)	5,000			
Actions territorialisées (chapitre 905-204142)	-1,000			
Relance secteur du logement (chapitre 905-20422)	2,000			
Equipements de recherche (chapitre 909-204182)	5,500			
Soutien à l'économie sociale et solidaire (chapitre 909-20421)	1,000			
INNOVup (chapitre 909-20421)	4,000			
Incubateurs, grands lieux d'innovation (chapitre 909-20422)	4,000			
Soutien aux projets de R&D (chapitre 909-20422)	6,000			
Smart Région Avenir Numérique (chapitre 909-20421)	2,000			
PMup (chapitre 909-204182)	10,000			
PMUP covid 19 (chapitre 909-204182)	10,000			
PMup industrie (chapitre 909-20421)	3,000			
Fonds de solidarité-Covid 19 (chapitre 909-204113)	80,000			
Aide à la relocalisation (chapitre 909-20421)	9,500			
Fonds de résilience (chapitre 909-2764)	25,000			
Fonds de prêts rebonds (chapitre 909-2748)	21,000			
Fonds FEDER - Rebonds (chapitre 906-2764)	50,000			
Chèque numérique - commerce (chapitre 909-20421)	1,200			
TP'up (chapitre 909-20421)	1,500			
Aménagements des Iles de loisirs (chapitre 903-204142)	0,500			
Equipements des Iles de loisirs (chapitre 903-2181)	0,500			
Fonds européens (chapitre 906-204142)	0,150			
Fonds européens (chapitre 906-20422)	0,246			
Fonds européens (chapitre 906-204142)	0,092			
Fonds européens (chapitre 906-20421)	0,064			
Fonds européens (chapitre 906-20422)	0,030			
Fonds européens (chapitre 906-204142)	0,064			
Fonds européens (chapitre 906-204182)	0,176			
Fonds européens (chapitre 930-65888)			0,186	
Fonds européens (chapitre 931-65888)			3,389	
Fonds européens (chapitre 936-65888)			3,877	
Fonds européens (chapitre 936-65888)			4,320	
Fonds européens (chapitre 936-65888)			1,726	
Fonds européens (chapitre 936-65888)			0,080	
Fonds européens (chapitre 936-65888)			0,151	
Fonds européens (chapitre 936-65888)			0,030	
Fonds européens (chapitre 936-65888)			0,059	
Fonds européens (chapitre 936-65888)			0,214	

	INVESTISSEMENT		FONCTIONNEMENT	
	Dépenses	Recettes	Dépenses	Recettes
Fonds européens (chapitre 936-65888)			0,018	
Fonds européens (chapitre 930-65888)			0,128	
Fonds européens (chapitre 936-65888)			-15,000	
Fonds d'urgence culture (chapitre 933-6574)			1,000	
Prêt rebond - Covid 19 (chapitre 939-6746)			9,000	
Pôles de compétitivité (chapitre 939-6574)			3,101	
Smart Région Avenir Numérique (chapitre 939-6574)			0,200	
Fonds de résilience (chapitre 939-6574)			1,400	
Formations complémentaires (chapitre 931-65738)			5,125	
Aides individuelles régionales (AIR) (chapitre 931-6574)			1,089	
Pacte - Pôle emploi (chapitre 931-611)			12,000	
Mesures d'accompagnement des stagiaires (chapitre 931-65113)			12,260	
Assistance informatique PACTE (chapitre 930-611)			0,400	
Actions VAE (chapitre 931-65738)			1,262	
Accès aux savoirs de base (chapitre 931-65738)			6,499	
Mesures d'accompagnement et d'insertion territorialisées (chapitre 931-65738)			0,682	
Formations qualifiantes (chapitre 931-65738)			4,399	
Formations complémentaires (chapitre 931-65738)			23,961	
Rémunérations des stagiaires (chapitre 931-65113)			8,647	
Evaluation, études et promotion (chapitre 931-65738)			0,488	
Valorisation et optimisation de l'alternance (chapitre 931-611)			5,300	
Pacte - Pôle emploi (chapitre 931-611)			13,389	
Service public régional de l'orientation (chapitre 931-65738)			0,139	
Assistance technique Pacte (chapitre 930-611)			0,168	
Aides soignants et auxiliaires de puériculture (chapitre 931-6574)			0,953	
Financement des CFA (chapitre 931-6574)			-7,500	
Indemnité Compensatrice Forfaitaire versée aux employeurs d'apprentis (chapitre 931-6574)			-2,860	
Soutien aux filières (chapitre 939-6574)			2,520	
Loyers (chapitre 930-60632)			10,017	
Entretien (chapitre 930-6283)			0,731	
Fluides (chapitre 930-6068)			0,252	
Prestations diverses - Covid 19 (chapitre 930-60632)			5,200	
Fonctionnement des écoles et instituts de formation sociale (chapitre 931-65738)			11,000	
Bourses aux élèves et étudiants des formations sanitaires (chapitre 931-6513)			13,300	
Rémunération des élèves infirmiers - covid 19 (Chapitre 931-60632)			2,000	
Prestations et matériels - covid 19 (Chapitre 931-6241)			1,000	
Observatoire régional de la santé (chapitre 934-6574)			0,100	
Ile-de-France Prévention Santé Sida (chapitre 934-6574)			0,600	
Prévention santé - Jeunes (chapitre 934-6574)			0,300	
Accompagnement des professionnels de santé et renforcement de l'offre de soins (chapitre 934-6574)			0,200	
Garantie immobilière solidaire (chapitre 934-6574)			1,000	
Soutien aux modes de garde innovants pour la petite enfance (chapitre 934-6574)			0,100	
Fonds régional de solidarité et soutien aux familles (chapitre 934-6574)			4,344	
Allocations de recherche et chaires (chapitre 939-6574)			1,300	
Informatique (chapitre 930-611)			0,500	
Aide d'urgence enseignement supérieur- covid 19 (chapitre 932-6518)			5,000	
Prestations de chauffage lycées (chapitre 932-60613)			10,000	
Prestations électricité lycées (chapitre 932-60612)			10,000	
Equipement de protection et de maintenance Covid 19 (chapitre 932-60632)			9,000	
Dispositions d'urgence - Covid 19 (chapitre 933-6574)			1,000	
Iles de loisirs (chapitre 933-6561)			4,000	
Fonds de soutien au tourisme (chapitre 939-6574)			1,000	
Total des opérations réelles (2)	268,152	291,322	206,766	-92,688
OPERATIONS D'ORDRE				
Transferts entre les sections - (chapitre 946)			33,500	2,000
Transfert entre les sections (chapitre 926-28188)	2,000	33,500		
Opérations patrimoniales (chapitre 925 - 2318- 2031)	3,500	3,500		
Virement entre sections (chapitre 953)			-54,670	
Virement entre sections (chapitre 951)		-54,670		
Total des opérations d'ordre (3)	5,500	-17,670	-21,170	2,000
TOTAL BS (1) + (2) + (3)	996,491	996,491	185,595	185,595
TOTAL BP 2020	4 714,394	4 714,394	6 002,879	6 002,879
TOTAL GENERAL (BP + BS)	5 710,885	5 710,885	6 188,474	6 188,474

SOUSCRIPTION ET VENTE

Tous les termes commençant par une majuscule et qui ne sont pas définis dans le présent chapitre auront la signification qui leur est donnée au chapitre "Modalités des Titres".

Résumé du Contrat de Placement

Sous réserve des stipulations d'un contrat de placement modifié et consolidé rédigé en français en date du 12 juin 2020 (tel que modifié à la date d'émission concernée) (le "**Contrat de Placement**") conclu entre l'Émetteur, les Agents Placeurs Permanents et les Arrangeurs, les Titres seront offerts de façon continue par l'Émetteur aux Agents Placeurs Permanents. Toutefois, l'Émetteur se réserve le droit de vendre des Titres directement pour son propre compte à des Agents Placeurs qui ne sont pas des Agents Placeurs Permanents. Les Titres pourront être revendus au prix du marché ou à un prix similaire qui prévaudra à la date de ladite revente et qui sera déterminé par l'Agent Placeur concerné. Les Titres pourront également être vendus par l'Émetteur par l'intermédiaire d'Agents Placeurs agissant en qualité de mandataires de l'Émetteur. Le Contrat de Placement prévoit également l'émission de Titres dans le cadre de Tranches syndiquées souscrites solidairement par deux ou plusieurs Agents Placeurs.

L'Émetteur paiera à chaque Agent Placeur concerné une commission fixée d'un commun accord avec ledit Agent Placeur relativement aux Titres souscrits par celui-ci. L'Émetteur a accepté de rembourser aux Arrangeurs les frais qu'ils ont supporté à l'occasion de la Mise à Jour du Programme et aux Agents Placeurs certains des frais liés à leurs interventions dans le cadre de ce Programme. Les commissions relatives à une émission syndiquée de Titres seront indiquées dans les Conditions Financières concernées.

L'Émetteur s'est engagé à indemniser les Agents Placeurs au titre de certains chefs de responsabilité encourus à l'occasion de l'offre et la vente des Titres. Les Agents Placeurs se sont engagés à indemniser l'Émetteur de certains chefs de responsabilité encourus à l'occasion de l'offre et la vente des Titres. Le Contrat de Placement autorise, dans certaines circonstances, les Agents Placeurs à résilier tout accord qu'ils ont conclu pour la souscription de Titres préalablement au paiement à l'Émetteur des fonds relatifs à ces Titres.

Restrictions de vente

France

Chacun des Agents Placeurs et de l'Émetteur s'engagent à offrir, vendre ou distribuer ou faire distribuer le Document d'Information, les Conditions Financières concernées ou tout autre document relatif à l'offre des Titres uniquement à investisseurs qualifiés au sens du premier alinéa de l'article L. 411-2 du Code monétaire et financier.

Etats-Unis d'Amérique

Les Titres n'ont pas fait ni ne feront l'objet d'un enregistrement en vertu de la loi américaine sur les valeurs mobilières de 1933 (*US Securities Act*) telle que modifiée (la "**Loi Américaine sur les Valeurs Mobilières**"). Sous certaines exceptions, les Titres ne pourront être offerts, vendus ou, dans le cas de Titres Matérialisés, remis sur le territoire des Etats-Unis d'Amérique ou à des ressortissants américains. Chaque Agent Placeur s'est engagé, et il sera demandé à chaque nouvel Agent Placeur de s'engager à ne pas offrir, ni ne vendre de Titre, ou dans le cas de Titres Dématérialisés au porteur, de remettre lesdits Titres sur le territoire des Etats-Unis d'Amérique qu'en conformité avec le Contrat de Placement.

Les Titres Matérialisés au porteur qui ont une maturité supérieure à un an sont soumis aux règles fiscales américaines et ne peuvent être ni offerts, ni vendus ni remis sur le territoire des Etats-Unis d'Amérique ou de l'une de ses possessions ou à un ressortissant des Etats-Unis d'Amérique, à l'exception de certaines transactions qui sont permises par les règles fiscales américaines. Les termes employés dans le présent paragraphe ont la signification qui leur est donnée dans l'U.S. *Internal Revenue Code* et les dispositions applicables.

En outre, l'offre ou la vente par tout Agent Placeur (qu'il participe ou non à l'offre) de toute Tranche identifiée de tous Titres aux Etats-Unis d'Amérique durant les 40 premiers jours calendaires suivant le commencement de l'offre, peut constituer une violation des obligations d'enregistrement de la Loi Américaine sur les Valeurs Mobilières.

Royaume-Uni

Chaque Agent Placeur a déclaré et garanti que :

- (i) concernant les Titres qui ont une maturité inférieure à un an, (a) il est une personne dont l'activité habituelle est d'intervenir afin d'acquérir, de détenir, de gérer ou de réaliser des investissements (à titre principal ou en qualité d'agent) pour les besoins de ses activités et (b) qu'il n'a pas offert, vendu et qu'il n'offrira pas ou ne vendra pas de Titres autrement qu'à des personnes dont les activités ordinaires impliquent l'acquisition, la détention, la gestion ou la réalisation d'investissement (à titre principal ou en qualité d'agent) pour les besoins de leurs activités ou dont il est raisonnable de penser que l'acquisition ou la réalisation d'investissement (à titre principal ou en qualité d'agent) pour les besoins de leurs activités ne constitue pas une contravention aux dispositions de la section 19 du FSMA par l'Émetteur ; et
- (ii) il a satisfait et satisfera à toutes les dispositions applicables du FSMA en relation avec tout ce qu'il aura effectué concernant les Titres au Royaume-Uni ou impliquant le Royaume-Uni.

Japon

Les Titres n'ont pas fait, ni ne feront, l'objet d'un enregistrement en vertu de la Loi sur la bourse et les valeurs mobilières en vigueur au Japon (loi n°25 de 1948, telle que modifiée, ci après la "**Loi sur la bourse et les valeurs mobilières**"). En conséquence, chacun des Agents Placeurs a déclaré et garanti qu'il n'a pas offert ni vendu, directement ou indirectement, et qu'il n'offrira ni ne vendra, directement ou indirectement, de Titres au Japon ou à un résident japonais sauf dans le cadre d'une dispense des obligations d'enregistrement ou autrement conformément à la Loi sur la bourse et les valeurs mobilières et à toute autre législation ou réglementation japonaise applicable. Dans le présent paragraphe, l'expression "résident japonais" désigne toute personne résidant au Japon, y compris toute société ou autre entité constituée en vertu du droit japonais.

Généralités

Les présentes restrictions de vente pourront être modifiées d'un commun accord entre l'Émetteur et les Agents Placeurs à la suite d'une modification dans la législation, la réglementation ou toute directive applicable. Aucune mesure n'a été prise dans aucun pays ou territoire aux fins de permettre une offre de l'un quelconque des Titres, ou la détention ou la distribution du Document d'Information ou de tout autre document d'offre ou de toutes Conditions Financières dans un pays ou territoire où des mesures sont nécessaires à cet effet.

Chaque Agent Placeur s'est engagé à respecter, dans toute la mesure du possible, les lois, réglementations et directives concernées dans chaque pays ou territoire où il achète, offre, vend ou remet des Titres ou dans lequel il détient ou distribue le Document d'Information, tout autre document d'offre ou toutes Conditions Financières et ni l'Émetteur ni aucun des autres Agents Placeurs n'encourront de responsabilité à ce titre.

MODELE DE CONDITIONS FINANCIERES

Le Modèle de Conditions Financières qui sera émis à l'occasion de chaque Tranche figure ci-dessous:

Conditions Financières

[LOGO, si le document est imprimé]

REGION ÎLE-DE-FRANCE

Programme d'émission de titres de créance

(*Euro Medium Term Note Programme*) de 7.000.000.000 d'euros

SOUCHE No : [•]

TRANCHE No : [•]

[Brève description et montant des Titres]

Prix d'Emission [•] %

[Nom(s) de l'(des) Agent(s) Placeur(s)]

En date du [•]

[GOUVERNANCE DES PRODUITS MIFID II / MARCHE CIBLE D'INVESTISSEURS PROFESSIONNELS ET CONTREPARTIES ELIGIBLES UNIQUEMENT – Pour les besoins exclusifs du processus d'approbation du produit [du/de chacun des] producteur[s], l'évaluation du marché cible des Titres, prenant en compte les cinq catégories auxquelles il est fait référence dans l'élément 18 des Recommandations sur les exigences de gouvernance des produits publié par l'Autorité Européenne des Marchés Financiers (l'"**AEMF**") le 5 février 2018, a permis de conclure que: (i) le marché cible pour les Titres est uniquement composé de contreparties éligibles et clients professionnels, tels que définis dans la Directive 2014/65/UE (telle que modifiée, **MIFID II**); et (ii) les canaux de distribution des Titres aux contreparties éligibles et clients professionnels sont appropriés. [*Prendre en considération tout marché cible négatif*]. Toute personne proposant, vendant ou recommandant par la suite les Titres (un "**distributeur**") devra prendre en compte l'évaluation du marché cible [du/des] producteur(s) ; cependant, un distributeur soumis à MIFID II est responsable d'entreprendre sa propre évaluation du marché cible des Titres (soit en adoptant soit en affinant l'évaluation du marché cible [du/des] producteur(s)) et en déterminant des canaux de distribution appropriés.]

PARTIE A – CONDITIONS CONTRACTUELLES

Le présent document constitue les Conditions Financières relatives à l'émission des titres décrits ci-dessous (*Euro Medium Term Notes*) (les "Titres") et contient les termes définitifs des Titres. Les présentes Conditions Financières complètent le Document d'Information du 12 juin 2020 [et la [Modification du Document d'Information/Modification des Modalités] en date du [●]] ayant fait l'objet d'un avis publié par l'Émetteur le [●] relatif au Programme d'émission de Titres de créance de l'Émetteur de 7.000.000.000 d'euros et doivent être lues conjointement avec celui-ci. Les termes utilisés ci-dessous ont la signification qui leur est donnée dans le Document d'Information. Les Titres seront émis selon les modalités des présentes Conditions Financières associées au Document d'Information. L'Émetteur accepte la responsabilité de l'information contenue dans les présentes Conditions Financières qui, associées au Document d'Information, contiennent toutes les informations importantes dans le cadre de l'émission des Titres. L'information complète sur l'Émetteur et l'offre des Titres est uniquement disponible sur la base de la combinaison des présentes Conditions Financières et du Document d'Information. Les présentes Conditions Financières, le Document d'Information [et la [Modification du Document d'Information/Modification des Modalités] en date du [●]] ayant fait l'objet d'un avis publié par l'Émetteur le [●]] ainsi que toutes les informations incorporées par références sont disponibles (a) sur le site internet de l'Émetteur (<https://www.iledefrance.fr/financement-region>) et (b) pour consultation et pour copie, sans frais, aux jours et heures habituels d'ouverture des bureaux, un jour quelconque de semaine, au siège de l'Émetteur.

[La formulation suivante est applicable si la première Tranche d'une émission dont le montant est augmenté a été émise en vertu d'un prospectus ou document d'information portant une date antérieure.]

Les termes utilisés ci-dessous ont la signification qui leur est donnée dans le Document d'Information du [date d'origine]. Ces Conditions Financières contiennent les termes définitifs des Titres et complètent le Document d'Information du 12 juin 2020 [et la [Modification du Document d'Information/Modification des Modalités] en date du [●]] ayant fait l'objet d'un avis publié par l'Émetteur le [●]] sous réserve des Modalités qui ont été extraites du Document d'Information du [date d'origine]. L'information complète sur l'Émetteur et l'offre des Titres est uniquement disponible sur la base de la combinaison des présentes Conditions Financières et du Document d'Information]. Les présentes Conditions Financières, le Document d'Information [et la [Modification du Document d'Information/Modification des Modalités] en date du [●]] ayant fait l'objet d'un avis publié par l'Émetteur le [●]] ainsi que toutes les informations incorporées par référence sont disponibles (a) sur le site internet de l'Émetteur (<https://www.iledefrance.fr/financement-region>) et (b) disponibles pour consultation et pour copie, sans frais, aux jours et heures habituels d'ouverture des bureaux, un jour quelconque de semaine, au siège de l'Émetteur.

Les présentes Conditions Financières ne sont pas soumises aux dispositions du Règlement Prospectus tel que défini dans le Document d'Information.

Les présentes Conditions Financières ne constituent pas une offre ou une sollicitation (et ne sauraient être utilisées à cette fin) de souscrire ou d'acheter, directement ou indirectement, des Titres.

1 Émetteur : Région Île-de-France

2 (i) Souche N : [●]

(ii) [Tranche N : [●]

(Si assimilable avec celle d'une Souche existante, indiquer les caractéristiques de cette Souche, y compris la date à laquelle les Titres deviennent assimilables.)

3 Devise Prévue : [●]

- 4** Montant Nominal Total :
- [(i)] Souche : [•]
- [(ii)] Tranche : [•]
- 5** Prix d'émission : [•] % du Montant Nominal Total [majoré des intérêts courus depuis le [insérer la date] (*dans le cas d'émissions assimilables seulement, le cas échéant*)
- 6** Valeur(s) Nominale(s) Indiquée(s) : [•] (*une seule Valeur Nominale pour les Titres Dématérialisés*)
- 7** [(i)] Date d'émission : [•]
- [(ii)] Date de Début de Période d'Intérêts : [•]
- 8** Date d'Echéance : [*préciser la date ou (pour les Titres à Taux Variable) la Date de Paiement du Coupon du mois et de l'année concernés ou la date la plus proche de la Date de Paiement du Coupon du mois et de l'année concernés*]
- 9** Base d'Intérêt : [Taux Fixe de [•] %] [[*indiquer le taux de référence*]] +/- [•] % Taux Variable]
- 10** Base de Remboursement/Paiement : [Remboursement au pair]
- 11** Options : [Option de Remboursement au gré de l'Émetteur] [*(autres détails indiqués ci-dessous)*]
- 12** [(i)] Rang : Senior
- [(ii)] Date d'autorisation de l'émission : [•]
- 13** Méthode de distribution : [Syndiquée/Non-syndiquée]

STIPULATIONS RELATIVES AUX INTERETS (LE CAS ECHEANT) A PAYER

- 14** Stipulations relatives aux Titres à Taux Fixe [Applicable/Non Applicable]
- (Si ce paragraphe n'est pas applicable, supprimer les autres sous-paragraphes)*
- (i) Taux d'Intérêt : [•] % par an [payable [annuellement/semestriellement/trimestriellement/mensuellement] à échéance]
 - (ii) Date(s) de Paiement du Coupon : [•] de chaque année [ajusté conformément à [la Convention de Jour Ouvré spécifique et à tout Centre(s) d'Affaires concerné pour la définition de "Jour Ouvré"]/non ajusté]
 - (iii) Montant [(s)] de Coupon Fixe : [•] pour [•] du montant nominal
 - (iv) Coupon Atypique : [Non Applicable / *Ajouter les informations relatives au Coupon Atypique initial ou final qui ne correspondent pas au(x) Montant(s) de Coupon Fixe et à la/(aux) date(s) de Paiement du Coupon à laquelle/(auxelles) ils se réfèrent*]
 - (v) Méthode de Décompte des Jours(Article 5(a)) : [Base Exact/365/Base Exact/365 – FBF/Base Exact/Exact – ISDA / Base Exact/Exact – ICMA / Base Exact/Exact – FBF / Base Exact/365 / Base Exact/360 / Base 30/360/Base 360/360/Base Obligataire / Base 30/360 – FBF/Base Exact 30A/360 (Base Obligataire Américaine / Base 30E/360 / Base Euro Obligataire / Base 30E/360 - FBF]
 - (vi) Date(s) de Détermination (Article 5(a)) : [•] pour chaque année (indiquer les dates régulières de paiement du Coupon, en excluant la Date d'Emission et la Date d'Echéance dans le cas d'un premier ou dernier Coupon long ou court. N.B. : seulement applicable lorsque la Méthode de Décompte des Jours est Base Exact/Exact (ICMA)).
- 15** Stipulations relatives aux Titres à Taux Variable [Applicable/Non Applicable]
- Supprimer les autres sous-paragraphes si ce paragraphe n'est pas applicable.*
- (i) Période(s) d'Intérêts : [•]
 - (ii) Dates de Paiement du Coupon : [•][non ajusté]/[ajusté conformément à la Convention de Jour Ouvré et à tout Centre(s) d'Affaires applicable pour la définition de "Jour Ouvré"]
 - (iii) Convention de Jour Ouvré : [Convention de Jour Ouvré "Taux Variable"/Convention de Jour Ouvré "Suivant"/Convention de Jour Ouvré "Suivant Modifié"/Convention de Jour Ouvré "Précédent"]/[Non applicable]
 - (iv) Centre(s) d'Affaires (Article 5(a)) : [•]
 - (v) Méthode de détermination du (des) Taux d'Intérêt : [Détermination du Taux sur Page/Détermination FBF]

- (vi) Date de Sous-Période d'Intérêts : [Non Applicable/*préciser les dates*]
- (vii) Partie responsable du calcul du (des) Taux d'Intérêt et du (des) Montant(s) de Coupon (si ce n'est pas l'Agent de Calcul) : [•]
- (viii) Détermination du Taux sur Page (Article 5(c)(iii)(B)) : [Applicable/Non applicable]
- Heure de Référence : [•]
 - Date de Détermination du Coupon : [[•] [TARGET] Jours Ouvrés à [*préciser la ville*] pour [*préciser la devise*] avant [*le premier jour de chaque Sous-Période d'Intérêts/chaque Date de Paiement du Coupon*]]
 - Source Principale pour le Taux Variable : [*Indiquer la Page appropriée ou "Banques de Référence"*]
 - Banques de Référence (si la source principale est "Banques de Référence") : [*Indiquer quatre établissements*]
 - Place Financière de Référence : [*La place financière dont la Référence de Marché concernée est la plus proche – préciser, si ce n'est pas Paris*]
 - Référence de Marché : *LIBOR, EURIBOR, CMS ou tout autre indice de référence de la zone euro communément utilisé par les marchés financiers*

(si le Taux d'Intérêt est déterminé par interpolation linéaire au titre d'une [première/dernière] Période d'Intérêt [longue/courte], insérer la(les) période(s) d'intérêts concernée(s) et les deux taux concernés utilisés pour ladite détermination)
 - Montant Donné : [*Préciser si les cotations publiées sur Page ou les cotations de la Banque de Référence doivent être données pour une opération d'un montant particulier*]
 - Date de Valeur : [*Indiquer si les cotations ne doivent pas être obtenues avec effet au début de la Sous-Période d'Intérêts*]
 - Durée Prévue : [*Indiquer la période de cotation, si différente de la durée de la Sous-Période d'Intérêts*]
- (ix) Détermination FBF (Article 5(c)(iii)(A)) : [Applicable/Non Applicable]
- Taux Variable : [•]
 - Date de Détermination du Taux Variable : [•]
 - Définitions FBF (si elles diffèrent de celles figurant dans les Modalités) : [•]

	– Convention Cadre FBF :	Convention Cadre FBF 2013
(x)	Marge(s) :	[+/-] [•] % par an
(xi)	Taux d'Intérêt Minimum :	[Zéro/ [•] % par an] ⁸
(xii)	Taux d'Intérêt Maximum :	[Non applicable/ [•] % par an]
(xiii)	Méthode de Décompte des Jours (Article 5(a)) :	[•]
(xiv)	Coefficient Multiplicateur :	[Non applicable/ [•]]

DISPOSITIONS RELATIVES AU REMBOURSEMENT

- 16** Option de Remboursement au gré de l'Émetteur [Applicable/Non Applicable] (*Si ce paragraphe n'est pas applicable, supprimer les autres sous-paragraphe*)
- (i) Date(s) de Remboursement Optionnel : [•]
- (ii) Montant(s) de Remboursement Optionnel pour chaque Titre et, le cas échéant, méthode de calcul de ce(s) montant(s) : [•] par Titre [de Valeur Nominale Indiquée [•]] (*Supprimer le texte entre crochets pour les Titres Dématérialisés*)
- (iii) Si remboursable partiellement :
- (a) Montant de Remboursement Minimum : [•]
- (b) Montant de Remboursement Maximum : [•]
- (iv) Date(s) d'Exercice de l'Option : [•]
- 17** Montant de Remboursement Final pour chaque Titre [•] par Titre [de Valeur Nominale Indiquée [•]] (*Supprimer le texte entre crochets pour les Titres Dématérialisés*)
- 18** Montant de Remboursement Anticipé
- (i) Montant(s) de Remboursement Anticipé pour chaque Titre payé(s) lors du remboursement pour des raisons fiscales (article 6(d)) ou en Cas d'Exigibilité Anticipée (article 9) : [•] par titre [de Valeur Nominale Indiquée [•]] (*Supprimer le texte entre crochets pour les Titres Dématérialisés*)
- (ii) Remboursement pour des raisons fiscales à des dates ne correspondant pas aux Dates de Paiement du Coupon (article 6(d)) : [Oui/Non]
- (iii) Coupons non échus à annuler lors d'un remboursement anticipé (Titres : [Oui/Non/Non applicable]

⁸ Le Taux d'Intérêt Minimum ne peut être inférieur à zéro.

DISTRIBUTION

- 25 (i) Si elle est syndiquée, noms des Membres du Syndicat de Placement : [Non Applicable/*donner les noms*]
- (ii) Membre chargé des Opérations de Régularisation (le cas échéant) : [Non Applicable/*donner les noms*]
- 26 Si elle est non-syndiquée, nom de l'Agent Placeur : [Non Applicable/*donner le nom*]
- 27 Restrictions de vente Etats-Unis d'Amérique : Réglementation S Compliance Category 1; [Règles TEFRA C/ Règles TEFRA D/Non Applicable]
- (Les Règles TEFRA ne sont pas applicables aux Titres Dématérialisés)

GENERALITES

- 28 Le montant nominal total des Titres émis a été converti en euros au taux de [•], soit une somme de : [Non Applicable/euro [•]] (*applicable uniquement aux Titres qui ne sont pas libellés en euros*)

[ADMISSION AUX NEGOCIATIONS

Les présentes Conditions Financières comprennent les Conditions Financières requises pour l'admission aux négociations des Titres décrits ici sur [Euronext Paris / [•]] (*indiquer le Marché Règlementé concerné*) sous le programme d'émission de titres (*Euro Medium Term Notes*) de 7.000.000.000 d'euros de la Région Île-de-France.]

RESPONSABILITE

L'Émetteur accepte d'être responsable pour l'information contenue dans les présentes Conditions Financières.

[(*Information provenant de tiers*) provient de (*indiquer la source*). L'Émetteur confirme que ces informations ont été fidèlement reproduites et que, pour autant que l'Émetteur le sait et est en mesure de l'assurer à la lumière des informations publiées par (*spécifier la source*), aucun fait n'a été omis qui rendrait les informations reproduites inexactes ou trompeuses.]⁹

Signé pour le compte de l'Émetteur :

Par :

Dûment autorisé

⁹ A inclure si des informations proviennent de tiers.

PARTIE B – AUTRE INFORMATION

1. ADMISSION AUX NEGOCIATIONS

- (i) Admission aux négociations : [Une demande d'admission des Titres aux négociations sur [Euronext Paris / [•] (*spécifier le Marché Réglementé ou le marché non réglementé concerné*)] à compter du [•] a été faite.] [Non Applicable]
- (ii) Estimation du coût total de l'admission à la négociation : [[•]/Non Applicable]

2. NOTATIONS

Notations [Les Titres ne sont pas notés/] Les Titres à émettre ont fait l'objet de la notation suivante :

[[Fitch Ratings] : [•]]

[[Moody's] : [•]]

[[Autre] : [•]]

(La notation attribuée aux Titres émis sous le Programme doit être indiquée ci-dessus ou, si une émission de Titres a fait l'objet d'une notation spécifique, cette notation spécifique doit être indiquée ci-dessus.)

[insérer l'alternative applicable]

[[insérer le nom légal complet de l'agence de notation de crédit] / [Chacune des agences indiquées ci-dessus] est une agence de notation de crédit établie dans l'Union Européenne ou au Royaume-Uni et enregistrée conformément au Règlement ANC et figurant sur la liste des agences de notation de crédit publiée sur le site internet de l'Autorité Européenne des Marchés Financiers (<https://www.esma.europa.eu/supervision/credit-rating-agencies/risk>) conformément au Règlement ANC.]

3. [INTERET DES PERSONNES PHYSIQUES ET MORALES PARTICIPANT A L'EMISSION]

L'objet de ce chapitre est de décrire tout intérêt, y compris les intérêts conflictuels, pouvant influencer sensiblement sur l'émission des Titres, en identifiant chacune des personnes concernées et en indiquant la nature de cet intérêt. Ceci pourrait être satisfait par l'insertion de la déclaration suivante :

"[A l'exception des éléments fournis dans le chapitre "Informations Générales" du Document d'Information,] à la connaissance de l'Émetteur, aucune personne impliquée dans l'Offre n'y a d'intérêt significatif."

4. RAISONS DE L'OFFRE ET UTILISATION DU PRODUIT

L'Émetteur doit indiquer les raisons de l'offre autres que la réalisation d'un bénéfice et/ou la couverture de certains risques et, le cas échéant, indiquer le coût total estimé de l'émission/de l'offre et le montant net estimé de son produit. Ce coût et ce produit doivent être ventilés selon les principales utilisations prévues, par ordre décroissant de priorité. Si l'Émetteur a conscience que

le produit estimé ne suffira pas à financer toutes les utilisations envisagées, il doit indiquer le montant et la source du complément nécessaire.

5. [TITRES A TAUX FIXE UNIQUEMENT – RENDEMENT

Rendement [•]

Le rendement est calculé à la Date d'Emission sur la base du Prix d'Emission. Ce n'est pas une indication des rendements futurs.]

6. [TITRES A TAUX VARIABLE UNIQUEMENT – HISTORIQUE DES TAUX D'INTERETS

Détail de l'historique du taux LIBOR, EURIBOR, CMS pouvant être obtenus de [•]

[Indices de Référence:

Les montants dûs au titre des Titres seront calculés en référence à [•] fourni par [•]. Au [•], [•] [apparaît/n'apparaît pas] sur le registre des administrateurs et indices de références établi et maintenu par l'AEMF conformément à l'Article 36 du Règlement (UE) 2016/1011 tel que modifié (le "**Règlement sur les Indices de Référence**"). [A la connaissance de l'Émetteur, les dispositions transitoires de l'Article 51 du Règlement sur les Indices de Référence s'appliquent, de sorte que [•] n'est pas actuellement tenu d'obtenir un agrément ou un enregistrement (ou, si localisé en dehors de l'Union Européenne, reconnaissance, aval ou équivalent)]/[Sans objet]]

7. AUTRES MARCHES

Mentionner tous les marchés réglementés ou tous les marchés équivalents sur lesquels, à la connaissance de l'Émetteur, sont déjà négociées des valeurs mobilières de la même catégorie que celles qui doivent être offertes ou admises à la négociation : [[•]/Aucun]

8. INFORMATIONS OPERATIONNELLES

(i) Code ISIN : [•]

(ii) Code commun : [•]

(iii) Dépositaire(s) : [[•]/Non Applicable]

(i) Euroclear France en qualité de Dépositaire Central : [Oui/Non] [adresse]

(ii) Dépositaire Commun pour Euroclear et Clearstream : [Oui/Non] [adresse]

(iv) Tout système de compensation autre que Euroclear France, Euroclear et Clearstream et le(s) numéro(s) d'identification correspondant : [Non Applicable/donner le(s) nom(s) et numéro(s)] [adresse]

(v) Livraison : Livraison [contre paiement/franco]

- | | | |
|-------|--|----------------------|
| (vi) | L'Agent Financier spécifique désigné pour les Titres est : ¹⁰ | [[•]/Non Applicable] |
| (vii) | Les Agents additionnels désignés pour les Titres sont : ¹¹ | [[•]/Non Applicable] |

¹⁰ Un Agent Financier spécifique sera désigné pour toute tranche de Titres Matérialisés.

¹¹ Indiquer tous Agents additionnels désignés pour toute tranche de Titres (y compris tous Agents additionnels désignés pour toute tranche de Titres Matérialisés).

INFORMATIONS GENERALES

- (1) L'Émetteur a obtenu tous accords, approbations et autorisations nécessaires en France dans le cadre de la mise en place et de la mise à jour du Programme. La mise en place du Programme a été autorisée par la délibération CR 12.00 du Conseil Régional de l'Émetteur en date du 4 mai 2000.

Toute émission de Titres dans le cadre du Programme doit être autorisée par une délibération du Conseil Régional de l'Émetteur.

Le budget de l'Émetteur pour l'année 2020, qui a été adopté conformément à la procédure prévue à l'article L.4311-1 du CGCT, tel que modifié par le budget supplémentaire 2020, autorise les emprunts, notamment par l'émission de Titres dans le cadre du Programme, pour l'année 2020, à hauteur d'un montant maximal de 969 640 473,32 euros.

L'émission de Titres pour l'année 2020 a été autorisée par la délibération n° CR 2019-075 du Conseil Régional d'Île-de-France en date du 18 décembre 2019.

- (2) L'identifiant d'entité juridique (*Legal Entity Identifier* (LEI)) de l'Émetteur est 969500X7E3U7ZNH95E23.
- (3) En dehors de ce qui est indiqué dans le Document d'Information au chapitre "*Facteurs de risques*" et au chapitre "*Description de l'Emetteur*", en ce compris concernant les impacts résultant de la crise sanitaire liée au Covid-19 sur l'Emetteur, il n'y a pas eu de changement notable (a) dans les systèmes fiscal et budgétaire, (b) de la dette publique brute, (c) de la balance commerciale et de la balance des paiements, (d) des réserves de change, (e) de la situation et des ressources financières, ni (f) dans les recettes et dépenses de l'Émetteur depuis le 31 décembre 2019.
- (4) En dehors de ce qui est indiqué dans le présent Document d'Information, dans les douze mois précédant la date du présent Document d'Information, l'Émetteur n'est et n'a été impliqué dans aucune procédure administrative, judiciaire ou d'arbitrage et n'a connaissance d'aucune telle procédure en suspens ou dont il est menacé qui pourrait avoir ou a eu récemment des effets significatifs sur sa situation financière.
- (5) Tout Titre Physique, Coupon et Talon comportera la légende suivante : "Toute personne américaine qui détient ce titre sera soumise aux restrictions liées à la législation américaine sur le Revenu, notamment celles visées aux Sections 165(j) et 1287(a) du Code d'imposition fédéral sur le revenu (*Internal Revenue Code*)".
- (6) Les Titres pourront être admis aux opérations de compensation des systèmes Euroclear et Clearstream. Le Code Commun, le numéro ISIN (Numéro international d'identification des valeurs mobilières) et le numéro d'identification de tout autre système de compensation concerné (le cas échéant) pour chaque Souche de Titres, seront indiqués dans les Conditions Financières concernées.
- (7) Aussi longtemps que des Titres émis sous le présent Document d'Information seront en circulation, les documents suivants seront publiés sur le site internet de l'Émetteur, dans une section dédiée et facilement accessible (<https://www.iledefrance.fr/financement-region>) :
- (i) le présent Document d'Information et tout avis y afférent (en ce compris les avis portant Modification des Modalités) ;
 - (ii) les documents incorporées par référence au présent Document d'Information mentionnés au chapitre "Documents Incorporés par Référence" (en ce compris, les Documents Futurs mentionnés au paragraphe II. du chapitre "Documents Incorporés par Référence") ;
 - (iii) les Modifications des Modalités ; et
 - (iv) les Conditions Financières des Titres admis à la négociation sur un Marché Réglementé de l'EEE ou du Royaume-Uni.
- (8) Aussi longtemps que des Titres émis sous le présent Document d'Information seront en circulation, les documents suivants seront disponibles, dès leur publication, sans frais, aux heures habituelles

d'ouverture des bureaux, un quelconque jour de la semaine (à l'exception des samedis, dimanches et des jours fériés) pour consultation et pour copie sans frais dans les bureaux de l'Émetteur et de l'Agent Financier ou des Agents Payeurs :

- (i) le Contrat de Service Financier (qui inclut le modèle de la lettre comptable, des Certificats Globaux Temporaires, des Titres Physiques, des Coupons et des Talons) ; et
 - (ii) tous rapports, courriers et autres documents, évaluations et déclarations établis par un expert à la demande de l'Émetteur dont une quelconque partie serait extraite ou à laquelle il serait fait référence dans le présent Document d'Information et relatifs à l'émission de Titres.
- (9) Dans le cadre de chaque Tranche (telle que définie au chapitre "*Caractéristiques Générales du Programme*"), l'un des Agents Placeurs pourrait intervenir en qualité d'établissement chargé des opérations de régularisation ("**Etablissement chargé des Opérations de Régularisation**"). L'identité de l'Etablissement chargé des Opérations de Régularisation sera indiquée dans les Conditions Financières concernées. Pour les besoins de toute émission, l'Etablissement chargé des Opérations de Régularisation (ou toute personne agissant au nom de l'Etablissement chargé des Opérations de Régularisation) peut effectuer des sur-allocations de Titres ou des opérations en vue de maintenir le cours des Titres à un niveau supérieur à celui qu'elles atteindraient autrement en l'absence de telles opérations. Cependant, ces opérations peuvent ne pas nécessairement se produire. Ces Opérations de Régularisation ne pourront débuter qu'après la date à laquelle les conditions finales de l'émission auront été rendues publiques ou à cette date et, une fois commencées, elles pourront cesser à tout moment et devront prendre fin au plus tard à la première des deux dates suivantes : (i) trente (30) jours calendaires après la date d'émission et (ii) soixante (60) jours calendaires après la date d'allocation des Titres. Toute Opération de Régularisation sera effectuée en conformité avec toutes les lois et réglementations applicables.

- (10) Des conflits d'intérêts potentiels peuvent exister entre l'Agent de Calcul et les Titulaires de Titres (incluant le cas où un Agent Placeur agit en qualité d'agent de calcul) et notamment dans le cadre des déterminations, calculs et jugements qu'un tel Agent de Calcul pourrait être amené à réaliser conformément aux Modalités, ceux-ci pouvant avoir une influence sur les montants à percevoir par les Titulaires de Titres durant la détention des Titres et ce, jusqu'à leur remboursement.

L'Émetteur peut désigner un Agent Placeur en tant qu'Agent de Calcul au titre d'une émission de Titres sous Programme. Dans ce cas, l'Agent de Calcul peut potentiellement être membre d'un groupe financier international impliqué, dans l'exercice normal de l'activité de l'Émetteur, dans une large gamme d'activités bancaires dans le cadre desquelles des conflits d'intérêts peuvent survenir. Tout en ayant, le cas échéant, mis en place des barrières d'informations et des procédures pour gérer les conflits d'intérêts, l'Agent de Calcul peut, parfois, dans ses autres activités bancaires être impliqué dans des opérations incluant un indice ou des produits dérivés liés qui peuvent avoir un effet sur les créances des porteurs durant la période de détention et à l'échéance des Titres ou sur le prix de marché, la liquidité ou la valeur des Titres et qui peuvent être défavorables aux intérêts des porteurs.

- (11) Les montants dûs au titre des Titres à Taux Variable peuvent être calculés par référence à un ou plusieurs indices de référence au sens du Règlement (UE) 2016/1011 tel que modifié (le "**Règlement sur les Indices de Référence**"). Les Conditions Financières applicables à une émission de Titres à Taux Variable préciseront l'indice de référence concerné, l'administrateur compétent et si l'administrateur apparaît ou n'apparaît pas sur le registre des administrateurs et indices de référence établi et maintenu par l'Autorité Européenne des Marchés Financiers conformément à l'article 36 du Règlement sur les Indices de Référence.

- (12) Dans le présent Document d'Information, à moins qu'il n'en soit spécifié autrement ou que le contexte ne s'y prête pas, toute référence à "€", "Euro", "EUR" ou "euro" désigne la devise ayant cours légal dans les Etats membres de l'Union Européenne qui ont adopté la monnaie unique introduite conformément au Traité instituant la Communauté Economique Européenne, tel que modifié, toute référence à "£", "livre sterling", "GBP" et "Sterling" désigne la devise légale ayant cours au Royaume-Uni, toute référence à "\$", "USD" et "dollars américains" désigne la devise légale ayant cours aux Etats-Unis d'Amérique, toute référence à "¥", "JPY", "yen japonais" et "yen"

désigne la devise légale ayant cours au Japon et toute référence à "francs suisses" ou "CHF" désigne la devise légale ayant cours dans la Confédération suisse.

RESPONSABILITÉ DU DOCUMENT D'INFORMATION

Personnes qui assument la responsabilité du présent Document d'Information

Au nom de l'Émetteur

J'atteste, après avoir pris toute mesure raisonnable à cet effet, que les informations contenues ou incorporées par référence dans le présent Document d'Information sont, à ma connaissance, conformes à la réalité et n'omettent pas d'éléments de nature à en altérer la portée.

Région Île-de-France

2, rue Simone Veil
93400 Saint-Ouen-sur-Seine

Paris, le 12 juin 2020

Représentée par M. Paul Bérard,
Directeur Général Adjoint chargé du pôle Finances

Émetteur

Région Île-de-France

2, rue Simone Veil
93400 Saint-Ouen-sur-Seine
France

Arrangeurs

BNP Paribas

16, boulevard des Italiens
75009 Paris
France

HSBC France

103, avenue des Champs-Élysées
75008 Paris
France

Agents Placeurs

BNP Paribas

16, boulevard des Italiens
75009 Paris
France

Credit Agricole Corporate and Investment Bank

12, place des États-Unis
CS 70052
92547 Montrouge Cedex
France

Deutsche Bank Aktiengesellschaft

Mainzer Landstrasse 11-17
60329 Frankfurt/Main
Germany

HSBC France

103, avenue des Champs-Élysées
75008 Paris
France

Morgan Stanley & Co. International plc

25 Cabot Square
Canary Wharf
Londres E14 4QA
Royaume-Uni

Natixis

30, Avenue Pierre Mendès France
75013 Paris
France

UBS Europe SE

Bockenheimer Landstraße 2-4,
60306 Frankfurt am Main
Germany

Société Générale

29, boulevard Haussmann
75009 Paris
France

**Agent Financier, Principal Agent Payeur, Agent de Redénomination,
Agent de Consolidation et Agent de Calcul
pour les Titres Dématérialisés**

BNP Paribas Securities Services

(Numéro affilié Euroclear France 29106)
Les Grands Moulins de Pantin
9 rue du Débarcadère
93500 Pantin
France

Attention : Corporate Trust Services

Notification opérationnelle :

BNP Paribas Securities Services, Luxembourg Branch

Corporate Trust Services
33 rue de Gasperich, Howald - Hesperange
L – 2085 Luxembourg
Téléphone : +352 26 96 20 00
Télécopie : +352 26 96 97 57
Attention: Lux Émetteurs / Lux GCT

Conseillers Juridiques

Pour l'Émetteur
Gide Loyrette Nouel A.A.R.P.I.
15 rue de Laborde
75008 Paris
France

Pour les Agents Placeurs
Clifford Chance Europe LLP
1 rue d'Astorg
CS 60058
75377 Paris Cedex
France